

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1923.

PROJET DE LOI REVISANT LE TARIF DES DOUANES.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le tarif des douanes, présentement en vigueur, a des bases très anciennes; il a subi au cours des années des modifications profondes qui ne pouvaient manquer, à la longue, d'en altérer l'harmonie. Au reste, les progrès de la science ont mené à la création de séries inépuisables de productions dont l'industrie, grâce au perfectionnement de sa technique, a propagé l'emploi dans le monde. Les articles les plus divers font ainsi l'objet d'échanges entre nations, et il se conçoit que le tarif des douanes, pour être précis, doive les relever, avec méthode, dans une forme moderne.

Avant la guerre, le tarif belge, malgré des imperfections qu'il serait puéril de vouloir dissimuler, a pu répondre d'assez près aux exigences courantes de la pratique. Mais, depuis l'armistice, tant de changements ont été apportés à sa structure qu'il est devenu positivement caduc en manière telle que sa réédification ne pourrait être plus longtemps différée.

* * *

Précisons aussitôt. Il faut reconstruire plutôt que construire; nous voulons dire que le nouveau tarif doit conserver les mêmes assises que l'ancien, garder aussi ses lignes générales, car l'orientation ne peut en être changée.

Il échet d'y insister. La réfection du tarif des douanes n'est inspirée que par le seul souci d'un rajustement rationnel. Le Gouvernement actuel demeure d'avis, tout comme ses devanciers, que la politique douanière de la Belgique doit conserver son caractère traditionnel de liberté, grâce auquel le pays a connu, dans le passé, des périodes durables de croissante prospérité.

Ne nous payons cependant pas de mots. Confessons que cette politique ne comporte point, comme elle n'a d'ailleurs jamais comporté, l'application intégrale d'un libre-échange absolu. Dans la vie des nations aussi bien que dans la vie des individus, il faut décompter avec les réalités : ce n'est pas dans le mirage des conceptions académiques que se jouent les destinées mais sur le terrain des faits, dans le combat de chaque minute. Ainsi notre tarif comprend, à côté de la multitude des positions qui sont vierges de tout indice de charge, d'autres positions assez nombreuses, affectées celles-ci d'un taux de droit.

Pourquoi?

Essentiellement pour des raisons d'ordre fiscal. Et à cet égard rencontrons sans tarder ce sentiment, qui a la faveur de certains milieux, savoir que les recettes fiscales ne devraient pas se rechercher, en douane, dans l'éparpillement des droits mais plutôt, à l'instar du système anglais, dans l'imposition de quelques produits seulement. Comparaison n'est pas raison. Ce qui est admis comme chose naturelle dans tel pays, ne pourrait être transporté sans heurt dans tel autre, parce que la matière est conditionnée par l'usage et les mœurs. Sans doute, se sent-on ébloui quand, à la lumière des publications anglaises, on perçoit que pour 1920-1921, les recettes de douane étaient évaluées £ 150,000,000; mais quand on considère que ce total énorme est représenté, pour la quasi-intégralité, par les perceptions effectuées sur

Les tabacs	62,470,000 £
Les sucres	31,000,000 £
Les alcools	22,000,000 £
Les thés	17,000,000 £
ENSEMBLE	132,470,000 £

soit, à la simple valeur nominale de 25 francs = 3 1/2 milliards de francs, il apparaît comme très clair que nous ne pourrions songer à lever, en proportion, de pareilles taxes en Belgique.

Nous disions plus haut que les droits de douane, chez nous, avaient principalement pour but de procurer des ressources à l'État. Telle n'en est pas invariablement l'unique fonction.

* * *

Déjà avant la guerre, nombre d'États soucieux de réserver à leur production le monopole du marché national se laissaient aller à la pratique de hauts tarifs, corsés parfois de combinaisons subtiles qui cachaient mal l'agression. De quelles armes disposions-nous pour réagir? Elles étaient nulles ou tellement précaires que nous demeurions les mains vides. Il y avait bien la loi du 19 mai 1902 qui accordait au Gouvernement quelques pouvoirs spéciaux en matière de tarif, mais ces dispositions manquaient de consistance.

Cette situation, critique jadis, s'est encore empirée : il n'y a pas que les tarifs

de douane qui sont haussés vers des cimes décevantes; par endroits, c'est la prohibition qui se voile derrière les entraves de la réglementation économique.

Nous ne pouvons nous désintéresser des malaises déjà nés ni des dangers qui menacent. Souhaitons que les efforts du Gouvernement en vue de la conclusion d'arrangements commerciaux aboutissent à des résultats satisfaisants, susceptibles d'introduire dans le courant des échanges des éléments d'équilibre et de sécurité. Si, cependant, malgré toute la modération dont la Belgique entend user, elle ne parvenait pas à obtenir les concessions indispensables, si ses appels à la conciliation demeuraient sans écho, il ne faudrait pas tout de même qu'elle en fût réduite à se morfondre dans l'impuissance. La bonne volonté, la patience sont de belles vertus; elles ne peuvent aller sans qu'une fermeté et une autorité bien gardées en fassent apprécier tout le prix.

Le regard sur l'avenir, voulant être préparé à toutes les éventualités, le Gouvernement a introduit dans le nouveau tarif le système de la double colonne : le tarif minimum, qui sera dans toute la mesure des possibilités l'instrument d'usage, le tarif maximum, dont il ne devra être tiré parti, espérons-le, que très exceptionnellement, suivant les conditions à déterminer d'ailleurs par la loi.

En tarif maximum, les droits sont portés au triple des taux ordinaires et diverses marchandises, indemnes de droits en tarif minimum, y apparaissent grevées d'un taux d'imposition.

* . *

Nous voici maintenant devant les modalités d'imposition des marchandises. On sait que deux systèmes sont en présence, la tarification ad valorem et la tarification spécifique. Encore faut-il dire que même cette dernière taxation trouve, à son point de départ, une estimation ad valorem, car il s'indique que, pour fixer initialement la quotité du droit spécifique, il est tenu compte de la relation qui existe à ce moment entre la mesure (poids, volume, litrage, etc.) et la valeur correspondante, si bien que le taux spécifique apparaît, en définitive, comme une expression clichée de valeur.

Théoriquement la valeur est, sans conteste, la base idéale de l'imposition puisque, nonobstant toutes les fluctuations, la taxe semble constamment proportionnelle au prix. De fait, ce suprême mérite n'est qu'apparent, car il faut compter avec les sous-évaluations systématiques que nombre de déclarants pratiquent avec usure, sans qu'il soit au pouvoir de la douane de réfréner l'abus avec la sûreté et l'efficacité qui conviendraient. D'où la conséquence que le Trésor subit des pertes graves et — ce qui est non moins immoral — que les importateurs peu scrupuleux concurrencent avec une insolente avance les commerçants honnêtes.

Est-ce à dire que la tarification spécifique échappe à la critique? Non point : d'abord, on l'a dit déjà, l'imposition est clichée nonobstant les variations de valeur; ensuite, comme il est nécessaire, afin que l'incidence du droit demeure rationnelle, de multiplier les positions, la différenciation entre celles-ci finit par devenir malaisée et prête à son tour à des manœuvres.

Le sujet est de ceux qui ont été amplement débattus : quoi qu'il en soit, un

fait domine la controverse, c'est la préférence qui s'avère dans les milieux industriels et commerciaux en faveur de l'imposition spécifique, plus ferme, plus stable et mieux à même d'assurer l'égalité des charges au compte de tous les déclarants.

Le projet de nouveau tarif comprend surtout des droits spécifiques, sans que cependant l'imposition ad valorem se trouve totalement éliminée. Si, dans la suite, une généralisation plus grande encore de la taxation spécifique paraissait souhaitable, le Gouvernement aurait toujours la faculté de l'accomplir, en usant des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 4 de la loi du 16 juin 1905, de convertir les droits ad valorem en droits spécifiques équivalents.

L'élaboration du nouveau tarif a rencontré, faut-il le dire, des difficultés considérables. L'une des plus grandes dérivait du manque de stabilité des valeurs, influencées fortement par les sautes du change et par le coût encore excessif de la vie. Tous les vœux se portent vers un état de choses normal, ramenant la quiétude et la confiance, et nous rapprochant ainsi des conditions heureuses de l'avant-guerre.

Escomptant ce rétablissement, le Gouvernement a introduit dans le nouveau tarif des droits de base en rapport avec les contingences ainsi prévues. Mais des étapes restent à franchir avant d'atteindre pareil but et, dans l'intervalle, des transitions doivent être ménagées. Elles le seront en l'occurrence par le jeu des coefficients, lesquels, maintenus dans le cadre du tarif, seront progressivement abaissés pour s'éliminer finalement au niveau de la base.

*
* .

Après avoir fait à grands pas le tour du tarif, portons un regard vers l'intérieur. Comment convenait-il de l'aménager?

L'ordre ancien, qui n'était autre que celui de l'alphabet, ne pouvait plus être retenu : il ne réalisait, en effet, qu'une liaison de surface alors que le nouvel ouvrage, pour être pratique, réclamait des juxtapositions bien ordonnées.

Vingt et une sections ont été ainsi montées et, dans chacune de celles-ci, les compartiments s'ouvrent et se subdivisent par séries : les marchandises s'y groupent suivant leurs affinités et leur conditionnement autant que possible dans l'ordre du simple au composé.

Grâce à cette interdépendance, la vaste matière du tarif, si morcelée qu'elle soit, se laisse explorer sans trop de peines et un index alphabétique achève pour le surplus d'en éclairer les positions.

Ces positions sont nombreuses, ce qui répond au vœu qui fut exprimé à différentes reprises de voir substituer aux massifs agglomérats de l'ancien tarif des spécialisations allègres. Et certes, dans ce domaine, le moindre avantage ne sera pas celui qui résultera d'un meilleur affinage de l'instrument qui, au cours des négociations commerciales, permettra de défendre nos chances vis-à-vis de l'étranger.

PROJET DE LOI SUR LE TARIF.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier donne force exécutoire au nouveau tarif des douanes et consacre ainsi, notamment, sa double structure en tarif minimum et tarif maximum.

ART. 2.

L'article 2 dispose que le tarif minimum est applicable à toutes marchandises à l'égard desquelles un régime différent n'a pas été expressément établi.

Ce texte, aussi précis que formel, met en vedette un trait capital de notre politique douanière.

Avant la guerre, la Belgique ne connaissait qu'un seul tarif applicable uniformément aux marchandises de toutes provenances. Le vœu du Gouvernement serait de voir renaître une situation qui permit, suivant l'ancienne pratique, de traiter les divers arrivages sur un pied de parfaite égalité.

Même sous l'empire des tarifs, c'est encore de la liberté que de ne pas déniveler les voies d'importation et de réserver ainsi à toutes les expéditions les mêmes facilités d'accès.

Aussi, à l'inverse de nombre de pays qui dressent d'emblée leur tarif maximum et ne se laissent aller à abaisser la muraille que suivant des plans patiemment combinés, la Belgique se borne-t-elle à développer son tarif minimum, simplement résolue à relever la barrière en cas d'absolu besoin.

Dès l'origine, le tarif minimum apparaît dans ce cadre comme le tarif d'usage.

Encore faut-il ajouter que les droits inscrits à ce tarif sont susceptibles d'être réduits à la suite de Conventions commerciales. Et comme en pareil cas, sauf stipulations contraires dans les arrangements, les taux conventionnels feraient communément l'objet de généralisations, ils se substitueraient pratiquement aux droits du tarif minimum.

ART. 3.

L'article 3 détermine dans quelles circonstances le Gouvernement pourra décréter l'application du tarif maximum.

Comprenant tout ce que la teneur de l'article 3 pourrait soulever de scrupules, le Gouvernement a entouré la délégation qui s'y trouve prévue de réserves, de tempéraments et de conditions qui en resserrent l'application.

Il est stipulé d'abord que les mesures comportant l'application du tarif maximum devront être concertées en Conseil des Ministres, la responsabilité entière du Gouvernement se trouvant ainsi engagée.

D'autre part, le tarif maximum n'est pas présenté dans un cadre rigide. Éventuellement, il pourra n'être appliqué que partiellement, c'est-à-dire à des marchandises déterminées, toutes les autres demeurant dès lors assujetties à des conditions plus favorables. Et comme il ne s'imposera pas non plus de faire jouer toujours le droit le plus élevé, l'article 3 prévoit la fixation de taux intermédiaires, compris ceux-ci entre le tarif maximum et le tarif minimum.

Enfin, suivant les termes de l'article 10, les mesures qui sont prises en vertu de l'article 3 doivent être présentées à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

L'article 3 comprend deux énumérations.

Pour éclairer la première, il peut être utile de rappeler ici les termes de l'article 2 de la loi du 19 mai 1902, relative à l'application en douane de régimes spéciaux.

« ART. 2. — Les marchandises provenant de pays qui se trouvent sans arrangement commercial avec la Belgique et ne lui appliqueraient pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane, seront soumises aux droits fixés par le tarif des douanes augmenté de 50 p. c. Celles de ces marchandises qui ne seraient pas imposées par ledit tarif paieront 15 p. c. de leur valeur ou seront soumises à un droit spécifique équivalent sur la base de leur valeur moyenne.

» Un arrêté royal déterminera les matières brutes ou mi-fabriquées, nécessaires à l'industrie, ainsi que les produits nécessaires à l'alimentation, qui seront exclus des dispositions de l'alinéa précédent. »

Il ressort de cet article que notre statut douanier comportait déjà, en germe, les éléments d'un tarif différentiel. Aussi bien — le taux des droits mis à part — l'article 3 du projet de loi reprend-t-il, en son 1^o, toute la substance des dispositions ci-dessus.

Mais le texte ne s'arrête pas là.

L'énumération s'étend aux marchandises originaires ou en provenance de pays « qui, par des prohibitions ou des restrictions édictées à l'entrée ou à la sortie, ou par l'application de droits ou taxes excessifs, porteraient gravement atteinte au commerce, à la navigation ou à l'industrie belges ».

Personne ne contestera que dans le bouillonnement d'ordonnances qui ont été prises partout pour régenter le trafic extérieur, la Belgique a procédé avec infiniment de calme. Sans doute a-t-elle reconnu nécessaire, dans la période chaotique qui a suivi immédiatement la fin des hostilités, de recourir à des systèmes de réglementation qui répondaient alors à des exigences impérieuses; mais elle s'est empressée de les alléger et même de les supprimer dès que les circonstances étaient devenues plus favorables.

Du côté du tarif aussi, les révisions se sont accomplies avec mesure, pour des raisons budgétaires surtout, et sans que le trafic international s'en soit trouvé aucunement entravé.

A l'étranger, les pratiques furent souvent très différentes et elles y ont conduit,

par endroits, à l'instauration de régimes à caractères définitifs, contre lesquels il n'est point possible de ne pas se garder.

Il ne fut jamais d'usage chez nous, et il n'en est pas davantage question aujourd'hui, de passer à la loupe les situations qui nous sont faites sur les marchés tiers, ceci dans le but d'établir, avec un sévère dosage, des régimes réciproques. Mais si, dans ce domaine, nous ne songeons pas à vétiller, résolus comme précédemment à voir les problèmes de haut, il nous convient cependant de suivre les faits, de les rapprocher et d'en tirer des conclusions.

A supposer qu'un pays, par des mesures économiques et douanières, par des prohibitions, des restrictions ou des droits excessifs, en arrive à isoler son marché, paralysant profondément ou supprimant notre trafic dans sa direction, pouvons-nous constater ce refoulement sans tourner le regard vers notre propre marché? Et quand alors nous observons que les provenances du même pays y trouvent des débouchés faciles, ne sommes-nous pas autorisés à penser que pareille rupture d'équilibre, qui nous préjudicie gravement, appellerait une correction?

Cette correction peut se réaliser par deux moyens : le premier, qui a de loin nos préférences, comporterait un rajustement à l'étranger par l'octroi à notre profit d'un traitement plus acceptable; le second, auquel nous ne nous résignerions qu'à notre corps défendant et après avoir épuisé toutes autres ressources, comporterait un rajustement chez nous par l'instauration d'un régime se rapprochant de celui que nous subissons inversement nous-mêmes.

C'est alors seulement que nous nous retournerions du côté du tarif maximum et encore avec la résolution de n'en user qu'avec beaucoup de prudence et de discernement.

La seconde partie de l'article 3 reprend la matière qui fait l'objet de dispositions déjà existantes et visant la situation anormale créée par le fléchissement extrême de certains changes monétaires.

Jusqu'ici un régime différentiel n'a été établi chez nous, de ce fait, que vis-à-vis des marchandises originaires ou en provenance de l'Allemagne. Mais la loi du 8 avril 1922, qui a ratifié les dispositions de l'arrêté royal du 3 novembre 1921, prévoit en son article 2, 3°, l'extension éventuelle d'un régime analogue à des marchandises arrivant de pays autres que l'Allemagne.

Du moment où notre tarif comprendra un régime maximum, avec la souplesse d'application qui ressort du préambule de l'article 3, il se prêtera à la structure de tarifs différentiels dans le sens envisagé par la loi du 8 avril 1922.

ART. 4.

Quand le tarif des douanes ne reçoit pas une application uniforme, en ce sens que des régimes différentiels sont établis suivant l'origine des marchandises, il s'indique que des justifications doivent être exigées pour empêcher que des marchandises qui ne peuvent prétendre à la faveur d'un tarif réduit ne parviennent quand même à en bénéficier illicitement.

Généralement ces justifications consistent dans la présentation de certificats d'origine signés par les Consuls. Mieux vaut cependant que la loi ne soit pas

impérative sur ce point, afin de permettre l'adoption de tous autres moyens qui seraient plus pratiques et moins onéreux. C'est pourquoi l'article 4 stipule qu'il doit être justifié de l'origine des marchandises dans les formes et conditions qui seront déterminées par le Gouvernement.

Il importe que des sanctions puissent être appliquées contre ceux qui tenteraient d'importer des marchandises sous le bénéfice d'un tarif qui ne leur serait pas applicable.

Une fausse indication d'origine aboutit à une sorte de fausse appellation des marchandises et il est rationnel, dès lors, que les contraventions de l'espèce soient punies à l'égal des fausses dénominations. La peine encourue de ce dernier chef est la saisie et la confiscation (art. 213 de la loi générale des douanes du 26 août 1822).

ART. 5.

Le projet de nouveau tarif des douanes comprend surtout des droits établis d'après le poids, ce qui plus que précédemment a fait ressortir l'utilité de concevoir un système de liquidation procurant des facilités au commerce et sauvegardant en même temps l'intérêt fiscal.

Une grosse complication, pour les marchandises emballées, résulte de l'obligation de les dépouiller pour satisfaire aux exigences du contrôle douanier.

Pour épargner aux importateurs de lourdes charges de ce chef et dispenser aussi les agents vérificateurs de procéder à des pesages compliqués, il est prévu dans beaucoup de tarifs, par rapport aux marchandises passibles de droits peu élevés, que l'imposition en aura lieu sur la base du poids brut, les taux de droit étant au reste fixés à l'avenant.

Dans ce même esprit, l'article 5, § 1^{er}, litt. a), dispose que, sauf les exceptions établies par le tarif, les droits d'entrée d'après le poids sont liquidés sur le poids brut quant aux marchandises assujetties à des droits qui ne dépassent pas fr. 10.» les 100 kil. en tarif minimum et fr. 30.» les 100 kil. en tarif maximum, coefficients non compris.

Les autres dispositions de l'article 5 (§§ 1^{er} et 2) ne sont que la reproduction de textes existants, sauf quelques amendements pour y ajouter plus de clarté.

Seul le § 3 appelle une plus ample explication. Il stipule que le Gouvernement arrêtera le tableau des tares légales et déterminera dans quel cas et pour quelles marchandises les droits pourront être liquidés sur la base du poids net légal.

Les tares légales, telles qu'elles sont fixées actuellement, manquent d'appropriation; or, cette faiblesse apparaîtrait surtout sous un régime généralisé de droits spécifiques.

Voici quelles sont les tares légales actuelles ⁽¹⁾ :

Pour toutes futailles ou caisses en bois sans distinction : 15 kil. par 100 kil. du poids brut.

(1) Des tares spéciales sont prévues pour certains sucres, mais ce détail est sans importance.

Pour tous emballages en cuir, paniers, canastres et autres emballages semblables : 8 kil. par 100 kil. du poids brut.

Pour les emballages en nattes, en toile et pour tous autres emballages de même nature : 3 kil. par 100 kil. du poids brut.

Ces tares ne sont plus suffisamment adéquates, d'une part, aux conditions très variables de logement des marchandises, d'autre part au système même d'imposition basé sur des spécifications infiniment plus nombreuses que jadis.

La faculté laissée au Gouvernement d'arrêter le tableau des tares légales ne peut causer aucune appréhension attendu que, si le déclarant estimait que la liquidation des droits sur la base du poids net légal lui serait préjudiciable, il aurait toujours la latitude de réclamer l'imposition sur la base du poids net réel.

ART. 6.

Dans le préambule du présent Exposé, il a été expliqué déjà qu'en raison du manque de stabilité des valeurs, le système des coefficients a dû être maintenu dans l'agencement du nouveau tarif.

Mais ces coefficients qui, par essence, ne sont que des facteurs temporaires doivent pouvoir s'adapter aux situations qui dériveront de l'abaissement des valeurs. L'article 6 dispose donc que les coefficients pourront être réduits ou supprimés, sauf la possibilité au besoin de les rétablir mais dans la limite maxima des taux primitifs.

ART. 7.

L'article 7 indique quelle est la valeur à déclarer en douane pour les marchandises importées.

Jadis cette définition résultait de l'article 3 du traité de commerce germano-belge du 22 juin 1904, approuvé par la loi du 16 juin 1905, et portait ce qui suit :

« La valeur à déclarer en douane est celle que les marchandises ont au lieu
» d'origine ou de fabrication, augmentée des frais de transport, d'assurance et
» de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu de dédouanement. »

Cette notion de la valeur se comprenait fort bien avant la guerre, lorsque les positions respectives des différents États, au point de vue économique et monétaire, n'accusaient que de lentes variations.

Mais quand les facteurs de la concurrence extérieure se décalent, que les sautes sont désordonnées et persistantes, la définition de la valeur suivant la formule qui précède n'est plus tout à fait affinée parce qu'elle ne tient pas compte d'un élément complémentaire, savoir que du fait aussi que les marchandises ont passé sur le marché belge, leur valeur s'en trouve influencée.

Dans ces conditions, il était apparu que la formule ci-dessus gagnait à être amendée.

Intervint ainsi l'article 4 de la loi du 10 juin 1920, rédigé comme suit :

« Pour la liquidation des droits ad valorem, la valeur à déclarer est celle que
» les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la
» douane, non compris les droits d'entrée. »

Contrairement à ce que l'on avait escompté, cette nouvelle définition donne encore prise à des contestations parce que l'aspect de la valeur sur le marché belge n'y apparaît pas de façon claire.

Afin de bannir toute obscurité, il se recommande de reprendre les détails de l'ancienne formule, mais en y ajoutant des précisions de dépendance vis-à-vis de la valeur intérieure.

On aboutirait de la sorte à la rédaction suivante :

« Pour la liquidation des droits ad valorem, la valeur à déclarer est celle que
» les marchandises ont normalement au lieu d'origine ou de fabrication,
» augmentée des frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et
» tous autres nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.
» Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix normal de gros
» des marchandises similaires sur le marché belge au moment de l'importation,
» déduction faite d'une somme en rapport avec les droits, calculés d'après le
» tarif minimum, que les produits de l'espèce supporteraient à l'entrée. »

Au cours des dédouanements, des déclarants se sont plaints de la difficulté qu'ils éprouvent pour connaître la valeur des produits sur le marché intérieur.

Que parfois, il puisse exister de ce côté quelque hésitation, on ne songe point à le contester. Cependant il ne faut pas exagérer. Avant de passer des commandes à l'étranger, on peut croire que les intéressés se sont enquis des possibilités et des conditions d'achat dans le pays même; au reste les marchands et les commerçants ne sont assurément point ignorants du cours de leurs produits sur le marché national et ils sont ainsi en mesure de libeller de bonnes déclarations en douane ou de fournir les éclaircissements utiles aux intermédiaires qu'ils chargent de dégager les marchandises. Mais souvent de tels intermédiaires, déjà mécontents de ce que les factures ne soient point aveuglément admises comme une expression authentique de la valeur — on sait qu'une bonne proportion de celles présentées à la douane sont outrageusement fausses — font une calamité de ce qu'il doive être tenu compte, dans la rédaction des déclarations, de la valeur intérieure des marchandises.

Pour que cette valeur intérieure apparaisse en bonne position de comparaison vis-à-vis des valeurs extérieures, il faut la rajuster en déduisant de la cote de gros une somme en rapport avec les droits que les marchandises considérées supporteraient à l'entrée.

Comment calculer ces droits quand il existe des tarifs différentiels, soit donc divers taux pour des marchandises de même espèce?

La réponse à cette question découle du principe qui domine l'article 7 et qui tend vers ce but d'amener autant que possible sur un même palier, pour l'imposition ad valorem, la valeur taxable des marchandises d'espèce et de condition-

nement identiques. Ainsi s'établit devant l'impôt, par une sorte d'égalisation, l'équilibre du traitement.

Or, cet équilibre se trouverait de nouveau rompu si, dans le rapprochement des valeurs étrangères avec celles du marché belge, ces dernières subissaient, du chef d'une incidence supposée des droits, une déduction qui varierait suivant les divers taux des tarifs différentiels. Logiquement, un taux unique est à considérer et ce taux ne peut être que celui du tarif le plus réduit, sinon l'on aboutirait à cette hérésie que le minimum de valeur à déclarer serait moindre pour les provenances assujetties au tarif maximum que pour celles qui jouissent d'un traitement plus favorable.

ART. 8.

L'article unique de la loi du 29 mars 1873 est conçu en ces termes :

« Le Gouvernement est autorisé à permettre, sous les conditions qu'il déterminera, la libre réimportation des marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre, lorsque cette main-d'œuvre ne peut pas s'effectuer convenablement dans le pays.

» Toutefois, ces autorisations ne sont accordées qu'à titre provisoire et les droits fixés pour chaque marchandise, par le tarif à l'entrée, devront, le cas échéant, être acquittés sur l'augmentation de valeur, de poids ou de volume, constatée à la réimportation ou en raison de la tarification nouvelle résultant de la main-d'œuvre. »

Le système ainsi défini pour la perception des droits à la réimportation mène, dans la pratique, à des inconséquences du fait que, pour les marchandises tarifées ad valorem, il y a toujours plus-value du chef de la main-d'œuvre et, par conséquent, toujours aussi matière à perception, tandis que pour les marchandises tarifées d'après le poids ou le volume — comme la main-d'œuvre n'a généralement pas pour effet de provoquer une augmentation de poids ou de volume — aucun droit n'est communément exigible.

C'est là une anomalie évidente qui s'aggraverait beaucoup dans l'avenir vu la généralisation plus grande des droits spécifiques.

Dans l'espèce, il serait absolument rationnel que, dans tous les cas, les droits fussent liquidés sur la base de l'augmentation de valeur résultant de la main-d'œuvre.

L'article 8, dans son premier alinéa, consacre cette formule. Il dispose pour le surplus que les droits à percevoir sont fixés par le Ministre des Finances, sans qu'ils puissent dépasser le taux de 15 p. c. ad valorem en tarif minimum ou celui de 30 p. c. ad valorem en tarif maximum.

Les marchandises envoyées à l'étranger pour y subir une main-d'œuvre sont nombreuses et variées; très diverses aussi sont les manipulations que ces marchandises subissent. De là découle la nécessité d'assurer à la réglementation une élasticité convenable permettant de l'approprier aux différents cas d'application.

Ainsi se justifie la délégation accordée au Ministre des Finances, délégation

dont personne ne s'effarouchera puisque le Gouvernement tient en main depuis 1873 l'octroi des autorisations mêmes et que, au regard de ce pouvoir étendu, celui de fixer les détails d'exécution apparaît comme tout à fait secondaire.

ART. 9.

L'article 9 vise l'exécution de la loi et fait notamment une obligation au Gouvernement de publier un répertoire général des marchandises indiquant le régime douanier applicable dans chaque cas. Il importe, en effet, que les commerçants et les industriels, tout comme les agents de l'Administration, soient parfaitement éclairés sur les conditions du tarif.

ART. 10.

Les dispositions de l'article 10 sont en liaison avec celles des articles 3 et 6 et sauvegardent dans l'espèce l'action du Parlement.

ART. 11.

Il peut être utile de souligner à propos de cet article que si, comme conséquence de l'article 3 du projet, l'article 2 de la loi du 19 mai 1902, dont il a été question ci-dessus, vient à tomber, il n'en sera pas ainsi des articles 1 et 3 lesquels visent, d'une part, l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée, d'autre part, l'établissement éventuel à l'importation de droits compensateurs sur les marchandises qui jouiraient, dans leur pays d'origine ou de provenance, de primes directes ou indirectes à l'exportation.

Conserve aussi toute sa force, notamment, l'article 2 de la loi du 10 juin 1920 lequel prévoit, dans des conditions déterminées, l'application anticipée de droits non encore votés par les Chambres.

ART. 12.

L'article 12 laisse au Gouvernement le soin de fixer la date de la mise en vigueur de la loi.

Il est à considérer que la publication d'un nouveau tarif, refondu dans son intégralité, comporte un grand travail matériel dont on ne pourrait pas, d'avance, fixer avec certitude les délais d'achèvement. Un certain intervalle s'impose d'ailleurs aussi pour permettre aux déclarants et au service de s'initier suffisamment pour que les déclarations puissent être formulées et liquidées avec la sûreté et la correction qui conviennent.

ANALYSE DES SECTIONS DU TARIF.

SECTION I^{re}.

Animaux vivants et produits du règne animal.

N^{os} 1 à 50. — Cette section se subdivise en cinq classes dont voici la nomenclature :

- A. — Animaux vivants, viandes fraîches et poissons.
- B. — Produits de la ferme ou de l'élevage.
- C. — Corps gras et huiles essentielles.
- D. — Peaux, laines, poils, cheveux, plumes et soies.
- E. — Produits animaux divers.

La presque totalité des produits compris dans ces différentes classes sont actuellement exempts de droits d'entrée; tels sont notamment les animaux vivants (espèces bovine, chevaline et autres), les viandes de boucherie, fraîches ou frigorifiées, les poissons, vivants, frais ou congelés, les œufs de volaille, les graisses comestibles, les huiles et graisses de poissons, etc., et quantité d'autres produits servant à l'alimentation ou employés comme matières premières.

Les exemptions existantes ont été maintenues, sauf en ce qui concerne les articles ci-après :

Écrevisses (ex. n° 6-b). — Les homards et les langoustes frais étant taxés à fr. 40.» les 100 kil. — droit de base —, il est rationnel de faire suivre le même régime aux écrevisses.

Cires d'abeilles et d'autres insectes, blanchies ou colorées (n° 13-b). — L'exemption étant maintenue pour les cires brutes ou épurées, il est logique, en raison de la main-d'œuvre incorporée, de taxer les cires blanchies ou colorées. Le droit proposé (fr. 10.» les 100 kil.) ne représente d'ailleurs qu'une taxe très modérée, son incidence n'atteignant pas 3 p. c. ad valorem.

Crins préparés ou frisés (n° 31-b). — Le droit proposé (fr. 5.» les 100 kil.) est également modique. Il représente à peine 1.5 p. c. ad valorem et se justifie, au regard de la franchise maintenue pour les crins bruts, par l'augmentation de valeur résultant de la main-d'œuvre subie.

Éponges préparées (n° 37-b). — Les considérations émises en ce qui concerne les crins préparés valent également pour les éponges.

Ont été maintenus les droits de base actuels sur les produits désignés ci-après :

N° 5-b). — Volaille tuée.

N° 6-b). — Homards et langoustes.

N° 6-c). — Huitres.

N° 8-a) et b). — Crème et lait destinés soit à la fabrication de la margarine, etc.

N° 9. — Beurre, frais ou salé.

N° 10-a) 2). — Fromages frais, autres que les fromages communs, mous et blancs.

N° 10-b). — Fromages fermentés.

Quant au *gibier tué* (n° 4-b) 2) non frigorifié, article de consommation de luxe, le droit actuel de fr. 15.» les 100 kil. a été porté à fr. 30.» par assimilation à la taxe qui frappe la volaille tuée.

On signale, en outre, que le droit sur le *miel naturel* (n° 11), actuellement de fr. 18.» les 100 kil. (droit de base), subit une légère augmentation de fr. 2.» par 100 kil., en corrélation avec celle prévue pour le pain d'épice (Section IV, n° 208).

SECTION II.

Produits du règne végétal.

A. — CÉRÉALES ET MOUTURES DE CÉRÉALES.

N°s 51 à 56. — Le projet du nouveau tarif maintient le régime de la libre entrée en faveur des grains, du riz et du sarrasin et reproduit, tels quels, les droits très minimes inscrits au tarif actuel pour les farines, gruaux et semoules.

À l'égard du *malt* (n° 52), il a été prévu un droit de base de fr. 3.50 les 100 kil., soit une augmentation de fr. 2.» par rapport au droit ancien.

La malterie belge se trouve dans une situation critique par suite de l'introduction en Belgique de fortes quantités de malts étrangers, dont l'afflux se trouve favorisé par le jeu, dans le pays de provenance, des acquits-à-caution délivrés pour des orges prétendument destinés à être maltés pour l'exportation.

Le droit préconisé est jugé nécessaire pour permettre à nos malteurs de soutenir la concurrence du dehors; ce droit, au surplus, reste sensiblement inférieur à celui qui frappe les malts belges à leur entrée en France (actuellement 15 p. c. ad valorem).

B. — AMIDONS, FÉCULES ET FARINES AUTRES QUE DE CÉRÉALES.

N°s 57 et 58. — *Amidons et féculs*. — L'admission en franchise, actuellement consentie à l'égard de ces articles, a soulevé de vives protestations de la part des amidonniers belges, d'autant plus que leurs exportations sont rendues difficiles par le fait que la plupart des pays étrangers taxent lourdement les amidons.

Grâce à la protection dont-ils jouissent, les industriels étrangers peuvent maintenir chez eux des cours élevés leur permettant de diminuer leurs prix d'exportation à ce point qu'ils se trouvent sur le marché belge en bien meilleure posture que nos producteurs eux-mêmes. Les conditions saines de la concurrence se trouvent ainsi viciées et, sous cet angle, les droits d'entrée proposés n'apparaissent, en définitive, que pour valoir d'éléments de redressement. Ces droits sont d'ailleurs modérés, leur incidence ne dépassant guère 10 à 12 p. c. ad valorem.

Pour éclaircissement, on mentionne que le tarif français prévoit, en minimum, un droit de base de fr. 18.» pour l'amidon proprement dit, de fr. 12.» pour les féculs de pommes de terre, maïs et autres, et de fr. 16.50 pour la dextrine et autres produits dérivés des féculs.

N°s 59 et 60. — *Farines de fenugrec, etc., et farines de légumineuses.* — Exemptions maintenues.

N° 61. — *Farines de fruits.* — Les farines de bananes et de marrons, actuellement exemptes de droits, sont assimilées aux farines d'autres fruits et taxées, comme ces dernières, à fr. 12.» les 100 kilogrammes.

C. — DENRÉES COLONIALES.

N°s 62 à 65. — Maintien du régime actuel, sauf en ce qui concerne les *cardamomes* (ex. n° 64-a) et les *fleurs de cannellier* (n° 64-c), présentement taxés comme *Épiceries non spécialement tarifées* à fr. 10.» les 100 kil., et qu'il est rationnel d'imposer aux mêmes taux que ceux prévus pour les amomes et la cannelle ordinaire.

Une correction analogue a été opérée quant aux *piments* (n° 64-h) dont les droits ont été portés au niveau de ceux du poivre (n° 64-i) (fr. 20.» les 100 kilogrammes).

On propose en outre, pour le *thé* (n° 65), une taxe de fr. 30.» les 100 kil., pour le motif qu'il s'agit ici d'une denrée d'un usage peu répandu en Belgique, et qui se range plutôt parmi les articles de consommation de luxe.

D. — LÉGUMES, FRUITS-LÉGUMES ET TUBERCULES ALIMENTAIRES.

N°s 66 à 72. — En règle générale, le projet de nouveau tarif maintient les exemptions prévues par le tarif actuel pour les légumes, fruits-légumes et tubercules alimentaires qui entrent dans la consommation courante, et notamment pour les divers légumes communs importés en saison normale, les légumes secs, les pommes de terre autres que primeurs, etc.

Par contre, il est prévu un droit de fr. 3.» les 100 kil. pour les *pommes de terre* importées avant le premier juin et provenant manifestement de la récolte de l'année en cours. La pomme de terre nouvelle est un produit de luxe pour lequel le droit proposé se justifie à l'égal de ceux perçus actuellement sur les autres primeurs.

Par assimilation aux denrées taxées en raison de leur conditionnement et de leur valeur relativement élevée (conserves de légumes, etc.), on fixe un droit de fr. 12. » les 100 kil. pour les *légumes secs autres qu'à cosse*, importés en emballages pour la vente au détail (n° 72-b) 1).

Enfin, quelques augmentations affectent les droits actuellement perçus sur divers produits de valeur élevée et consommés surtout par les classes aisées (primeurs, produits de serres ou de forceries, etc.). Ces produits sont désignés ci-après :

N° 66. — Artichauts, aubergines, champignons et crosnes du Japon.

N° 71-a) 1). — Asperges, importées du 1^{er} décembre au 30 avril.

N° 71-c) 1). — Choux-fleurs, importés du 1^{er} décembre au 30 avril.

N° 71-e) 1). — Fèves de marais et petits pois, importés du 1^{er} janvier au 31 mai.

N° 71-f) 1). — Haricots, importés du 1^{er} novembre au 15 juin.

N° 71-h) 1). — Scaroles, endives, chicorées frisées, laitues et carottes en bottes, importées du 1^{er} novembre au 31 mars.

N° 71-i) 1). — Tomates, importées du 1^{er} décembre au 15 juillet.

E. — FRUITS DE TABLE.

N°s 73 à 99. — Le régime actuel a été maintenu pour la plupart des fruits compris dans cette classe.

Un rajustement des droits s'est imposé en ce qui concerne les produits dont la consommation revêt plutôt un caractère somptuaire ou auxquels un conditionnement spécial confère une valeur plus élevée. Tels sont notamment :

N° 73-b) 2). — Abricots secs importés en emballages d'un poids de 25 kil. ou moins.

N° 74-a). — Amandes fraîches.

N° 74-b) 2). — Amandes sèches, sans coques.

N° 78-a). — Citrons, oranges et similaires, importés en emballages d'un poids de 5 kil. ou moins.

N° 79-a) 1). — Dattes comestibles, importées en emballages d'un poids de 10 kil. ou moins.

N° 80-a). — Figues fraîches.

N° 92. — Pistaches.

N° 97-a). — Pruneaux, importés en caissettes ou autres emballages d'un poids de 10 kil. ou moins.

N° 98-b) 1). — Raisins secs, en grappes.

Par contre, dans le but de favoriser le développement de nos confitureries et siroperies, on propose de réduire le droit dont sont passibles actuellement les *abricots, les pêches et les brugnons, frais*, importés pendant la période normale de production en Belgique (fr. 120. » les 100 kil.), de même que celui afférent

aux *pommes fraîches* importées en vrac (fr. 5.» les 100 kil.). Ces droits seraient ramenés respectivement à fr. 60.» et à fr. 3.» les 100 kilogrammes (n°s 73-a) 2); 90-b et 95-a) 2).

F. — GRAINES, SEMENCES ET FRUITS DIVERS.

N°s 100 à 108. — Maintien de l'exemption actuelle pour les produits figurant sous les n°s 100 à 103, 105 à 108.

Quant aux *graines utilisées en parfumerie* (n° 104), le droit actuel de 20 p. c. ad valorem a été réduit à 10 p. c. ad valorem à titre de matière première, ainsi qu'il est proposé pour les essences reprises à la classe F de la Section V (n°s 448 à 450).

G. — MATIÈRES TEXTILES.

N°s 109 à 114. — Toutes matières premières pour l'industrie textile, actuellement libres de droits et à l'égard desquelles la franchise est maintenue.

H. — CORPS GRAS ET SUCS VÉGÉTAUX.

N°s 115 à 123. — Tous les produits compris dans la présente classe sont actuellement libres à l'entrée.

Cette franchise est maintenue, sauf en ce qui concerne les marchandises visées sous les litt. 1 à 3 ci-dessous :

1° *Cires végétales blanchies ou colorées* (n° 115-b). — On propose, par analogie avec ce qui est prévu à l'égard des cires animales de même catégorie (voir n° 13-b), un droit de fr. 10.» les 100 kil., droit modique équivalant à environ 4 p. c. ad valorem.

2° *Beurres végétaux (non compris le beurre de cacao) et huiles douces et fixes, autres que ceux utilisés en médecine* (n° 117-b). — Cette position groupe les diverses huiles fixes végétales, y compris les huiles concrètes désignées sous le nom de beurres végétaux (beurre de coco, etc.), tous produits faisant l'objet d'un trafic considérable, tant à l'entrée qu'à la sortie du pays.

Parmi les taxes proposées, figure notamment le droit de base de fr. 15.» les 100 kil. afférent à l'*huile d'olive*, droit qui correspond à une charge modérée d'environ 10 p. c. de la valeur d'avant-guerre.

Cette marchandise sert aux usages culinaires, souvent en association avec les épices et le vinaigre. Comme ces derniers produits sont passibles de droits, il est naturel que l'huile d'olive acquitte également sa part d'impôt.

Un droit de base de fr. 20.» (sans coefficient) est prévu pour les huiles ou beurres *raffinés* de coco, de coprah, de touloucouna, d'illipé et de palmiste.

Il s'agit surtout ici du beurre de coco (cocoline, copraline, etc.) qui, sous le

bénéfice de la libre entrée, s'importe actuellement en fortes quantités, et ce au point de mettre en péril nos industries s'occupant de la fabrication et du raffinage des huiles comestibles.

Le tarif en vigueur imposant au droit de fr. 20.» les 100 kil. la margarine et les autres beurres artificiels, il est rationnel de faire suivre le même régime au beurre de coco raffiné qui peut être livré à la consommation parfois tel quel, ou tout au moins après avoir subi une simple opération de malaxage ou de lissage et qui constitue réellement, en cet état, un beurre artificiel.

Le droit d'entrée préconisé ne peut avoir pour résultat de faire augmenter le prix de la margarine, celui-ci étant influencé par la concurrence du beurre indigène et étranger et de la margarine étrangère, laquelle ne manquerait pas d'affluer sur le marché si les margariniers haussaient leur prix.

A part l'huile de palme qui est taxée à fr. 2.50 les 100 kil. — droit minime correspondant à environ 3 p. c. de la valeur — les autres produits appartenant à la position 117 (huiles d'arachides, de colza, de coton, de lin, de ricin, etc.) sont affectés d'un droit de fr. 5.» les 100 kil. dont l'incidence ne dépasse pas 5 à 6 p. c. ad valorem.

L'établissement de cette taxe aura pour résultat, non seulement de stabiliser le marché intérieur, mais aussi d'augmenter l'importation des produits bruts servant à l'extraction des huiles et par là de favoriser grandement la main-d'œuvre belge.

Il est également à considérer que le travail des graines ou produits oléagineux (coprah, graine de lin, etc.) donne des tourteaux de grande valeur alimentaire pour le bétail. Or, pendant la seule année 1921, la Belgique a introduit 120 millions de kilogrammes de tourteaux pour une somme déclarée de 85 millions de francs; elle en a exporté 23 millions de kilogrammes valant 15 millions de francs, soit une différence de 97 millions de kilogrammes pour une somme de 70 millions de francs.

Il est évident que cette contribution énorme payée par notre agriculture à l'étranger se réduirait dans une notable proportion si par suite du développement de nos industries de l'extraction des huiles, des quantités plus fortes de tourteaux pouvaient être livrées à l'intérieur.

3° *Essence de térébenthine* (n° 122). — Le droit proposé de fr. 5.» les 100 kil., équivalant à environ 6 p. c. ad valorem, est corrélatif à l'imposition prévue pour les huiles végétales et les huiles légères de houille ou de pétrole.

I. — PLANTES VIVANTES ET PRODUITS VÉGÉTAUX DIVERS.

Nos 124 à 143. — A l'exception des *fleurs, boutons, feuillages, etc., teints, etc.* (n° 126-b), des *trognons et pelures de pommes autres que ceux destinés à la distillation* (n° 133), ainsi que des *plantes et parties de plantes utilisées en parfumerie* (n° 142), les produits groupés dans la classe I sont actuellement exempts de droits.

Ces exemptions sont maintenues, sauf en ce qui concerne les marchandises désignées sous les litt. a, b et c ci-après :

a) *Fleurs, boutons, feuillages, feuilles, herbes et rameaux pour bouquets ou pour ornements, frais ou simplement séchés* (n° 126-a). — Ce sont des articles de pur luxe, pour lesquels un droit de fr. 200.» les 100 kil. a été prévu, égal à celui qui frappe les produits de notre floriculture à l'entrée en France.

Par voie de conséquence, le taux de 15 p. c. ad valorem actuellement applicable aux mêmes produits, teints, imprégnés, etc., a été porté à 20 p. c.

b) *Trognons et pelures de pommes* (n° 133). — Le droit actuel de fr. 1.50 les 100 kil. — d'ailleurs très minime — qui est appliqué notamment aux trognons et pelures servant à la fabrication des sirops, devient applicable dans tous les cas, sans avoir égard à la destination des produits.

c) *Houblon* (n° 131). — Nos producteurs de houblon se plaignent vivement du régime actuel.

Cette marchandise, qui est libre à l'entrée en Belgique, est frappée, au contraire, dans la plupart des autres pays, de droits d'entrée parfois fort élevés. Il en résulte que le houblon belge se trouve dans des conditions défavorables au point de vue de la concurrence extérieure. Nos producteurs ne peuvent songer à écouler leur houblon à l'étranger alors que, inversement, les houblons exotiques se répandent sur notre marché.

Une telle situation est néfaste au point de vue de la production belge : depuis 1895 la surface des plantations de houblon a diminué de plus de 50 p. c. Il est hors de doute que cette réduction doit être attribuée pour une grande part au régime douanier en vigueur. Or, de toutes parts, on exprime le désir de voir intensifier la production agricole indigène pour réduire, dans la plus large mesure possible, les achats à l'étranger.

Les négociants et les producteurs de houblon belge demandent qu'on rétablisse l'égalité entre eux et leurs concurrents étrangers, soit par la substitution au régime actuel d'un régime de libre entrée réciproque, soit par l'établissement à l'entrée en Belgique d'un droit égal à celui qui grève le houblon belge dans les autres pays.

En attendant la conclusion de conventions commerciales qui nous permettraient éventuellement d'obtenir des concessions sur les tarifs étrangers, le Gouvernement croit devoir répondre aux vœux de la culture belge en inscrivant, dans le projet, des droits d'entrée pour les houblons.

Ces droits fixés à fr. 20.» pour les cônes et fr. 40.» pour la lupuline, sont d'ailleurs modérés puisque leur incidence ne dépasse guère 5 p. c. ad valorem. Ils restent sensiblement au-dessous des taux français qui sont respectivement de fr. 35.» et fr. 160.» pour les mêmes produits.

N° 142. — *Plantes et parties de plantes, utilisées en parfumerie.* — Au même titre que pour les graines et les essences destinées aux mêmes usages (nos 104 et 448 à 450), on propose de réduire à 10 p. c. les droits actuels de 20 p. c. ad valorem.

SECTION III.

Produits minéraux.

Nos 144 à 201. — Cette section est subdivisée en quatre classes :

- A. — Terres et pierres.
- B. — Minerais, scories, cendres.
- C. — Combustibles minéraux et produits de leur distillation.
- D. — Huiles minérales et autres matières bitumineuses ou fossiles.

Les divers produits rentrant dans ces classes sont actuellement libres à l'entrée, à la seule exception des *éthers et essences de pétrole* (n° 195-b) qui sont taxés à raison de fr. 10. » l'hectol. depuis le 24 juin 1922.

Le projet de tarif maintient toutes les exemptions existantes, sauf pour les benzols (n° 193), et le sel raffiné ou moulu fin (n° 171-b).

Le droit de base est maintenu pour les produits rentrant sous le n° 195-b, avec une légère rectification du libellé de la rubrique (limite de la densité portée à 0.78 au lieu de 0.77).

Les produits de la distillation de la houille ou des goudrons minéraux, tels que *benzols, toluol ou toluène, naphte solvant, etc.*, présentent beaucoup d'analogie avec les essences de pétrole et peuvent servir, dans bien des cas, aux mêmes usages.

Il s'indique dès lors d'appliquer le même régime douanier à ces deux genres de produits.

En ce qui concerne le *sel* (sel marin, sel de saline, sel gemme), on note tout d'abord que le sel à l'état brut, même égrugé, reste affranchi de tout droit d'entrée. Il ne peut évidemment être question de frapper d'une taxe quelconque un produit qui constitue la matière première traitée par les sauniers pour le raffinage, ou utilisée dans nombre d'autres fabrications (industries chimiques, usines à cuivre et à zinc, etc.). Mais on a cru devoir proposer un léger droit d'entrée sur le sel raffiné et sur le sel moulu fin, dans le but de venir en aide à la saunerie belge, industrie qui est menacée de ruine s'il n'est porté remède à la situation critique dans laquelle elle se débat actuellement.

Nos sauniers se plaignent amèrement de ce qu'à défaut de tout droit d'entrée, la concurrence étrangère — qui bénéficie même parfois de primes d'exportation — a toute latitude de déverser chez nous l'excès de sa production à des prix de beaucoup inférieurs aux prix de revient des fabricants belges.

La saunerie belge est particulièrement atteinte par les importations de sel non raffiné, mais arrivant à l'état finement moulu pour être livré directement à la consommation. Il s'agit ici d'une denrée *brute*, moulue telle quelle, sans aucun raffinage et qui est jetée en grandes quantités sur le marché, en concurrence immédiate avec le produit *raffiné*, de qualité supérieure et, par conséquent, de valeur notablement plus élevée. On conçoit aisément que, dans ces conditions, la lutte ne puisse être soutenue par les fabricants belges.

Le droit proposé, qui n'est que de fr. 0.50 par 100 kil. en tarif minimum (fr. 2. » avec application du coefficient), est trop minime que pour influencer d'une façon appréciable sur le prix de détail du sel livré à la consommation ; mais il serait capable de donner un regain de vitalité à une vieille industrie nationale.

Dans l'intérêt même des consommateurs, il est indispensable que les raffineries de sel continuent à figurer parmi les industries belges, sinon les fabricants étrangers, ayant le champ libre chez nous, ne tarderaient pas à y pratiquer des cours excessifs.

SECTION IV.

Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs.

N° 202 à 278. — Soulignons que parmi les divers produits groupés dans la *Section IV*, les exemptions de droits actuellement applicables ont été maintenues pour les denrées alimentaires de première nécessité, pour les produits à usage industriel, de même que pour les matières résiduelles des industries alimentaires.

On relève ces exemptions sous les numéros suivants :

- N° 205. — Pain, biscuit de mer et autres produits de la boulangerie ordinaire, etc.
- N° 212. — Viandes non dénommées simplement cuites, fumées ou salées, importées autrement qu'en boîtes, etc.
- N° 215-*b*) 1). — Extraits de viande simplement salés, importés autrement qu'en emballages conditionnés pour la vente au détail, etc.
- N° 217. — Poissons, etc., simplement séchés, fumés ou salés, importés autrement qu'en boîtes, etc.
- N° 228. — Jus d'épine-vinette, pur.
- N° 254-*d*) 2). — Légumes conservés au naturel ou en saumure, importés en emballages d'un poids supérieur à 3 kilogrammes.
- N° 238-*a*). — Sirops dénaturés destinés à des usages industriels.
- N° 257-*b*) à *d*). — Eaux autres que minérales ; glace brute.
- N° 271 à 274 et 276. — Résidus d'industries alimentaires.

Les droits actuels sont maintenus, tels quels, pour les produits énumérés ci-après :

- N° 203-*b*). — Pâtes alimentaires non conditionnées pour la vente au détail.
- N° 206. — Hosties de farine, cachets en hostie, pains à cacheter en pâte, etc.
- N° 209-*b*). — Boudins, etc., de foie.
- N° 210. — Saucisses, etc., de viande autre que de foie.
- N° 215-*b*) 2). — Extraits de viande autres que ceux simplement salés ou importés en emballages conditionnés pour la vente au détail, etc.
- N° 222-*a*). — Cacao en poudre, en boîtes, etc., pesant plus de 5 kilogrammes.
- N° 223-*b*). — Chocolat autre qu'en bâtons, pastilles, etc.

- N° 226. — Fruits conservés à l'eau-de-vie.
N° 232. — Farines de légumes préparées pour potages.
N° 234-c) d) 1. — Concombres, cornichons et certains légumes conservés importés en emballages d'un poids supérieur à 3 kilogrammes.
N° 245. — Beurres artificiels.
N° 246. — Oeufs et jaunes d'œufs séchés, etc.
N° 249-a). — Extraits ou essences de café, non alcoolisés, sans sucre.
N° 250. — Moutarde préparée.
N° 251. — Sauces.
N° 252. — Jus de réglisse purs.
N° 253. — Levures.
N° 256. — Préparations alimentaires non spécialement dénommées.
N° 257-a). — Eaux minérales.
N° 259. — Bières.
N° 260. — Hydromel.
N° 261. — Autres boissons fermentées.
N° 263. — Vins titrant plus de 21 degrés G. L.
N° 266. — Eaux-de-vie de toute espèce.
N° 267. — Liqueurs.
N° 268-b) c). — Boissons fabriquées au moyen de fruits secs, etc., d'une richesse alcoolique de 8° et plus.
N° 269. — Préparations alcooliques non dénommées ni comprises ailleurs.
N° 270. — Vinaigres et acides acétiques liquides.

D'autre part, certaines positions ont été établies avec le souci d'éliminer des anomalies du régime actuel (produits d'usages identiques et de valeurs sensiblement égales, diversement tarifés) ou de faciliter la vérification douanière et de supprimer des causes de conflits ou de difficultés à l'occasion de cette même vérification (suppression, pour les conserves, de la taxation d'après le pourcentage de sucre, la présence ou l'absence d'ingrédients soumis ou non à des droits de douane ou d'accise).

Ces directives ont été suivies par rapport aux positions ci-après :

- N° 202. — Farines de céréales et féculs préparées pour l'alimentation, etc.
N° 206. — Hosties de farine en feuilles.
N° 207-a). — Produits de la boulangerie fine et bisuits additionnés de sucre ou de cacao.
N° 213 et 214. — Viandes conservées.
N° 216. — Caviar et succédanés du caviar.
N° 218. — Poissons, etc., conservés, etc., importés autrement qu'en boîtes, etc.
N° 221. — Coques, pelures et pellicules de cacao moulues.
N° 224. — Fruits, etc., confits.

- N° 225. — Fruits conservés au naturel ou à l'aide de sucre, etc.
 N° 227. — Confitures, etc.
 N° 234-b). — Asperges conservées — importées en emballages d'un poids supérieur à 3 kilogrammes.
 N° 244. — Crème et lait conservés, sans sucre.
 N° 248. — Cafés artificiels.
 N° 249-b). — Extraits ou essences de café, non alcoolisés, contenant du sucre.
 N° 253. — Jus de réglisse aromatisés, etc.
 N° 254. — Extraits végétaux aromatisés ou sucrés, etc.
 N° 275. — Aliments sucrés pour le bétail.

Dans le même ordre d'idées, il a été procédé à l'unification de la tarification des jus de fruits (n° 229), des eaux distillées de fruits (n° 230), des limonades (n° 258) et des boissons fabriquées au moyen de fruits secs, etc. (n° 268).

Actuellement, ces produits sont taxés comme suit :

Jus de fruits et limonades :

renfermant moins de 8 p. c. d'alcool : *Conserves alimentaires* à fr. 12.» ou 20.» les 100 kilogrammes;

renfermant 8 p. c. et plus d'alcool : Régime des *liqueurs* à fr. 1,800.» l'hectol., plus une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

Eaux distillées de fruits, non sucrées :

ne renfermant pas plus de 5 p. c. d'alcool : *Conserves alimentaires* à fr. 12.» les 100 kilogrammes;

renfermant plus de 5 p. c. d'alcool : *Autres liquides alcooliques :*

droits suivant le degré : fr. 360.» - 900.» - 1,800.» l'hectol., plus une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant des droits d'entrée pour les produits renfermant de l'alcool éthylique.

Boissons fabriquées au moyen de fruits secs, etc. :

jusque 15° G. L. : fr. 240.» l'hectolitre;

au delà de 15° G. L. : fr. 1,800.» l'hectol., plus une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant des droits d'entrée.

Ces diverses taxations, peu rationnelles et sources de difficultés et de contestations, sont remplacées par une tarification unique à 3 paliers, suivant la force alcoolique des produits :

moins de 8° G. L. : fr. 60.» l'hectolitre;

de 8° à 15° G. L. : fr. 240.» l'hectolitre;

plus de 15° G. L. : fr. 1,800.» l'hectol., plus une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant des droits d'entrée (régime des *liqueurs*).

Ont fait l'objet d'un relèvement du droit actuel, certains produits qui, ne constituant pas des denrées de première nécessité, présentent le caractère de produits destinés à des usages somptuaires ou — tel est le cas pour les bonbons et les friandises — d'utilité plutôt secondaire.

Se trouvent notamment dans ce cas :

N° 207. — Produits de la boulangerie fine et biscuits.

N° 208. — Pain d'épice.

N° 209-a). — Crèmes, galantines, pâtés et purées de foie, etc.

N° 211. — Conserves de gibier et de volaille.

N° 216. — Caviar et succédanés du caviar.

N° 223. — Chocolat en bâtons, pastilles, pralines, bonbons, etc.

N° 224. — Fruits, etc., confits au sucre.

N° 231. — Truffes conservées.

N°s 233-234-a) et b). — Câpres et olives, artichauts, asperges, aubergines, champignons et crosnès du Japon conservés.

N° 241. — Massepains, nougats et similaires.

N° 242. — Bonbons de sucre.

N° 255. — Jus de réglisse aromatisés, additionnés de sucre, etc., pâtes de jujube, etc.

Quant aux produits énumérés ci-après, le taux du droit proposé a été mis en rapport avec la valeur plus importante que leur confère un conditionnement, soit en emballages spéciaux, soit particulièrement établi en vue de la vente au détail :

N° 207-a) 1-b) 1. — Produits de la boulangerie fine et biscuits importés en emballages hermétiquement clos.

N° 219. — Poissons, etc., conservés de toutes façons, importés en boîtes, terrines, croûtes, etc.

N° $\frac{225-b)}{227-b)}$. — Fruits conservés et confitures, gelées, etc., importés en récipients d'un poids de 3 kil. ou moins.

N° 233. — Légumes et fruits-légumes conservés, importés en boîtes, bouteilles, flacons, etc.

Il est une autre position du tarif qui mérite de retenir l'attention, savoir la *chicorée préparée* (n° 247), actuellement libre à l'entrée, et dont notre pays est à la fois grand producteur et grand consommateur. Nous exportons de grandes quantités de racines de chicorée (32,352,306 kil. en 1921) qui servent, à l'étranger, à la fabrication de la chicorée brûlée, principalement de la chicorée en grains. Or, cette fabrication ne va pas sans laisser d'assez fortes quantités de chicorée en poudre, de qualité inférieure, que le fabricant étranger ne peut placer entièrement sur son marché intérieur. Les prix élevés qu'il obtient pour la

chicorée en grains lui permettent de sacrifier ses prix d'exportation pour la chicorée en poudre, cette dernière n'étant pour lui, en définitive, qu'un sous-produit. C'est afin de réagir contre ces éléments de concurrence qu'il est prévu, au n° 247, un droit, peu élevé du reste, de fr. 3.» les 100 kil. pour la chicorée et les succédanés de la chicorée, torréfiés, en grains ou moulus.

Sucres : n°s 235 et suivants. — Le régime fiscal des sucres et glucoses ayant été révisé par la loi toute récente du 6 février 1923, il a paru sans intérêt d'entrer pour ces articles dans la voie de développements.

Vins : n°s 262 à 265. — Les vins sont actuellement soumis à des droits d'accise fixés de la manière suivante : vins en bouteilles — l'hectol. — fr. 180.» , coefficient compris; vins importés autrement — l'hectol. — fr. 60.» , coefficient compris.

Sont considérés comme *liqueurs*, les vins contenant plus de 21 p. c. d'alcool (droit fr. 1,800.» l'hectol., plus une taxe additionnelle de 16 p. c. du montant des droits d'entrée).

Sont imposés comme *vins en bouteilles*, quel que soit le mode de logement, les vins préparés à l'aide de plantes aromatiques, de quinquina ou d'autres substances médicamenteuses, de même que ceux qui ont subi une préparation en vue de la fabrication du vin mousseux.

Indépendamment du droit de fr. 60.» par hectol., les vins importés autrement qu'en bouteilles, titrant plus de 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15 degrés centigrades, acquittent, pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés, un droit égal à celui qui frappe les eaux-de-vie étrangères. De plus, il est dû sur le montant de la somme résultant de l'application de ce droit une taxe additionnelle de 16 p. c.

L'imposition des *vins importés en bouteilles* ne peut, en aucun cas, être inférieure à celle des *vins importés autrement*.

Le moût de vin stérilisé, sans alcool et logé en bouteilles, n'est passible que du droit d'accise de fr. 60.» l'hectol., afférent aux *vins importés autrement qu'en bouteilles*, à condition, pour l'importateur, de produire les justifications et de se conformer aux mesures jugées nécessaires par le Ministre des Finances pour empêcher la fraude.

Dans ses grandes lignes, le régime ci-dessus est maintenu dans le projet de tarif, mais les droits actuels de fr. 180.» et de fr. 60.» , coefficients compris, ont été portés en tarif minimum sans coefficient.

Toutefois, à l'égard des *vins en bouteilles*, taxés uniformément en régime actuel, il est rationnel de distinguer entre les vins mousseux, boisson essentiellement de luxe, et les vins non mousseux. Pour les premiers, dont la valeur est de beaucoup supérieure à celle des seconds (fr. 1,400.» contre fr. 905.» l'hectol. suivant les données de la statistique commerciale), le droit a été augmenté d'un tiers et porté de fr. 180.» à fr. 240.» l'hectolitre.

Par voie de conséquence, les *vins préparés à l'aide de plantes aromatiques, etc.* (n° 264), imposés actuellement comme *vins en bouteilles* quel que soit leur mode de logement, ont été subdivisés en deux catégories : ceux importés en bouteilles, auquel le droit majoré (fr. 240.) a été attribué, et ceux importés autrement pour lesquels on a conservé le droit initial de fr. 180.»

Une modification analogue a été introduite en ce qui concerne le *moût de vin stérilisé, sans alcool*, logé en bouteilles. Celui-ci, taxé actuellement à fr. 60.» l'hectol. est replacé en position normale au droit de fr. 180.» afférent aux *vins en bouteilles, non mousseux*. Il est du reste à remarquer que les importations de moût de l'espèce sont peu importantes (en 1920 : hectol. 20,03; en 1921 : hectol. 47,82).

Tabacs : (N° 277 et 278). — Les droits d'entrée sur les tabacs, qui ressortent de la loi du 6 février 1923, se trouvent simplement transcrits dans le nouveau tarif.

SECTION V.

Produits chimiques et pharmaceutiques; engrais chimiques préparés; matières colorantes, matières tannantes, couleurs, laques, vernis et mastics; colles et gélatines; essences, parfumeries et cosmétiques.

A. — PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES.

N° 279 à 384. — La fabrication des *produits chimiques* constitue une branche très importante de l'industrie de notre pays et le commerce de ces produits, tant à l'importation qu'à l'exportation, se chiffre actuellement par plusieurs centaines de millions de francs.

Les données ci-après, fournies par la statistique commerciale, permettent de se rendre compte de l'importance des transactions en produits chimiques.

Produits.	Importation en Belgique.				Exportation de Belgique.			
	1920.		1921.		1920.		1921.	
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
Acide carbonique liquéfié	659,000	99,800	1,294,000	1,482,000	6,300	8,300	6,400	15,500
Ether acétique	293	3,365	573	3,656	»	»	»	»
Ether sulfurique	1,608,000	8,854,000	22,000	34,000	39,800	242,000	463,800	178,700
Carbonates de soude	21,748,000	9,701,000	49,402,000	15,835,000	4,169,000	1,875,000	29,241,000	15,535,000
Nitrates de soude	116,447,000	122,902,000	278,226,000	274,525,000	4,614,000	5,354,000	26,790,000	24,226,000
Sulfates de soude	46,601,000	20,782,000	11,706,000	7,315,000	5,122,000	2,050,000	6,954,000	3,456,000
Sulfites de soude	1,527,000	1,668,000	73,600	78,700	77,800	82,500	206,700	212,000
Sulfate d'ammoniaque	5,515,000	6,208,000	28,170,000	30,795,000	522,000	651,700	13,948,000	12,663,000
Produits chimiques non dénommés	294,114,000	180,241,000	288,698,000	148,891,000	335,326,000	191,354,000	280,465,000	122,379,000

Sous le régime actuel (n° 33), à part l'acide carbonique liquéfié, l'éther acétique et l'éther sulfurique, passibles respectivement des droits de fr. 5.» 8.» et 5.» les 100 kil., les produits chimiques sont exempts de droits à l'entrée. Cette absence complète de défense vis-à-vis de la concurrence étrangère n'a pas été sans émouvoir nos industriels et sans susciter de leur part de vives instances pour que le soutien nécessaire leur soit accordé.

On propose l'établissement de droits — très modérés du reste, leur incidence oscillant, d'une manière générale, entre 5 et 10 p. c. de la valeur — sur les seuls produits dont les similaires sont fabriqués dans notre pays et notamment :

Hydrogène, oxygène, chlore, acide sulfureux, liquéfiés ou comprimés (n°s 288 à 291); acétylène comprimé (n° 293); ammoniacque liquéfiée et solutions d'ammoniacque (n°s 294 et 295); anhydride arsénieux (n° 303); acides borique, chlorhydrique, nitrique, oléique, stéarique, sulfurique (ex. n° 307); potasse caustique et lessives de potasse caustique (n°s 308 et 309); carbonate de potasse raffiné (n° 310-*b*); soude caustique et lessives de soude caustique (n°s 311 et 312); carbonate de soude (n° 313); chlorures de chaux, de potassium (raffiné) (ex. n° 315); eau de Javel (n° 317); eau de Labarraque (n° 318); sulfures de carbone, de sodium (ex. n° 319); sulfites de chaux, de potasse, de soude (ex. n° 320); sulfates d'alumine, de cuivre, de fer, de potasse (raffiné), de soude (ex. n° 321); aluns d'ammoniacque, de potasse, de soude (ex. n° 322); chromates et bichromates de potasse, de soude (n° 328); manganate et permanganate de potassium (n° 330); nitrate de potasse raffiné (n° 334); phosphures de cuivre et d'étain (n° 337); silicates de soude et de potasse (n° 338); naphtaline blanche du commerce (ex. n° 351); aldéhyde formique (n° 360); trioxyméthylène (n° 361); acétone ordinaire (n° 363); éther méthylacétique (n° 364); éther nitrique (n° 366); collodion (n° 368); créosote, gaïacol, et leurs carbonates (n°s 374 et 375).

Ont été portés de fr. 5.» à fr. 10.» les 100 kil. les droits sur l'acide carbonique liquéfié (n° 292); le même droit est applicable à l'acide carbonique comprimé.

Par contre, la taxe sur l'éther acétique (n° 365) a été ramenée de fr. 8.» à fr. 5.» et le coefficient applicable à l'éther sulfurique (n° 367) — dont les droits sont maintenus — a été abaissé de 5 à 3.

La caséine, actuellement passible du droit de fr. 12.» les 100 kil., est affranchie de toute taxe dans le projet de tarif.

A remarquer également que l'alcool amylique et les alcools homologues (n° 356), de même que l'alcool méthylique brut ou rectifié (n°s 357 et 358), actuellement passibles, les premiers du droit de fr. 1,800.» l'hectol., le second des droits de fr. 360.» 900.» ou 1,800.» l'hectol., suivant sa teneur en alcool absolu, ne sont plus taxés qu'au droit uniforme de fr. 30.» les 100 kilogrammes.

Cette diminution considérable des droits actuels a été concédée en vue de favoriser les industries qui utilisent ces produits.

Quant aux *médicaments préparés, préparations dosées et spécialités pharmaceutiques* (n° 382), on indique ci-après les divers régimes qui leur sont applicables en vertu du tarif actuel :

Médicaments, etc., à l'alcool : *Autres liquides alcooliques*, fr. 360.» , 900.» ou 1,800.» l'hectol., selon le degré, plus 16 p. c. du montant des droits d'entrée pour les produits renfermant de l'alcool éthylique.

Sirops pharmaceutiques : *Sucres raffinés*, fr. 40.» les 100 kilogrammes.

Médicaments, etc., sucrés, ne renfermant pas de principe toxique ou vénéneux : *Conserves au sucre*, fr. 12.» , 20.» ou 30.» les 100 kil. suivant la teneur en sucre.

Médicaments, etc., autres : *Drogueries*, libres.

De vives instances ont été faites en vue du relèvement des droits actuels et de l'établissement d'une taxe de soutien contre la concurrence faite aux produits nationaux par les spécialités étrangères admises en franchise à l'entrée en Belgique. Le droit de 20 p. c. ad valorem proposé donnera satisfaction à ces légitimes revendications.

B. — ENGRAIS CHIMIQUES PRÉPARÉS.

N°s 385 à 395. — L'exemption est maintenue pour ces produits, nécessaires à l'agriculture, à l'exception du sulfate d'ammoniaque (n° 389), du superphosphate de chaux et du phosphate précipité (n° 392), que notre pays produit en grandes quantités.

Les droits proposés, fr. 1.50 et fr. 0.50 les 100 kil., sont des plus minimes.

C. — MATIÈRES COLORANTES, MATIÈRES TANNANTES, COULEURS, LAQUES, VERNIS ET MASTICS.

N°s 396 à 439. — Les industries belges traitant ces matières se trouvent dans la même situation que la branche « produits chimiques ».

Le projet de tarif prévoit également, pour les articles dont les similaires sont fabriqués en Belgique et qui, antérieurement, étaient admis en franchise, un léger droit de soutien dont l'incidence, dans la grande majorité des cas, est inférieure à 5 p. c. de la valeur. Se trouvent dans ce cas, les produits figurant sous les n°s 400, 401, 413, 415, 419, 420, 424, 425, 428 b, 431 b, 432 à 436 et 438.

Pour ce qui concerne le *graphite* conditionné pour la vente au détail, de même que les *couleurs* de toute sorte en capsules, godets, pastilles, tubes, etc. (pour la plupart articles de bazar et de commerce de détail), le droit ordinaire de 15 p. c. a été substitué au régime de la libre entrée.

Il est intéressant de noter que les droits actuels de fr. 360.» , 900.» , ou 1,800.» l'hectol., fixés pour les *verniss à l'alcool* (n° 431-a) — dont certaines

industries belges font une forte consommation (fabriques de capsules en étain notamment) — ont été ramenés à fr. 120.» les 100 kil. (sans coefficient), quelle que soit la teneur en alcool de ces vernis.

D. — COLLES ET GÉLATINES.

N^{os} 440 à 447. — Toujours dans le même esprit; il est prévu un léger droit de soutien pour les produits de la classe D, antérieurement admis en franchise (n^{os} 440 à 443).

Les droits sont très modérés et varient de 1 à 6 p. c. de la valeur des produits considérés.

Pour les *parements au savon* (n° 444), les droits actuels de fr. 6.» les 100 kil. ont été ramenés à fr. 4.».

E. — ESSENCES, PARFUMERIES ET COSMÉTIQUES.

N^{os} 448 à 452. — Le droit actuel de 20 p. c. ad valorem est conservé pour les *articles de parfumerie* proprement dits (n° 452).

Quant aux *essences* (n^{os} 448 et 449) — à l'exclusion des produits de l'espèce servant exclusivement en médecine et à l'égard desquels la franchise est maintenue — elles sont à considérer plutôt comme matières premières et il est apparu que, pour favoriser le développement ou l'établissement d'industries employant ces matières (fabriques de parfums notamment), mieux valait ne frapper ces articles que d'un droit modéré, en l'occurrence 10 p. c. ad valorem.

Actuellement et à l'exception de quelques essences spécialement dénommées qui sont libres de droits, ces mêmes produits sont taxés soit à 20 p. c. ad valorem — au même titre que la parfumerie proprement dite — et sans que le droit puisse être inférieur, pour les essences additionnées d'alcool, aux droits de fr. 360.» 900.» ou 1,800.» l'hectol. prévus, selon le degré de force, pour les *autres liquides alcooliques*, et de fr. 1,800.» l'hectol., plus 16 p. c. du principal, pour les *liqueurs*.

Désormais, un seul droit (10 p. c. ad valorem) serait applicable en ordre principal, ce qui procurerait de grandes facilités de vérification et mettrait fin aux contestations qu'amenait la diversité des taxations antérieures.

Au surplus, sera maintenue la même restriction que présentement, pour les essences renfermant de l'alcool, c'est-à-dire que le droit qui les frappera ne pourra, en aucun cas, être inférieur aux droits afférents aux *préparations alcooliques* du n° 269.

Par voie de conséquence, les graisses parfumées importées en récipients d'au moins 10 kil. et qui, actuellement, sont exemptes de droits, ont été également taxées à 10 p. c. ad valorem.

Restent prohibées les essences d'absinthe additionnées d'alcool.

SECTION VI.

Cires de toute espèce, ouvrées, savons, ainsi qu'articles fabriqués avec des cires, des huiles, des graisses, et articles similaires.

N° 453. — *Cire en rayons, pour ruches d'abeilles.*

Si le régime de la franchise dont jouissent actuellement les cires *brutes* d'abeilles et d'autres insectes a été maintenu dans le nouveau tarif (n° 13), il a paru cependant, qu'en égard à la main-d'œuvre subie, la cire conditionnée en rayons pouvait être soumise à un droit d'entrée au même titre que les autres ouvrages de cette matière qui sont taxés à 15 p. c. par le tarif en vigueur.

Le droit de fr. 15.» les 100 kil. proposé ne représente d'ailleurs qu'un pourcentage minime.

N° 454. — *Cire en plaques, pour prendre l'empreinte des dents.*

Le régime actuel est maintenu.

N° 455. — *Bougies, chandelles et cierges en cire, etc.*

Dans le tarif actuel, les bougies, chandelles et cierges sont taxés uniformément à fr. 10.» les 100 kil., taxe qui est censée représenter un droit ad valorem de 10 p. c., suivant une conversion opérée précédemment.

Il est à remarquer que la valeur de ces produits diffère sensiblement suivant la main-d'œuvre qu'ils ont reçue; c'est pour cette raison que la nouvelle nomenclature établit une distinction entre les articles enjolivés et les articles ordinaires.

Tenant compte de la valeur moyenne des articles en question, les droits ont été fixés respectivement à fr. 20.» et 12.» les 100 kil., pour représenter plus exactement l'ancien droit de 10 p. c.

N° 456. — *Ouvrages en cire animale ou végétale, etc.*

Les droits existants sont maintenus.

N° 457. — *Savons.*

La tarification actuelle est maintenue, à cette différence que les savons médicaux, qui étaient taxés à raison de fr. 40.» les 100 kil., seront dorénavant imposés, comme les autres savons de toilette, à des droits allant de fr. 18.» à 60.» les 100 kil., suivant leur conditionnement.

Ce changement s'impose pour éviter les contestations qui surgissent fréquemment au sujet de la taxation des savons médicaux.

N° 458. — *Huiles et graisses liquides, saponifiées au moyen d'alcalis ;
huile rouge d'Andrinople.*

Ces huiles saponifiées sont actuellement imposées comme *savons autres*, à fr. 6.» les 100 kilogrammes.

Considérant qu'il s'agit ici de produits employés principalement dans l'industrie textile, il a été prévu, dans l'intérêt de cette industrie, une réduction du taux en vigueur, soit fr. 4.» au lieu de fr. 6.».

N° 459. — *Encaustiques, pommades, cirages, crèmes, graisses et préparations similaires, etc.*

Lorsqu'ils contiennent de l'alcool, ces produits suivent présentement le régime des *liquides alcooliques*. Ce régime continue à leur être appliqué d'après le nouveau tarif (voir n° 269).

A l'égard des mêmes produits exempts d'alcool, le tarif en vigueur prévoit, soit l'imposition au droit de 15 p. c. ad valorem comme *mercerie et quincaillerie*, soit la libre entrée pour certains articles importés en grands récipients, nonobstant qu'il s'agisse dans les deux cas de marchandises de même composition et servant aux mêmes usages.

Le nouveau tarif fait disparaître cette anomalie en imposant tous les produits envisagés en proportion de leur valeur.

Les droits spécifiques proposés — respectivement fr. 15.» et 10.» , d'après le mode d'emballage — ont été calculés pour correspondre à la base de 15 p. c. de la valeur.

SECTION VII.

Cuirs et pelleteries et ouvrages de ces matières.

A. — PEaux PRÉPARÉES.

Dans le tarif actuel, la rubrique générale *peaux* (n° 48) comprend notamment deux catégories importantes : celle des *peaux vernies, laquées, teintées ou maroquinées* et celle des *peaux autrement préparées*. Les droits de base afférents à ces deux catégories sont respectivement de fr. 30.» et de fr. 15.» les 100 kilogrammes.

Cette classification, absolument trop rudimentaire, engendre de flagrantes inégalités dans l'imposition, en ce sens qu'un même taux de droit s'applique à de nombreuses marchandises de valeurs très différentes.

Une spécification plus détaillée a été prévue dans le nouveau tarif et l'on a groupé les produits de façon à mieux proportionner l'incidence de l'impôt.

Le commerce des peaux reprises sous les deux grandes rubriques précitées fait l'objet d'un trafic considérable en Belgique. Les données ci-après, fournies par

notre statistique commerciale, permettent de se rendre compte de l'importance des transactions :

ANNÉES.	Peaux vernies, laquées, teintes ou maroquinées		Peaux autrement préparées	
	Quantités. Kil.	Valeur. Fr.	Quantités. Kil.	Valeur. Fr.
<i>Importations</i>				
1912	946,917	10,198,296	907,451	4,927,459
1913	839,390	10 492,375	1,166,067	6,331,744
1920	1,170,842	75,574,000	2,853,017	44,342,629
1921	820,398	36,839,442	2 743,932	29,721,639
<i>Exportations.</i>				
1912	853,961	10 478,101	5,528,968	26,926,074
1913	677,231	9,650,542	5,873,737	28,605,099
1920	161,128	10,606,833	2,718,230	56,985,209
1921	214,677	8,368,824	1,922,098	29,908,021

Si l'on rapproche, dans le tableau ci-dessus, les quantités se rapportant aux années 1912 et 1913 de celles relatives aux années d'après guerre (1920 et 1921), on constate, d'une part, une forte augmentation des importations en Belgique et, d'autre part, une diminution considérable de nos exportations, spécialement en « peaux autrement préparées ».

La crise grave que subit l'industrie belge de la fabrication des cuirs est due en ordre principal aux barrières douanières de plus en plus élevées que rencontrent nos produits sur les marchés d'exportation; elle doit aussi être attribuée à l'afflux des produits étrangers qui sont importés chez nous souvent à des prix inférieurs à ceux pratiqués au pays d'origine.

A différentes reprises, nos tanneurs se sont plaints de la concurrence désastreuse qui leur est faite à la faveur de la modicité des droits inscrits dans notre tarif douanier.

En vue de conserver au pays une industrie très intéressante, il paraît rationnel d'accorder à cette branche un léger soutien en surélevant les droits actuels, tout en restant dans des limites raisonnables afin de ne pas nuire à l'industrie de la chaussure. Les taux prévus restent inférieurs à ceux fixés dans beaucoup de tarifs étrangers, notamment dans le tarif français.

A. — PEAUX PRÉPARÉES.

N^{os} 460-461. — *Peaux de chèvre et de mouton tannées en croûte.*

Peaux de chevreau mégies en croûte.

La libre entrée est maintenue pour ces produits qui constituent une véritable matière première.

N° 462. — *Peaux tannées et corroyées, en poils, non apprêtées pour fourrures.*

Rien n'est modifié quant au taux qui frappe ces peaux.

N° 463. — *Peaux chamoisées, ou tannées au formol, teintes ou non.*

Le droit actuel n'est pas en rapport avec la valeur relativement élevée de ces produits. Encore le taux proposé (fr. 100.» les 100 kil.) ne représente-t-il qu'une charge de 8 p. c. ad valorem.

N° 464. — *Peaux parcheminées, parchemins et vélins.*

La libre entrée dont jouissent les peaux en question à l'exception du parchemin teinté ou coloré, ne se justifie plus. On propose de les imposer au droit minime de fr. 30.» les 100 kil. dont le parchemin teinté ou coloré est déjà passible.

N° 465. — *Peaux de toute sorte bronzées, dorées, argentées, peintes ou avec dessins ou ornements repoussés.*

Simple conversion du droit ad valorem en droits spécifiques.

N°s 466-467. — *Peaux teintes ou maroquinées non dénommées ailleurs. — Peaux vernies ou laquées.*

Le droit de fr. 60.» proposé pour les petites peaux reprises au litt. *a* n'a rien d'exagéré; il représente à peine 4 p. c. de la valeur de ces produits.

En ce qui concerne les peaux reprises sous le litt. *b*, une distinction s'impose.

En vertu d'une disposition ancienne, les grandes peaux — et les peaux de veau — simplement teintes en noir et nourries sont admissibles au droit de fr. 15.» les 100 kil. Ce taux ne correspond pas à la valeur des dites peaux qui comprennent notamment les box-calf. On propose le droit de fr. 40.» les 100 kil. ce qui représente un peu plus de 4 p. c. ad valorem.

Pour les peaux maroquinées teintes en noir, l'augmentation n'est que de fr. 10.» aux 100 kil. Le droit sur les peaux couleur, article de valeur plus élevée que les précédents, est porté de fr. 30.» à 50.» les 100 kilogrammes.

Quant aux peaux vernies ou laquées (n° 467), lesquelles servent principalement à la confection d'articles chers et notamment de chaussures de luxe, elles peuvent aisément supporter un droit de fr. 125.» les 100 kil., l'incidence de ce taux ne dépasse d'ailleurs pas le droit de 10 p. c. ad valorem.

N° 468. — *Peaux autrement préparées.*

En corrélation avec le droit qui frappe les petites peaux teintes ou maroquinées, on propose de porter à fr. 30.» le taux afférent aux articles repris sous le litt. *a*.

Le litt. *b* comprend spécialement le cuir à semelles et le cuir à courroies, qui

sont les grandes spécialités des tanneries belges. Pour les raisons développées plus haut, le droit actuel de fr. 15.» les 100 kil. établi sur les peaux entières, les croupons, les dépouilles et les croûtes, est porté respectivement à fr. 25.» 30.» et 20.» les 100 kilogrammes.

N° 469. — *Cuir factice ou artificiel, à base de déchets de cuir.*

a) Sous le régime actuel, ces articles sont imposés à fr. 15.» les 100 kil., avec faculté pour l'importateur de les déclarer au taux de 10 p. c. ad valorem. Le droit de fr. 15.» les 100 kil. est seul maintenu.

b) En ce qui concerne les morceaux découpés, semelles, talons, etc., le droit de 10 p. c. ad valorem est converti en droits spécifiques équivalents.

N° 470. — *Déchets et rognures de cuirs et de peaux; vieux cuirs.*

Les objets repris au litt. a de cette rubrique sont passibles du droit de fr. 30.» et fr. 15.» les 100 kil. ou de 10 p. c. ad valorem. Un droit uniforme de 5 p. c. remplace ces différents taux.

La libre entrée est maintenue pour les déchets ne pouvant être utilisés à des ouvrages en cuir.

B. — *OUVRAGES EN PEAU OU EN CUIR.*

On a groupé sous cette rubrique, d'une part, les gants de peau et les articles actuellement rangés dans la catégorie des *Peaux ouvrées non spécialement tarifées* (à l'exception des chaussures), d'autre part, les ouvrages en cuir ou en peau classés sous diverses positions du Tarif : *Maroquinerie, Produits divers pour l'industrie, Machines et mécaniques, Mercerie.*

Ainsi qu'on le verra dans l'analyse ci-après, certains taux ad valorem ont été remplacés par des droits spécifiques équivalents; quelques articles subissent une légère augmentation de droits.

N° 471. — *Brides pour sabots.*

N° 472. — *Semelles, talons et trépointes simplement découpés, contreforts et analogues en cuir naturel.*

Le droit de 10 p. c. ad valorem est transformé en droits spécifiques équivalents.

N° 473. — *Tiges de bottes, de bottines, de bottillons, claques, empeignes et quartiers, guêtres, molletières et jambières, cambrés ou non, piqués, cousus, doublés ou en morceaux simplement découpés.*

Ces différents articles sont imposables actuellement, suivant la nature des produits et du cuir employé, à raison de fr. 15.» ou de fr. 30.» les 100 kil. ou

de 10 p. c. ad valorem. Ceux de ces articles en cuir verni (en totalité ou en partie) seront passibles désormais du droit de fr. 140. » les 100 kil. ; les autres, du droit de fr. 100. » les 100 kil. Cette charge est inférieure au taux de 10 p. c. ad valorem.

N° 474. — *Lacets en cuir, même avec ferrets.*

Les lacets en cuir avec ferrets, rentrent actuellement dans la classe de la *Mercerie et quincaillerie : objets non spécialement tarifés*, passibles du droit de 15 p. c. ad valorem ; sans ferrets, ils sont admissibles au taux de 10 p. c. Le droit spécifique de fr. 50. » les 100 kil. n'est que la conversion de ce dernier taux de 10 p. c.

N° 475. — *Cannes, cravaches, sticks, fouets et articles similaires.*

Le droit ad valorem est remplacé par un droit spécifique équivalent.

N° 476. — *Gants de peau.*

Les droits actuels sont maintenus.

N° 477. — *Peaux coupées en bandes pour chapeaux, même façonnées.*

Conversion du droit ad valorem en droit spécifique équivalent.

N° 478. — *Vêtements en cuir, combinés ou non avec des tissus.*

Ces produits sont soumis actuellement au droit de 10 p. c. ad valorem ; ils paieront à l'avenir 15 p. c. Il s'agit ici de vêtements spéciaux qui peuvent aisément supporter cette légère aggravation. A remarquer d'ailleurs que les vêtements en tissu pour hommes supportent une charge semblable.

N° 479. — *Articles de sellerie fine.*

Remplacement du droit ad valorem par un droit spécifique équivalent.

N° 480. — *Articles de bourrellerie.*

Le droit proposé de 60 fr. les 100 kil. n'atteint pas le taux de 10 p. c. ad valorem qui frappe actuellement ces articles.

N° 481. — *Accessoires en cuir destinés à la garniture d'objets de vannerie.*

Dans l'intérêt de l'industrie de la vannerie, le droit modique de 5 p. c. ad valorem est maintenu.

N° 482. — *Plaques en peau de buffle collées et cylindrées non découpées à dimensions.*

Transformation du droit ad valorem en droit spécifique équivalent.

N° 483. — *Courroies de transmission ou de transport, bandes et lanières pour courroies de transmission ou de transport.*

Ces articles rentrent actuellement dans la catégorie des *Machines, etc.* : *Courroies pour machines* : En cuir impossables, à raison de fr. 30.» les 100 kil. Le taux proposé de fr. 45.» les 100 kil. n'atteint pas 6 p. c. de la valeur de ces produits.

N° 484. — *Tuyaux, seaux, godets transporteurs, brides de chasse et tuquets pour métiers à tisser, roues dentées, plaques et rubans non boutés pour cardes, segments pour peigneuses, manchons et ouvrages non spécialement dénommés ailleurs, en peau ou en cuir, pour machines.*

Il s'agit ici d'articles industriels qui rentrent présentement dans diverses catégories du Tarif. On propose un droit unique de fr. 50.» les 100 kil. correspondant à un taux ad valorem ne dépassant guère 6 p. c.

N° 485. — *Malles.*

Les taux proposés résultent d'une simple conversion en droits spécifiques des droits ad valorem existants.

N° 486. — *Valises, sacoches, sacs de voyage, boîtes à chapeaux, étuis pour appareils photographiques, pour armes de chasse, pour instruments de musique et articles similaires.*

Le droit de fr. 150.» les 100 kil. n'atteint pas le taux de 15 p. c. ad valorem qui grève actuellement ces articles.

N° 487. — *Maroquinerie non spécialement dénommée.*

Les objets rangés dans cette position du Tarif sont, d'une manière générale, des produits achevés ayant reçu une main d'œuvre importante; d'autre part, les bénéfices que réalise le commerce de détail de ces objets sont suffisamment élevés pour que ceux-ci puissent aisément supporter une augmentation de taxe de 5 p. c.

N° 488. — *Ouvrages en peau ou en cuir, non dénommés ni compris ailleurs.*

Le droit de 10 p. c. ad valorem est maintenu.

C. — PELLETERIES.

Cette position comprend les pelleteries simplement apprêtées, les pelleteries ouvrées ou confectionnées et les déchets de pelleteries apprêtées.

En ce qui concerne les premières, on propose de transformer le droit ad valorem en droits spécifiques : c'est ce qui explique les différentes classifications adoptées.

Suivant les chiffres de notre statistique commerciale le commerce des pelleteries apprêtées est très important en Belgique.

Ci-dessous les quantités et les valeurs de ces articles importés et exportés pendant les années 1912, 1913, 1920 et 1921 :

Pelleteries apprêtées.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912. . .	132,958	4,653,530	208,304	1,874,736
1913. . .	132,107	9,013,136	97,021	2,967,498
1920. . .	113,720	20,789,193	332,604	17,925,403
1921. . .	111,385	22,241,406	162,766	1,681,178

N° 489. — *Pelleteries simplement apprêtées.*

Sous la dénomination de « Pelleteries simplement apprêtées », le tarif des douanes comprend les peaux en poils ou en duvet, passées en mégie, purifiées, assouplies, même teintées ou lustrées, telles enfin qu'on les emploie pour fourrures, même importées en peaux ou parties de peaux cousues ensemble en forme de nappes, sacs, touloupes ou carrés, mais *exclusivement* pour former un tout plus facile à transporter et plus convenablement disposé pour la vente.

Ces produits étaient antérieurement soumis au droit de fr. 30.» les 100 kil., ce qui équivalait, en fait, à la libre entrée. Ce droit a été remplacé par le taux de 5 p. c. ad valorem en vertu de la loi du 31 mars 1921.

La transformation de ce droit ad valorem en droits spécifiques répond aux vœux des importateurs belges de pelleteries, ceux-ci désirant éviter les contestations qui, lors de la vérification douanière, surgissent quant à la valeur de ces produits, d'une estimation assez malaisée.

N° 490. — *Pelleteries ouvrées ou confectionnées.*

Le droit de 20 p. c. ad valorem est maintenu, au même titre que pour les autres vêtements de luxe.

N° 491. — *Déchets de pelleteries apprêtées.*

La tarification actuelle est conservée.

D. — ARTICLES EN BOYAUX.

N° 492. — *Câbles, cordes et cordons non dénommés ailleurs.*

N° 493. — *Articles en boyaux non dénommés ni compris ailleurs.*

Les droits existants sont maintenus sauf pour les cordes de ligatures (catgut phéniqué) qui, sous le régime actuel, jouissent de la libre entrée.

SECTION VIII.

Produits de l'industrie textile.

Sont groupés dans cette section, d'après la matière dont ils sont composés ou leur affinité, les produits classés au tarif actuel dans les catégories des *Fils* (n° 24), *Cordages* (n° 15), *Drilles et chiffons* (n° 18), *Tissus* (n° 64), ainsi que plusieurs articles extraits des *Habilllements, lingerie et confections de toute espèce* (n° 27) et des *Produits divers pour l'industrie* (n° 54).

A. — SOIE, BOURRE DE SOIE ET SOIE ARTIFICIELLE.

Le régime de la libre entrée est maintenu en faveur de la *soie dévidée ou moulinée* (n° 494) et pour les *fils de bourre de soie* (n° 495), produits peu ou point obtenus en Belgique. De même, les droits du tarif actuel ne sont pas modifiés en ce qui concerne les *fils conditionnés pour la vente au détail* (n° 498) et pour tous les produits — broderies, dentelles, passementerie, rubannerie, tissus, etc. — en soie ou mélangés de soie, repris aux n° 499 à 511.

Par contre, la libre entrée n'a pas été maintenue pour les *fils de soie artificielle* (n° 496) qui font l'objet d'une industrie prospère en Belgique, pour les *fils retors et teints*, de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle, repris au n° 497, lesquels sont des produits achevés et que l'on importe en Belgique en vue de les préparer pour la vente au détail, opération ne nécessitant qu'une légère main-d'œuvre. Les droits prévus pour ces deux numéros correspondent à des taux de 5 à 7 p. c. ad valorem.

B. — LAINE.

N° 512. — *Fils de laine cardée.*

Dans le tarif actuel, les fils de laine cardée sont uniformément imposés au taux de fr. 5.» les 100 kil., sans qu'il soit tenu compte de la main-d'œuvre incorporée.

Il s'indique que la taxe doit être graduée d'après le degré d'achèvement des produits. Il a été tenu compte de ce principe dans la nouvelle tarification : le droit de fr. 5.» conservé tel quel pour les fils simples écrus ou blanchis, a été majoré de fr. 2.50 pour les fils retors, de fr. 5.» pour les fils teints ou imprimés, et de fr. 7.50 pour les fils ayant subi à la fois le retordage et la teinture ou l'impression.

N° 513. — *Fils de laine peignée.*

Sauf une légère retouche au libellé de la rubrique, on n'a pas modifié le régime des *fils de laine peignée*.

N° 514. — *Fils de laine conditionnés pour la vente au détail.*

De même, les *fils de laine conditionnés pour la vente au détail* (n° 514) conservent le droit actuel.

N° 515 et 516. — *Broderies à la mécanique, Châles et écharpes.*

Pas de modification en ce qui concerne les *broderies à la mécanique* (n° 515) et les *châles et écharpes* (n° 516).

N° 517. — *Couvertures.*

La tarification actuelle a été modifiée, en ce sens, qu'il a été prévu un droit plus élevé pour les couvertures imprimées ou tissées au métier Jacquard (respectivement fr. 100.» et fr. 70.» au lieu de fr. 60.» et fr. 45.»). Cette modification a été introduite en vue de mieux proportionner le droit à la valeur respective des produits.

Il est du reste à remarquer que les droits prévus pour les couvertures sont très modérés; ils correspondent à des droits ad valorem qui ne dépassent pas 10 à 12 p. c.

N° 518 à 522. — *Dentelles et guipures; Tulles et tissus à mailles de filet, Lasting, Lisières, Passementerie et rubanerie.*

Pour les *dentelles et guipures, tulles et tissus à mailles de filet* (n° 518), le *lasting* (n° 519), les *lisières artificielles* (n° 521), la *passementerie* et la *rubanerie* (n° 522), on a simplement reproduit les droits de base du tarif actuel.

Il a été fixé un droit de fr. 20.» les 100 kil. pour les *lisières de drap* (n° 520) (actuellement libres à l'entrée), droit identique à celui qui existe déjà — et qui est maintenu — pour les *lisières artificielles* et les *lanières de feutre* (n° 521).

N° 523. — *Tapis de pied.*

Le projet de tarif reproduit l'imposition d'après le poids, qui existait avant la mise en vigueur de la loi du 31 mars 1921; les taux spécifiques ont été fixés de manière à correspondre au droit actuel de 20 p. c. ad valorem.

N° 524. — *Tapis de table.*

Les tapis de table conservent leur droit de fr. 150.» les 100 kil., sauf que, pour la facilité de la vérification, on a englobé dans la rubrique les quelques rares articles en laine et coton, coton dominant, qui sont soumis actuellement au droit de fr. 55.» les 100 kil. comme « *Tapis de coton* ».

N° 525. — *Tapisseries de laine.*

A l'égard des tapisseries de laine, qui constituent des articles de luxe, le droit de 20 p. c. ad valorem est maintenu.

N° 526. — *Velours et peluches.*

La tarification des velours et peluches a été remaniée, en ce sens qu'on a porté à fr. 90.» le droit de fr. 85.» sur les articles pour ameublement et à fr. 100.» celui de fr. 75.» sur les velours et peluches autres que pour ameublement. Les nouveaux taux sont plus adéquats à la valeur respective des produits; ils représentent d'ailleurs à peine 10 p. c. de cette valeur.

N° 527. — *Tissus de bonneterie.*

Sans modification.

N° 528. — *Tissus de laine non dénommés ni compris ailleurs.*

Les produits rangés sous ce numéro comprennent la majeure partie des tissus de laine importés en Belgique. Ils figurent dans les relevés de la statistique commerciale sous les rubriques suivantes :

- a) Tissus de laine pesant moins de 200 gr. par mètre carré.
- b) Tissus de laine autres.

La dite statistique donne, pour l'année 1921, les chiffres suivants d'importation de ces tissus :

- a) Tissus de laine pesant moins de 200 gr. par mètre carré : 354,000 kil., valeur déclarée fr. 21,485,000.» , soit une valeur moyenne au kil. d'environ fr. 60.».
- b) Tissus de laine autres : 2,097,000 kil., valeur déclarée fr. 80,870,000.» , soit une valeur moyenne au kil. d'environ fr. 38.50.

La classification prévue au projet de tarif reproduit, dans ses grandes lignes, le tarif en vigueur. Elle a cependant été allégée de quelques rubriques dans le but de faciliter la vérification douanière.

Les droits de base ont subi peu de modifications et, pour un certain nombre d'articles, ils sont même inférieurs à ceux qui existent actuellement.

Les droits fixés dans le projet sont d'une grande modération au regard de la valeur des tissus envisagés, et ce nonobstant le taux du coefficient qui a été porté de 3 à 4.

En tenant compte de leur composition et de leur poids, les tissus de laine pesant moins de 200 gr. paieront fr. 600.» ou fr. 400.» les 100 kil., et les tissus de plus de 200 gr. des droits variant de fr. 480.» à fr. 200.» les 100 kilogrammes.

En se reportant aux valeurs moyennes résultant des chiffres de la statistique commerciale cités ci-haut, les droits proposés seront, dans la plupart des cas, inférieurs à 10 p. c. ad valorem.

C. — CRINS ET POILS GROSSIERS D'ANIMAUX.

N° 529. — Actuellement les fils composés en tout ou en majeure partie de poils grossiers, sont libres à l'entrée. Par contre, le régime des fils de laine est applicable aux fils en poils grossiers mélangés de laine, ce dernier textile dominant en poids.

Cette tarification est maintenue, sauf qu'à l'égard des fils mélangés de laine, il n'est plus fait de distinction quant à la matière dominante, pour le motif que la douane ne dispose d'aucun moyen pratique pour vérifier exactement les proportions relatives des matières en présence.

N°s 530 à 533. — Ces numéros se rapportent aux tissus de crin ou de poils grossiers, qui sont taxés actuellement soit à fr. 160.» les 100 kil., soit à 10 p. c. ad valorem. Les nouveaux taux sont exclusivement spécifiques et ils correspondent à environ 10 p. c. de la valeur des produits envisagés.

D. — COTON.

N°s 534 à 536. — On reproduit ci-après le tarif en vigueur pour les fils de coton (non préparés pour la vente au détail) :

Fils de coton, simples ou retors :

Ecrus ou blanchis, mesurant au $\frac{1}{2}$ kil. en fil simple.	{	20,000 mètres ou moins	100 kil.	10.»
		20,000 mètres à 40,000 mètres . .	100 kil.	15.»
		40,000 mètres à 60,000 mètres . .	100 kil.	20.»
		Plus de 65,000 mètres	100 kil.	5.»
Teints ou ourdis, mesurant au $\frac{1}{2}$ kil. en fil simple.	{	20,000 mètres ou moins	100 kil.	15.»
		20,000 mètres à 40,000 mètres . .	100 kil.	20.»
		40,000 mètres à 65,000 mètres . .	100 kil.	25.»
		Plus de 65,000 mètres	100 kil.	5.»

Dans ce tarif, les droits sont identiques pour les fils écrus ou blanchis, pour les fils simples ou retors ; de même, il est fait abstraction du glaçage, du mercerisage et du câblage.

Logiquement, le droit doit être en relation avec la main-d'œuvre incorporée : c'est ce dont il a été tenu compte dans la nouvelle classification.

Les taux de base sont maintenus pour les fils simples, écrus ; mais ces taux sont respectivement augmentés de :

- 1° fr. 2.50 pour les fils blanchis ;
- 2° fr. 5.» pour les fils glacés ou mercerisés ;
- 3° fr. 5.» pour les fils teints et chinés ;
- 4° fr. 2.50 pour les fils retors non câblés ;
- 5° fr. 4.» pour les fils retors et câblés.

On note que les fils mesurant, en fil simple, plus de 65,000 mètres au $\frac{1}{2}$ kil.,

continuent à bénéficier d'un régime de faveur; il s'agit ici de fils que la Belgique produit très peu et qu'il est préférable, dans l'intérêt du tissage, de laisser entrer à des droits très réduits.

N° 537. — *Fils de coton mélangés, le coton dominant en poids.*

Ces fils suivent le régime des fils de coton pur, comme dans le tarif actuel. On relève cependant que celui-ci contient une position, avec droit de fr. 5.» les 100 kil. ainsi libellée : *Fils de coton mélangés d'au moins 20 p.c. de laine, le coton dominant en poids.* Notre industrie produisant ce genre de fils en fortes quantités, il n'existe aucune raison de leur maintenir un régime de faveur et ils doivent, en tous points, être assimilés aux autres fils de coton.

N° 538. — *Fils de coton en chaînes ourdies.*

Ces fils, qui font l'objet d'une minime importation, paieront les droits des fils de coton selon l'espèce, avec une légère surtaxe de fr. 1.» par 100 kil. pour tenir compte de la main-d'œuvre de l'ourdissage.

N° 539. — *Fils de coton conditionnés pour la vente au détail.*

Les taux prévus reproduisent ceux que le tarif actuel fixe (respectivement fr. 70.» et 50.») pour les fils mesurant 65,000 mètres ou moins au $\frac{1}{2}$ kil. Les taux de fr. 70.» et de 50.» sont rendus également applicables aux fils mesurant plus de 65,000 mètres au $\frac{1}{2}$ kil. (actuellement fr. 10.») : ce sont des produits très chers qui se préparent parfaitement en Belgique, et qui peuvent supporter les mêmes droits que les fils de plus gros numéros.

N° 540. — *Tissus de coton pur, non façonnés, non mercerisés.*

Cette position correspond exactement à la rubrique actuelle du tarif (ex. 64) : « *Tissus de coton : Tissus unis, croisés et coutils* ». La classification et les taux ont d'ailleurs été reproduits tels quels, sans modification.

N° 541. — *Tissus de coton pur, non façonnés, mercerisés.*

Ces produits suivront le régime des tissus non mercerisés, mais avec une surtaxe de fr. 10.» les 100 kil. (droit de base), pour tenir compte de la main-d'œuvre supplémentaire.

N° 542. — *Tissus de coton pur, non façonnés, pesant moins de 3 kilogrammes les 100 mètres carrés.*

Reproduction exacte de la tarification actuelle.

N° 543. — *Tissus de coton pur, façonnés.*

Ce libellé correspond à l'ancienne position (ex. 64) : *Tissus de coton : Piqués, basins, façonnés, damassés et brillantés.* La classification et les droits prévus n'apportent aucune modification au régime actuel, sauf que la rubrique englobe maintenant les articles pesant moins de 3 kil. les 100 mètres carrés (importation insignifiante), passibles jusqu'ici du droit de 10 p. c. ad valorem.

N°s 544 à 546. — *Broderies à la mécanique, Châles et écharpes, Courtepointes en tissus façonnés.*

Sans modification.

N° 547. — *Couvertures.*

Sans modification, sauf une légère augmentation du droit applicable aux couvertures imprimées ou tissées au métier Jacquard. Cette majoration comporte le simple redressement d'une anomalie.

N°s 548 à 551. — *Dentelles de toute espèce, Mèches tissées ou tressées, Mousselines brochées, Passementerie et rubanerie.*

Reproduction du tarif existant.

N° 552. — *Tapis de pied.*

Légère majoration de fr. 10.» par 100 kil. en harmonie avec celle qui affecte les droits sur les tapis de pied en laine.

N° 553. — *Tapis de table.*

Tarification actuelle :

Mélangés de laine fr. 90 » les 100 kilogrammes.

En pur coton ou mélangés d'autres textiles
que la laine ou la soie fr. 55 » les 100 kilogrammes.

Étant donnée la très grande variété des tissus employés à la fabrication des tapis de table, les droits ci-dessus ne sont pas toujours bien proportionnés à la valeur des produits. Il a paru plus équitable de faire suivre à ces articles le régime des *tissus* selon l'espèce, c'est-à-dire de les assujettir aux mêmes droits que les tissus composants.

N° 554. — *Tulles et autres tissus à mailles non spécialement tarifés.*

Exacte reproduction du régime actuel.

N° 555. — *Velours et peluches.*

D'après le tarif en vigueur, les produits visés sous le n° 555 sont classés sous trois rubriques différentes :

1 ^o Velours de coton.	Façon soie (velvets).	Ecrus	fr. 75.» les 100 kilogr.
		Teints ou imprimés .	fr. 95.» les 100 id.
	Autres (cords, moles- kins, etc.).	Ecrus	fr. 50.» les 100 id.
		Teints ou imprimés .	fr. 70.» les 100 id.
2 ^o Velours et peluches non spécialement tarifés			fr. 90.» les 100 id.

3° Tissus de coton : Tous autres tissus (pour les peluches genre moquettes) 15 p. c. ad valorem.

Cette tarification présente une anomalie choquante, en ce sens que les articles taxés comme velours de coton dits *velvets* et imposés aux droits de fr. 75.» ou de fr. 95.» les 100 kil., ont souvent une valeur beaucoup moindre que certains velours par chaîne rentrant dans la classe des *velours autres* (droits fr. 50.» et 70.»).

La classification proposée a pour but de redresser cette anomalie, tout en groupant sous une même position les divers velours et peluches de coton, abstraction faite des velours et peluches en rubans ou en tapis de pied lesquels sont spécialement taxés.

Les droits spécifiques inscrits dans le projet de tarif ont été calculés pour correspondre, en moyenne, à un taux ad valorem de 15 p. c.

N° 556. — *Tissus de bonneterie.*

Il s'agit ici des tissus de bonneterie en pièces, non coupés en vue d'une destination particulière. Le régime actuel est maintenu.

N° 557. — *Tissus de coton non dénommés ni compris ailleurs, mélangés de lin, de chanvre, de jute, etc.*

Cette classe englobe notamment les articles, façonnés ou non, que le tarif en vigueur impose sous la dénomination de « *Tissus de coton : Tissus pour habillement ou pour ameublement, non spécialement tarifés, mélangés de lin, de chanvre, de jute ou d'autres matières textiles végétales* ».

Les toiles dites « mixtes », que l'on fabrique beaucoup en Belgique, constituent la majeure partie de ces articles.

L'expérience a démontré que, dans la classification actuelle, les articles très chers, c'est-à-dire ceux d'un faible poids au mètre carré et comptant un grand nombre de fils, sont moins taxés, proportionnellement à leur valeur, que certains tissus communs.

Il a été remédié aux anomalies constatées, ce qui explique l'augmentation de certains droits de base au regard des droits actuels. Les taxes spécifiques proposées correspondent, en règle générale, à un droit moyen de 15 p. c. ad valorem.

N° 558. — *Tissus de coton non dénommés ni compris ailleurs.*a) *Mélangés de laine peignée :*

Le tarif actuel comprend 3 paliers, d'après le poids au mètre carré, avec les taux de fr. 130.», 100.» et 80.». Dans la nouvelle tarification, on a fixé 4 paliers, avec les taux respectifs de fr. 130.», 100.», 80.» et 70.», ce qui implique une diminution de droits pour les articles lourds.

b) *Mélangés de laine cardée :*

Droits actuels : fr. 80.» les 100 kil. pour les articles de moins de 200 gr. et 15 p. c. ad valorem pour ceux pesant 200 gr. ou plus.

La classification du projet de tarif reproduit le taux de fr. 80.» pour les articles de moins de 200 gr. A l'égard des articles de 200 gr. et plus, il a été établi 3 paliers avec les taux de fr. 70.», 60.» et 50.» les 100 kil., qui correspondent à un droit moyen de 15 p. c. ad valorem.

c) *Autres :*

Cette catégorie comprend les quelques rares articles qui ne se classent pas dans les diverses rubriques précédentes. Maintien du droit de 15 p. c. ad valorem.

*E. — LIN, CHANVRE, RAMIE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES,
LE COTON EXCEPTÉ.*

N° 559. — *Fils de lin, fils de chanvre et fils de ramie.*

La fabrication des fils de lin et des fils de chanvre constitue l'une de nos principales industries nationales et ces produits interviennent pour une valeur considérable dans notre commerce d'exportation, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-après fournis par la statistique.

Exportations de Belgique, en « fils de lin ou d'autres filaments végétaux non dénommés » :

Année 1920. — 19,788,000 kil. pour une valeur de fr. 276,891,000.». .

Année 1921. — 12,346,000 kil. pour une valeur de fr. 109,842,000.». .

Le régime de la franchise de droits, concédée par le tarif actuel en faveur des fils dont il s'agit, s'explique assez difficilement si l'on considère que le même tarif prévoit des droits d'entrée sur les produits d'industries similaires, tels les fils de coton et les fils de laine.

Il a donc paru opportun, à l'occasion du remaniement complet de notre tarif, de prévoir des droits — d'ailleurs très modérés — qui apporteront un léger appui à l'industrie de la filature du lin, du chanvre et des autres textiles végétaux, hormis le coton.

En tarif minimum, il n'a été fixé de droits que pour les fils dont la finesse ne dépasse pas le n° 20 anglais, c'est-à-dire ceux qui surtont concurrencent les produits belges. En ce qui concerne les fils au-dessus du n° 20 anglais, qui nous

sont principalement fournis par l'Angleterre, on a maintenu le régime de la libre entrée.

Il n'est pas sans intérêt de noter que les droits prévus dans la nouvelle classification ne dépassent pas le taux de base de fr. 19.50 les 100 kil., tandis que le tarif français prévoit pour les articles similaires des droits allant jusqu'à plus de fr. 200.» les 100 kil., coefficients non compris.

N° 560. — *Fils de jute.*

Le régime de la libre entrée est supprimé, pour des motifs identiques à ceux développés sub n° 559.

Les droits prévus, en tarif minimum, varient de fr. 5.» à fr. 17.50 les 100 kil., d'après la finesse des fils et la main-d'œuvre reçue.

Dans le tarif français, les mêmes produits sont imposés, en minimum, à des droits variant de fr. 6.75 à fr. 29.90 les 100 kilogrammes.

N° 561. — *Fils de papier.*

Ces produits sont actuellement admis en franchise, au même titre que les fils de lin, de chanvre, de jute, etc.

Cette tarification est irrationnelle, attendu que le papier, matière première des fils, est soumis à des droits.

On propose de faire disparaître cette anomalie en fixant une taxe de fr. 5.» les 100 kil., un peu supérieure à celle afférente aux papiers communs.

N° 562. — *Fils d'abaca (chanvre de Manille), de phormium tenax, etc.*

Un léger droit de fr. 5.» les 100 kil. remplace le régime de la libre entrée, par analogie avec les modifications proposées pour les autres fils de la classe E.

N° 563. — *Fils conditionnés pour la vente au détail.*

Le projet de tarif reproduit les droits du tarif existant, sauf pour les fils de chanvre qui deviennent passibles des taux afférents aux fils de lin et de ramie.

Cette assimilation a pour but de mettre un terme aux difficultés et contestations qui surgissent dans la pratique douanière, lorsqu'il s'agit de faire la distinction entre les fils de lin et ceux de chanvre.

N° 564. — *Broderies à la mécanique, sur tissus de lin, de chanvre, etc.*

Le droit actuel de 10 p. c. ad valorem est porté à 15 p. c., c'est-à-dire au même taux que celui appliqué, depuis longtemps, aux broderies de coton.

N° 565. — *Dentelles de toute espèce, guipures, etc.*

Maintien du droit actuel de 15 p. c. ad valorem afférent aux dentelles de lin,

de ramie ou de chanvre, et extension de ce droit aux produits de l'espèce en autres textiles végétaux de la classe *E*, ainsi qu'aux guipures, tulles et autres tissus à mailles composés de ces diverses matières.

N° 566. — *Passementerie et rubanerie.*

Un droit de 15 p. c. ad valorem remplace ici le droit existant de 10 p. c.

Les droits spécifiques actuels sur les divers tissus de coton correspondent, en règle générale, à 15 p. c. de la valeur, tandis que les tissus de lin, de chanvre, etc. (sauf les dentelles) ne paient que 10 p. c.

Il n'existe pas de motifs sérieux pour maintenir cette différence de taxation entre les tissus de coton et les tissus de lin; au surplus, l'établissement d'un droit sur les fils de lin, de chanvre, etc., entraîne logiquement une augmentation correspondante du droit qui frappe les produits fabriqués avec ces fils.

N° 567. — *Velours et peluches (coupés ou non coupés) pour ameublement et autres usages, en lin, en chanvre ou en ramie.*

Ces produits sont assimilables aux articles correspondants de la classe du coton, et il s'indique de leur faire suivre le même régime.

N° 568. — *Tapis de pied en lin ou en chanvre.*

Dé même que pour le n° 567, il y a lieu de renvoyer au régime des articles similaires en coton.

N° 569. — *Linge damassé, de table ou de toilette, en lin, etc.*

Il s'agit ici d'articles bien caractérisés, et pour lesquels une classification spéciale est généralement prévue dans les tarifs étrangers.

La tarification préconisée comprend trois catégories, se subdivisant elles-mêmes en trois paliers, d'après le nombre de fils. Les droits spécifiques, variant de fr. 100.» à fr. 275.» les 100 kil., ont été calculés pour correspondre à un droit moyen de 15 p. c. ad valorem.

N° 570. — *Tissus de lin, de chanvre ou de ramie, purs, non façonnés ou façonnés, etc.*

Ce libellé englobe des articles ayant des valeurs très différentes, depuis les toiles de chanvre les plus grossières jusqu'aux fines batistes de lin, en passant par toute la gamme des diverses qualités de toiles.

Il n'est donc pas étonnant que les droits spécifiques prévus, lesquels sont calculés sur une base moyenne de 15 p. c. ad valorem, présentent des écarts considérables et varient de fr. 20.» à fr. 605.» les 100 kilogrammes.

La détermination des classes et des paliers a été faite de manière à grouper les articles dont les valeurs sont sensiblement approchantes, ou tout au moins ne présentent pas de trop fortes différences.

N° 571 à 576. — *Velours et peluches, Tapis de pied, Tissus pour ameublement, Tissus non dénommés, Tissus en fil de papier.*

Les divers produits repris sous ces numéros sont affectés de droits spécifiques correspondant, comme pour les autres tissus de la classe E, à 15 p. c. ad valorem au maximum.

N° 577. — *Tissus de lin, de chanvre, de ramie ou d'autres textiles végétaux de la classe E, non spécialement tarifés.*

a) *Mélangés de coton :*

Rentrent notamment dans cette catégorie, les toiles mixtes composées de lin et de coton, le lin dominant en poids. A part une plus faible teneur en coton (parfois quelques centièmes), ces articles sont assimilables à ceux du n° 557, et il est rationnel de leur faire suivre le même régime.

Les droits devenant identiques dans les deux cas, il sera sans intérêt de rechercher la matière dominante, opération qui n'est pas sans présenter de sérieux inconvénients tant au point de vue de la déclaration qu'à celui de la vérification douanière.

b) *Autres :*

Rubrique qui ne comprendra que de très rares articles, et à laquelle on affecte le droit de 15 p. c. ad valorem, base adoptée pour les autres tissus de la classe E.

F. — *OUATES ET FEUTRES.*

N° 578. — *Ouates.*

Depuis longtemps, les fabricants belges réclament un droit d'entrée sur les ouates, en invoquant qu'une protection leur est indispensable pour lutter contre la concurrence étrangère.

On propose de répondre à ces desiderata en fixant des droits spécifiques très modérés — ils correspondent à environ 5 ou 6 p. c. ad valorem — sur les ouates autres que celles en soie ou en déchets de soie.

N° 579. — *Feutres non spécialement tarifés.*

On a groupé ici les divers feutres qui sont classés actuellement, suivant leur composition parmi les *tissus de laine*, les *tissus de coton*, etc.

Sauf quelques légères modifications de détail, les droits préconisés ne sont généralement que la reproduction du tarif existant; ces droits sont d'ailleurs très modérés et, pour certains genres d'articles, ils n'atteignent même pas 10 p. c. de la valeur.

G. — *TISSUS SPÉCIAUX.*

N° 580 et 581. — *Percaline, Toile à calquer.*

Ces produits rentrent, d'après le tarif en vigueur, dans la catégorie des *tissus non spécialement tarifés*, imposables à 10 p. c. ad valorem.

Les droits spécifiques fixés respectivement à fr. 50.» pour la percaline et à fr. 75.» pour la toile à calquer, correspondent à un taux un peu supérieur à 10 p. c. ad valorem, mais n'atteignant pas 15 p. c.

N° 582. — *Linoléum*

On indique ci-après le régime prévu par le tarif en vigueur :

Linoléum pour parquets :

- a) Unicolore par 100 kil., fr. 10.»
- b) A dessins imprimés par 100 kil., fr. 12.»
- c) A dessins incrustés par 100 kil., fr. 13.»

Linoléum pour tenture par 100 kil., fr. 18.»

Dans le nouveau tarif, il n'est plus fait de distinction entre le linoléum pour parquets et celui pour tenture, et les droits sont portés respectivement à fr. 15.» , fr. 18.» et fr. 22.» pour le linoléum : 1° unicolore, 2° à dessins imprimés et 3° à dessins incrustés.

Les nouveaux taux représentent, en moyenne, 20 p. c. ad valorem, c'est-à-dire une charge correspondante à celle qui est prévue pour les tapis de pied en laine.

N° 583. — *Pégamoïd et produits similaires.*

Maintien du droit actuel.

N° 584. — *Toiles cirées.*

Maintien des droits actuels, sauf en ce qui concerne :

- 1° Les toiles cirées pour parquets dont les droits sont mis en rapport avec ceux fixés pour le linoléum;
- 2° Les toiles cirées non dénommées dont le droit passe de fr. 35.» à fr. 40.» les 100 kil., pour représenter plus exactement le taux de 15 p. c. ad valorem qui était applicable, avant le 1^{er} mars 1912, à ce genre de produits.

N° 585. — *Tissus de soie cirés.*

Maintien du droit actuel de 15 p. c. ad valorem.

N° 586. — *Tissus caoutchoutés.*

A l'exception des tissus caoutchoutés en soie ou mélangés de soie, qui sont passibles du droit de 15 p. c. ad valorem, les articles de ce genre sont taxés à 10 p. c., soit comme *caoutchouc ouvré* lorsque cette matière domine en poids, soit comme *tissus non spécialement tarifés* lorsque la matière textile constitue la matière dominante.

Avec ce mode de taxation, il arrive que certains tissus caoutchoutés (notamment ceux en coton) sont soumis à des droits moins élevés que les mêmes tissus n'ayant pas subi l'opération du caoutchoutage.

C'est en vue de faire disparaître cette anomalie que le droit a été unifié au taux de 15 p. c. ad valorem.

N° 587. — *Tissus élastiques.*

Sans modification en ce qui concerne les tissus élastiques contenant de la soie.

Les autres articles sont affectés de droits spécifiques qui ont été calculés pour correspondre à un taux ad valorem de 15 p. c.

N° 588 à 600. — *Tissus industriels ou à usage industriel.*

En vue de faciliter l'application du nouveau tarif douanier, on a réuni sous ces numéros les tissus industriels ou à usage industriel qui appartiennent actuellement aux catégories les plus diverses : *Produits divers pour l'industrie, Tissus de laine, Tissus de coton, Machines et mécaniques, Mercerie et quincaillerie, etc.*

Dans l'intérêt de l'industrie belge, on a maintenu le régime de la libre entrée en faveur des feutres et tissus caoutchoutés pour la fabrication des rubans de cartes, articles exclusivement de provenance étrangère; de même, on maintient le droit minime de 5 p. c. ad valorem sur certains tissus spéciaux destinés à la fabrication de fleurs ou de feuillages artificiels.

Quant aux autres articles, pour la plupart fabriqués en Belgique, il a été prévu des droits spécifiques modérés dont l'incidence ne dépasse pas 10 p. c. ad valorem, et qui sont du reste généralement inférieurs aux taux fixés pour les tissus de composition analogue.

H. — CORDAGES, CORDES, FICELLES ET ARTICLES DE CORDERIE.

N° 601 et 602. — *Cordages, câbles, cordes et ficelles.*

La corderie est l'une des rares industries belges dont les produits sont restés entièrement indemnes de droits d'entrée, nonobstant qu'il s'agisse ici, non pas de demi-fabrics destinés à recevoir une main-d'œuvre ultérieure, mais bien d'articles achevés livrés généralement tels quels à la consommation.

Cet état de choses n'a pas été sans soulever de vives réclamations, les intéressés demandant instamment que la corderie reçoive, au même titre que les autres industries textiles, un soutien qui lui permette de lutter, sur son propre marché, avec la forte concurrence étrangère.

La demande étant justifiée, il a été inscrit dans le nouveau tarif des droits variant de fr. 10.» à fr. 20.» les 100 kil., droits d'ailleurs très modérés attendu que leur incidence ne dépasse pas 8 p. c. ad valorem et reste parfois au-dessous de cette limite.

Comme on le sait, les fils et ficelles de lin, de chanvre, etc., de moins de 2 millimètres de diamètre, et conditionnés pour la vente au détail, étaient taxés anciennement à 8 p. c. ad valorem, droit qui a été remplacé par des droits spécifiques équivalents à partir du 1^{er} octobre 1912,

N° 603. — *Filets pour la pêche maritime.*

Le régime de la libre entrée est maintenu.

N° 604. — *Ouvrages de corderie.*

Les ouvrages de corderie visés sous ce numéro (seaux, sangles, hamacs, échelles, etc.) sont rangés actuellement dans diverses rubriques du tarif, et paient généralement 15 p. c. voire 20 p. c. lorsqu'il s'agit d'engins sportifs.

Le droit de fr. 40. » les 100 kil. prévu dans le projet ne dépasse pas l'incidence de 15 p. c. ad valorem.

Notes générales relatives à la section VIII.

Ces notes reproduisent le plus souvent des dispositions qui figurent déjà dans le tarif actuel, ou dans le *Répertoire général* publié par le Département des Finances.

Elles trouvent leur justification dans le fait qu'il est nécessaire de fixer la portée de certaines rubriques, en vue d'en faciliter l'application et de maintenir ainsi de l'unité dans la perception des droits.

La note 8 introduit un mode de tarification nouveau, en ce qui concerne les fils et tissus en matières textiles combinées avec des fils métalliques.

D'après le tarif actuel, les articles de ce genre sont taxés à 10 p. c. comme « tissus non spécialement tarifés », lorsque les fils métalliques dominent dans la composition nonobstant que les articles similaires, mais non mélangés de métal, paient souvent un droit plus élevé.

Il est évidemment plus rationnel d'appliquer dans tous les cas la tarification résultant de la matière textile employée, quitte à majorer le droit d'une surtaxe pour tenir compte de la plus-value acquise par l'adjonction de métal.

SECTION IX.**Vêtements, lingerie et confections de toute espèce.****N° 606 à 610. — *Articles de bonneterie.***

Les droits spécifiques auxquels sont soumis les articles de bonneterie d'après le tarif actuel ont été appliqués à partir du 1^{er} septembre 1913; ils ont remplacé le droit de 15 p. c. ad valorem qui avait été fixé pour ces produits par la loi du 12 juillet 1893.

Quant au droit de 20 p. c. ad valorem afférent à la bonneterie de soie pure et à la bonneterie mélangée de soie, il est appliqué depuis le 11 avril 1921, en vertu de la loi du 31 mars précédent.

Les études faites en vue de la revision du tarif douanier ont démontré que les droits spécifiques susvisés ne correspondent plus exactement, dans certains cas, au droit de 15 p. c. ad valorem qu'ils sont censés représenter.

La discordance provient principalement du fait que l'industrie de la bonneterie a beaucoup modifié ses genres de fabricats pendant ces dernières années.

La mode a adopté des articles très légers, voire transparents, dont la valeur au kilogramme est évidemment plus forte que celle des articles similaires d'un poids plus élevé. On note aussi l'emploi, de plus en plus répandu, du coton mercerisé, et cette matière sert à la confection de très beaux articles. Enfin, on livre sur le marché quantité de vêtements de dessus, tels que gilets, golfs, robes, manteaux, etc., qui sont confectionnés avec le plus grand soin et présentent souvent le caractère de véritables vêtements de luxe.

Il a donc fallu adapter la nouvelle tarification aux genres de produits que le commerce livre actuellement, adaptation qui a nécessité des changements dans la nomenclature et dans les taux des droits. Ceux-ci marquent tantôt des augmentations, tantôt des diminutions au regard des taux existants, mais ils ont été calculés pour correspondre, dans la mesure du possible, à l'ancienne base de 15 p. c. ad valorem.

N° 611. — *Vêtements pour hommes.*

Conformément au n° 4 des notes générales relatives à la Section IX, cette catégorie comprend aussi le linge de corps pour hommes.

Sauf une légère modification dans le libellé de la rubrique, les droits préconisés de 20 p. c. et de 15 p. c. ad valorem correspondent au tarif actuel.

N° 612. — *Vêtements pour femmes.*

Rubrique s'étendant également au linge de corps, mais les taux préconisés correspondent exactement aux taux actuels.

N° 613. — *Corsets.*

Seront passibles d'un droit de 20 p. c. ad valorem.

Sous le régime actuel, les corsets sont également imposés à 20 p. c. ad valorem, lorsqu'ils sont en soie ou partiellement en soie, ou avec ornements. Lorsqu'ils ne sont pas mélangés de soie et qu'ils n'ont pas d'ornements — ce qui se présente assez rarement — le droit n'est que de 15 p. c. ad valorem.

Il a paru préférable d'unifier le taux parce que, dans ce genre d'articles, l'absence ou la présence d'ornements n'est pas toujours le critérium de la valeur.

N° 614. — *Cloches ou formes de chapeaux, non apprêtées ni dressées.*

Sous le régime actuel le droit est uniformément de 10 p. c. ad valorem pour les divers genres de cloches.

Cette taxe est maintenue en ce qui concerne les cloches en paille, écorée, etc., mais elle est convertie en droits spécifiques, respectivement fr. 240.» et 150.» les 100 kil., pour les cloches en feutre de poils ou de laine et poils, et pour celles en feutre de laine.

N° 615. — *Chapeaux pour hommes.*

Le droit de 20 p. c. ad valorem est maintenu pour les chapeaux en soie ou partiellement en soie.

Le droit de 15 p. c. reste également applicable aux chapeaux en autres matières, sauf que la conversion en droits spécifiques équivalents a été réalisée à l'égard des chapeaux en feutre (droits à la pièce).

N° 616. — *Chapeaux pour femmes.*

Sans modification des droits actuels de 15 et 20 p. c. ad valorem.

N° 617. — *Casquettes et bérets.*

Comme précédemment, trois taux de droits — respectivement fr. 0.40, 0.20 et 0.12 par pièce — suivant la composition de ces articles.

Par suite de la modification intervenue dans le texte de la rubrique ancienne, le droit de fr. 0.20 par pièce, s'appliquera non seulement aux articles en laine pure, mais aussi à ceux en laine mélangée, en toutes proportions, de matières textiles autres que la soie.

Cette modification de texte a pour but de mettre fin aux nombreuses contestations qui se produisent entre la douane et les importateurs au sujet de la composition déclarée des casquettes et bérets.

N° 618. — *Casques en liège, paille, tissu ou autres matières analogues.*

Le droit de 15 p. c. ad valorem est maintenu.

N° 619. — *Châles et écharpes confectionnés.*

Les châles et écharpes en tricot ne sont pas compris sous cette rubrique; ils suivent le régime de la bonneterie (nos 606 à 610).

A l'égard des châles et écharpes en tissu ordinaire, non confectionnés, c'est-à-dire ceux qui sont importés tels qu'ils sortent de l'atelier de tissage, même avec franges non rapportées, il y a lieu de faire application du régime des tissus appartenant à la Section VIII (voir notamment les nos 516 et 545).

D'après la tarification préconisée, les articles appartenant au présent numéro sont soumis aux droits du tissu composant, avec augmentation de 10 p. c., lorsqu'ils sont simplement ourlés et qu'ils ne contiennent pas de soie.

Ce mode de taxation, très rationnel et qui est d'ailleurs adopté dans beaucoup de tarifs étrangers, a le mérite d'assurer une imposition toujours proportionnelle à la main-d'œuvre incorporée, que les articles soient importés confectionnés ou non.

Par analogie avec les autres tarifications de la classe IX, un droit de 20 p. c. ad valorem est prévu pour les châles et écharpes confectionnés contenant de la soie ou munis d'ornements.

N° 620. — *Mouchoirs, fichus et foulards.*

La tarification est identique à celle du numéro précédent.

N° 621. — *Cravates de tout genre.*

La plupart des cravates sont confectionnées au moyen de tissus de soie ou mélangés de soie.

Le droit prévu est de 20 p. c. ad valorem, c'est-à-dire celui fixé pour les articles de la Section IX ayant la dite composition.

N° 622. — *Faux-cols et manchettes, devants et plastrons de chemises.*

Articles de lingerie passibles, d'après le tarif actuel, du droit de 20 p. c. ou de 15 p. c. ad valorem, suivant qu'ils sont munis ou non d'ornements.

Les tissus de lin, qui servent souvent à confectionner ces articles, sont affectés de droits spécifiques correspondant à 15 p. c. ad valorem.

Comme il est rationnel d'établir une certaine marge entre le tissu et l'article ayant subi une confection importante, les deux taux ci-dessus sont remplacés par le droit unique de 20 p. c.

N° 623. — *Linge de table, de lit ou de toilette (nappes, serviettes, draps de lit, essuie-mains, etc.).*

Conformément à la règle suivie aux n° 619 et 620, le linge de table, etc., simplement ourlé, est affecté du droit du tissu composant avec augmentation de 10 p. c.

En ce qui concerne le linge autrement confectionné ou avec ornements, on prévoit le taux de 20 p. c. ad valorem, comme au numéro précédent et pour la même raison.

N° 624. — *Couvertures et courtepointes, pour lits ou autres usages.*

Tarification identique à celle du n° 619. Les considérations développées sous ce numéro sont également à retenir pour la présente position.

N° 625. — *Broderies à la main.*

Droit de 20 p. c. ad valorem, qui correspond exactement à la charge actuelle.

N° 626. — *Fleurs, feuillages, fruits artificiels pour ouvrages de mode, etc.*

Les droits fixés à 20 p. c. et à 15 p. c. ad valorem, suivant la matière composante, reproduisent les taux du tarif en vigueur.

N° 627. — *Plumes de parure.*

Les plumes de parure, apprêtées ou montées, conservent le droit de 15 p. c. ad valorem auquel elles sont soumises actuellement.

L'exemption dont jouissent les plumes simplement décolorées, blanchies ou teintées ne se justifie en aucune façon si l'on considère que ces articles servent à la parure souvent tels quels ou après avoir subi un minime travail d'appropriation.

Cette exemption est donc supprimée et remplacée par le droit modique de 5 p. c. ad valorem, tout à l'avantage des industriels belges qui achètent les plumes brutes pour les décolorer, les blanchir ou les teindre.

N° 628. — *Articles confectionnés en plumes (boas et articles similaires).*

Les plumes apprêtées ou montées étant soumises à un droit de 15 p. c., il s'indique que, dans l'intérêt de la main-d'œuvre belge, les articles confectionnés avec ces plumes, tels que boas, etc., doivent être imposés plus fortement. C'est pourquoi on a prévu ici un droit de 20 p. c. ad valorem.

N° 629. — *Ouvrages en cheveux, etc.*

Articles de fantaisie ou de luxe, qui peuvent supporter le droit de 20 p. c. au lieu de celui de 15 p. c. ad valorem.

N° 630. — *Sacs en tissu pour l'emballage de marchandises.*

Le projet de tarif maintient le droit de 5 p. c. ad valorem établi par la loi du 31 mars 1921 sur les sacs en tissus de jute, usagés, importés vides.

Les sacs d'emballage autres (principalement les sacs neufs) sont soumis à un droit de 15 p. c.; mais il a paru préférable, comme pour plusieurs articles repris précédemment, d'abandonner ce mode de taxation et de prévoir les droits du tissu composant avec augmentation de 10 p. c.

N° 631. — *Tissus ou feutres, découpés autrement qu'en morceaux de forme carrée, etc.*

Il est suffisamment tenu compte de la main-d'œuvre du découpage, de l'ourlage, etc., en stipulant que ces articles paieront le droit du tissu ou du feutre avec augmentation de 10 p. c.

N° 632. — *Articles cousus ou confectionnés en tissus ou textiles, non dénommés ni compris ailleurs.*

Les droits de 20 p. c. et de 15 p. c. inscrits dans le projet existent déjà dans le tarif actuel; au surplus, le libellé des rubriques a été mis en concordance avec celui de plusieurs autres positions antérieures, telles que les *Vêtements pour hommes* (n° 611) et les *Vêtements pour femmes* (n° 612).

SECTION X.

Bois et ouvrages en bois; ouvrages en liège.

N° 633. — *Bois de construction et d'ébénisterie, en grume ou non sciés, etc.*

Actuellement les bois de chêne et de noyer et les bois de construction et d'ébénisterie d'autres essences sont passibles du droit de fr. 1.» le mètre cube.

Ce droit est maintenu dans le nouveau tarif.

N° 634. — *Bois de mines, perches, échelas, baliveaux, etc.*

Maintien du droit de fr. 1.» le mètre cube.

N° 635. — *Bois en grume ayant moins de 1 mètre 90 centimètres de longueur, etc.*

Maintien de la libre entrée.

N° 636. — *Bois de chauffage et autres bois bruts, etc.*

Maintien de la libre entrée.

N° 637. — *Charbon de bois, même pulvérisé, etc.*

L'exemption en faveur du charbon de bois n'est pas maintenue. Il s'agit ici d'un produit fabriqué en Belgique, qui peut supporter le droit modique de fr. 1.» les 100 kil. inscrit dans le projet de tarif. Ce droit est identique à celui qui est prévu par le tarif minimum français pour le même produit.

N° 638. — *Bois sciés.*

Les bois sciés sont soumis, d'après le tarif actuel, aux droits d'entrée suivants :

Bois de chêne et de noyer, sciés mètre cube : fr. 1.»

Bois de construction et d'ébénisterie, autres
que de chêne et de noyer, sciés :

Poutres sciées (a) id. fr. 2.»

Autres id. fr. 6.»

a) On entend par *poutres sciées*, les troncs d'arbres équarris, dressés à la scie sur les quatre faces.

Les pièces de bois sciées sur les quatre faces, mesurant au moins 0^m25 × 0^m25 d'équarrissage, sont assimilées aux *poutres sciées*. (Loi du 23 décembre 1907.)

La différence de régime qui existe entre les bois sciés de chêne et de noyer et ceux des autres bois, constitue une anomalie évidente de notre tarif douanier. C'est pour faire droit aux réclamations qui se sont élevées à ce sujet que le nouveau tarif unifie le régime des bois sciés des diverses essences.

D'autre part, on a estimé qu'il serait utile de subdiviser la rubrique en quatre paliers, établis d'après l'épaisseur des bois et de graduer les taux des droits en proportion de la main-d'œuvre reçue.

La nouvelle tarification se présente comme suit :

Bois sciés, d'une épaisseur :

a) De plus de 25 centimètres	mètre cube :	fr. 2.»
b) De plus de 8 centimètres jusqu'à 25 centimètres	id.	fr. 4.»
c) De plus de 3.5 centimètres jusqu'à 8 centimètres	id.	fr. 6.»
d) De 3.5 centimètres et au-dessous	id.	fr. 8.»

N° 639. — *Billes et traverses pour voies ferrées, etc.*

Ces produits sont actuellement compris parmi les bois sciés et paient dès lors les droits indiqués ci-après :

En bois de chêne	mètre cube :	fr. 1.»
En bois de hêtre, etc.	id.	fr. 6.»

De même que pour les autres bois sciés, il y a lieu de ne plus faire de distinction entre les traverses en chêne et celles en autres essences.

Le droit de fr. 6.» le mètre cube apparaît aussi comme trop élevé au regard des taux prévus pour la catégorie précédente. Un droit de fr. 3.» tiendrait suffisamment compte de la main-d'œuvre reçue, celle-ci ne consistant généralement qu'en un sciage grossier.

Par contre, les traverses créosotées devraient être imposées plus fortement en raison de la main-d'œuvre supplémentaire subie. On propose de ce chef une augmentation de droit de fr. 1.» le mètre cube.

N° 640. — *Bois sciés, autres que les billes et traverses, etc.*

Il est également prévu une surtaxe de fr. 1.» le mètre cube sur les droits afférents aux bois sciés, autres que les billes et traverses pour voies ferrées, qui sont teints, créosotés ou ont reçu une préparation chimique quelconque.

N°s 641 à 646. — *Pavés, Bois feuillards, cercles, Bois en éclisses, Lattes de plafonnage, etc.*

Les divers produits repris sous ces numéros (*pavés, bois feuillards, cercles, bois en éclisses, lattes de plafonnage, copeaux de bois, merrains, paille ou laine de bois, etc.*) sont affectés de droits proportionnés à la main-d'œuvre reçue; ces droits, d'ailleurs très modérés, varient de fr. 0.40 à 1.» les 100 kilogrammes.

N° 647. — *Bois de construction et d'ébénisterie, rabotés, y compris les bois rainés ou languetés.*

D'après le tarif en vigueur, ces bois sont imposés comme suit :

Bois de chêne et de noyer, rabotés	mètre cube :	fr. 1.»
Bois de construction et d'ébénisterie, rabotés.	id.	fr. 9.»

De même que pour les bois sciés, il y a lieu de faire disparaître ici le régime d'exception prévu pour les bois de chêne et de noyer.

Il convient, au surplus, dans l'intérêt de la main-d'œuvre belge, qu'il existe un écart suffisant entre les droits sur les bois sciés et celui afférent aux bois rabotés.

Le droit de fr. 3.» les 100 kil., tel qu'il est fixé, paraît acceptable.

N° 648. — *Bois de placage, simplement sciés, tranchés ou déroulés.*

Droits respectifs d'après le tarif actuel : fr. 1.» , 6.» ou 9.» le mètre cube.

Le droit est unifié au taux de fr. 10.» les 100 kil., qui tient compte de la main-d'œuvre reçue et, dans une certaine mesure, de la forte valeur de ces produits.

N° 649. — *Feuilles de placage superposées et collées; feuilles de placage appliquées sur un autre bois.*

Ces produits sont taxés actuellement à 10 p. c. ad valorem comme *Bois ouvrés*.

Les droits spécifiques proposés — respectivement fr. 10.» , 20.» et 30.» les 100 kil. — sont gradués d'après le degré d'achèvement de la marchandise; leur incidence ne dépasse pas le droit actuel de 10 p. c.

N° 650. — *Bois filés pour la fabrication des allumettes et des stores.*

Droit de fr. 2.50 les 100 kil., représentant environ le droit ad valorem actuel de 10 p. c.

N° 651. — *Planchettes de bois, même appareillées, etc.*

Il existe en Belgique une fabrication importante de ces produits, qui est mise en péril par la concurrence allemande favorisée par la faible incidence du droit actuellement appliqué.

On estime qu'un droit de fr. 10.» les 100 kil., qui reste encore dans des limites raisonnables, serait de nature à remédier à cette situation.

N°s 652 à 667. — *Caisses d'emballage, Bondes, Cages pour pendules, Caractères d'imprimerie, etc.*

Sous ces numéros est comprise une nomenclature détaillée de divers produits pour lesquels, en règle générale, les droits actuels sont conservés ou transformés en droits spécifiques équivalents.

A noter que l'on maintient, dans l'intérêt de l'industrie armurière, l'exemption des droits existant depuis longtemps pour les bois de fusils, munis ou non de leurs garnitures métalliques.

D'autre part, les caractères d'imprimerie en bois, actuellement exempts, deviennent passibles du droit de 10 p. c. ad valorem, au même titre que la généralité des ouvrages en bois.

On mentionne en outre la réduction, à 5 p. c., du droit de 10 p. c. ad valorem dont sont passibles actuellement les modèles en bois pour fonderies.

N° 668. — *Futailles, cuves et cuveaux, montés ou démontés, etc.*

Le tarif en vigueur prévoit un droit de fr. 5.» les 100 kil. pour les futailles en bois de chêne, et un droit de fr. 2.» les 100 kil. pour celles en bois autres.

Ces taux sont respectivement réduits de moitié à l'égard des futailles usagées.

N°s 669 à 673. — *Jantes pour vélocipèdes; sabots; pièces de menuiserie; pièces de charpente et de charonnage.*

Le droit actuel, qui est généralement de 10 p. c. ad valorem, est transformé en droits spécifiques équivalents.

N°s 675 à 679. — *Meubles, Parties ou pièces détachées de meubles en bois.*

Ces numéros se rapportent aux *meubles, parties ou pièces détachées de meubles en bois.*

D'après le régime en vigueur, les meubles en bois — comme aussi ceux en métal ou en autres matières — paient 15 p. c. ad valorem, sauf diverses pièces détachées — telles que les fonds de sièges et de dossiers — qui ne sont taxées qu'à 10 p. c. ad valorem comme *Bois ouvrés*.

Ce mode d'imposition est remplacé par des droits spécifiques, qu'on a dû évidemment graduer d'après la nature des objets et le genre de main-d'œuvre subie, mais qui ne dépassent pas, dans leur ensemble, la charge actuelle de 15 p. c. ad valorem.

N°s 680 à 685. — *Malles et valises, Ustensiles de ménage, Coffrets, etc.*

La plupart des ouvrages en bois repris sous ces numéros sont passibles, d'après le tarif en vigueur, du droit de 15 p. c. ad valorem afférent à la catégorie des *Meubles* ou à celle de la *Mercerie*. Quelques articles sont cependant admis au droit de 10 p. c. ad valorem comme *Bois ouvrés*.

Les droits actuels sont généralement maintenus tels quels, sauf en ce qui concerne les « *Ustensiles de ménage en bois commun* » pour lesquels on prévoit un droit spécifique de fr. 20.» les 100 kilogrammes.

N°s 686 à 698. — *Liège et ouvrages en liège.*

La nomenclature faisant l'objet de ces numéros se rapporte aux divers ouvrages en liège qui sont généralement classés, en vertu du tarif actuel, dans la catégorie des *Produits divers pour l'industrie* ou dans celle de la *Mercerie et quincaillerie*.

Dans la plupart des cas, le droit existant est maintenu tel quel, ou éventuellement transformé en un droit spécifique équivalent.

Le régime de la libre entrée reste applicable au « *liège moulu, granulé ou pulvérisé* » (n° 686), ainsi qu'aux « *défenses de navires* » (n° 697); par contre, on prévoit une légère augmentation des droits actuels pour les ouvrages en liège aggloméré (n° 687), afin de venir en aide à une industrie belge qui a pris une certaine extension et lutte difficilement contre la concurrence étrangère.

SECTION XI.

Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc.

D'après le tarif actuel (n° 10), le caoutchouc *brut* est libre à l'entrée, et le caoutchouc *ouvré* est soumis à un droit de 10 p. c. ad valorem.

Il est toutefois à remarquer que de nombreux ouvrages en caoutchouc appartiennent à d'autres positions du tarif; tel est le cas notamment pour les articles suivants :

Bandages pour roues de véhicules (ex. n° 70, *Véhicules*, à 12 p. c. ad valorem); courroies, clapets, soupapes, etc., pour machines (ex. n° 35, *Machines et mécaniques*); tubes et tuyaux en caoutchouc (ex. n° 54, *Produits divers pour l'industrie*, à 5 p. c. ad valorem); articles de tabletterie, jouets, balles et ballons pour jeux, etc. (ex. n° 38, *Mercerie*, au droit de 15 ou de 20 p. c. ad valorem); etc.

Suivant la jurisprudence douanière actuelle, le caoutchouc en solution, le caoutchouc en feuilles non découpées à dimension pour un usage déterminé, et les fils de caoutchouc non recouverts de textile — tous articles qui ne constituent plus du caoutchouc brut — sont néanmoins assimilés à ce dernier et bénéficient de ce chef du régime de la libre entrée.

Le nouveau tarif maintient évidemment l'exemption pour le caoutchouc brut (voir n° 120), mais cette exemption ne s'étend plus au caoutchouc en solution, ni aux caoutchoucs en feuilles ou en fils.

On a groupé, dans la Section XI, le caoutchouc préparé ou manufacturé et, en général, la plupart des ouvrages en caoutchouc qui appartiennent à diverses position du tarif actuel.

N° 699. — *Caoutchouc en solution.*

Le caoutchouc dissous s'importe principalement en petits tubes ou récipients d'étain se livrant tels quels au commerce de détail.

Un droit d'entrée se justifie ici au même titre que ceux fixés pour les articles de mercerie; du reste, les taux prévus sont modiques : fr. 20.» les 100 kil. (poids brut) pour le caoutchouc en solution importé en récipients d'un kilogramme et moins, et seulement fr. 10.» les 100 kil. (poids net) lorsque le produit est importé autrement.

N° 700. — *Caoutchouc en feuilles, même rognées ou découpées à angles droits; etc.*

Ainsi qu'il est exposé ci-haut, le caoutchouc en feuilles est actuellement exempt de droit, lorsqu'il n'est pas découpé à dimension pour un usage déterminé; par contre, un droit de 10 p. c. ad valorem est appliqué lorsque cette condition n'est pas remplie, et le même droit frappe le caoutchouc en bâtons, en baguettes, en bandes ou en lanières.

En réalité, les produits visés sous le n° 700 du nouveau tarif constituent des demi-fabricats, qu'il convient d'assimiler les uns aux autres au point de vue du régime douanier, et logiquement ils doivent supporter un droit beaucoup moindre que les articles ayant reçu une main-d'œuvre plus avancée.

Le droit prévu de fr. 20.» les 100 kil. reste bien au-dessous de 10 p. c. ad valorem.

N° 701. — *Caoutchouc en feuilles, avec addition de métal ou de tissu.*

On préconise un droit de fr. 25.» les 100 kil., un peu supérieur à celui du n° précédent, afin de tenir compte de la différence de main-d'œuvre.

N° 702. — *Feuilles ou tablettes en caoutchouc et pâte de caoutchouc, etc.*

Le droit de fr. 50.» les 100 kil. prévu ici ne correspond qu'à un faible pourcentage ad valorem, bien inférieur au droit actuel de 10 p. c.

N° 703. — *Fils de caoutchouc, à section ronde, carrée, rectangulaire, etc.*

Ces fils sont utilisés à la fabrication de certains genres de tissus. Il convient donc, dans l'intérêt de notre industrie textile, que les droits préconisés restent dans des limites très modérées.

Les droits inscrits dans le projet — respectivement fr. 10.» , 50.» et 30.» les 100 kil. d'après l'espèce des fils — sont d'une modération extrême au regard de la valeur des produits envisagés. Ils correspondent à un droit ad valorem qui est même inférieur à 5 p. c.

N° 704. — *Bandages en caoutchouc pour roues de véhicules.*

Dans le tarif actuel, ces produits sont taxés au droit de 12 p. c. ad valorem comme pièces détachées de véhicules.

La tarification spécifique est substituée à la tarification ad valorem, et les taux proposés ont été calculés pour correspondre, dans leur ensemble, à une base moyenne de 12 p. c. de la valeur.

N° 705. — *Courroies pour machines, en caoutchouc, etc.*

Le droit actuel, soit fr. 30.» les 100 kil., a été porté à fr. 50.» . Cette dernière taxe reste sensiblement inférieure au droit de 10 p. c. ad valorem fixé par le tarif en vigueur pour le « *caoutchouc ouvré* ».

N° 706. — *Tubes et tuyaux en caoutchouc, de toute espèce.*

Le droit modique de 5 p. c. ad valorem est maintenu en faveur des articles servant à la fabrication de tiges de fleurs artificielles.

Les tubes et tuyaux autres, sont affectés d'un droit de fr. 60.» les 100 kil., correspondant à environ 10 p. c. ad valorem, c'est-à-dire au droit prévu par le tarif actuel pour le « *caoutchouc ouvré* ».

N° 707. — *Clapets et soupapes en caoutchouc.*

Ces produits sont taxés actuellement à 10 p. c. de la valeur, sauf lorsqu'ils sont destinés à être adaptés à des appareils rentrant dans la classe des *Machines*. Dans ce dernier cas, on applique le droit de fr. 12.» les 100 kil. afférent aux *Machines, mécaniques, etc., en cuivre ou en toute autre matière*.

Le nouveau tarif comporte une refonte complète du régime des *Machines* (Section XVI) et il prévoit notamment un droit de 10 p. c. ad valorem pour les pièces détachées en caoutchouc, non spécialement tarifées (ex. n° 1074).

Le droit de fr. 60.» les 100 kil. fixé au n° 707 n'excède pas cette base de 10 p. c.

Nos 708 à 721. — *Autres ouvrages en caoutchouc.*

Parmi les divers ouvrages en caoutchouc repris sous ces numéros, il en est un certain nombre qui sont affectés de taux spécifiques dont l'incidence se rapproche sensiblement du droit actuel de 10 p. c.

A l'égard des articles de tabletterie, de bimbeloterie et autres menus objets analogues (nos 710-713 et 718), on prévoit le droit de 15 p. c. ad valorem, identique à celui qui est fixé pour quantités d'articles du même genre repris dans d'autres sections du tarif.

Les jouets et joujoux (n° 715) sont imposés au droit de 20 p. c. ad valorem, égal à celui du tarif en vigueur.

Dans l'intérêt de l'industrie belge, on maintient le régime de la libre entrée pour les *plaques destinées à la garniture de crosses de fusils et de revolvers* (n° 717), et l'on réduit à 5 p. c. le droit de 10 p. c. appliqué aux *manches et ébauches de manches de canifs, de couteaux et de rasoirs* (n° 716).

Enfin, les ouvrages non dénommés (n° 721) conservent leur charge actuelle de 10 p. c. ad valorem.

SECTION XII.

Papiers et ses applications.

Cette section comprend, indépendamment des papiers, cartes et cartons de toute espèce, les objets constitués principalement par ces matières, ainsi que les articles de librairie et des arts graphiques.

Dans le tarif actuel, ces produits sont disséminés parmi plusieurs catégories, notamment les *papiers*, la *mercerie et quincaillerie*, les *produits typographiques*, les *produits divers pour l'industrie*, les *machines, mécaniques et outils*.

Cette diversité d'imposition provoque des anomalies de taxation qu'il importe de redresser.

D'après la nomenclature en vigueur, la rubrique *Papiers* ne comprend que trois grandes divisions : le *papier à meubler*, le *papier pour journaux* et les *autres papiers*. Il en résulte que les produits classés sous cette dernière position sont uniformément taxés à 4 francs les 100 kil., quelles que soient leur valeur et la main-d'œuvre incorporée. De véritables ouvrages en papier, tels les enveloppes, cahiers, carnets et registres, sont admis au même taux que le papier le plus commun, ce qui manque assurément de logique. Aussi, le Gouvernement, lors de l'établissement des coefficients de majoration, a-t-il déjà introduit des subdivisions en vue de mieux répartir l'incidence de l'impôt.

D'autre part, le tarif actuel fait une distinction essentielle, parmi les *produits typographiques*, entre les produits obtenus par la typographie et ceux résultant d'autres procédés d'impression.

Techniquement, cette différenciation ne se justifie plus aujourd'hui et il y a d'autant moins lieu de s'y tenir qu'elle donne lieu dans la pratique à de perpétuelles contestations.

Le projet soumis corrige ces faiblesses; il établit un rapport rationnel entre le droit et la valeur moyenne des produits, tout en tenant compte de la main-d'œuvre subie et des intérêts industriels.

Les chiffres ci-après indiquent, pour l'année 1921, le mouvement commercial du papier à l'entrée et à la sortie du Royaume, abstraction faite des ouvrages en papier et des produits typographiques exempts de droits.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
	Kil.	Frs.	Kil.	Frs.
Papiers à meubler	1,448,000	5,460,000	1,809,000	7,351,000
Papiers pour journaux	2,733,000	3,617,000	4,631,000	5,813,000
Papiers autres	16,221,000	33,490,000	20,993,000	50,403,000
Produits typographiques (passibles de droits)	1,417,000	11,557,000	466,000	4,059,000

A. — PAPIERS ET ARTICLES EN PAPIER.

N° 722. — L'exemption pour la pâte à papier destinée à la fabrication du papier ou de la soie artificielle est maintenue. En vue d'éviter que des produits de l'espèce ne soient introduits pour d'autres usages (carton, masse filtrante, etc.), il est indispensable de s'entourer de certaines garanties, reprises du tarif actuel, mais avec des formalités plus simples.

N° 723. — L'exemption est maintenue.

N°s 724 à 727. — Il a été prévu des catégories différentes suivant la nature, le degré d'achèvement, le poids au mètre carré et la valeur commerciale des cartons et papiers. Les droits ont été proportionnés à cette valeur.

N°s 728 à 731. — La différenciation des papiers et cartons d'emballage, ainsi que leur imposition, sont établies d'après le même principe.

N° 732. — Le parchemin végétal est un produit coûteux constituant une des principales spécialités de la papeterie belge. Sa valeur, en 1913, variait de fr. 70.» à fr. 125.» les 100 kil. et le droit de fr. 4.» était insignifiant. Le droit prévu correspond à une charge moyenne de 12 p. c. ad valorem.

N° 733. — Les papiers simili-sulfurisés ressemblent par l'aspect aux précédents; mais, comme leur valeur est sensiblement inférieure, les droits proposés sont moindres aussi.

N° 734. — La loi du 30 août 1913 a fixé le droit d'entrée sur le papier pour journaux à fr. 2.» les 100 kil. et a chargé le Ministre des Finances de déterminer les conditions auxquelles ce papier doit satisfaire quant à l'espèce et à l'état dans lequel il est importé.

Rien n'est modifié à cet égard. Toutefois, la valeur moyenne de ces papiers ayant quintuplé depuis 1913, il ne semble nullement exagéré de porter le taux du droit de fr. 2.» à fr. 4.» les 100 kilogrammes.

N° 735. — Le papier à cigarettes rentrait précédemment soit dans la catégorie des *Papiers*, soit dans celle des *Produits typographiques*, soit dans celle de la *Mercerie et quincaillerie*, suivant qu'il était en rouleaux ou en rames, revêtu d'impressions ou simplement découpé ou réuni en paquets ou petits cahiers.

Le régime nouveau ne tient plus compte que de certaines de ces particularités, et ne prévoit que deux catégories, d'une part, les papiers susceptibles d'être livrés directement au consommateur, et, d'autre part, ceux utilisés par les fabricants de cigarettes.

La taxation proposée pour ces derniers produits est évidemment inférieure à celle des premiers, d'une valeur sensiblement supérieure. Elle ne correspond qu'à un droit moyen de 8 p. c. ad valorem.

N° 736. — Ces produits d'une valeur relativement élevée sont taxés dans le tarif actuel à un droit uniforme de fr. 4.» les 100 kil., ce qui équivaut presque à la libre admission. Le nouveau droit proposé est encore fort modéré car il ne représente qu'un pourcentage d'environ 4 p. c. ad valorem.

N°s 737 et 738. — Il s'agit de papiers ayant subi une préparation spéciale. Le tarif actuel les impose tantôt comme *Papiers* à fr. 4.» les 100 kil., tantôt comme *Mercerie et quincaillerie* à 15 p. c. ad valorem, ou encore comme *Produits divers pour l'industrie* à 5 p. c. ad valorem.

Les droits proposés pour ces deux positions résultent d'une simple conversion en droits spécifiques des droits ad valorem existants.

En ce qui concerne spécialement les papiers et cartons repris sous le n° 738, le droit prévu est presque toujours inférieur à celui qui existe actuellement et notamment pour les papiers et cartons pressés et comprimés, utilisés dans l'industrie électrique ou dans celle de la confection des valises. Ce droit n'excède pas 5 p. c. de la valeur.

N° 739. — Précédemment les cartons bitumés et les produits similaires étaient admis comme *Produits divers pour l'industrie* au droit de 5 p. c. ad valorem.

Cette classification, établie au temps où ces produits ne se fabriquaient pas dans le pays, ne se justifie plus présentement et a fait l'objet de nombreuses protestations de la part de nos industriels.

Les droits de fr. 10.» 4.» et 6.» les 100 kil. sont établis en raison de la valeur respective des diverses variétés de ces produits.

N° 740. — Ces articles sont actuellement taxés fort diversement. Un droit unique réalisera dans l'espèce une simplification heureuse.

N° 741. — Les papiers et cartons sensibilisés pour la photographie sont actuellement soumis à un droit uniforme de 15 p. c. ad valorem. Ce taux unique est converti en droits spécifiques en tenant compte des procédés de fabrication et de la destination des produits.

N° 742 et 743. — En raison de la main-d'œuvre subie ou de leur valeur commerciale, ces papiers peuvent aisément supporter un droit sensiblement plus élevé que le droit actuel. Ils constituent au surplus une spécialité de l'industrie belge des papiers.

N° 744 à 746. — Les produits repris sous ces numéros sont les papiers dits pour l'ameublement. L'industrie belge fabriquant ces articles est très développée et occupe beaucoup de bras.

Le classement de ces papiers a été opéré en tenant compte de leur valeur et de leurs caractéristiques. Le droit antérieur de fr. 8.» les 100 kil., qui frappe notamment les papiers à meubler, n'est plus proportionné à la valeur, ce qui suscite depuis longtemps des réclamations de la part de nos producteurs.

Les droits proposés sont néanmoins modérés et, pour certains articles, n'atteignent même pas 10 p. c. ad valorem.

N° 747 à 753. — Ces numéros comprennent des papiers d'espèce et de valeur différentes, actuellement taxés uniformément à fr. 4.» les 100 kil. Pour mieux proportionner l'impôt, des distinctions sont établies comportant des taux en rapport avec la valeur moyenne des produits. Les droits proposés se rapprochent de 10 p. c. ad valorem.

N° 754. — Certains papiers et cartons sont découpés en bandes ou en rouleaux avant leur importation. Ce travail détermine une plus value qui justifie amplement un droit supplémentaire de fr. 2.» les 100 kilogrammes.

N° 755. — Sous cette rubrique, on a réuni nombre de produits apparentés, classés précédemment dans des catégories fort diverses du tarif, notamment la *Mercerie et quincaillerie*, la *Maroquinerie*, les *Papiers*, les *Produits typographiques*, etc. Les subdivisions préconisées permettent l'établissement d'un droit spécifique correspondant à la valeur moyenne des objets. Ces droits seront fréquemment inférieurs à ceux résultant du tarif actuel.

N° 756. — Le droit spécifique de fr. 25.» les 100 kil. n'atteint pas, dans la plupart des cas, le droit actuel de 15 p. c. ad valorem, ni celui afférent aux

Produits typographiques. D'autre part, le régime proposé met fin à des taxations différentes, suivant que les produits sont ou non pourvus d'impressions, celles-ci n'ayant pas pour effet de modifier de façon sensible la valeur des objets.

N° 757. — On peut répéter ici la remarque faite au n° 755. Au surplus, les positions proposées apportent une grande simplification dans le régime actuellement applicable aux produits envisagés.

N° 758. — La raison invoquée sous la position n° 754 est également à considérer ici, et une surtaxe de fr. 3.» les 100 kil. n'est pas exagérée.

En raison de la main-d'œuvre complémentaire incorporée dans ces articles, il serait illogique d'admettre aux mêmes droits des produits bruts et des produits mi-finis, surtout que le travail peut parfaitement être effectué dans le pays.

N° 759. — Le droit de fr. 10.» les 100 kil. est loin d'atteindre le taux actuel de 15 p. c. ad valorem.

N° 760. — Ces emballages, comme beaucoup d'autres produits en carton et papier, rentrent actuellement dans diverses catégories du tarif. La classification proposée a l'avantage de réunir tous ces articles et d'en simplifier ainsi le dédouanement. Les droits prévus sont le résultat d'une adaptation ou conversion des droits actuellement en vigueur.

N°s 761 à 763. — Les produits repris sous ces numéros sont actuellement imposables, soit comme *Machines, mécaniques et outils*, à fr. 12.» les 100 kil., soit à raison de 5 p. c. ad valorem, comme *Produits divers pour l'industrie*.

Un droit spécifique uniforme par catégorie d'objets est proposé.

Tenant compte de la destination industrielle des articles dont question, il est prévu des taux généralement moindres que les droits en vigueur.

N°s 764 et 765. — Ici également il s'agit d'articles à usage industriel, utilisés comme matière première. Les droits prévus tiennent compte de cette circonstance et ne dépassent pas les droits inscrits au tarif actuel.

N°s 766 et 767. — A part quelques produits destinés à l'industrie et pour lesquels les droits proposés sont fort modérés, ces positions ne comprennent que des articles de fantaisie imposables au tarif actuel à raison de 15 p. c. ad valorem. Les droits spécifiques proposés correspondent en moyenne à ce droit et auront l'avantage de stabiliser l'imposition de ces produits.

N° 768. — Conversion en droits spécifiques du droit actuel de 15 p. c. ad valorem.

N° 769. — Les papiers-dentelles sont imposés présentement à raison de 15 p. c. ad valorem comme *Mercerie et quincaillerie* ou bien aux droits afférents à la catégorie des *Produits typographiques*. La taxation proposée a l'avantage d'être plus simple. Elle correspond au droit actuel pour certains de ces articles et implique pour les autres une diminution assez sensible des droits en vigueur, justifiée par une main-d'œuvre peu importante.

N° 770. — Conversion en droits spécifiques des droits ad valorem en vigueur.

N°s 771 à 774. — Ces positions comprennent tous les articles de fantaisie, notamment les jouets, les objets pour divertissements et fêtes, etc. Le régime actuel a été maintenu, sauf une majoration de 5 p. c. ad valorem sur les fleurs et feuillages artificiels et les lanternes pour illuminations, éventails et abat-jour. Cette majoration s'explique par le souci d'apporter de l'uniformité dans l'imposition d'objets de même genre.

B. — ARTICLES DE LIBRAIRIE ET DES ARTS GRAPHIQUES.

N°s 775 à 778. — L'exemption des droits est maintenue pour tous les produits qui touchent directement aux arts, à la littérature, à la science, à la presse. Tel est le cas pour les livres, les manuscrits, les journaux périodiques, les cartes géographiques, marines et célestes, les plans, la musique.

Toutefois, il s'indique d'exclure de cette énumération les publications de mode qui ne peuvent sous aucun rapport être assimilées à des productions littéraires ou scientifiques. Ces publications font, dans la plupart des cas, exclusivement l'objet d'une entreprise commerciale et leur admission en franchise constitue une anomalie au regard des droits dont sont frappés les produits de la même catégorie non périodiques. Ces derniers articles, albums, etc., ne peuvent pratiquement se distinguer des premiers, ni des autres produits similaires de l'imprimerie. Ils doivent donc logiquement suivre le régime des imprimés de tout genre.

N°s 779 et 780. — Les cartes postales, cartes-vues et autres produits similaires font l'objet d'un négoce très important et notre industrie en fabrique de grandes quantités.

Les droits spécifiques ont été établis sur la base des droits actuels.

N° 781. — La même remarque vaut pour les calendriers et produits similaires.

N°s 782 à 784. — Dans ces catégories ont été compris tous les imprimés non spécialement dénommés ailleurs.

On distingue trois grandes classes :

- a) les imprimés sans illustrations, ne comportant donc que du texte ;
- b) les imprimés avec illustrations, c'est-à-dire ceux où le texte est relevé d'illustrations ;
- c) les illustrations proprement dites comprenant les images, les vignettes, les étiquettes, etc.

Cette classification permet d'atteindre les produits d'après leur valeur commerciale ; elle remédie à la nomenclature actuelle qui est surannée et qui donne lieu à de nombreuses anomalies dans l'imposition.

D'autre part, il est tenu compte du poids du papier ou carton sur lesquels les impressions sont produites et du nombre de couleurs employées, ces éléments

étant fonction de la valeur. C'est pourquoi chacune des trois grandes classes comprend à son tour les subdivisions suivantes :

- a) papier pesant moins de 200 grammes;
- b) carte ou carton mince de 200 à 500 grammes;
- c) gros carton pesant 500 grammes et plus.

En surcroît, chacune de ces trois sous-rubriques comporte des tarifications différentes suivant le nombre de couleurs.

Les droits antérieurs reposant sur des bases complètement différentes, la comparaison des deux régimes est malaisée. Toutefois, les droits proposés, établis d'après les valeurs moyennes de chaque espèce de produits, ne dépassent pas, en règle générale, l'incidence de 15 p. c.

SECTION XIII.

Ouvrages en pierres et autres matières minérales; poteries.

La présente section englobe la généralité des ouvrages en pierres (ardoises, marbres, pierres diverses) et toutes autres matières minérales (mica, amiante, asphalte, graphite, etc.), comme aussi les fabrications dérivant des matières minérales (ouvrages en ciment, béton, plâtre, terre cuite, grès, faïence, porcelaine, etc.).

D'après le tarif en vigueur, ces produits appartiennent aux catégories les plus diverses : *Pierres* (n° 49), *Poteries* (n° 51), *Mercerie et Quincaillerie* (n° 38), *Meubles* (n° 40), *Machines et Mécaniques* (n° 33), *Produits divers pour l'industrie* (n° 54), voire *Matières minérales brutes non spécialement tarifées* (n° 36). Un certain nombre de produits sont libres à l'entrée; d'autres sont passibles de droits ad valorem variant de 5 à 15 p. c.; enfin divers articles sont soumis à des droits spécifiques.

Le projet de nouveau tarif apporte de nombreuses modifications à ce régime. Indépendamment de la création d'une nomenclature détaillée et de la conversion, pour de nombreux postes, des droits ad valorem en droits spécifiques, il a été fait abandon, pour certains articles, du régime de la libre entrée lorsqu'il est apparu que cette détermination s'imposait dans un intérêt de soutien de la main-d'œuvre belge.

N° 785. — A l'instar du régime prévu dans la plupart des tarifs étrangers, on maintient la franchise existante pour les pierres précieuses et demi-précieuses, non montées.

N° 786. — *Ardoise (pierre d'ardoise ordinaire).*

La libre entrée est maintenue pour l'ardoise en dalles ou en tables, taillées ou sciées; par contre un léger droit de fr. 1. » les 100 kil. est fixé à l'égard des mêmes dalles *polies*, ceci pour tenir compte de la main-d'œuvre incorporée.

Les ardoises pour toitures, actuellement imposées à fr. 4.» les 1,000 pièces, seront désormais taxées — plus rationnellement — à raison de fr. 0.60 les 100 kilogrammes.

Les ardoises pour le dessin et les crayons d'ardoise rentrant dans la classe *Mercurie*, à 15 p. c. ad valorem, sont soumis à des droits spécifiques équivalents.

Enfin les ouvrages non dénommés (tels que auges, évier, etc.) sont taxés à 15 p. c. ad valorem, au même titre que divers articles ouvrés compris dans la présente section (voir notamment n° 795).

N° 787. — *Mica*.

Maintien des droits existants de 5 et 15 p. c. ad valorem.

N° 788. — *Pavés*.

En tarif minimum, la libre entrée est maintenue pour les pavés en pierre naturelle. Le léger droit de fr. 0.20 les 100 kil. prévu en tarif maximum peut, le cas échéant, servir d'élément de concession vis-à-vis de certains pays étrangers.

N° 789 et 790. — *Pierres à raser et pierres à aiguiser*.

Non montés, ces articles sont actuellement exempts de droits; lorsqu'ils sont munis d'une monture ou d'une garniture en bois, ils paient 15 p. c. ad valorem.

Il n'existe aucune raison pour maintenir cette différence de régime.

Les droits spécifiques prévus donneront satisfaction à une petite industrie belge très intéressante qui, depuis longtemps, réclame un léger soutien vis-à-vis de la concurrence étrangère.

N° 791. — *Meules à aiguiser, en pierre naturelle*.

On maintient l'exemption en faveur des meules non montées, qui ne sont pas produites en Belgique.

Les meules montées (sur axes, auges, etc.) rentrent présentement dans la catégorie des *machines* et sont passibles de divers droits d'après la matière dominante (fr. 2.» 4.» ou 12.» les 100 kil., ou 10 p. c. ad valorem). On prévoit un taux unique de fr. 6.» les 100 kilogrammes.

N° 792. — *Meules en pierre pour la meunerie*.

Exemption maintenue pour les meules en pierre destinées à la meunerie, mais non montées.

Les meules montées sont à ranger dans la section XVI, *Machines, etc.*

N° 793. — *Meules artificielles en émeri, carborundum, etc.*

Articles qui se fabriquent parfaitement en Belgique et qu'il y a lieu d'imposer, qu'ils soient montés ou non.

Les droits spécifiques prévus ne dépassent pas 10 p. c. ad valorem.

N° 794. — *Pierres lithographiques.*

Produits exclusivement d'importation étrangère, en faveur desquels est conservé le régime de la libre entrée.

N° 795. — *Ouvrages non dénommés en albâtre, en lave, en marbre ou autres pierres.*

On maintient la libre entrée pour les produits *simplement taillés ou sciés à surfaces planes* (litt. a). Il s'agit ici soit de matériaux de construction, soit de produits destinés à recevoir une main-d'œuvre ultérieure.

Quant aux pierres, marbres, etc., *sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés*, la franchise prévue actuellement constitue une flagrante anomalie, au regard de l'imposition qui frappe notamment les bois ouvrés, les métaux ouvrés, etc. La main-d'œuvre qui façonne la pierre ou le marbre n'est pas moins intéressante que celle façonnant le bois ou le métal, et il est de la plus élémentaire équité que le tarif douanier ne leur applique pas des traitements différents.

Le droit de 15 p. c. ad valorem inscrit dans le projet de tarif pour les produits envisagés correspond à une imposition moyenne, admise dans beaucoup de cas à l'égard des objets manufacturés.

N° 796. — *Ouvrages en marbre artificiel.*

Un droit de fr. 1.50 les 100 kil. est prévu pour les carreaux, dalles, colonnes, etc., par assimilation aux carreaux et dalles pour pavement, à dessins incrustés, du n° 816.

Les autres ouvrages (litt. b) sont affectés, comme les marbres sculptés, polis, etc., du n° 795, du droit de 15 p. c. ad valorem.

N° 797. — *Ouvrages en asphalte, etc.*

Articles assimilables aux carreaux en ciment, unicolores (n° 798, a-1), et imposés, comme ces derniers, au droit de fr. 0.50 les 100 kilogrammes.

N° 798. — *Ouvrages en ciment, etc.*

a) *Carreaux.* — Les taux prévus, respectivement fr. 0.50, 0.75 et 1.» les 100 kil., marquent une sensible diminution des droits actuels (fr. 1.» et 1.50 les 100 kil.) qui sont trop élevés eu égard à la valeur des produits.

b) *Tuyaux et cuvelages.* — Articles de grosse construction pour lesquels il s'indique de conserver la libre entrée.

c) *Autres ouvrages* (tels que balustres, ornements en ciment comprimé, etc.). — Ces articles qui ont une valeur plus élevée que les carreaux, sont affectés du droit de fr. 2.» les 100 kilogrammes.

N° 799. — *Plaques et carreaux en fibro-ciment (éternit, etc.).*

Le droit existant, 5 p. c. ad valorem, est converti en un droit spécifique d'incidence sensiblement égale.

N° 800. — *Ouvrages en plâtre (moulages).*

a) *Plaques et pièces pour construction.* — La libre entrée est maintenue pour les articles non ornementés; mais en raison de la différence de valeur et de main-d'œuvre subie, les articles ornementés sont imposés à un taux modique de fr. 3.50 les 100 kilogrammes.

b) *Autres ouvrages.* — De même que pour les ouvrages en pierres, en marbre, etc., il est prévu ici un droit de 15 p. c. ad valorem.

N°s 801 à 804. — *Ouvrages en amiante.*

A part les fils et les cordes non tressées, qui sont libres à l'entrée, les divers ouvrages en amiante sont affectés actuellement d'un droit de 5 p. c. ou de 15 p. c. ad valorem.

Les droits spécifiques prévus, dont l'incidence reste inférieure à 10 p. c. ad valorem, sont gradués d'après la valeur respective des produits.

N°s 805 à 807. — *Briques réfractaires, creusets, cornues, etc.*

Le régime de la libre entrée est remplacé par des droits spécifiques, d'ailleurs très modérés, dans le but d'aider la main-d'œuvre belge.

N°s 808 et 809. — *Briques.*

On maintient le régime de la libre entrée pour les briques ordinaires, non vernissées, et pour les briques creuses ou de forme spéciale (n° 808-a et -b).

Les briques vernissées, émaillées ou colorées (n° 808-c) qui sont généralement passibles d'après le tarif actuel du droit de 10 p. c. ad valorem sont affectées du taux de fr. 0.50 les 100 kil., qui est d'une incidence inférieure à ce dernier droit.

Enfin, les briques blanches, genre Silésie (n° 809) sont soumises au même droit de fr. 0.50, par assimilation aux briques vernissées, émaillées ou colorées.

N° 810. — *Tuiles ou pannes.*

La libre entrée est maintenue pour les tuiles ou pannes sans emboîtement, non vernissées ni émaillées. Les autres articles conservent leur droit actuel de fr. 0.50 les 100 kil., sauf qu'on prévoit une légère majoration de fr. 0.25 — justifiée par la différence de valeur — à l'égard des tuiles à emboîtement, vernissées ou émaillées.

N° 811. — *Tuyaux en terre cuite ordinaire.*

La franchise est conservée en faveur des tuyaux non vernissés ni émaillés (tuyaux de drainage et autres), tandis que le droit de 10 p. c. ad valorem afférent aux autres articles est remplacé par un droit spécifique d'incidence moindre.

N°s 812 à 815. — *Pots à fleurs, en terre commune; Pipes de terre; Poteries en terre cuite commune; Carreaux et dalles pour pavement en terre cuite ordinaire.*

Des droits spécifiques, correspondant à une taxe ad valorem ne dépassant pas 5 à 6 p. c., remplacent la tarification actuelle (libre entrée ou 10 p. c. ad valorem).

N° 816. — *Carreaux et dalles pour pavement, en terre fine ou cuits en grès.*

Dans le tarif actuel, ces produits sont imposés à raison de fr. 1.» ou 1.50 les 100 kil. suivant qu'ils sont unicolores ou multicolores.

Il est prévu une nouvelle classification, plus adéquate à la valeur des produits, avec des droits variant de fr. 0.50 à fr. 1.50 les 100 kilogrammes.

N°s 818 et 819. — *Appareils sanitaires, en grès ou en faïence: poteries cuites en grès commun.*

L'imposition actuelle, qui est de 10 p. c. ad valorem, est remplacée par des droits spécifiques dont la charge reste souvent inférieure à cette taxe.

N° 820. — *Poteries cuites en grès fin.*

Produits assimilables entièrement aux articles correspondants en faïence, et qu'il y a lieu de taxer comme ces derniers.

N° 821. — *Fleurs artificielles en faïence ou en porcelaine.*

Il s'agit généralement ici d'articles de luxe ou de fantaisie pour lesquels on prévoit un droit de 20 p. c. ad valorem, réduit toutefois à 10 p. c. pour les fleurs destinées à la confection de couronnes.

N° 822. — *Dents artificielles en porcelaine, etc.*

Maintien du droit actuel de 15 p. c. ad valorem.

N° 823. — *Perles en porcelaine.*

Ces articles suivront le régime des perles en verre (n° 852) pour broderies, passementeries, colliers, chapelets, etc., à l'égard desquelles il est prévu un droit minime de 5 p. c. ad valorem.

N° 824 et 825. — *Ouvrages en faïence, etc.; ouvrages en porcelaine, etc.*

Ces deux positions comprennent la majeure partie des articles de faïence ou de porcelaine importés. Les droits existants, respectivement 10 et 15 p. c. ad valorem, sont transformés en droits spécifiques équivalents.

N° 826 et 827. — *Ouvrages des n° 824 et 825 avec montures, garnitures ou parties en métaux; bustes, statues, figures et figurines, etc.*

Articles de luxe ou de fantaisie à l'égard desquels se justifie un droit plus élevé — soit 20 p. c. ad valorem — que celui afférent aux produits d'usage courant.

N° 817. — *Carreaux de revêtement en grès, en terre fine ou en faïence.*

Les taux fixés dans le projet — fr. 4.» , 5.» et 7.» les 100 kil. suivant la catégorie — correspondent à un droit ad valorem moyen dont l'incidence ne dépasse pas 8 p. c. ad valorem.

SECTION XIV.

Verres et ouvrages en verre.

Dans le tarif en vigueur, la catégorie de la *Verrerie* (n° 66) comporte les subdivisions suivantes :

Verre cassé ou groisil	libre.
Bouteilles, fioles, bonbonnes, dames-jeannes ou touries :	
En verre blanc ou demi-blanc.	fr. 2.» les 100 kilogrammes.
Autres.	fr. 1.50 id.
Bonbonnes, dames-jeannes ou touries clissées.	fr. 4.» id.
Verrerie commune	10 p. c. ad valorem.
Verrerie autre; glaces et verres de vitrage . . .	10 p. c. ad valorem.

Des objets en verre ou composés principalement de verre rentrent en outre dans les catégories *Meubles* (15 p. c. ad valorem), *Mercerie et Quincaillerie* (15 p. c. ad valorem) et *Produits divers pour l'industrie* (5 p. c. ad valorem).

La section XIV du projet de tarif englobe les produits de l'industrie du verre appartenant aux catégories susvisées; elle contient une nomenclature très détaillée dont les positions sont généralement affectées de droits spécifiques et, par exception, de droits ad valorem.

Ces droits correspondent, dans la plupart des cas, à la charge résultant du tarif actuel. Dans l'analyse ci-après, on se borne à mentionner les positions pour lesquelles on a cru devoir se départir du principe de l'équivalence entre le droit ancien et le droit nouveau.

N° 838-b. — *Vitreaux d'art, peints à la main.*

Articles de luxe, pour lesquels le droit de 20 p. c. se substitue à celui de 10 p. c. ad valorem.

N° 842. — *Bonbonnes, dames-jeannes ou touries.*

Une légère augmentation de fr. 0.50 les 100 kil., est prévue sur les droits qui grèvent actuellement les bonbonnes, etc.: a) en verre blanc ou demi-blanc, b) en verre autre. Par contre, le droit de fr. 4.» les 100 kil. afférent aux bonbonnes clissées (n° 842-c) est réduit à fr. 3.».

Les taux préconisés représentent un droit ad valorem sensiblement inférieur à 10 p. c.

N° 844. — *Bouteilles et flacons, de forme ordinaire, etc.*

Par modification au régime existant, cette rubrique ne comprend plus les petites bouteilles et flacons dont la capacité n'excède pas 25 centilitres, lesquels sont assimilés — rationnellement — aux articles de gobeletterie.

Tout en n'ayant encore qu'une incidence d'environ 10 à 11 p. c. ad valorem, les droits spécifiques inscrits dans le projet sont en légère augmentation sur les taux actuels, ce pour soutenir notre industrie de la fabrication des bouteilles qui lutte péniblement contre l'afflux des produits étrangers.

N° 846. — *Gobeletterie de cristal ou de demi-cristal.*

Articles essentiellement de luxe à l'égard desquels le droit de 20 p. c. ad valorem se justifie au même titre que pour diverses autres positions du tarif.

Il convient au surplus de ne pas laisser périliter une industrie belge de réputation mondiale, qui emploie une main-d'œuvre particulièrement habile et bien rétribuée.

N° 849. — *Verres d'optique bruts; verre brut en boules ou segments pour la fabrication des verres d'horlogerie et de lunettes.*

Le droit de 10 p. c. ad valorem est remplacé par le régime de la libre entrée, dans le but de favoriser la main-d'œuvre qui transforme ces produits de fabrication exclusivement étrangère.

N° 862. — *Articles de gobeletterie, tels que vases, etc., munis d'une fermeture, monture ou garniture autres qu'en métaux précieux.*

Ce sont des articles de fantaisie ou de luxe qui peuvent supporter le droit de 20 p. c. ad valorem (actuellement 15 p. c.).

La même observation vaut pour les *lustres, candélabres, etc., taillés, gravés, décorés ou autrement ornementés*, repris sous le n° 863-b.

SECTION XV.

Métaux et ouvrages en métaux.

La présente section comprend les divers métaux susceptibles d'être transformés en ouvrages; elle englobe les produits bruts, mi-ouvrés ou ouvrés de l'industrie métallurgique, ainsi que tous les ouvrages en métaux non spécialement repris dans les sections XVI à XXI : *Machines, Véhicules, Horlogerie et appareils, Instruments de musique, Armes et Compositions diverses.*

La section XV embrasse, en ordre principal, les produits que le tarif actuel range sous la rubrique *Métaux* (n° 39); elle réunit en outre beaucoup d'articles imposés comme *Outils* (ex n° 33), *Mercerie et quincaillerie* (n° 38), *Meubles* (n° 40), *Produits divers pour l'industrie* (n° 54), etc.

La tarification actuelle des métaux et ouvrages en métaux, dont le détail sera donné plus loin, comporte des droits ad valorem de 5, 10 et 15 p. c., ainsi que des droits spécifiques établis d'après une classification beaucoup trop sommaire, ce qui a pour conséquence que les mêmes taux s'appliquent à des marchandises très dissemblables sous le rapport de la valeur ou du degré d'achèvement. Dans son ensemble, cette tarification manque donc de cohésion et elle donne lieu à de choquantes inégalités d'imposition.

Le nouveau tarif des métaux, presque exclusivement spécifique, contient une nomenclature très détaillée et des droits ordonnés de telle sorte que chaque produit soit taxé non seulement d'après sa valeur, mais aussi selon le quantum de travail incorporé.

Il s'entend que l'on maintient la libre entrée pour les métaux bruts. Les droits fixés à l'égard des demi-fabrics restent dans des limites fort modérées, afin de ne pas nuire à nos industries de transformation. Quant aux taux qui affectent les produits achevés, c'est-à-dire livrés tels quels à la consommation, leur incidence est généralement comprise entre 8 et 12 p. c., et atteint rarement 15 p. c. pour les articles les plus finis : ils restent ainsi dans la courbe d'une imposition normale.

A. — MÉTAUX PRÉCIEUX.

N°s 865 et 866. — *Argent, or et platine.*

En règle générale, les exemptions et les droits prévus par le tarif actuel sont maintenus. A signaler cependant que, dans l'intérêt de la main-d'œuvre belge,

il a été prévu une légère taxe sur l'or et l'argent en feuilles minces et que l'on a réduit à 5 p. c. le droit de 10 p. c. ad valorem, afférent aux ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées.

B. — FER, FONTE ET ACIER.

N°s 867 à 871. — Fonte non malléable.

Les produits classés sous ces numéros sont présentement imposés comme suit :

Fonte brute	fr. 0.20 les 100 kilogrammes:
Fonte ouvrée	fr. 2. » id. id.

D'autre part, de nombreux produits en fonte ouvrée — notamment les meubles et les ustensiles de ménage ou de cuisine — sont passibles du droit de 15 p. c. ad valorem.

Dans le projet de tarif, on maintient le droit de base de fr. 0.20 les 100 kil. pour la fonte brute; les tuyaux et raccords pour tuyauterie sont affectés, d'après le degré de main-d'œuvre reçue, des droits variant de fr. 2.» à fr. 3.50 les 100 kil.; les cuvelages de mines paient fr. 3.» les 100 kil., soit environ 10 p. c. ad valorem; enfin les ouvrages non spécialement tarifés (n° 871) sont soumis, d'après le genre de main-d'œuvre et le poids par pièce, à des taxes variant de fr. 2.50 à fr. 15.» les 100 kilogrammes.

Les taux prévus sous le n° 871 correspondent, en général, à des droits ad valorem d'une incidence sensiblement inférieure à 15 p. c. Cette réduction de droits profitera à quantité d'articles d'usage courant.

Fer, acier et fonte malléable. — (N°s 872 à 934).

N°s 872 à 874. — Fer brut, ébauché et massiaux; acier fondu brut, en lingots; acier fondu, dégrossi (brames et blooms, billettes et largets).

Les droits de base du tarif actuel, fixés respectivement à fr. 0.30, fr. 0.40 et fr. 0.60 les 100 kil. sont maintenus.

N° 875. — Aciers spéciaux en barres.

Les aciers spéciaux en barres, lesquels servent principalement à la fabrication d'outils, coûtent beaucoup plus cher que les aciers ordinaires. Le prix en est de plus très variable en raison de la diversité des espèces et, partant, l'imposition au poids serait fort difficile à graduer. Mieux vaut prévoir une charge ad valorem, qui pourrait être de 5 p. c.

N°s 876 à 878. — Fers à profils spéciaux (I, T, L, U, Z, etc.) laminés à chaud; fers battus, étirés ou laminés, à chaud, non dénommés ailleurs; rails.

Maintien du droit de base actuel, soit fr. 1.» les 100 kil. Les poutrelles cin-

trées sont comprises sous le n° 876 et le droit y afférent de fr. 2.» est réduit à fr. 1.» les 100 kilogrammes.

N° 879. — *Bandages de roues, bruts ; centres de roues, laminés, bruts.*

Ces produits ont reçu une main-d'œuvre plus importante que ceux repris sous les numéros 876 à 878 ; ainsi s'explique le droit de fr. 2.» qui leur est attribué.

Nos 880 et 881. — *Traverses pour chemins de fer, etc. ; éclisses pour rails.*

Produits pouvant être assimilés sous le rapport de la valeur, et pour lesquels on prévoit le taux de fr. 1.» les 100 kil. Les éclisses paient fr. 4.» d'après le tarif en vigueur.

N° 882. — *Fer laminé à froid (de diamètre supérieur à 10 millimètres).*

Droits fixés respectivement à fr. 1.50 et fr. 2.» pour les deux paliers, au lieu des taux actuels de fr. 4.» et de fr. 2.».

Nos 883 et 884. — *Tôles, même ondulées ou découpées à angles droits, non autrement ouvrées ; fers et aciers feuillards.*

Les droits varient, en proportion de la main-d'œuvre reçue, de fr. 1.20 à fr. 5.» les 100 kil. Les droits existants sont de fr. 1.» , fr. 3.» et fr. 4.» , sauf que les tôles étamées (fer blanc) sont admises librement. La franchise concédée anciennement en faveur des tôles étamées ne se justifie plus dans l'état actuel de notre industrie.

N° 885. — *Tôles en bi-métal (fer ou acier et aluminium ou cuivre).*

Produits de valeur élevée pour lesquels le droit préconisé de fr. 10.» les 100 kil. ne représente encore qu'un pourcentage ad valorem minime.

N° 886. — *Bandelettes perforées pour le cerclage des caisses.*

La taxe actuelle est de fr. 2.» les 100 kil. Les droits préconisés, respectivement de fr. 4.» et fr. 3.» , sont plus adéquats à la valeur de ces produits.

Nos 887 et 889. — *Tôles cannelées, striées, losangées, etc. ; tôles découpées autrement qu'à angles droits.*

Pour tenir compte de l'augmentation de valeur résultant de la main-d'œuvre subie, les droits prévus pour ces produits sont ceux des tôles selon l'espèce, mais augmentés de 20 p. c.

N° 888. — *Tôles perforées.*

Droits préconisés de fr. 4.» à fr. 7.» les 100 kil., au lieu de celui de fr. 4.» perçu actuellement. Il s'agit d'articles ayant subi un déchet important au perforage, et dont la valeur au kilogramme est sensiblement plus élevée que celle des tôles pleines de qualité et d'épaisseur correspondantes.

N° 890. — *Métal déployé.*

Maintien du droit de 4 francs.

N° 891. — *Fils d'acier pour la fabrication des câbles et des cordes.*

Ce sont des fils de forte résistance que nous importons surtout de l'étranger. Dans l'intérêt de l'industrie belge de la fabrication des câbles et cordes métalliques, il convient de maintenir le régime de faveur existant, soit le droit modique de fr. 1.» les 100 kilogrammes.

N° 892 et 893. — *Fils d'acier pour montures de parapluies; fils d'acier pour la fabrication de garnitures de cardes.*

On reproduit le régime de l'exemption qui existe depuis nombre d'années.

N° 894. — *Fils ou verges de fer ou d'acier (d'épaisseur n'excédant pas 10 millimètres).*

Les droits actuels varient de fr. 1.» à fr. 4.» les 100 kil. Une nouvelle classification est établie, avec des taux allant de fr. 1.50 à fr. 6.» d'après l'espèce et l'épaisseur des fils.

N° 895 et 896. — *Tubes et tuyaux; raccords pour tuyauteries.*

Le tarif proposé comporte une classification détaillée avec droits variant de fr. 4.» à fr. 13.» les 100 kil. et calculés pour correspondre à une incidence moyenne de 10 p. c. ad valorem.

N° 897. — *Tubes, barres ou fils recouverts d'une enveloppe de cuivre, etc.*

Produits de valeur relativement élevée, pour lesquels il est prévu un droit spécifique de fr. 13.» les 100 kil. représentant environ 10 p. c. ad valorem.

N° 898 à 953. — *Ouvrages divers en fer.*

Il a été établi sous ces numéros une nomenclature détaillée des divers ouvrages

des divers ouvrages en fer, acier et fonte malléable qui, d'après le tarif en vigueur, sont soumis au régime douanier suivant :

Fonte ouvree :

(Pour les ouvrages en fonte malléable) . . fr. 2.» les 100 kilogrammes.

Fer et acier ouvrés :

- a) Ouvrages spécialement dénommés (pour les
fonds de chaudières emboutis) . . . fr. 2.» les 100 kilogrammes.
- b) Autres ouvrages. fr. 4.» id.

Fer blanc ouvré 10 p. c. ad valorem.

Machines, mécaniques et outils :

En fonte, en fer ou en acier fr. 2.» et fr. 4.» les 100 kilogr.

Mercerie et quincaillerie 15 et 20 p. c. ad valorem.

Meubles 15 p. c. ad valorem.

Produits divers pour l'industrie. 5 p. c. ad valorem.

Véhicules autres que pour voies ferrées :

Pièces détachées 12 p. c. ad valorem.

Indépendamment des discordances que l'on remarque parmi les taux ad valorem figurant ci-dessus, les droits spécifiques appliqués actuellement à de nombreux ouvrages en fer, acier ou fonte malléable correspondent à des droits ad valorem excessivement variables, et ce d'autant moins élevés que les produits sont plus chers pour un poids donné : ils s'élèvent parfois jusque 10 p. c. pour les produits pondéreux et de facture rudimentaire, tandis qu'ils descendent même au-dessous de 1 p. c. à l'égard de certains objets ayant incorporé beaucoup de main-d'œuvre.

La nouvelle tarification s'inspire du souci d'arriver à une répartition plus équitable de la charge fiscale qui frappe les produits importés. C'est dans ce but qu'ont été créées de nombreuses positions groupant les marchandises de même espèce ou de destination analogue, et que souvent des paliers appropriés ont été établis de façon à imposer au même droit les produits de valeur sensiblement égale.

A part quelques rares exceptions, les droits spécifiques ont été adoptés pour les ouvrages tombant sous les numéros 898 à 953; ces droits ont été généralement calculés de façon à correspondre à un taux moyen d'environ 10 p. c. ad valorem, sauf le cas d'articles finement ouvrés ou d'articles de mercerie pour lesquels l'incidence du droit est un peu plus élevée.

Si les taux prévus comportent d'assez nombreuses augmentations au regard du tarif actuel, il est non moins exact que beaucoup d'articles présentement imposés à 15 p. c. ad valorem bénéficieront d'une réduction sensible; tel est le cas notamment pour les objets de ménage (ouvrages en tôle) tombant sous l'application du n° 902.

C. — CUIVRE.

On indique ci-après le régime douanier du cuivre tel qu'il figure sous le n° 39 (Métaux) du tarif en vigueur :

Cuivre :

Brut	Libre.
Battu, étiré ou laminé	fr. 10.» les 100 kilogrammes.
Ouvré	10 p. c. ad valorem.
Monnaie étrangère	Prohibée.

Il est en outre à noter que la nomenclature du nouveau tarif (nos 933 à 959) comprend des ouvrages taxés présentement à 15 p. c. ad valorem (objets de *mercerie et quincaillerie et meubles*) et quelques rares articles rentrant dans la catégorie des *fer et acier ouvrés* (articles composés partiellement de cuivre, celui-ci non dominant) ou dans celle des *machines, mécaniques et outils en cuivre*.

N° 935. — L'exemption est maintenue pour le cuivre coulé brut, en lingots, masses, etc., ainsi que pour les limailles, déchets et débris de vieux ouvrages.

Nos 936 à 940. — Ces positions englobent le cuivre en tôles, feuilles, plaques ou planches, et le cuivre en barres ou fils.

Le droit actuel de fr. 10.» les 100 kil. est conservé pour les tôles, feuilles, etc., ordinaires, simplement battues ou laminées, et pour les barres et fils simplement laminés ou étirés d'une épaisseur de plus de 10 millimètres.

A l'égard des produits ayant subi un travail plus avancé, il est prévu une majoration du droit de fr. 10.» en rapport avec l'augmentation de valeur résultant de la main-d'œuvre supplémentaire.

Quelques-uns des articles visés sous les nos 936 à 940 sont imposés présentement à 10 p. c. ad valorem; les droits spécifiques qui leur sont assignés dans le projet sont inférieurs à cette taxe.

N° 941. — *Tubes et tuyaux.*

Ces produits paient actuellement, suivant le genre de main-d'œuvre reçue, fr. 10.» les 100 kil. ou 10 p. c. ad valorem. Les taux proposés, exclusivement spécifiques, correspondent à un pourcentage ad valorem inférieur à 10 p. c.

Nos 942 à 956 et 959. — *Ouvrages divers.*

Les droits spécifiques proposés sous ces numéros ont été calculés en tenant compte du degré d'achèvement et de la valeur respective des divers ouvrages envisagés. Ils correspondent, dans beaucoup de cas, à une charge inférieure aux taux de 10 p. c. et de 15 p. c. ad valorem perçus actuellement.

Nos 957 et 958. — *Monnaies.*

Ces numéros visent les monnaies belges et les monnaies étrangères, pour lesquelles on maintient les régimes douaniers existants.

D. — NICKEL.

N^{os} 960 à 967. — D'après le tarif en vigueur, le régime du nickel correspond absolument à celui du cuivre.

La tarification préconisée sous les n^{os} 960 à 967 procède des règles suivies par rapport au cuivre; mais la nomenclature est moins détaillée étant donné que les applications industrielles du nickel sont beaucoup moins étendues.

E. — ZINC.

N^{os} 968 à 974. — Les divers produits du zinc repris sous ces numéros sont, d'après le tarif actuel, les uns exempts de droits (*zinc non ouvré* y compris le zinc étiré ou laminé), et les autres, passibles du droit de 10 ou 15 p. c. ad valorem (*zinc ouvré, mercerie et quincaillerie, meubles*).

La franchise prévue aujourd'hui pour le zinc étiré ou laminé ne s'applique qu'aux tôles, feuilles, planches, barres, fils, tubes et tuyaux *simplement* battus, étirés ou laminés; dès que ces produits ont subi une main-d'œuvre supplémentaire, ils deviennent passibles du droit de 10 p. c. ad valorem.

Le projet de nouveau tarif fixe des droits spécifiques pour les divers laminés (n^{os} 969 à 974), mais en réduisant notablement la charge de 10 p. c. qui affecte certains d'entre eux. Les taux proposés correspondent, dans leur ensemble, à un pourcentage ad valorem inférieur à 5 p. c.

Les ouvrages figurant sous les n^{os} 972 à 974 sont également affectés de droits spécifiques dont l'incidence ne dépasse pas les droits à la valeur perçus en vertu du tarif existant.

F. — PLOMB.

N^{os} 975 à 981. — Comme pour les autres métaux l'exemption est maintenue en faveur du plomb brut (n° 975).

Le plomb laminé ou étiré (n^{os} 976 à 978) est affecté de droits spécifiques modérés, en corrélation avec ceux prévus pour les laminés rentrant dans d'autres classes du projet de tarif.

Quant aux ouvrages des n^{os} 979 à 981, les droits fixés sont en rapport avec le degré d'achèvement des produits, et ils ne dépassent pas le taux actuel de 10 p. c. ad valorem (15 p. c. pour les articles de *Mercerie*).

G. — ÉTAIN.

N^{os} 982 à 990. — La méthode suivie pour la tarification des métaux des classes précédentes a également été adoptée pour l'étain et les ouvrages en étain, sauf que les droits prévus ici apparaissent généralement comme plus élevés, ce par suite de la valeur plus grande du métal.

Les feuilles minces d'étain (n° 984) et les capsules et couvercles pour bouteilles (n° 988) sont affectés de droits spécifiques plus élevés que ceux du tarif actuel, mais leur incidence ne dépasse cependant pas le taux modéré de 10 p. c. ad

valorem. Cette modification de régime se justifie par la nécessité de venir en aide à quelques industries belges qui s'occupent des dites spécialités et qui se défendent péniblement contre la concurrence étrangère.

H. — ALUMINIUM.

N^{os} 991 à 1001. — Le tarif en vigueur indique sous le n° 39 (*Métaux*) le régime douanier suivant :

Aluminium :

Brut	libre.
Battu, étiré ou laminé	libre.
En tôles ou feuilles découpées en rond ou suivant croquis fr.	5. » les 100 kilogrammes.
En pièces simplement coulées	20. » les 100 kilogrammes.
Ouvré	10 p. c. ad valorem.

D'autre part, les menus ouvrages et les ustensiles de ménage et de cuisine appartiennent à la classe de *Mercerie et quincaillerie*, et sont taxés de ce chef à 15 p. c. ad valorem.

La nouvelle tarification de l'aluminium comporte une nomenclature détaillée, mise en rapport avec les nombreuses applications que ce métal reçoit de nos jours. Les taux spécifiques proposés restent dans des limites modérées; ils sont d'ailleurs établis sur les mêmes bases que ceux figurant dans les classes précédentes pour l'étain, le plomb, le zinc, le cuivre, etc. On note entre autres que les articles d'usage courant — tels les ustensiles de ménage et de cuisine du n° 1000 — supporteront une charge moins forte que celle dérivant du tarif actuel.

I. — OUVRAGES DIVERS EN MÉTAUX COMMUNS.

N° 1002. — *Poêles, cheminées, calorifères, fourneaux de cuisine, cuisinières.*

Le droit actuel de 15 p. c. ad valorem (*Meubles*) est converti en droits spécifiques, mais dans le sens d'un abaissement sensible de la taxe.

N° 1003. — *Plumes à écrire.*

Simple conversion du droit ad valorem en droits spécifiques.

N^{os} 1004 et 1005. — *Caractères d'imprimerie; clichés, planches et coins pour impressions sur papier, etc.*

La libre entrée dont bénéficient ces produits, en vertu du tarif actuel, constitue une anomalie au regard du régime assigné à la généralité des ouvrages en métaux dont les similaires sont fabriqués en Belgique.

Pour répondre aux instances de nos fabricants de caractères typographiques et de nos maîtres photograpeurs, qui demandent un traitement égal à celui des autres industries, le projet de tarif soumet les produits en question à des droits spécifiques dont l'incidence ne dépasse pas le taux de 10 p. c. ad valorem.

N°s 1008 à 1016. — *Articles de coutellerie spécialement dénommés.*

Les divers articles de coutellerie repris sous ces numéros sont généralement passibles, d'après le tarif existant, du droit de 15 p. c. ad valorem (*Mercerie et quincaillerie*), à l'exception de quelques objets rentrant dans la classe des *Outils en fer ou en acier* ou dans celle des *Fer et acier ouvrés*.

Le tarif proposé, qui est exclusivement spécifique, comporte des taux évidemment très différents les uns des autres, par suite de la grande variété des articles. Le pourcentage ad valorem qui a servi de base pour le calcul des nouveaux droits ne dépasse jamais 15 p. c., et dans beaucoup de cas — notamment pour les articles ordinaires — il reste sensiblement inférieur à cette limite.

N° 1017. — *Articles de coutellerie non dénommés.*

Cette position est relative à de menus objets de coutellerie, pour lesquels une tarification spécifique ne se laisse guère entrevoir. On conserve dès lors le régime actuel.

N° 1018. — *Articles de ménage, de cuisine ou de table, etc.*

Articles imposés présentement à 15 p. c. de la valeur, et qui sont affectés de droits spécifiques dont l'incidence est plutôt inférieure à ce pourcentage.

N° 1019. — *Ouvrages en métaux communs, non dénommés ailleurs.*

Maintien du droit ad valorem actuel, qui pourra ultérieurement être converti en droits spécifiques.

SECTION XVI.

Machines, engins mécaniques et appareils, matériel de chemin de fer et matériel électrique.

La tarification actuelle des *Machines, mécaniques et outils* (n° 33) est établie comme suit (droits de base) :

En aluminium	fr. 40.» les 100 kilogrammes.
En fonte	fr. 2.» les 100 id.
En fer ou en acier.	fr. 4.» les 100 id.
En bois	10 p. c. ad valorem.
En cuivre ou en toute autre matière	fr. 12.» les 100 kilogrammes.

En vertu d'une disposition particulière, les pièces détachées ou parties de machines sont assimilées aux machines complètes, et les machines ou pièces de machines soumises à des droits différents sont classées d'après la matière principale par le poids.

D'autre part, les courroies pour machines suivent une tarification spéciale, et les rouleaux à vapeur servant au cylindrage de l'empierrement des routes sont admis librement.

Il est également stipulé que les machines ou parties de machines en cuivre, en caoutchouc, etc., peuvent être déclarées comme *Cuivre ouvré*, *Caoutchouc ouvré*, etc., si l'importateur juge cette tarification plus favorable que celle des *Machines et mécaniques*.

On a repris, dans la section XVI, la généralité des produits classés présentement comme *Machines et mécaniques*, notamment les voitures et wagons pour chemins de fer et tramways, ainsi que les machines et engins électriques; y ont été incorporés aussi quelques rares articles qui appartenaient à d'autres catégories du tarif. Par contre, les *outils* ne sont plus assimilés, comme maintenant, aux *Machines et mécaniques* : ils sont compris dans les sections du nouveau tarif relatives aux ouvrages en bois, aux ouvrages en métaux, etc.

Les importations en Belgique de machines et de mécaniques sont considérables, surtout depuis la guerre, et en 1920 et 1921 elles dépassent de beaucoup nos exportations.

Voici les chiffres fournis par notre statistique commerciale pour les années 1912 et 1913, 1920 et 1921 :

a) *Machines et mécaniques non dénommées.*

ANNÉES.	Importations.		Exportations.	
	Quantités.	Valeurs.	Quantités.	Valeurs.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	99,681,703	99,393,367	82,156,856	94,619,534
1913	107,661,491	108,705,041	73,754,392	77,265,059
1920	147,260,407	537,953,496	70,078,941	231,316,306
1921	131,423,807	510,511,888	71,564,196	259,246,312

b) *Voitures pour chemins de fer et tramways.*

ANNÉES.	Importations.		Exportations.	
	Quantités.	Valeurs.	Quantités.	Valeurs.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	9,035,182	8,082,583	133,528,092	119,925,755
1913	5,876,006	4,444,845	132,363,323	93,106,094
1920	153,033,174	200,431,334	23,416,401	54,798,870
1921	39,226,567	82,515,297	33,995,487	88,332,801

Les machines et mécaniques livrées sur notre marché sont composées pour plus de 90 p. c. des quantités ci-dessus, de fonte dominante, ou de fer et acier dominants. Le droit de base y afférent en vertu du tarif actuel est donc respectivement de fr. 2.» ou de fr. 4.» les 100 kilogrammes.

Point n'est besoin d'insister sur les anomalies d'imposition résultant de cette classification rudimentaire qui ne prévoit que deux taux de droits pour des produits dont la valeur, ramenée à l'unité de poids, présente des différences énormes suivant qu'il s'agit de machines pondéreuses, de facture plus compliquée, ou d'appareils appartenant à la mécanique de précision.

Il n'est guère admissible, par exemple, que les dynamos ou moteurs électriques (généralement à fonte dominante) et dont certains valaient avant la guerre plus de fr. 300.» les 100 kil., puissent acquitter le même droit de fr. 2.» que les volants de machines et autres pièces en fonte moulée qu'on payait de fr. 15.» à 25.» les 100 kilogrammes. Que dire aussi de l'imposition des machines à écrire valant en 1914 jusque fr. 50.» le kil., et qui sont taxées de fr. 4.» les 100 kil. comme les wagons à marchandises dont le prix s'établissait aux environs de fr. 50.» les 100 kilogrammes? Des rapprochements de l'espèce pourraient être faits à l'égard de quantité de machines ou d'engins mécaniques à fonte, ou à fer et acier prédominants.

La tarification des *Machines en cuivre ou en toute autre matière* (à fr. 12.» les 100 kil.) donne lieu à des anomalies tout aussi nombreuses et flagrantes, étant donnée l'immense variété de produits que renferme cette classe. A citer notamment les câbles électriques souterrains pour lesquels le droit de fr. 12.» les 100 kil. correspond à environ 10 p. c. de la valeur, tandis que le même droit de fr. 12.» appliqué aux lampes électriques à incandescence représente une charge ad valorem inférieure à fr. 0.30 p. c., le tout rapporté aux prix d'avant-guerre.

Une des hérésies les plus choquantes du régime actuel, c'est que les droits sur les machines sont dans beaucoup de cas inférieurs aux droits qui frappent les divers éléments entrant dans leur fabrication, de sorte que la charge fiscale pèse en raison inverse de la main-d'œuvre incorporée. On pourrait citer le cas des machines imposées seulement à fr. 2.» les 100 kil., au regard des fils et tôles de cuivre employés dans leur construction et qui paient un droit quintuple; de même, les laminés de fer ou d'acier : barres, profilés, tôles, etc., dont le droit spécifique représente une taxe ad valorem de 6 à 8 p. c., sont incorporés dans quantité d'engins ou d'appareils pour lesquels le droit en vigueur ne représente que 2 ou 3 p. c., et parfois beaucoup moins.

En se plaçant à un autre point de vue, il faut ajouter que la machine marque un stade beaucoup plus avancé dans la construction que les laminés et autres fabricats de l'espèce et, comme telle, réclame un régime douanier au moins égal ou même supérieur. Enfin, la machine ne s'acquiert que de loin en loin, sa durée moyenne étant au minimum de dix ans, voire de quinze ans ou plus. Sur pareil produit l'incidence du droit d'entrée ne se répète donc point tous les ans, ainsi

qu'il en est, par exemple, pour les tissus, vêtements, chaussures et autres produits d'usage courant.

A part de légères retouches opérées au cours des années, le régime existant remonte à plus d'un demi-siècle, alors que les machines et les mécaniques n'étaient que peu ou point fabriquées chez nous, et qu'il s'indiquait donc de les laisser entrer aux conditions les meilleures — c'est-à-dire avec un droit minime — afin de favoriser la création de notre outillage industriel.

Mais ainsi qu'il a été exposé plus haut, la situation est radicalement changée, puisque nous sommes devenus de gros producteurs de machines; aussi bien n'est-ce pas d'hier qu'on réclame la revision d'un régime suranné et l'instauration d'un traitement plus favorable vis-à-vis d'une industrie essentielle au point de vue de la prospérité économique du pays et de son expansion. Cette revision s'imposait d'ailleurs depuis de nombreuses années pour mettre notre tarif en harmonie avec ceux qui ont été successivement adoptés dans la généralité des pays producteurs d'Europe et d'Outre-mer.

S'inspirant des tarifs étrangers les mieux conçus, le projet de nouveau tarif contient une classification technique et détaillée des articles, afin de tenir compte de la valeur relative des divers objets en fonction de la main-d'œuvre incorporée. Cette classification fournira en outre les éléments d'une statistique commerciale permettant de suivre, pour chacune des diverses branches de la construction mécanique, le mouvement des exportations et des importations de la Belgique, et d'en tirer les enseignements utiles.

Il n'est pas non plus sans intérêt de mentionner qu'une spécialisation judicieuse donne de la souplesse au tarif et permet de mesurer la portée des concessions que le Gouvernement belge serait éventuellement appelé à consentir lors des tractations pour la conclusion d'accords commerciaux.

Le tarif proposé étant conçu d'après des bases toutes nouvelles, ne présente aucune analogie avec la classification existante; il ne pourrait donc être établi, avec quelque pertinence, un rapprochement par article entre le régime nouveau et le régime ancien.

Sauf quelques rares positions qui demeurent affectées d'un droit ad valorem, les taux prévus sont spécifiques; la quotité en a été établie en tenant compte des valeurs respectives des produits. L'incidence ad valorem de ces taux reste dans les limites modérées de 8 à 10 p. c. — soit la charge prévue pour beaucoup d'ouvrages en métaux — et descend même parfois au-dessous de 8 p. c., lorsqu'il s'agit de machines ou d'appareils qui ne sont pas encore de fabrication courante en Belgique.

SECTION XVII.

Véhicules autres que pour voies ferrées.

La section XVII porte le même titre et embrasse d'une manière générale les mêmes produits que le n° 70 du tarif actuel, sauf que la nomenclature y est plus complète et qu'elle incorpore en plus les aérostats, les avions, ainsi que les navires et bateaux.

La rubrique principale de cette section, le n° 1100, vise les *voitures automobiles*.

La loi du 31 mars 1921 a établi pour ces véhicules une tarification à deux paliers suivant le poids, savoir :

Voitures automobiles. — Châssis avec ou sans moteur, avec ou sans carrosserie.	De toute espèce pesant moins de 2,000 kil., et
	voitures à voyageurs pesant de 2,000 à 4,000 kil.
	exclusivement 20 p. c. ad valorem.
	Autres 12 p. c. ad valorem.

Depuis l'instauration du régime ad valorem, l'Administration a eu l'occasion de constater que des sous-évaluations se pratiquent fréquemment à l'entrée, de sorte que le droit réellement perçu est sensiblement inférieur au taux inscrit dans le tarif. D'autre part, en présence de l'instabilité des prix, il est malaisé de déterminer des valeurs normales, ce qui provoque des contestations incessantes avec la douane. Pour remédier à ces inconvénients, on propose d'en revenir à la tarification au poids.

L'industrie belge de l'automobile, qui occupe un grand nombre d'ouvriers, est loin d'être dans une situation brillante. Les causes principales du malaise sont imputables, d'une part, à l'afflux considérable des automobiles étrangères, d'autre part, aux taxes douanières prohibitives créées, après la guerre, dans la plupart des pays qui constituaient jadis nos principaux marchés d'exportation.

Les chiffres ci-après extraits de notre Statistique commerciale témoignent de la régression de l'industrie automobile belge au cours de ces dernières années :

Voitures complètes et châssis.

ANNÉES.	Importation.		Exportation.	
	Quantités.	Valeurs.	Quantités.	Valeurs.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	1,059,000	5,445,000	3,082,000	25,523,000
1913	1,115,000	5,356,000	3,467,000	28,014,000
1920	5,604,000	86,227,900	3,002,000	37,051,000
1921	6,561,000	69,033,000	1,840,000	38,067,000
1922 (neuf premiers mois).	9,459,000	66,690,000	912,000	16,744,000

Ainsi l'importation des voitures complètes et des châssis qui, en 1912 et 1913, n'accusait qu'une moyenne de 1,100,000 kil., met en ligne, en 1920 et 1921, les quantités énormes de 5,604,000 et 6,561,000 kilogrammes. A l'exportation, l'année 1912 se clôture par un boni de 2,000,000 de kil., tandis qu'en 1920 et 1921, le mali atteint de 2,600,000 kil. et 4,720,000 kilogrammes.

Les chiffres des 9 premiers mois de 1922 sont encore plus impressionnants : à l'importation 9,459,000 kil., pour une valeur déclarée (inférieure à la valeur réelle) de plus de 66 millions de francs; à l'exportation seulement 912,000 kil. pour fr. 16,744,000.».

Pour mieux éclairer l'influence des régimes douaniers sur notre trafic d'automobiles, on indique ci-après, pour les années d'avant-guerre et pour les années d'après-guerre, le commerce spécial entre la Belgique et l'un des pays où les droits d'entrée ont été particulièrement majorés :

ANNÉES.	Importations de France en Belgique.		Exportations de Belgique en France.	
	Nombre d'automobiles.	Valeurs.	Nombre d'automobiles.	Valeurs.
1912	601	3,094,000	177	1,573,000
1913	587	3,073,000	264	2,313,000
1920	1,639	33,861,000	157	2,543,000
1921	2,096	32,133,000	85	2,000,000
1922 (9 premiers mois).	1,952	25,163,000	12	253,000

Voici, au surplus, le taux des droits d'entrée, à ce jour, dans les principaux pays avec lesquels nous sommes en relations d'affaires :

Pays.	Marchandises.	Base.	Taux.
France	Voitures automobiles de toute espèce.	Valeur	45 p. c.
Angleterre	Id.	Valeur	33 1/3 p. c.
		100 kil. }	de 65 à 120 lires or.
			(plus une surtaxe de :)
Italie	Voitures automobiles pesant jusqu'à 2,500 kil.	Valeur	35 p. c.
			(plus la taxe de luxe et une taxe additionnelle à la taxe de luxe).
Espagne	Voitures automobiles valant :		Payables en or.
	a) jusqu'à 20,000 pesetas;	Valeur	25 p. c.
	b) plus de 20,000 pesetas.	Valeur	30 p. c.
États-Unis d'Amérique .	Voitures automobiles.	Valeur	25 p. c.

Sans atteindre l'incidence de quelques uns des taux ad valorem cités ci-dessus, les droits spécifiques inscrits au projet du nouveau tarif comportent cependant une majoration sensible de la charge fiscale qui frappe actuellement les automobiles à leur entrée en Belgique.

Mais il faut considérer que ces droits se trouvent en quelque sorte dictés par la politique douanière des autres pays. Et ceci permet aussitôt d'ajouter que les taux prévus pourraient éventuellement être réduits, en échange de concessions équivalentes qui nous seraient faites sur les tarifs étrangers.

N° 1090. — *Carrosserie proprement dite.*

N° 1091. — *Véhicules de commerce, d'agriculture et de roulage.*

Ces deux positions groupent les voitures à traction animale pour voies non ferrées, soit qu'il s'agisse de la carrosserie de luxe, soit que l'on envisage les voitures de commerce, d'agriculture et de roulage. Les spécialisations créées pour ces véhicules sont rendues nécessaires par les différences de valeur des objets.

Les taux proposés ne sont pas exagérés et correspondent généralement au droit actuel de 15 p. c. ad valorem.

N° 1092. — *Voitures d'enfants, à bras, etc.*

Les véhicules dont question, en raison de la main d'œuvre subie, ont une valeur relativement élevée. Ils supporteront aisément une charge de fr. 100.» les 100 kilogrammes.

N° 1093. — *Vélocipèdes complets.*

La situation de l'industrie du cycle est précaire; nos ventes à l'étranger sont loin d'égaliser les achats qui y sont faits. C'est ainsi que, pendant les années 1912, 1913, 1920 et 1921, nos constructeurs n'expédiaient au dehors que 13,512, 11,189, 27,175 et 18,000 kil., tandis que les usines étrangères nous envoyaient 145,567, 185,094, 317,057 et 238,127 kilogrammes.

Une telle situation est ruineuse pour la production nationale et ceci justifie que le droit spécifique proposé soit un peu supérieur au taux existant de 15 p. c. ad valorem.

N° 1094. — *Motocycles avec ou sans moteur.*

La charge de fr. 150.» les 100 kil. prévue pour les motocycles représente à peu près le droit ad valorem actuel de 20 p. c.

N° 1095. — *Side-cars.*

Présentement, les side-cars suivent le même régime que les motocycles complets; il est proposé de leur appliquer aussi le même taux spécifique.

N° 1096. — *Selles de vélocipèdes et motocycles.*

Le droit spécifique proposé est plutôt inférieur au taux de 12 p. c. ad valorem qu'il remplace.

N°s 1097 et 1098. — *Pièces détachées de vélocipèdes ou de motocycles.*

En corrélation avec le nouveau régime proposé à l'égard de *ouvrages en métaux* (section XV), le droit fixé pour les pièces détachées brutes est un peu supérieur aux taux actuels; quant aux pièces ouvrées, les droits résultent de la transformation du taux ad valorem en droits spécifiques.

N° 1099. — *Pièces détachées de vélocipèdes ou de motocycles, en autres matières que le fer, la fonte et l'acier, et non spécialement tarifées.*

Les pièces détachées reprises sous ce numéro, passibles actuellement du droit de 12 p. c. ad valorem, suivront à l'avenir le régime des *ouvrages* selon l'espèce.

N° 1100. — *Voitures automobiles :*

- a) *Châssis avec ou sans moteur, avec ou sans carrosserie.*
- b) *Carrosserie.*
- c) *Cadres porteurs de châssis en tôle d'acier emboutie.*
- d) *Jantes en fer ou en acier.*
- e) *Pièces détachées, non spécialement tarifées.*

a) Les considérations émises en tête de la présente section justifient les changements proposés quant à la tarification des voitures automobiles.

b) Le droit de fr. 12. » les 100 kil. proposé pour les carrosseries des véhicules automobiles destinés au transport des marchandises est modéré. Quant aux carrosseries pour voitures automobiles destinées au transport des voyageurs, elles sont frappées du même droit que celui afférent aux voitures complètes.

c et d) Des paliers spéciaux sont prévus pour les cadres et les jantes, avec des droits en corrélation avec la valeur de ces produits.

e) Le droit existant est maintenu.

N° 1101. — *Accessoires pour automobiles, voitures et cycles, non spécialement tarifés, etc.*

Répétition du droit actuel.

N° 1102. — *Aérostats et leurs pièces détachées.*N° 1103. — *Avions et leurs pièces détachées.*

Il paraît logique de faire rentrer les aéronefs (ballons sphériques, dirigeables

et avions), ainsi que leurs pièces détachées, dans la catégorie des « Véhicules autres que pour voies ferrées ».

Les ballons sphériques, y compris leurs pièces détachées, continueraient à bénéficier de la libre entrée, ces engins, dans l'état actuel, devant être considérés plutôt comme des instruments d'expériences.

Quant aux ballons dirigeables et aux avions, ils restent assimilés, comme dans le tarif en vigueur, aux machines et mécaniques, ce qui comportera leur imposition aux droits prévus dans la XVI^e section (Machines, engins mécaniques, etc.).

N° 1104. — *Navires et bateaux.*

L'exemption est maintenue pour les navires et bateaux, ainsi que pour les objets compris sous cette dénomination générale. Le renvoi ⁽¹⁾ figurant sous ce numéro n'est que la reproduction des dispositions en vigueur.

SECTION XVIII.

Horlogerie; Instruments et Appareils non dénommés ailleurs.

A. — HORLOGERIE.

N°s 1105 à 1110. — *Horlogerie petit volume.*

Sont rangés dans cette catégorie les montres de tous systèmes (n°s 1105 et 1106), les boîtes de montres et carrures de boîtes de montres (n° 1107), les mouvements de montres (n° 1108), les fournitures pour horlogerie petit volume (n° 1109), les bracelets-montres et les bracelets destinés à être fixés à des montres (n° 1110).

N°s 1105 et 1106. — *Montres de tous systèmes.*

Présentement, les montres et les boîtes de montres (y compris les carrures de boîtes de montres) sont passibles du droit de 10 p. c. ad valorem.

L'application de cette taxe ne va pas sans susciter de sérieuses difficultés d'évaluation de valeur, ni sans prêter à des abus auxquels il importe de mettre fin. Les droits spécifiques y remédieront.

Pour l'établissement de ces droits, les montres ont été réparties en deux groupes principaux : les montres sans complication de système et les montres compliquées, chronographes, etc. Dans chacun de ces groupes, les produits sont classés suivant des caractéristiques de valeur bien définies et le droit — par pièce — est gradué d'après la valeur des objets. Ce droit conserve en général, une incidence voisine de 10 p. c. ad valorem.

N° 1107. — *Boîtes de montres et carrures de boîtes de montres.*

On a conservé, pour ces articles, un mode d'imposition identique à celui des montres, mais en spécifiant que les droits applicables sont ceux des montres sans complication de système.

N^{os} 1108 et 1109. — *Mouvements de montres, sans boîtes ni carrures, complets ou incomplets et Fournitures pour horlogerie petit volume.*

Maintien de l'exemption actuelle.

N° 1110. — *Bracelets fixés ou destinés à être fixés à des montres.*

Pour les objets de l'espèce, en métal (litt. a, b et c), des droits à la pièce — établis suivant la nature de la matière composante — ont été substitués aux droits actuels, lesquels sont de 10 ou de 15 p. c. ad valorem selon qu'il s'agit d'articles en métaux précieux (*Bijouterie* à 10 p. c.) ou en métaux communs (*Mercerie et quincaillerie* à 15 p. c.). Les droits proposés tendent à conserver une incidence égale à celle de la taxe actuelle.

Les bracelets non métalliques suivront, vu la diversité des matières qui peuvent les composer, le régime des *Ouvrages* selon l'espèce.

La note insérée à la suite du n° 1110 n'est que la reproduction des dispositions actuellement existantes.

N^{os} 1111 à 1117. — *Horlogerie gros volume.*

Maintien des droits et exemption actuels.

B. — INSTRUMENTS ET APPAREILS NON DÉNOMMÉS AILLEURS.

Cette classe comprend :

Les appareils et instruments exclusivement employés en médecine, en chirurgie et dans l'art vétérinaire (n° 1118);

les appareils et instruments de démonstration et d'enseignement, etc. (n° 1119);

les instruments de précision, de mesurage, etc. (n° 1120);

les instruments d'observation, de géodésie, d'optique, etc. (n° 1121);

les bésicles, lorgnons, monocles, lorgnettes et jumelles de toutes sortes (n° 1122);

la verrerie et les ustensiles pour instruments et appareils cités ci-dessus, ainsi que pour laboratoires (n° 1123).

Les exemptions et les impositions actuelles sont maintenues à l'égard des produits désignés ci-après :

a) *Exemptions :*

N° 1119. — Appareils et instruments de démonstration et d'enseignement, etc. N° 1121-b). — Microscopes.

N° 1121-d). — Lunettes marines et longues-vues.

- N° 1121-e). — Appareils photographiques spécialement construits en vue de recherches scientifiques (astronomie, etc.).
- N° 1121-h). — Télescopes, lunettes astronomiques, méridiennes, équatoriaux, etc.
- N° 1121-i). — Globes terrestres et célestes.
- N° 1123-b). — Objectifs et oculaires destinés aux instruments énumérés ci-dessus.

b) *Impositions :*

- N° 1118-a). — Appareils d'orthopédie, bandages herniaires.
- N° 1118-b). — Tables pour opérations chirurgicales.
- N° 1121-c). — Compte-fils et stéréoscopes, auxquels ont été jointes les *loupes*, actuellement exemptes de droits.
- N° 1121-e). — Appareils photographiques autres que ceux spécialement construits en vue de recherches scientifiques.
- N° 1121-f). — Appareils, autres que ceux servant de jouets, destinés à la prise ou à la projection de vues cinématographiques.
- N° 1121-g). — Lanternes et appareils de projection, autres que ceux servant de jouets, sans mouvement cinématographique.
- N° 1122. — Bésicles, lorgnons, monocles, lorgnettes et jumelles de toutes sortes, y compris, par conséquent, les articles de l'espèce avec montures en métaux précieux et taxés actuellement à 10 p. c. ad valorem, comme *Bijouterie* ou comme *Orfèvrerie*, selon le cas.
- N° 1123-a). — Lentilles, prismes, viseurs et verres d'optique, non dénommés ailleurs, polis ou taillés.
- N° 1123-d). — Divers objets en verre, porcelaine, grès, faïence, etc.

En régime actuel, les articles de la classe B, autres que ceux désignés ci-dessus sont, pour la presque totalité, admis librement sous la dénomination d'*Instruments et appareils scientifiques*.

Cette exemption se justifiait, jadis, par le fait que les articles de l'espèce étaient employés soit dans l'art de guérir, soit à des fins purement scientifiques ; pour la plupart d'entre eux nous étions, au reste, tributaires de l'étranger.

Il n'en est plus de même aujourd'hui. Nombre d'instruments et d'appareils autrefois considérés, à bon droit, comme étant destinés exclusivement à l'étude des sciences, sont employés maintenant dans l'industrie, servent à l'exercice de professions ou sont utilisés au même titre que n'importe quel autre objet d'usage courant. Il suffit, pour s'en convaincre, de citer les balances de précision, les compas, les équerres, les calibres, les jauges, les micromètres, les alcoomètres, thermomètres et baromètres, les manomètres, les équerres et boussoles d'arpenteur, les niveaux d'eau, etc.

D'un autre côté, ces instruments sont, en grand nombre, fabriqués actuellement en Belgique. Cette industrie — que d'autres pays se montrent attentifs à protéger chez eux — ne tardera pas à se développer aussi chez nous si, au moment où nos constructeurs se dépensent pour combler un vide qui existait

dans l'économie de l'industrie nationale, on accorde un soutien qui leur permette de lutter à armes égales contre la concurrence étrangère.

C'est dans cet esprit qu'un droit de 10 p. c. ad valorem — droit en somme très modéré — est proposé pour les appareils et instruments dont question.

On note que le droit de 10 p. c. consacre une diminution pour certains articles taxés antérieurement à 15 p. c. ad valorem comme *Meubles* ou comme *Mercerie et Quincaillerie*. Tel est notamment le cas pour les thermomètres et les baromètres agrémentés de montures ou ornements non indispensables (ex n° 1120-c et e), les pistolets pour le tracé des courbes et les règles graduées (ex n° 1120-b).

La verrerie graduée ou jaugée et les objets en verre soufflé du n° 1123-c, groupent des articles présentement exempts de droits ou taxés à raison de 10 p. c. ad valorem. On propose pour ces produits un droit unique de fr. 60.» les 100 kilogrammes.

SECTION XIX.

Instruments de musique.

Sous le régime actuel, les instruments de musique et leurs pièces détachées sont passibles de divers droits ad valorem : 20, 15, 10 ou 5 p. c., suivant le cas.

A part quelques exceptions, tous ces droits sont remplacés, dans le nouveau tarif, par des droits spécifiques.

La présente section englobe tous les objets compris sous le n° 30 du tarif en vigueur (*Instruments de musique*), de même que certains articles rentrant dans la catégorie *Mercerie et Quincaillerie* (n° 38), ou dans celle des *Produits divers pour l'industrie* (n° 54). Par contre, les instruments destinés à servir de jouets seront taxés sous le n° 1195 de la Section XXI (Compositions diverses).

N° 1124. — *Pianos*.

Une distinction s'impose entre les pianos droits et les pianos à queue, nécessitée par les prix très différents de ces instruments.

Les droits proposés, qui sont respectivement de fr. 55.» et fr. 100.» les 100 kil. pour ces deux genres de pianos, ont été établis en prenant pour base les valeurs moyennes d'avant-guerre, et correspondent au droit actuel de 20 p. c. ad valorem. Ce droit est nécessaire pour maintenir la fabrication belge des pianos, laquelle constitue une branche très intéressante de notre industrie d'art qu'il convient de ne pas laisser périliter.

D'après les chiffres fournis par notre statistique commerciale, l'importation étrangère de pianos, orgues et harmoniums représente, pour l'année 1921, une valeur de fr. 8,533,000.» , tandis qu'à l'exportation il n'est consigné qu'une valeur de fr. 940,000.»

Il est à remarquer que le nouveau tarif prévoit la taxation au poids brut sous défalcation d'une tare de 25 p. c. pour les pianos importés en caisses fermées d'usage courant.

Cette disposition a pour but d'éviter, lors de la vérification douanière, des manipulations onéreuses et pleines de risques; elle constitue une facilité consentie à la demande expresse des importateurs. Le taux de réfaction atteint le poids normal des emballages usuels employés pour le transport des pianos.

N° 1125. — *Auto-pianos, etc.*

Cette tarification s'applique aux pianos automatiques à pédales ou à moteur. Considérant qu'il s'agit en l'espèce d'instruments de facture compliquée et d'un prix relativement élevé, il a paru logique de leur imposer le régime des pianos à queue du n° 1124.

D'autre part, les appareils automatiques indépendants destinés à être adaptés aux pianos suivent le régime des instruments complets : le droit de fr. 100.» est très modéré si l'on considère que, sous un poids relativement faible, ces appareils ont une valeur élevée.

N° 1126. — *Orgues d'églises, etc.*

Le tarif actuel est maintenu.

N° 1127. *Harmoniums, etc.*

Le droit de fr. 55.» les 100 kil. est l'équivalent du droit actuel de 20 p. c. ad valorem.

Il est à noter que la disposition favorable consentie pour la déclaration des pianos au poids brut sous défaction de la tare de 25 p. c. est également applicable aux harmoniums et instruments analogues.

N° 1128. — *Orgues de Barbarie.*

Le droit proposé n'est que la conversion en droit spécifique du droit ad valorem actuel.

N° 1129. — *Cornes et cornets d'appel, etc.*

Le droit a été porté à 15 p. c. ad valorem, afin de le mettre en concordance avec les droits des instruments de musique ordinaires.

N° 1130. — *Accordéons, etc.*

Le tarif comprend trois paliers, d'après le poids des instruments. Cette classification permet une imposition adéquate à la valeur de ces articles. Les droits inscrits ne comportent pas une aggravation du régime actuel.

N° 1131. — *Phonographes, etc.*

Le droit proposé — fr. 175.» les 100 kil. — n'est que la conversion du droit ad valorem actuellement existant; il consacre une juste protection de la fabrication belge de ces instruments, laquelle est appelée à prendre de l'extension.

N° 1132. — *Cylindres, disques ou galettes pour phonographes, etc.*

Les cylindres, disques, etc., non enregistrés ne constituant que des produits mi-achevés, il a paru logique de leur faire suivre le régime douanier qui leur est propre suivant la matière dont ils sont composés.

Quant aux cylindres, etc., enregistrés, le droit de fr. 175. » les 100 kil. représente le droit actuel de 20 p. c. ad valorem.

N° 1133. — *Moules métalliques, etc.*

L'imposition a été établie par assimilation aux cylindres, etc. enregistrés du n° 1132.

N°s 1135 à 1137. — *Instruments à vent et à percussion directe.*

Le droit de 10 p. c. ad valorem qui frappe les divers instruments repris sous ces numéros a été converti en droits spécifiques dont l'incidence ne dépasse pas 15 p. c. de la valeur.

Cette taxation, qui est en somme modérée, correspond à celle qui est prévue dans le tarif actuel pour quantité de produits fabriqués : articles de quincaillerie, meubles, vêtements, etc., etc.

N°s 1138 à 1144. — *Vièles, Harpes, Violons, Violoncelles, Contrebasses, etc.*

Les droits proposés représentent en moyenne 15 p. c. de la valeur; ils sont donc équivalents aux droits qui frappent les instruments repris sous les n°s 1135 à 1137.

N° 1145. — *Instruments de musique non dénommés ni compris ailleurs.*

Le droit a été porté à 15 p. c. ad valorem afin de le mettre en concordance avec les droits des instruments de musique ordinaires, spécialement dénommés dans le tarif.

N° 1146. — *Accessoires et pièces détachées.*

Litt. a), b), c), e), g), h). — Les droits existants, qui sont de 10 p. c. ad valorem, ont été convertis en droits spécifiques équivalents.

Litt. d), m), n). — Les accessoires visés sous ces lettres, qui sont imposés actuellement à 15 ou à 20 p. c. ad valorem, sont affectés de droits spécifiques équivalents.

Litt. i), j), k), l), o). — Maintien du droit minime de 5 p. c. ad valorem, dans l'intérêt des fabricants belges qui utilisent ces accessoires.

Litt. f), p), q). — Dans le but d'assurer une imposition normale, les articles repris sous ces lettres suivent le régime des *Ouvrages* selon l'espèce, prévu dans les diverses sections du tarif.

SECTION XX.

Armes.

Le tarif douanier actuel consacre la libre entrée pour les armes de toute espèce, ainsi que pour leurs pièces détachées.

Ce régime, qui remonte à de longues années, a été maintenu en tarif minimum à la demande expresse de nos fabricants d'armes.

La seule exception qui soit prévue vise des engins tels que tue-bestiaux, avertisseurs, lance-fusées, etc., (n° 1150), qui ne constituent pas des armes proprement dites, et pour lesquels il est proposé, en tarif minimum, un droit de 15 p. c. ad valorem.

En tarif maximum, toutes les positions sont affectées de droits ad valorem, afin de nous mettre en main, au besoin, des moyens d'action.

SECTION XXI.

Compositions diverses.N°s 1153 à 1158. — *Chaussures.*

Sous les n°s 1153 à 1158 se trouvent réunis les multiples genres de chaussures que le tarif en vigueur range dans les catégories ci-après :

1° Chaussures en étoffe, avec semelles autres qu'en caoutchouc ou en cuir : *Habilllements, etc. — Objets confectionnés, etc.* (Droit de 20 p. c. ou de 15 p. c. ad valorem, suivant que les articles contiennent ou non de la soie).

2° Chaussures en cuir, y compris celles avec semelles en caoutchouc ou en bois; chaussures en étoffe, avec semelles en cuir. — Régime des *peaux ouvrées*, à 10 p. c. ad valorem.

3° Chaussures en caoutchouc, y compris celles en étoffe avec semelles en caoutchouc : *Caoutchouc ouvré*, passible du droit de 10 p. c. ad valorem.

On introduit en Belgique de fortes quantités de chaussures étrangères, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants extraits de la statistique commerciale, lesquels ne se rapportent encore qu'aux articles taxés comme *peaux ouvrées*, les autres n'étant pas relevés séparément :

	Quantités.	Valeurs déclarées.
	Kil.	Fr.
Année 1920.	626,095	24,320,349.»
Année 1921.	479,436	17,252,420.»

Quant à l'exportation, voici également les données de la statistique :

	Quantités.	Valeurs.
	Kil.	Fr.
Année 1920.	302,172	14,465,280.»
Année 1921.	193,956	8,492,345.»

La tarification ad valorem, qui à ce jour est la seule applicable aux chaussures des diverses catégories, mène dans la pratique douanière à des contestations résultant des grandes difficultés d'estimation d'articles excessivement variés et sujets à de nombreuses fluctuations de prix.

Aussi a-t-on jugé expédient de remplacer cette tarification par des droits spécifiques qui sont fixés tantôt à la paire, tantôt aux 100 kilogrammes.

La conversion a été opérée en prenant pour base un droit moyen de 15 p. c. ad valorem, qui est le taux minimum appliqué présentement aux articles achevés appartenant à la classe des *Habillements, lingerie et confections de toute espèce*.

Les nouveaux taux comportent une augmentation des droits actuels, notamment pour les chaussures de la classe des *Peaux ouvrées*. Cette augmentation est corrélative à celle qui est prévue pour les droits affectant les cuirs et peaux préparés de la Section VII. Elle se justifie en outre par la nécessité de venir en aide à une industrie particulièrement intéressante, celle de la fabrication des chaussures.

Comme le prouvent les chiffres cités plus haut, nos fabricants ne souffrent pas seulement d'une âpre concurrence sur leur propre marché, mais leurs exportations fléchissent par suite notamment des hauts droits perçus à l'entrée de divers pays étrangers.

N° 1159. — *Parapluies et parasols.*

Les droits actuels de 15 p. c. ad valorem ont été portés à 20 p. c. pour les articles de luxe repris sous le littéra a.

N° 1160. — *Éventails et écrans à main, montés.*

Objets de luxe pour lesquels les droits ont été portés de 15 à 20 p. c. ad valorem.

N° 1161 à 1165, 1169 à 1172. — *Ivoire, écaille, nacre et leurs imitations; os, corne, matières animales et matières végétales susceptibles d'être taillées; jais et houille Kilkenny; ambre, ambroïde, écume de mer et leurs imitations.*

Les tarifications proposées ont été établies en concordance avec les trois stades principaux par lesquels passent les matières mises en œuvre pour être amenées à l'état d'objets complètement finis : a) matière brute simplement débitée;

b) morceaux meulés, polis, dégrossis ou ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées; c) objets finis.

Pour les objets repris sous le litt. a), on prévoit la franchise des droits à titre de matière première, ce régime étant déjà appliqué maintenant à la grande majorité de ces articles.

Pour les objets du litt. b), on propose un droit de 5 p. c. ad valorem, analogue à celui dont sont frappés les *Produits divers pour l'industrie* du n° 1209.

Quant aux produits finis, sont maintenus les droits de 5 ou de 15 p. c. ad valorem qui leur sont actuellement applicables.

La tarification proposée aura donc pour conséquence de dégrever complètement la matière première et de réduire de 15 à 5 p. c. la charge de nombre de demi-fabricats que l'on importe pour les parachever dans le pays.

N° 1166 à 1167. — *Fanons de baleine et ouvrages en tuyaux de plumes d'oiseaux.*

Maintien des droits actuels.

N° 1168. — *Perles fines et corail naturel, ouvrés.*

Non montées, les perles de l'espèce sont actuellement libres de droits. Comme il s'agit ici d'articles de luxe, on propose de les assujettir à une taxe de 5 p. c. ad valorem. Est maintenu le droit de 15 p. c. à l'égard des articles montés ou préparés pour servir directement à la parure.

N° 1173. — *Celluloïd et matières plastiques similaires.*

a) *En masses ou en plaques, feuilles, baguettes ou tubes non polis ni autrement ouvrés.* Maintien du droit actuel de 5 p. c. ad valorem.

b) *En plaques, feuilles, baguettes ou tubes, meulés, polis, etc. et ébauches d'objets visiblement destinées à être ultérieurement ouvrées.* Il s'agit ici de demi-produits pour lesquels on propose un droit de 5 p. c. ad valorem au même titre que pour les articles similaires des n° 1161 à 1165 et 1169 à 1172.

c) *Rouleaux ou bandes pour cinématographes (films).* Ces produits sont actuellement passibles du droit de 15 p. c. ad valorem.

La taxation ad valorem n'est conservée que pour les films non sensibilisés et le taux du droit est réduit à 10 p. c., en considération de la main-d'œuvre que doivent encore subir ces fabricats.

Quant aux films sensibilisés, les droits spécifiques prévus au projet de tarif mettront fin, tant aux sérieuses difficultés que le service de la douane rencontre dans l'appréciation de la valeur de ces articles, qu'aux contestations qui surgissent à l'occasion des opérations de vérification. Les droits proposés tendent à conserver l'incidence de la taxe actuelle.

d) *Pellicules et plaques sensibilisées pour la photographie.* Les droits actuels de 15 p. c. ad valorem ont été convertis en droits spécifiques équivalents.

e) *Ouvrages non dénommés, etc.* Maintien du droit actuel.

N° 1174. — *Ouvrages sculptés ou moulés en amidon, etc.*

Maintien des droits actuels.

N° 1175. — *Bambous, roseaux, etc., teints ou vernis, etc.*

Maintien des droits actuels.

N° 1176. — *Canne filée pour la fabrication des chaises et usages similaires.*

Matière première taxée présentement à raison de 5 p. c. ad valorem et que l'on propose d'admettre librement.

N° 1177. — *Tresses de paille de toute sorte.*

Maintien de l'exemption actuelle.

N° 1178. — *Tresses, bandes et articles de fantaisie du genre tresses, destinés exclusivement à la fabrication des chapeaux.*

Présentement les tarifications prévues sous les litt. *a* et *b* du n° 1178 ne sont applicables qu'aux tresses pour la fabrication des chapeaux. Les produits à destination identique, tels que bandes ou articles de fantaisie du genre tresses, suivent d'autres régimes (notamment celui des *Tissus selon l'espèce*) et sont, de ce chef, beaucoup plus fortement imposés. Le nouveau libellé de la rubrique fera disparaître cette anomalie.

N° 1179. — *Fournitures de toute espèce autres que les tresses, en jonc, etc., destinées exclusivement à la fabrication des chapeaux.*

Maintien de l'exemption actuelle.

N° 1180. — *Tresses autres que pour la fabrication des chapeaux, en écorce, en jonc, etc.*

En régime actuel, les tresses pour paillassons, en alfa, jonc, écorce, rotin, sparte, etc., sont admises au droit réduit de 5 p. c. ad valorem comme *Produits divers pour l'industrie*. Les mêmes tresses, destinées à d'autres usages, sont taxées comme *Tissus non spécialement tarifés* à 10 p. c. ad valorem. La distinction à établir en l'espèce est plutôt subtile et ne se justifie guère; la nouvelle tarification ne retient que le droit de 5 p. c. et prévoit l'exemption pour les articles bruts, non blanchis et non teints.

N° 1181. — *Paillons pour bouteilles.*

Les droits d'entrée actuels de 15 p. c. ad valorem ont été convertis en droits spécifiques. L'incidence de ces derniers droits marque un relèvement du taux actuel,

relèvement dicté par le souci d'empêcher la disparition, sous la pression de la concurrence étrangère, d'une petite industrie belge très intéressante.

N° 1182. — *Tissus de vannerie, etc.*

Maintien des droits actuels.

N° 1183. — *Nattes de Chine.*

Il s'agit d'objets entièrement finis pour lesquels on propose le droit de 15 p. c. ad valorem ordinairement adopté pour les produits de l'espèce.

N° 1184. — *Articles de vannerie, de sparterie, etc.*

a) *combinés avec des filés ou des ouvrages de filés en soie pure ou mélangés de soie, avec des dentelles, des broderies, etc.* Articles de facture soignée pour lesquels on propose le maintien du droit de 15 p. c. ad valorem présentement applicable à nombre d'entre eux.

b) *autres.* Les articles de vannerie, de sparterie, etc., groupés sous ce littera, sont aujourd'hui taxés à 10 ou à 15 p. c. ad valorem comme *bois ouvrés* ou comme *mercerie et quincaillerie*.

Les droits spécifiques proposés conservent, en général, une incidence égale à la moyenne des taux actuels.

N° 1185. — *Balais.*

Maintien du régime en vigueur.

N° 1186. — *Brosserie.*

Les articles de broserie du n° 1186 sont, en tarif actuel, uniformément taxés à 15 p. c. ad valorem. On propose de maintenir ce droit pour les objets communs et de porter à 20 p. c. l'imposition des produits de luxe ou de facture soignée. Ces derniers sont repris au littera b) sous la dénomination de *brosserie fine*.

N° 1187. — *Pinceaux.*

En régime existant, on tarife comme *outils* les pinceaux spécialement employés à l'exercice de professions manuelles (droits : 10 p. c. ad valorem ou fr. 12. » les 100 kil.) et comme *mercerie et quincaillerie*, à 15 p. c. de la valeur, les pinceaux destinés à d'autres usages.

La distinction qui s'impose en l'occurrence est des plus malaisée et provoque des contestations incessantes. C'est pourquoi il est proposé pour tous les pinceaux sans distinction un droit unique de 15 p. c. ad valorem.

N° 1188. — *Plumeaux et plumasseaux.*

Maintien du droit actuel.

N° 1189. — *Articles de broserie non dénommés ni compris ailleurs.*

La taxe existante est maintenue.

N° 1190. — *Tamis et cribles.*

On propose l'unification du droit au taux de 15 p. c. ad valorem.

N° 1191. — *Boutons.*

Maintien du droit existant.

N° 1192. — *Porte-plumes à réservoir et stylographes, etc.*

On conserve le droit de 15 p. c. ad valorem.

N° 1193. — *Crayons.*

Les droits spécifiques proposés tendent à conserver l'incidence de la taxe actuelle de 15 p. c. ad valorem.

N° 1194. — *Mines.*

N° 1195. — *Jeux, jouets et engins sportifs, etc.*

N° 1196. — *Photographies de tout genre, autres que sur papier ou carton, etc.*

N° 1197. — *Articles de bimbcloterie et de tabletterie, etc.*

Maintien des droits actuels.

N°s 1198 à 1204. — *Produits explosifs.*

La classification des produits explosifs a été complètement remaniée et mise en concordance avec les distinctions établies par le Règlement général sur les fabriques, les dépôts, le débit, le transport, la détention et l'emploi des produits explosifs, en date du 29 octobre 1894.

Les taxes proposées, tout en restant fort modérées, accusent une légère augmentation des taux actuels pour certaines catégories de produits dont les similaires sont couramment fabriqués en Belgique et qui souffrent par trop de la concurrence extérieure. Pour d'autres catégories, les droits existants sont maintenus ou convertis en droits spécifiques équivalents.

Ci-après l'analyse des différentes positions :

N° 1198. — *Poudres à tirer.*

Droits portés de fr. 15.» à fr. 20.» les 100 kilogrammes.

N° 1199. — *Dynamites et produits explosifs y assimilés.*

a) *Coton nitré à l'état humide.* — La taxe est abaissée de fr. 15.» à fr. 10.» les 100 kil. La diminution ainsi consentie, en raison de la proportion d'eau généralement incorporée dans ces explosifs, maintient l'égalité de traitement avec les autres dynamites ou produits assimilés du litt. b), dont les droits sont portés de fr. 15.» à fr. 30.» les 100 kilogrammes.

N° 1200. — *Explosifs difficilement inflammables.*

- a) *Trinitrotoluol ou trinitrotoluène.* — Exemption maintenue.
 b) *Autres.* — Le droit existant de fr. 15.» les 100 kil. est porté à fr. 25.»

N° 1201. — *Détonateurs avec amorces électriques et autres.*

Le droit actuel de 5 p. c. ad valorem est converti en un droit spécifique équivalent (fr. 15.» les 1,000 pièces).

N° 1202. — *Artifices.*

a) *Amorces électriques sans détonateur.* — Ces articles, présentement taxés à 5 p. c. ad valorem comme *Produits divers pour l'industrie*, étaient antérieurement au 13 septembre 1907 rangés dans la classe de la *Mercerie* et taxés au droit de 13 p. c. ad valorem, droit qui, pour cette position du tarif, fut élevé dans la suite à 15 p. c. On restitue cette taxe aux amorces en question.

b) *Bonbons et pois fulminants, etc.* — Maintien du droit actuel.

c) *Autres.* — Sous ce littéra sont groupés des produits présentement taxés à 15 ou à 20 p. c. ad valorem. On propose l'unification au taux de 20 p. c.

N° 1203. — *Munitions de sûreté.*

a) *Capsules de poudre fulminante.* — Maintien de la taxe existante.

b) *Cartouches pour armes portatives.*

c) *Mèches de sûreté.* — Conversion des droits ad valorem actuels en droits spécifiques équivalents.

d) *Non spécialement dénommées.* — Le droit actuel de 15 p. c. ad valorem est maintenu.

N° 1204. — *Nitroglycérine non mélangée avec un absorbant; dynamites proprement dites laissant exsuder de la nitroglycérine, etc.*

Maintien de la prohibition existante.

N° 1205. — *Douilles vides, amorcées ou non, pour cartouches de toute espèce.*

Les droits actuels de 15 ou de 20 p. c. ad valorem, selon l'espèce des produits, ont été convertis en un droit spécifique d'incidence moyenne équivalente.

N° 1206. — *Allumettes.*

Les droits sur les allumettes ont été révisés par la loi du 6 février 1923, à laquelle on croit pouvoir, à cette place, simplement se référer.

N° 1207. — *Articles en matières inflammables, tels que mèches soufrées, amadou préparé, etc.*

Actuellement, ces articles sont, les uns admis librement à l'entrée, les autres taxés à 15 p. c. ad valorem. On propose l'unification du régime avec maintien du droit de 15 p. c.

N° 1208. — *Manchons à incandescence pour éclairage, imprégnés ou préparés.*

Le droit spécifique proposé (fr. 40. » le mille) équivaut à l'imposition actuelle (15 p. c. ad valorem).

N° 1209. — *Produits divers pour l'industrie.*

Maintien du droit actuel.

N° 1210. — *Bourrages et cordes de bourrage pour machines, etc.*

Le droit existant est maintenu.

N° 1211. — *Ouvrages divers, autres que la joaillerie, non dénommés ailleurs, avec montures, garnitures ou parties en métaux précieux, ces derniers ne constituant pas, en poids, la partie principale des objets.*

Maintien de la taxe actuelle de 15 p. c. ad valorem.

N° 1212. — *Valeurs de bourse, timbres-poste neufs, etc.*

Exemption maintenue.

N° 1213. — *Produits composés de matières ou substances diversement taxées, non spécialement tarifés dans cet état.*

En vertu des notes générales ou particulières figurant dans le projet de tarif, les produits composés de matières diversement taxées suivent, dans beaucoup de cas, le régime de la matière dominant en poids dans la composition. Ce mode de taxation est notamment admis pour diverses catégories d'ouvrages en textiles, de métaux ouvrés, de machines et engins mécaniques, etc.

Dans d'autres cas, le libellé même des rubriques fixe le régime applicable aux produits de composition déterminée. Parfois aussi, des produits spécialement dénommés sont imposés sans avoir égard aux matières entrant dans leur composition.

Le régime prévu au n° 1213, c'est-à-dire l'imposition d'après la partie du mélange la plus imposée, trouvera son emploi dans les cas non expressément prévus par le tarif.

Cette disposition a pour but de déterminer le régime douanier des marchandises dont la composition est variable ou échappe à toute prévision ; elle est, en outre, nécessaire pour empêcher que des mélanges composés — parfois à dessein — de matières imposables et d'un excès de matières, libres à l'entrée, ne puissent bénéficier indûment de l'exemption.

Au surplus, la note (4) apporte un correctif au principe de la taxation d'après la matière la plus imposée, en ce sens que ce mode de taxation ne sera pas appliqué lorsque les parties du mélange peuvent être facilement séparées ou lorsqu'il ne s'agit que d'accessoires.

N° 1214. — *Objets d'art et de collection hors de commerce.*

Exemption maintenue.

N° 1215. — *Emballages vides.*

Maintien du régime actuel.

N° 1216. — *Emballages importés pleins.*

Le régime préconisé au projet de tarif apporte une modification au système existant en ce sens que le litt. b) de la note (4) prévoit que les emballages *immédiats* qui renferment, protègent, supportent ou conditionnent des marchandises taxées au poids et qui, lors de la vente au détail, ne sont pas séparés de la marchandise et passent dans les mains de l'acheteur en même temps que cette dernière, sont soumis aux mêmes droits que les produits auxquels ils se rapportent.

Cette disposition facilitera beaucoup les opérations en douane en supprimant, pour les marchandises renfermées dans des emballages d'un conditionnement spécial, l'imposition séparée de ces derniers, et en évitant de la sorte aux importateurs l'obligation de peser au net, ce qui risque de défranchir la marchandise et de la rendre invendable.

Pour le surplus, les autres dispositions existantes restent en vigueur et l'on maintient la franchise pour les emballages *ordinaires* ou *usuels* contenant des produits exempts de droits ou des produits taxés au poids net, au nombre ou à la valeur.

* * *

La refonte du tarif des douanes comportait un travail considérable, la vaste matière que ce tarif embrasse touchant à tous les domaines de l'activité indus-

trielle et commerciale. L'Administration des douanes, en accord complet avec les Offices compétents des autres Départements ministériels — principalement des Affaires Étrangères, de l'Industrie et du Travail, et de l'Agriculture — a examiné, avec toute l'attention que la gravité des sujets comportait, les problèmes ardues qui se posaient à propos de chaque position, à propos aussi de chaque taux de droit. Dans l'avalanche de requêtes et de mémoires qui lui ont été adressés depuis l'armistice, elle s'est appliquée à dégager les éléments qui touchent vraiment à l'économie nationale, à les scruter et à les mettre au point. Le projet qu'elle a soumis au Gouvernement et que celui-ci a adopté est à tout le moins une œuvre de conscience.

Le Gouvernement a eu le souci de présenter le projet avec toute la clarté possible, d'expliquer en détail sa structure organique et de faire ressortir aussi, par article, les différences qu'il présente par rapport au tarif en vigueur. Pour projeter plus de lumière encore sur l'ensemble et éviter de la sorte que la moindre obscurité pût subsister dans un recoin quelconque, le rapprochement a été établi, pour toutes les positions, entre le nouveau régime proposé et le régime existant. Le tableau comparatif annexé au présent Exposé parachève dans ce sens la documentation.

Il n'échappera pas qu'en général, pour les marchandises assujetties aux droits, les taux élevés ne dépassent guère 15 p. c. ad valorem, sauf pour les articles qui ne rentrent pas dans la consommation courante, qui ne présentent pas le caractère d'indispensabilité et qui, en majorité, appartiennent plutôt à ce qu'il est convenu d'appeler les objets de luxe ou d'usage somptuaire. Or, à ne pas dépasser le taux de 15 p. c. ad valorem, on peut dire que l'imposition demeure dans la norme de la taxation fiscale sans qu'il s'y rattache un indice de protectionnisme.

On n'a pas dissimulé que, par endroits, le nouveau régime se ressentait du besoin d'améliorer la situation pénible dans laquelle se débattaient certaines de nos industries; ces mesures toutefois sont restées circonscrites dans les limites d'une sage modération.

Le Gouvernement a la confiance que le tarif des douanes, tel qu'il est proposé, servira les intérêts économiques du pays par l'application de traitements en harmonie avec les conditions intérieures et les conditions internationales. Et, même dans l'avenir, l'instrument s'adaptera aux contingences grâce à l'élasticité de son armature.

Un vœu pour finir : le Parlement voudra bien considérer que le projet soumis est de ceux qui réclament une solution rapide afin d'empêcher autant qu'il est possible, et ce dans l'intérêt général, les grandes spéculations auxquelles donnent inmanquablement prise les changements importants en matière de droits d'entrée.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

(108)

(N° 191)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MAART 1923.

ONTWERP VAN EEN NIEUW TOLTARIEF

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het thans van kracht zijnde toltarief berust op zeer oude grondslagen; in den loop der jaren onderging het belangrijke wijzigingen welke op den duur zijnen samenhang moesten verbreken. Overigens schiep de vooruitgang der wetenschap onuitputbare reeksen voortbrengselen, waarvan de nijverheid, dank zij de opvoering harer techniek, het gebruik door de wereld verspreid heeft. De meest niteenlopende artikelen worden aldus onder de volkeren geruild en het is gemakkelijk te begrijpen dat het toltarief, om nauwkeuring te zijn, ze methodisch onder eenen modernen vorm dient op te sommen.

Niettegenstaande onvolmaaktheden, welke het ongerijmd zou zijn te willen verbergen, kon het belgisch tarief vóór den oorlog, van tamelijk nabij, aan de gewone eischen der praktijk voldoen. Doch, sedert den wapenstilstand werden zoovele veranderingen aan zijne samenstelling aangebracht, dat het bepaald bouwvallig geworden is, zoodat zijn heropbouw niet langer meer kon uitgesteld worden.

* * *

Verduidelijken wij dadelijk. Men dient herop te bouwen veeleer dan te bouwen; wij willen zeggen dat het nieuwe tarief dezelfde grondslagen als het oude dient te bewaren, en ook zijne algemeene lijnen moet behouden, want zijne strekking moet onveranderd blijven.

Daarop dient de nadruk gelegd te worden. Bij de hernieuwing van het toltarief werd slechts te rade gegaan met de bezorgdheid om eene rationeele heraanpassing. De huidige Regeering, evenals hare voorgangsters, blijft van gevoelen, dat België's tolpolitiek haar traditioneel vrijheidskarakter moet behouden, dank zij betwelk het land vroeger duurzame tijdperken van stijgende welvaart gekend heeft.

Doch laten wij ons niet met woorden tevreden stellen. Bekennen wij dat deze

politiek niet de algeheele toepassing van den volmaakten vrijhandel behelst, zooals zij dit overigens nooit deed. In het leven der volkeren moet, zoowel als in het leven der personen, met de werkelijkheid rekening gehouden worden. Lotsbestemmingen worden niet in de begoocheling van theoretische opvattingen, maar op den grond der feiten, in den *strijd* van elk oogenblik, beslist. Aldus bevat ons tarief, nevens een groot aantal vrijgestelde posten, andere nogal talrijke belaste posten.

Waarom?

Hoofdzakelijk om fiscale redenen. En hier ontmoeten wij weldra die meening, die de gunst van sommige kringen geniet, te weten dat de fiscale inkomsten in zake douanen niet moeten gezocht worden in vermenigvuldiging der rechten, maar veeleer, zooals bij het Engelsch stelsel, in het belasten van slechts enkele producten. Eene vergelijking bewijst nog niets. Wat in een gegeven land als natuurlijk beschouwd wordt, zou niet zonder aanstoot in een ander kunnen overgebracht worden, omdat de aangelegenheid door gebruik en zeden beïnvloed wordt. Gewis, is men als verblind wanneer uit de Engelsche uitgaven blijkt, dat de tolrechten over 1920-1921 op £ 150,000,000 geraamd werden; maar wanneer men overweegt dat dit bovenmatig grootte totaal, bijna voor het geheel, bestaat uit de ontvangsten op :

Tabak	62,470,000 £
Suiker	31,000,000 £
Alcohol	22,000,000 £
Thee	17,000,000 £
TE ZAMEN	132,470,000 £

wat tegen de eenvoudige nominale waarde van 25 frank, 3 1/2 milliard frank uitmaakt, dan wordt het heel duidelijk dat wij er niet kunnen aan denken, in België dergelijke taxes te heffen.

Hierboven zegden wij, dat, bij ons, de tolrechten hoofdzakelijk het stijven van Land's middelen ten doel hadden. Zulks is niet onveranderlijk de eenige bestemming.

. . .

Reeds vóór den oorlog lieten tal van Staten, die aan hunne producten de monopolie op de nationale markt wilden voorbehouden, zich in met de practijk van hooge tarieven, soms versterkt door listige schikkingen welke de agressie slecht bedekten. Met welke wapens konden wij tegenwerken? Wij hadden er geene, ofwel zulke onbeduidende, dat wij onmachtig bleven. De wet van 19 Mei 1902, die aan de Regeering in zake tarief sommige bijzondere bevoegdheden verleende, bestond wel, maar het ontbrak dezen bepalingen aan samenhang.

Deze toestand, vroeger hachelijk, is nog verergerd : niet alleen nog worden de toltarieven tot verbijsterende hoogten opgevoerd; op zekere plaatsen gaat het invoerverbod schuil achter de belemmeringen der economische reglementeering.

Noch voor de reeds bestaande malaise, noch voor de dreigende gevaren mogen wij de oogen sluiten. Laat ons wenschen dat het streven der Regeering met het

oog op het sluiten van handelsvergelijken worde bekroond met bevredigende uitslagen bij machte om in den stroom der ruilingen beginselen van evenwicht en veiligheid te brengen. Mocht België nochtans, niettegenstaande al de gematigdheid die het wenscht te betrachten niet de onmisbare tegemoetkoming verkrijgen, mocht zijn herhaald beroep op verzoening onbeantwoord blijven, zoo zou het zich toch niet tot radelooze onmacht mogen laten doemen. Goede wil en geduld zijn schoone deugden; zij komen niet tot haar recht dan bijaldien hoog gehouden vastheid en gezag haar naar volle waarde doen schatten.

Met den blik op de toekomst, en tegen alle mogelijkheden willende berekend zijn, heeft de Regeering in het nieuwe Tarief het stelsel der dubbele kolom ingevoerd : het minimumtarief dat in de mate van het doenlijke het gewoon werktuig zal zijn, het maximumtarief dat, zoo hopen wij, slechts bij uitzondering, en, trouwens, volgens bij de wet vast te stellen voorwaarden, zal dienen aangewend te worden.

In het maximumtarief werden de rechten op het driedubbel der gewone bedragen gebracht, en verschillende koopwaren, bij het minimumtarief vrijgesteld, komen er belast in voor.

*
* *

Zoo komen wij tot de modaliteiten van belasting der koopwaren. Bekend is, dat twee stelsels voor de hand liggen; tarificatie ad valorem en tarificatie naar 't gewicht. Dadelijk dient nochtans te worden opgemerkt, dat zelfs laatstgemelde belastingswijze, aan haar uitgangspunt, op raming ad valorem berust, want het behoeft geen betoog, dat, om het bedrag van het recht volgens 't gewicht aanvankelijk vast te stellen, rekening gehouden wordt met het verband welk op dat oogenblik bestaat tusschen de maat (gewicht, volumen, inhoud, enz.) en de overeenstemmende waarde, zoodat het recht volgens 't gewicht ten slotte eene stereotiepe uitdrukking der waarde blijkt.

Theoretisch is de waarde, onbetwist, de ideale grondslag der belasting, vermits de taxe, niettegenstaande alle schommelingen, steeds evenredig aan den prijs schijnt. Maar feitelijk is deze opperste verdienste slechts schijnbaar, want er valt af te rekenen met de stelselmatige onderschattingen waartoe tal van inklaarders in ruime mate hunne toevlucht nemen, zonder dat het de douane mogelijk zij het misbruik met de noodige zekerheid en doelmatigheid te beteugelen. Het gevolg : belangrijke verliezen voor de Schatkist en -wat niet minder onzedelijk is- de wederrechtelijke voorsprong welken de gewetenlooze invoerders op de eerlijke handelaars nemen.

Mag men daaruit afleiden dat de tarifeering volgens 't gewicht aan de critiek ontsnapt? Zeker niet : vooreerst, het werd reeds gezegd, de aanslag is stereotiep, niettegenstaande de prijsveranderingen; vervolgens, wijl het noodig is de posten te vermenigvuldigen opdat de grondslag van het recht rationeel blijve, wordt het onderkennen der posten ten slotte bezwaarlijk en geeft op zijne beurt aanleiding tot kuiperijen.

Dit onderwerp behoort tot de veel besprokene; hoe het ook weze, een feit beheerscht den redetwist, namelijk de voorkeur ten gunste van den aanslag volgens 't gewicht, welke in handels- en nijverheidskringen in het licht treedt;

die aanslag is standvastiger, bestendiger en beter geschikt om de lasten over alle inklaarders gelijkelijk te verdeelen.

Het ontwerp van nieuw tarief begrijpt vooral rechten naar 't gewicht, zonder dat de aanslag ad valorem er volkomen uit verwijderd weze. Indien naderhand eene nog grootere uitbreiding der specifieke rechten mocht wenschelijk blijken, zoo heeft de Regeering steeds de bevoegdheid daartoe over te gaan, door gebruik te maken van de bevoegdheid haar verleend bij artikel 4 der wet van 16 Juni 1905, om de rechten ad valorem in even hooge op 't gewicht gegronde rechten om te zetten.

Bij het voorbereiden van het nieuw tarief, ondervond men, zooals licht te begrijpen valt, aanzienlijke moeilijkheden. Eene der grootste moeilijkheden sproot voort uit het gebrek aan standvastigheid der waarden, door de sprongen van den wisselkoers en de nog overdreven levensduurte. Aller wenschen strekken naar eenen normalen toestand, die opnieuw gerustheid en vertrouwen zou inboezemen, en ons dichterbij den gelukkigen vooroorlogischen levensstandaard brengen.

Op dat herstel rekenend, heeft de Regeering in het nieuwe tarief rechten opgenomen, in verhouding tot de aldus voorziene gebeurlijkheden. Maar dat doel is nog niet bereikt en overgangen moeten ingericht worden op den nog af te leggen weg. Dit wordt in casu bereikt door de werking der coëfficiënten, welke, in het tarief behouden, progressief zullen verlaagd worden om ten slotte, op het peil der basis, te worden uitgeschakeld.

* * *

Laat ons, nadat wij met groote schreden de buitenronde van het tarief deden, eenen blik naar binnen slaan.

Hoe moest het geregeld worden?

De vroegere volgorde was enkel alphabetisch, en kon niet gehandhaafd blijven : zij vestigde, inderdaad, slechts eene oppervlakkige verbinding, terwijl het nieuwe werk, om als practisch te gelden, wel geordende naastelkanderplaatsingen noodzakelijk maakte.

Een en twintig secties werden aldus uitgebeeld, en in ieder dezer worden afdelingen geopend en in reeksen onderverdeeld : de goederen worden gerangschikt volgens hunne verwantschappen en hunne conditioneering, en voor zooveel mogelijk in de volgorde van het enkelvoudige naar het samengestelde.

Dank zij deze onderlinge afhankelijkheid kan de uitgebreide stof van het tarief, hoe verdeeld zij ook weze, zonder te groot bezwaar onderzocht worden en, ter volmaking, werd een alphabetische klapper ingelascht.

De posten zijn talrijk, wat beantwoordt aan den verscheidene malen uitgedrukten wensch, lichte verdeelingen in de plaats der logge opeenhoopingen van het oude tarief te zien treden. En voorzeker, zal het voordeel voort te spruiten uit eene betere afwerking van het werktuig, waarmede wij tijdens de onderhandelingen op gebied van koophandel onze kansen tegenover het buitenland kunnen verdedigen, ter zake niet het geringste zijn.

ONTWERP VAN WET OP HET TARIEF.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel één verleent aan het nieuwe toltarief uitvoerbare kracht en huldigt aldus zijn dubbel samenstelling in minimum- en maximumtarief.

ART. 2.

Artikel 2 bepaalt, dat het minimumtarief toepasselijk is op al de goederen waarvoor geen verschillend regime uitdrukkelijk werd ingesteld. Door dezen zoo nauwkeurigen als nadrukkelijken tekst wordt een hoofdtrek onzer tolpolitiek op den voorgrond gesteld.

Vóór den oorlog, kende België slechts één enkel tarief dat op gelijke wijze toepasselijk was op de goederen van alle herkomst. De Regeering wenscht eenen toestand te zien herleven, welke toelaten zou, volgens het oud gebruik, de verscheidene aankomsten op volstrekt gelijken voet te behandelen.

Zelfs onder de heerschappij der tarieven, is het nog vrijheid, de invoerwegen niet oneffen te maken en aldus aan al de verzendingen dezelfde toegangsgemakkelijkheden voor te behouden.

Ook bepaalt België er zich toe, in tegenstelling met tal van landen die in eens hun maximumtarief opwerpen en den muur slechts volgens geduldig opgezette plannen verlagen, haar minimumtarief te ontwikkelen, enkel er toe besloten den slagboom slechts in geval van volstreekte noodzakelijkheid te verheffen.

Van den beginne af aan komt, in dit kader, het minimumtarief als het gebruikelijk tarief voor.

Daarbij dient nog gevoegd, dat de in het tarief vermelde rechten vatbaar zijn om ingevolge Handelsovereenkomsten verlaagd te worden. En daar in dergelijk geval, behoudens tegenstrijdige bepalingen in de vergelijken, de overeengekomen bedragen doorgaans het voorwerp van algemeenmakingen zouden uitmaken, zouden zij, in de praktijk, in de plaats van de rechten van het minimumtarief treden.

ART. 3.

Artikel 3 bepaalt in welke omstandigheden de Regeering de toepassing van het maximumtarief mag bevelen.

Bewust van de bezorgdheid welke het gehalte van artikel 3 kon baren, heeft de Regeering de daarin voorziene machtiging met voorbehoudende en matigende bepalingen en met voorwaarden omringd, die de toepassing er van beperken.

Vooreerst wordt bepaald, dat de maatregelen welke de toepassing van het maximumtarief behelzen in Ministerraad moeten beraamd worden, de algeheele verantwoordelijkheid der Regeering aldus verbonden zijnde.

Anderdeels is het maximumtarief niet in een onbuigzaam kader vervat. Het kan gebeurlijk slechts gedeeltelijk toegepast worden, dat is, op bepaalde goederen, al de andere aan meer voordeelige voorwaarden onderworpen blijvende. En daar de druk van het hoogste recht niet steeds zal geboden zijn, wordt bij artikel 3 de vaststelling van tusschenbedragen voorzien, welke begrepen zijn tusschen het maximum- en het minimumtarief.

Ten slotte moeten, naar luid van artikel 10, de krachtens artikel 3 getroffen maatregelen aan de bekrachtiging der Kamers overgelegd worden, onmiddellijk indien zij verenigd zijn, zooniet tijdens hun eerstkomenden zittijd.

Artikel 3 bevat twee opsommingen :

Ten einde de eerste in een helder licht te stellen, kan eene aanhaling van den tekst van artikel 2 der wet van 19 Mei 1902 betreffende de toepassing in douane van bijzondere regimes, nuttig zijn.

« Art. 2. — De goederen, afkomstig uit landen die geen handelsverdrag met » België hebben, en die op het gebied van handel, scheepvaart en invoerrechten » België niet behandelen als de meest begunstigde natie, zijn onderworpen aan » de door het toltarief vastgestelde rechten verhoogd met 50 t. h. Stelt dat tarief » geene rechten op die goederen, dan betalen zij 15 t. h. van hunne waarde of » zijn zij onderworpen aan een even groot specifiek recht, berekend naar hunne » gemiddelde waarde.

» Een koninklijk besluit zal de voor de nijverheid noodige grondstoffen of » halffabrikaten, alsmede 'de voor voeding noodige producten bepalen, welke » buiten de schikkingen van vorenstaande alinea vallen. »

Uit dit artikel blijkt, dat ons tolstatuut reeds in kiem de bestanddeelen van een differentieel tarief in zich droeg. Het bedrag der rechten daargelaten, neemt artikel 3 van het wetsontwerp, sub. 1^o, dan ook de kern der voorgaande bepalingen geheel over.

Maar de tekst blijft niet daarbij :

De opsomming breidt zich uit tot de waren oorspronkelijk of herkomstig uit landen « die, bij verbodsbepalingen of beperkingen bij den in- of uitvoer, of bij » toepassing van overdreven rechten of taxes, aan België's handel, zeevaart of » nijverheid bedenkelijk mochten afbreuk doen ».

Niemand zal betwisten dat, waar een stormvloed van verordeningen overal getroffen werd om het buitenlandsch verkeer te beheerschen, België met oncindig veel kalmte te werk is gegaan. Voorzeker heeft het noodig geacht, in de verwarde tijden welke onmiddellijk op het einde der vijandelijkheden volgden, zijne toevlucht te nemen tot regelingstelsels die toenmaals in dringende behoeften voorzagen; maar het heeft zich beijverd deze te verzachten en zelfs af te schaffen zoodra de omstandigheden gunstiger werden.

Ook, wat het tarief aangaat, geschiedden de herzieningen met mate, hoofdzakelijk wegens begrootingsredenen, en zonder dat het internationaal verkeer daardoor eenigszins verstoord werd.

In den vreemde werd dikwijls op zeer verschillende wijzen te werk gegaan, zoodat daaruit hier en daar, regimes met definitief karakter ontstonden, waartegen het onmogelijk is zich te hoeden.

Nooit was het bij ons de gewoonte, en daarvan is heden evenmin sprake, de toestanden welke ons op vreemde markten beschoren worden, op de keper te beschouwen, zulks, met het doel drastische wederkeerige regimes in het leven te roepen. Maar indien wij er niet op bedacht zijn, ons op dat gebied, met heuzelarijen op te houden, besloten zooals vroeger de zaken met ruimen blik te beschouwen, moeten wij nochtans de feiten op 't oog houden, ze vergelijken en daaruit gevolgtrekkingen afleiden.

Gesteld dat een land, door economische en tol- maatregelen, door verbodsbepalingen, beperkingen of overdreven rechten, er toe komt zijne markt af te zonderen, en aldus ons verkeer in zijne richting lam slaat of heel en al fnuikt, mogen wij ons dan bij deze terugdringing neerleggen zonder onze blikken naar onze eigene markt te keeren? En indien wij alsdan bemerken, dat de goederen, uit ditzelfde land herkomstig, hier een gemakkelijk afzetgebied vinden, zijn wij dan niet gerechtigd te denken dat dergelijke verstoring van het evenwicht, welke ons ten zeerste schaadt, eene afstraffing vergt.

Daartoe liggen twee middelen voor de hand : het eerste, waarvoor wij eene groote voorliefde koesteren, zou bestaan in eene heraanpassing in den vreemde, door het verleenen, ten onzen voordeele, van eene meer aannemelijke behandeling; het tweede, waartoe wij slechts noode en na uitputting aller andere middelen, onze toevlucht zouden nemen, zou bestaan in eene heraanpassing, ten onzent, door het instellen van een regime hetgeen op dezelfde leest zou geschoeid zijn als dat wat ons zelf beschoren wordt.

Dan alleen zouden wij beroep doen op het maximumtarief en dan nog met het vast voornemen daarvan enkel met voorzichtigheid en beleid gebruik te maken.

Het tweede deel van artikel 3 neemt de stof over die het voorwerp uitmaakte van reeds bestaande bepalingen getroffen met het oog op den abnormalen toestand welke in 't leven geroepen werd ingevolge de ineenstorting van sommige wisselkoersen.

Tot nog toe werd, naar aanleiding daarvan, slechts ten opzichte van uit Duitschland oorspronkelijke of herkomstige goederen, een differentieel regime ingesteld. Maar de wet van 8 April 1922, waarbij de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 November 1921 bekrachtigd werden, voorziet bij haar artikel 2, 3^o, de gebeurlijke uitbreiding van een dergelijk regime tot goederen welke uit andere landen dan Duitschland komen.

Zoodra ons tarief een maximumregime behelst, met de lenigheid van toepassing welke de inleiding van artikel 3 in het licht stelt, zal het zich leenen tot het opmaken van differentieele tarieven in den bij de wet van 8 April 1922 beoogden zin.

Art. 4.

Wanneer het toltarief niet op eenvormige wijze toegepast wordt, in dier voege dat differentieele regimes ingesteld zijn naar gelang den oorsprong der goederen, ligt het voor de hand dat rechtvaardigingen moeten geëischt worden om te verhinderen dat goederen die niet op de gunst van een verlaagd tarief kunnen aanspraak maken er toch in slagen op ongeoorloofde wijze daarvan de voordeelen te genieten.

Doorgaans bestaan deze bewijsleveringen in het vertoonen van door de consuls geteekende getuigschriften van oorsprong. Het is nochtans beter dat op dit stuk de wet niet gebiedend optrede, ten einde toe te laten meer praktische en minder bezwarende middelen aan te wenden. Daarom wordt bij artikel 4 bepaald, dat de oorsprong der goederen moet bewezen worden in de door de Regeering vast te stellen vormen en voorwaarden.

Het is van belang dat strafmaatregelen kunnen genomen worden tegen hen die zouden pogen goederen in te voeren met genot van een tarief dat daarop niet toepasselijk is.

Eene verkeerde aanduiding van oorsprong komt neer op eene soort verkeerde benaming der goederen en het is dienvolgens redematig dat dergelijke overtredingen evenzeer gestraft worden als de verkeerde benamingen. De uit dien hoofde beloopte straf is de aanhaling en de verbeurdverklaring (art. 213 der algemeene tolwet van 26 Augustus 1822).

ART. 5.

Het ontwerp van nieuw toltarief bevat voornamelijk rechten vastgesteld volgens het gewicht, hetgeen meer dan voorheen het nut deed uitschijnen een stelsel van verrekening uit te denken, dat aan den handel gemakkelijkheden bezorgt en terzelfder tijd de fiscale belangen vrijwaart.

Eene ernstige vewikkeling spruit, voor de ingepakte waren, voort uit de verplichting deze uit te pakken om te voldoen aan de behoeften van het toltoezicht.

Ten einde de invoerders uit dien hoofde zware lasten te besparen en insgelijks de onderzoekende beambten van ingewikkelde weegverrichtingen te ontslaan, wordt in vele tarieven, ten opzichte van laag belastbare waren, voorzien dat hunne belasting op grondslag van het ruw gewicht zal geschieden, het bedrag der rechten overigens dienovereenkomstig vastgesteld zijnde.

In dienzelfden geest bepaalt artikel 5, § 1, litt. a, dat, behoudens de door het tarief gevestigde uitzonderingen, de invoerrechten naar het gewicht verrekend worden op het ruw gewicht voor de goederen onderworpen aan rechten welke in minimumtarief fr. 10.» de 100 kil. en in maximumtarief fr. 30.» de 100 kil. niet overtreffen, de coëfficiënten niet medegerekend.

De andere bepalingen van artikel 5 (§§ 1 en 2) zijn slechts de overname van reeds bestaande teksten, waarin, tot verkrijging van meer klaarheid, eenige wijzigingen gebracht werden.

Alleen § 3 vergt ruimere voorlichting. Zij bedingt dat de Regeering de tabel der wettelijke tarra's zal vaststellen, en bepalen in welke gevallen en voor welke goederen de rechten op den grondslag van het wettelijk zuiver gewicht mogen verrekend worden.

De wettelijke tarra's, zooals zij thans vastgesteld zijn, mangelt het aan gepastheid, welnu, dit gebrek zou vooral onder een algemeen gemaakt regime van specifieke rechten op den voorgrond treden.

Ziehier welke de huidige wettelijke tarra's zijn ⁽¹⁾ :

Voor alle houten vaten of kassen zonder onderscheid : 15 kil. per 100 kil. ruw gewicht.

Voor alle lederen verpakkingen, manden, kanasters en andere dergelijke verpakkingen : 8 kil. per 100 kil. ruw gewicht.

Voor de verpakkingen in natten, in lijnwaad en voor alle andere verpakkingen van denzelfden aard : 3 kil. per 100 kil. ruw gewicht.

Deze tarra's beantwoorden niet genoegzaam meer, eenerzijds aan de zeer verschillende wijzen van inpakking der goederen, anderdeels aan het belastingstelsel zelf, hetwelk gevestigd is op oneindig meer specificaties dan voorheen.

De aan de Regeering verleende bevoegdheid de tabel der wettelijke tarra's vast te stellen, kan geene bezorgdheid verwekken aangezien dat, mocht de aangever oordeelen dat de verrekening der rechten naar het zuiver wettelijk gewicht hem nadeelig is, het hem steeds vrij staat de belasting naar het werkelijk zuiver gewicht te eischen.

ART. 6.

In de voorrede van deze toelichting werd reeds uiteengezet, dat, wegens het gemis aan stabiliteit der waarden, het stelsel der coëfficiënten bij den opbouw van het nieuw tarief moest behouden worden.

Maar deze coëfficiënten die uiteraard slechts tijdelijke factoren zijn, moeten zich kunnen aanpassen aan de toestanden welke zullen voortvloeien uit de waardeverminderingen. Artikel 6 bepaalt dus dat de coëfficiënten kunnen verlaagd of afgeschaft worden, behoudens de mogelijkheid deze weer in te voeren, maar binnen de maximagrens der oorspronkelijke bedragen.

ART. 7.

Artikel 7 duidt aan welke waarde voor de ingevoerde waren dient aangegeven te worden.

Vroeger sproot deze bepaling uit artikel 3 van het Duitsch-Belgisch handelsverdrag van 22 Juni 1904, goedgekeurd bij de wet van 16 Juni 1903, en luidde als volgt :

« De ter douane aan te geven waarde wordt berekend naar de waarde ter » plaatse van oorsprong of van vervaardiging van de goederen, verhoogd met de » noodige vervoer-, verzekerings- en commissiekosten voor den vervoer tot op » de plaats waar de tolformaliteiten werden vervuld. »

Dit waardebegrip liet zich licht bevatten vóór den oorlog, toen de onderscheidenlijke stellingen der verschillende Staten, uit economisch en munt-oogpunt, slechts langzame veranderingen vertoonden.

(1) Bijzondere tarra's zijn voorzien voor zekere *sukersoorten*, maar deze bijzonderheid is zonder belang.

Maar wanneer de factoren van de vreemde mededinging losgaan, de sprongen ongeregeld en aanhoudend zijn, is de bepaling der waarde volgens voorgaande formule niet meer volkomen passend omdat zij geen rekening houdt met een bijkomend bestanddeel, te weten, dat op grond van het feit ook dat de goederen op de Belgische markt zijn gekomen, hunne waarde beïnvloed wordt.

Onder deze voorwaarden, bleek dat voorgaande formule bij eene wijziging zou winnen.

Alzoo ontstond artikel 4 der wet van 10 Juni 1920, opgesteld als volgt :

« Tot de verevening van de rechten naar de waarde is de aan te geven waarde »
» diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse en op het oogenblik dat zij »
» bij den toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen. »

In tegenstelling met hetgeen men verwachtte, geeft deze nieuwe bepaling nog aanleiding tot betwistingen omdat het uitzicht der waarde op de belgische markt nog niet op duidelijke wijze op den voorgrond treedt.

Om alle duisterheid te verdrijven, vond het aanbeveling de bijzonderheden der vroegere formule te hernemen, mits ze aan te vullen met eene nadere omschrijving der afhankelijkheid tegenover de binnenlandsche waarde.

Men zou aldus tot de volgende opstelling geraken :

« Voor de verevening der rechten ad valorem is de aan te geven waarde die »
» gene welke de goederen op normale wijze hebben op de plaats van oorsprong »
» of van vervaardiging, vermeerderd met de kosten van verpakking, van vervoer, »
» van verzekering, van commissieloon, en alle andere kosten noodig voor den »
» invoer tot op de plaats van inkleding. »

» Deze waarde mag in geen geval minder bedragen dan de normale grossiers- »
» prijs van soortgelijke koopwaren op de belgische markt op het oogenblik van »
» den invoer, na aftrek eener som in verhouding tot de rechten, berekend vol- »
» gens het minimumtarief, waaraan de producten van dien aard bij den invoer »
» onderworpen zijn. »

Bij het inkleden hebben aangevers geklaagd over de moeilijkheden waarop zij stuiten om de waarde der producten op de binnenlandsche markt te kennen.

Het komt bij ons niet op te betwisten dat langs dien kant soms eenige weifeling kan bestaan. Maar men hoede zich voor overdrijving. Men kan aannemen dat de belanghebbenden, alvorens bestellingen in den vreemde te doen, vernomen hebben naar de mogelijkheden en voorwaarden tot aankoop in het land zelf; daarenboven zijn de kooplieden en handelaars niet onwetend nopens den prijs hunner producten op de nationale markt en zij zijn aldus bij machte goede toelaagfien op te stellen, of aan de tusschenpersonen met de inkleding belast nuttige ophelderingen te verstrekken. Maar die tusschenpersonen, reeds ontevreden omdat de facturen niet blindelings als eene voorstelling der waarde aangenomen worden, — men weet dat een goed deel der aan de douane overgelegde facturen schandelijk valsch zijn — stellen het als een ramp voor dat bij het opmaken der aangiften met de binnenlandsche waarde der goederen moet rekening gehouden worden.

Opdat deze binnenlandsche waarde degelijk met de buitenlandsche waarden

kunne vergeleken worden, dient zij verbeterd te worden met van den grossiersprijs eene som af te trekken in verhouding tot de rechten vaaraan de beoogde goederen bij den invoer onderworpen zijn.

Hoe nu deze rechten berekend, wanneer differentieele tarieven, dus verschillende bedragen voor goederen van denzelfden aard bestaan ?

Het antwoord op deze vraag vloeit voort uit het beginsel dat artikel 7 beheerscht en dat zich ten doel stelt, voor den aanslag ad valorem, de belastbare waarde goederen van gelijke soort en conditioneering zooveel mogelijk op hetzelfde peil te brengen. Alzoo wordt als het ware door eene gelijkmaking, het evenwicht in de behandeling voor de belasting verkregen.

Dat evenwicht ware echter opnieuw verbroken indien de waarden op de binnenlandsche markt, in hunne vergelijking met deze uit den vreemde, uit hoofde eener veronderstelde ongelijke drukking der rechten, eene vermindering ondergingen volgens de verschillende bedragen der differentieele rechten. Logisch genomen moet één enkel bedrag beschouwd worden en dit kan slechts het geringste bedrag zijn; anders zou men immers tot deze schreeuwende onrechtvaardigheid komen, dat de minimumwaarde, welke voor de zwaarste belaste herkomsten moet aangegeven worden, geringer ware dan voor die welke eene gunstiger behandeling genieten.

ART. 8.

Het cenig artikel der wet van 29 Maart 1873 luidt in deze bewoordingen :

« De Regeering is gemachtigd onder de door haar te bepalen voorwaarden toe » te laten den vrijen wederinvoer der koopwaren in den vreemde gezonden om » er eene bewerking te ondergaan, wanneer die bewerking niet behoorlijk in het » land geschieden kan.

» Evenwel zullen deze machtigingen maar ten voorloopigen titel verleend » worden en de rechten door het tarief van invoer voor elke koopwaar bepaald, » zullen, in het voorkomende geval, moeten gekweten worden op de vermeer- » dering van waarde, van gewicht of van massa bij den wederinvoer bestatigd of » maar rate van de nieuwe tarifeering voortvloeiende uit de bewerking. »

Het aldus voor de inning der rechten bij den wederinvoer bepaalde stelsel leidt in de practijk tot ongerijmdheden omdat voor de ad valorem getarifeerde goederen steeds waardevermeerdering uit hoofde der bewerking bestaat en bijgevolg ook steeds aanleiding tot inning, terwijl voor de goederen naar het gewicht of het volumen belast doorgaans geen recht eischbaar is, daar de bewerking in 't algemeen geene vermeerdering van gewicht of van volumen ten gevolge heeft.

Dit is eene in 't oog springende anomalie, die in de toekomst veel erger zou worden, gezien de meer uitgebreide algemeenmaking der specifieke rechten.

In casu, ware het volkomen rationeel dat, in alle gevallen, de rechten verrekend worden op de waardevermeerdering die uit de rechten voortvloeit.

Bij zijn eerste lid bevestigt artikel 8 deze formule. Het bepaalt voor 't overige dat de te innen rechten door den Minister van Financiën zullen bepaald worden, zonder dat zij het bedrag van 15 t. h. ad valorem in minimumtarief of dat van 30 t. h. in maximumtarief mogen te boven gaan.

De goederen naar het buitenland gezonden om er eene hewerking te ondergaan zijn talrijk en verscheiden; zeer uiteenlopend zijn ook de behandelingen welke deze goederen ondergaan. Daaruit vloeit de noodzakelijkheid voort deze reglementeering eene voldoende rekbaarheid te geven, welke toelaat haar naar de verschillende gevallen van toepassing te eigenen.

Alzoo vindt de delegatie aan den Minister van Financiën verleend hare rechtvaardiging en niemand zal zich door deze machtstoekenning laten afschrikken, vermits de Regeering reeds sedert 1873 het verleenen der toelatingen zelve in handen heeft, en dat, met betrekking tot dit uitgebreide recht, datgene van het vaststellen der uitvoeringsbijzonderheden heelemaal ondergeschikt blijkt.

ART. 9.

Artikel 9 beoogt de uitvoering der wet en verplicht de Regeering namelijk tot het uitgeven van een algemeen repertorium der goederen met aanduiding van het tolregime dat in ieder geval toepasselijk is. Het is inderdaad van belang dat de handelaars en nijveraars, zoowel als de agenten van het Beheer, nopens de voorwaarden van het tarief volkomen ingelicht wezen.

ART. 10.

De bepalingen van artikel 10 staan in verband met die van artikelen 3 en 6 en vrijwaren ter zake de werking van het Parlement.

ART. 11.

Het ware wellicht nuttig, wat dit artikel betreft, er op te drukken dat, indien, als gevolg van artikel 3 van het ontwerp, artikel 2 der wet van 19 Mei 1902, waarvan hierboven sprake was, vervalt, zulks niet het geval zal zijn met de artikelen 1 en 3 welke beoogen, eenerzijds, het verleenen van de behandeling der meest begunstigde natie, anderzijds, het gebeurlijk vestigen van compensatierechten bij den invoer op goederen welke, in hun land van oorsprong of van herkomst, rechtstreeksche of onrechtstreeksche premies bij den uitvoer zonden genieten.

Blijft namelijk ook geheel van kracht artikel 2 der wet van 10 Juni 1920 dat, onder bepaalde voorwaarden, de voorbarige toepassing van nog niet door de Kamers aangenomen rechten voorziet.

ART. 12.

Artikel 12 laat aan de Regeering de zorg over den datum van het in werking treden der wet vast te stellen.

Er dient in aanmerking genomen, dat de uitgave van een geheel hersmeed tarief een groot materieel werk behelst, waarvan men den voltooiingstermijn op voorhand niet met zekerheid kan opgeven. Eene zekere tusschenruimte is overigens onontbeerlijk om den inklaarders en den dienst toe te laten zich voldoende op de hoogte te stellen opdat de aangiften met de gepaste zekerheid en juistheid kunnen opgesteld en verrekend worden.

ONTLEDING DER SECTIËN VAN HET TARIEF.**SECTIE I.****Levende dieren en producten van het dierenrijk.**

N^o 1 tot 50. — Deze sectie wordt in de vijf volgende klassen onderdeeld :

- A. — Levende dieren, versch vleesch en visch.
- B. — Voortbrengsels van de boerderij of van de dierenteelt.
- C. — Vetten en zuivere oliën.
- D. — Vellen, wol, haren, hoofdhaar, pluimen en zijde.
- E. — Allerlei dierlijke producten.

Nagenoeg al de producten, in deze verschillende klassen begrepen, zijn thans tolvrij; zoodanig zijn namelijk de levende dieren (rundvee-, paardenras en andere rassen), het slachtvleesch, versch of gefrigorificeerd, de levende visch, versch of bevrozen, de eieren van pluimvee, de eetbare vetten, de vischvetten en -oliën, enz.; en tal van andere tot de voeding dienende of als grondstoffen gebezigde producten.

De bestaande vrijstellingen werden gehandhaafd, behoudens wat de volgende artikelen aangaat :

Kreeften (ex. n^o 6-b). — Daar de versehe zeekreeften en langoustes tegen fr. 40.» de 100 kil. -- grondslagrecht -- belast zijn, is het redematig de kreeften hetzelfde regime te doen volgen.

Was van bijen en andere insecten, gebleekt of gekleurd (n^o 13-b). — Daar de vrijstelling behouden blijft voor het ongezuiverd of gezuiverd was, is het logisch, om reden van den daaraan besteden arbeid, het gebleekt of gekleurd was te belasten. Het voorgesteld recht (fr. 40.» de 100 kil.) vertegenwoordigt overigens slechts eene zeer gematigde belasting, daar zij enkel 3 t. h. naar de waarde bedraagt.

Bereid of gekruld paardenhaar (n^o 31-b). — Het voorgesteld recht (fr. 5.» de 100 kil.) is eveneens matig. Het vertegenwoordigt nauwelijks 1.5 t. h. naar de waarde en wordt gewettigd, ten aanzien van den voor het ruw paardenhaar behouden vrijdom, door de waardevermeerdering voortvloeiende uit den onderganen handenarbeid.

Bereide sponzen (n^o 37-b). — De beschouwingen uiteengezet in verband met het bereid paardenhaar gelden eveneens voor de sponzen.

Werden behouden de huidige grondslagrechten op de hierna aangeduide producten :

N^o 5-b). — Gedood pluimvee.

N^o 6-b). — Zeekreeften en langousten.

N^o 6-c). — Oesters.

N^{os} 8-a) en b). — Room en melk bestemd hetzij tot de vervaardiging van margarine, enz.

N^o 9. — Boter, versche of gezouten.

N^o 10-a). 2). — Versche kaas, andere dan gemeene, malsche en witte.

N^o 10-b). — Gegiste kaas.

Wat het niet gefrigoriseerd *gedood wild* (n^o 4-b) 2), weelde-verbruiksartikel, aangaat, werd het huidige recht van fr. 15.» de 100 kil. tot fr. 30.» opgevoerd, bij gelijkstelling met de belasting die het gedood pluimvee treft.

Bovendien wordt opgemerkt, dat het recht op de natuurhonig (n^o 11), thans fr. 18.» de 100 kil. (grondslagrecht), eene geringe vermeerdering van fr. 2.» de 100 kil. ondergaat, in verband met degene voorzien voor de peperkoek (Sectie IV, n^o 208).

SECTIE II.

Producten van het plantenrijk.

A. — GRANEN EN GEMAAL VAN GRANEN.

N^{os} 51 tot 56. — Het ontwerp van nieuw tarief behoudt het regime van vrijen invoer ten gunste van de granen, van de rijst en van de boekweit en neemt de zeer geringe rechten in het huidige tarief vermeld voor meel, grutten en griesmeel onveranderd over.

Ten opzichte van het *mout* (n^o 52), werd een grondslagrecht van fr. 3.50 de 100 kil. voorzien, hetzij eene verhooging van fr. 2.» vergeleken bij het oud recht.

De Belgische mouterij verkeert in eenen neteligen toestand, ingevolge den invoer in België van belangrijke hoeveelheden buitenlandsche mout, waarvan de toevloed bevoorreed wordt door de speling in het land van herkomst, van de borgquantiën uitgereikt voor gerst, welke zoogezegd bestemd is om voor den uitvoer gemout te worden.

Het voorgesteld recht werd noodig geoordeeld om onze mouters toe te laten aan de vreemde mededinging te weerstaan; dit recht is overigens merkbaar lager dan hetgene dat het Belgisch mout bij zijnen invoer in Frankrijk treft (thans 15 t. h. van de waarde).

B. — STIJFSEL, ZETMEEL EN MEEL ANDER DAN VAN GRANEN.

N^{os} 57 en 58. — *Stijfsel en zetmeel*. — De vrije invoer, thans toegestaan ten opzichte van deze artikelen, heeft heftig protest uitgelokt vanwege de Belgische

stijfsselfabrikanten, des te meer daar zij moeilijk kunnen uitvoeren ingevolge de hooge rechten waarmee de meeste vreemde landen het stijfsel belasten.

Dank zij de bescherming, welke zij genieten, kunnen de vreemde nijveraars in hun land hooge koersen behouden, welke hun toelaten hunne uitvoerprijzen zoodanig te verminderen dat zij op de Belgische markt er beter aan toe zijn dan onze voortbrengers zelf. Zulks doet afbreuk aan de normale voorwaarden der mededinging en, van dit standpunt uit, dienen de voorgestelde rechten, bij slot van rekening, slechts om het evenwicht te herstellen. Deze rechten zijn overigens matig aangezien zij 10 tot 12 t. h. der waarde niet te boven gaan.

Ter opheldering weze vermeld dat het Fransche tarief, in minimum, een grondslagrecht voorziet van fr. 18.» voor het eigenlijk gezegd stijfsel, van fr. 12.» voor het zetmeel van aardappelen, Turksche tarwe en ander, en van fr. 16.50 voor zetmeelgom en andere van zetmeel afgeleide producten.

N^o 59 en 60. — *Meel van fenegriek, enz. en meel van peulgewassen.* — Vrijdom behouden.

N^o 61. — *Vruchtenmeel.* — Het meel van bananen en van kastanjes, thans van rechten vrijgesteld, wordt gelijkgesteld met het meel van andere vruchten en, als dit laatste, belast tegen fr. 12.» de 100 kilogram.

C. — KOLONIALE WAREN.

N^o 62 tot 65. — Behoud van het huidig regime behalve wat betreft de *kardemom* (ex n^o 64-a) en de *kaneelboombloemen* (n^o 64-c), thans belast als *Specerijen niet afzonderlijk getarifeerd* tegen fr. 10.» de 100 kil. en welke redelijkerwijze dienen belast met dezelfde rechten, als degene voorzien voor gember en voor gewoon kaneel.

Eene dergelijke terechtwijzing geschiede voor het *piment* (n^o 64-h), waarvan de rechten tot op het peil gebracht werden dergene op de peper (n^o 64-i) (fr. 20.» de 100 kilogram).

Voor de *thee* (n^o 65) wordt daarenboven een recht van fr. 30.» de 100 kil. voorgesteld omdat het hier eene waar geldt waarvan het verbruik in België weinig verspreid is en die eerder onder de weeldeverbruiksartikelen kan gerangschikt worden.

D. — EETBARE GROENTEN, MOESVRUCHTEN EN KNOLLEN.

N^o 66 tot 72. — Over 't algemeen worden in het nieuw tarief de vrijstellingen behouden welke in het huidig tarief voorzien zijn voor de eetbare groenten, moesvruchten en knollen, die doorgaans verbruikt worden, en namelijk voor de verscheidene gemeene groenten tijdens het normaal seizoen in België ingevoerd, de droge groenten, de aardappelen andere dan de nieuwe, enz.

Daarentegen, wordt een recht van fr. 3.» de 100 kil. voorzien voor de *aardappelen* ingevoerd vóór 1 Juni en klaarblijkelijk voortkomend van den oogst van het loopend jaar. De nieuwe aardappelen zijn een weeldeproduct waarvoor

het voorgestelde recht evenzeer gewettigd is, als degene op de andere jonge groenten.

Bij gelijkstelling met de waren, welke belast worden uit hoofde hunner conditioneering en hunner betrekkelijk hooge waarde (ingelegde groenten, enz.), wordt een recht van fr. 12.» de 100 kil. vastgesteld voor de *gedroogde groenten andere dan met peulen*, ingevoerd in verpakkingen voor den kleinhandel (n^o 72-b) i).

Ten slotte treffen enkele verhoogingen de rechten thans geheven van verscheidene vruchten van groote waarde en vooral verbruikt door de gegoede standen (jonge groenten en vruchten, producten der broeikassen of trekkassen, enz.). Deze producten worden hierna aangeduid :

N^o 66. — Artisjokken, eierplanten; kampernoeliën en Japanse aandoorns.

N^o 71-a) 1). — Asperges, ingevoerd van 1 December tot 30 April.

N^o 71-c) 1). — Bloemkoolen, ingevoerd van 1 December tot 30 April.

N^o 71-e) 1). — Groote tuinboonen en kleine erwten, ingevoerd van 1 Januari tot 31 Mei.

N^o 71-f) 1). — Boonen, ingevoerd van 1 November tot 15 Juni.

N^o 71-h) 1). — Wilde latuw, andijvie, krulandijvie, latuw en wortelen in bussels ingevoerd van 1 November tot 31 Maart.

N^o 71-i) 1). — Tomaten, ingevoerd van 1 December tot 15 Juli.

E. — TAFELFRUIT.

N^o 73 tot 99. — Het huidig regime werd behouden voor het meerendeel van het in deze klasse begrepen fruit.

Eene heraanpassing der rechten heeft zich opgedrongen wat de producten betreft waarvan het verbruik eerder een weeldekarakter verraadt of waarvan eene zekere conditioneering eene waardevermeerdering verleent. Zoodanig zijn namelijk :

N^o 73-b) 2.) — Gedroogde abrikozen ingevoerd in emballages een gewicht hebbende van 25 kil. of minder.

N^o 74-a). — Versche amandelen.

N^o 74-b) 2). — Gedroogde amandelen, zonder dop.

N^o 78-a). — Citroenen, oranjeappelen en dergelijke, ingevoerd in emballages van 5 kil. of minder.

N^o 79-a) 1). — Eetbare dadels, ingevoerd in emballages van 10 kil. of minder.

N^o 80-a). — Versche vijgen.

N^o 92). — Pistaches.

N^o 97-a). — Gedroogde pruimen, ingevoerd in kistjes of andere emballages van 10 kil. of minder.

N^o 98-b) 1). — Gedroogde druiven in trossen.

Daarentegen, ten einde de ontwikkeling onzer konfijt- en stroopfabrieken in de hand te werken, wordt voorgesteld het recht te verminderen waarmede de tijdens het productieseizoen in België ingevoerde *versche abrikozen, perziken en bloedperziken* thans belast zijn (fr. 120.» de 100 kil.), alsmede dat in verband met de *versche appelen* onverpakt ingevoerd (fr. 5.» de 100 kil.). Deze rechten zouden onderscheidenlijk tot fr. 60.» en tot fr. 3.» de 100 kil. terruggebracht worden (N^{rs} 73-a) 2); 90-b) en 93-a) 2).

F. — ALLERLEI ZADEN, ZAAIZADEN EN VRUCHTEN.

N^{rs} 100 tot 108. — Behoud van den huidige vrijdom voor de producten voorkomende onder de n^{rs} 100 tot 103, 105 tot 108.

Wat de *zaden gebruikt voor reukwerk* (n° 104) betreft, wordt het huidige recht van 20 t. h. ad valorem tot 10 t. h. ad valorem teruggebracht ten titel van grondstof, zooals voorgesteld wordt voor de essences opgenomen in de klasse F van Sectie V (n^{rs} 448 tot 450).

G. — WEEFBARE STOFFEN.

N^{rs} 109 tot 114. — Alle grondstoffen voor de weefnijverheid, thans vrij van rechten en te wier opzichte de vrijdom behouden wordt.

H. — VETTE STOFFEN EN PLANTENSAPPEN.

N^{rs} 115 tot 123. — Al de in deze klasse begrepen producten zijn thans tolvrij.

Deze vrijstelling wordt behouden, behalve wat de onder litt. 1 tot 3 hierna bedoelde goederen betreft :

1° *Plantenwas, gekleurd of gebleekt* (n° 115-b). — Bij gelijkenis met wat voorzien wordt ten opzichte van het dierlijk was van dezelfde categorie (zie n° 113-b), wordt een recht van fr. 10.» de 100 kil. voorgesteld, matig recht gelijk aan ongeveer 4 t. h. ad valorem.

2° *Plantenboter (de cacaoboter niet inbegrepen) en zoete en vaste oliën, andere dan die in geneeskunde gebruikt* (n° 117-b). — In dezen post worden de verscheidene plantaardige vaste oliën gegroepeerd, met inbegrip der verdichte oliën aangeduid onder den naam van plantaardige boter (boter van kokosnoten, enz.), alle producten die het voorwerp uitmaken van een hoog trafiek, zoowel bij den invoer in, als bij den uitvoer uit het land.

Onder de voorgestelde taxes komt namelijk het grondslagrecht van fr. 15.» de 100 kil. in verband met de *olijfolie* voor, recht dat met eenen geringen last van ongeveer 10 t. h. der vooroorlogische waarde overeenstemt.

Deze waar dient tot keukengebruiken, dikwijls in samenvoeging met de specerijen en den azijn. Daar laatstvermelde producten aan rechten onderworpen zijn, is het natuurlijk dat de olijfolie insgelijks haar deel in de belasting drage.

Een grondslagrecht van fr. 20.» (zonder coëfficiënt) wordt voorzien voor de *geraffineerde oliën of boter van kokosnoten, van coprah, van touloucouna, van illipé en van dwergpalm.*

Het geldt hier vooral de kokosboter (kokoline, copraline, enz.) die, onder het genot van den vrijen invoer, thans in groote hoeveelheden ons land binnenkomt en wel in zulke mate dat onze nijverheden, die zich bezighouden met het vervaardigen en het raffineeren van eetbare oliën, in gevaar worden gebracht.

Daar het in zwang zijnde tarief de margarine en de andere kunstboter met een recht van fr. 20.» de 100 kil. belast, is het redematig hetzelfde régime te doen volgen aan de geraffineerde kokosboter, die aan het verbruik kan geleverd worden, soms zooals zij is, of ten minste, na eene eenvoudige bewerking van kneding of gladmaking, en die werkelijk, in dien staat, kunstboter uitmaakt.

Het aangeprezen invoerrecht kan tot geene stijging van den prijs der margarine leiden, aangezien deze beïnvloed wordt door de mededinging van de inlandsche en vreemde boter en van de vreemde margarine, welke op de markt zou toestroomen indien de margarinefabrikanten hunne prijzen verhoogden.

Behalve de palmolie, welke tegen fr. 2.50 de 100 kil. belast is, — gering recht dat met ongeveer 3 t. h. der waarde overeenstemt, — zijn de andere tot den post 117 behorende producten (oliën van aardnoten, van koolzaad, van katoen en van vlaszaad, castorolie, enz.) belast met een recht van fr. 5.» de 100 kil. waarvan de toepassing 5 tot 6 t. h. ad valorem niet overtreft.

Het vestigen dezer taxe zal niet enkel leiden tot stabielmaking der binnenlandsche markt, maar ook tot een accres van den invoer der ruwe producten dienende tot het uittrekken der oliën, en zal aldus den Belgischen handenarbeid grootendeels bevorderen.

In aanmerking dient eveneens genomen dat de bewerking van oliehoudende zaden of producten (coprah, vlaszaad, enz.) raapkoeken van groote voedingswaarde voor het vee oplevert. Welnu, gedurende het jaar 1921 alleen, heeft België 120 millioen kilogram raapkoeken voor een aangegeven waarde van 85 millioen frank ingevoerd; het heeft er 23 millioen kilogram voor eene waarde van 15 millioen frank uitgevoerd, zegge een verschil van 97 millioen kilogram voor eene som van 70 millioen frank.

Het spreekt van zelf dat deze groote bijdrage door onzen landbouw aan het buitenland betaald in hooge mate zou afnemen indien, ingevolge de ontwikkeling onzer nijverheden van uittrekking van oliën, grootere hoeveelheden raapkoeken in het binnenland konden geleverd worden.

3° *Terpentijngesest* (n° 122). — Het voorgesteld recht van fr. 5.» de 100 kil., gelijk aan ongeveer 6 t. h. ad valorem, houdt verband met de belasting voorzien voor de plantaardige oliën en de lichte oliën van steenkool of van petroleum.

I. — LEVENDE PLANTEN EN ALLERLEI PLANTAARDIGE PRODUCTEN.

N°s 124 tot 143. — Met uitzondering der *bloemen, knoppen, loofwerk, enz.,* geveerd, enz. (n°126-b), van de *klokhuisen en schellen van appelen andere dan die voor het stoken bestemd* (n° 133), alsmede van de *planten en deelen van*

planten in de parfumerie gebruikt, (n^o 142), zijn de in de klasse I gegroepeerde producten thans tolvrij.

Deze vrijstellingen worden gehandhaafd, behoudens wat de goederen betreft aangeduid onder de litt. *a*, *b* en *c* hierna :

a) Bloemen, knoppen, loofwerk, bladeren, kruiden en twijgen voor bloemtuien of voor versieringen; verse of enkel gedroogd (n^o 126-a). — Dit zijn louter weeldeartikelen, waarvoor een recht van fr. 200.» de 100 kil. voorzien werd, gelijk aan datgeen dat de producten onzer bloementeel bij den invoer in Frankrijk treft.

Dienvolgens werd het recht van 15 t. h. ad valorem thans toepasselijk op dezelfde producten, geveerd, doorweekt, enz., tot 20 t. h. verhoogd.

b) Klokhuizen en schillen van appelen (n^o 133). — Het geldend recht — overigens zeer gering — van fr. 1.50 de 100 kil. dat namelijk toegepast wordt op de klokhuizen en schillen dienende tot het vervaardigen van stroop, wordt in alle gevallen toepasselijk, zonder de bestemming der producten in aanmerking te nemen.

c) Hop (n^o 131). — Onze hopvoortbrengers klagen hevig over het huidige regime.

Deze waar, wier invoer in België vrij is, wordt in meest alle andere landen met zeer hoge invoerrechten belast. Daaruit volgt dat de Belgische hop, ten opzichte der vreemde mededinging, in ongunstige voorwaarden verkeert. Onze voortbrengers kunnen er niet aan denken hunne hop in den vreemde af te zetten, terwijl de vreemde hop daarentegen onze markt overstroomt.

Dergelijke toestand is voor de Belgische productie zeer nadeelig : sedert 1895 is de oppervlakte der hopbeplantingen met meer dan 50 t. h. achteruit gegaan. Het staat buiten kijf dat deze vermindering grootendeels aan het in zwang zijnde tolregime moet toegeschreven worden. Welnu, allerwege gaan stemmen op ter opvoering der inlandsche landbouwopbrengst om in de hoogst mogelijke mate de aankopen in het buitenland te doen afnemen.

De handelaars in en de voortbrengers van Belgische hop vragen dat de gelijkheid hersteld worde tusschen hen en hunne vreemde mededingers, hetzij door de vervanging van het huidige regime door een regime van wederzijdschen vrijen invoer, hetzij door het vestigen, bij den invoer in België, van een recht gelijk aan dat waarmede de Belgische hop in de andere landen belast wordt.

In afwachting dat handelsovereenkomsten gesloten worden, welke ons gebeurlijk zouden toelaten toegevingen te bekomen op de vreemde tarieven, denkt de Regeering aan de wenschen der Belgische teelt te moeten tegemoetkomen door in het ontwerp invoerrechten op de hop te begripen.

De rechten, vastgesteld op fr. 20.» voor de hobbellen en op fr. 40.» voor de lupuline, zijn overigens matig vermits hunne toepassing 5 t. h. ad valorem niet overtreft. Zij blijven merkbaar beneden de Fransche percentijfers, welke onderscheidenlijk fr. 35.» en fr. 160.» voor dezelfde producten bedragen.

N° 142. — *Planten en deelen van planten, in de parfumerie gebruikt.* — Om dezelfde reden als voor de zaden en de essences tot dezelfde gebruiken bestemd (n° 104 en 448 tot 450). wordt voorgesteld de huidige rechten van 20 l. h. tot 10 l. h. ad valorem terug te brengen.

SECTIE III.

Minerale producten.

N° 144 tot 201. — Deze sectie wordt in vier klassen onderverdeeld :

- A. — Aarden en steenen.
- B. — Erisen, slakken, asschen.
- C. — Minerale brandstoffen en producten van hunne distillatie.
- D. — Minerale oliën en andere aardpekachtige of fossiele stoffen.

De verschillende producten, welke in deze klassen vallen, zijn thans vrij van invoerrechten, alleen de *petroleumether en- essences* uitgezonderd (n° 195-b), welke sedert den 24 Juni 1922 tegen fr. 10. » den hectoliter belast zijn.

Het ontwerp van tarief behoudt alle bestaande vrijstellingen; behalve voor het benzol (n° 193) en het geraffineerd of fijn gemalen zout (n° 174-b).

Het grondslagrecht blijft behouden voor de onder n° 195-b vallende producten, met eene geringe terechtwijzing van de opstelling der rubriek (grens der dichtheid van 0.77 op 0.78 gebracht).

De producten van de distillatie van de steenkool of van het mineraal teer, zooals *benzol, toluol of toluène, solvent-naphta, enz.*, vertoonen veel overeenkomst met de petroleumessences en kunnen, in vele gevallen, tot dezelfde doeleinden dienen.

Het ligt dus voor de hand op deze beide soorten producten hetzelfde tolregime toe te passen.

Wat het zout (zeezout, salinezout, steenzout) aangaat, merkt men vooreerst op dat het zout in ruwen staat zelfs grof gemalen, van alle invoerrecht vrij blijft. Het gaat natuurlijk niet op eenigerlei recht te heffen van een product dat de grondstof vormt, door de zoutzieders behandeld voor het raffineeren, of in een aantal andere fabricages gebezigd (scheikundige nijverheden, koper- en zinkfabrieken, enz.). Maar het kwam gepast voor een gering invoerrecht te heffen van het geraffineerd en van het fijn gemalen zout, om ter hulp te komen aan de Belgische zoutziederij, nijverheid, welke met verval bedreigd is, indien niet voorzien wordt in haren hachelijken toestand.

Onze zoutzieders klagen er bitter over dat, bij gebreke van alle invoerrecht, de buitenlandsche mededinging — welke soms premiën bij den uitvoer geniet — alle gemak heeft het teveel harer opbrengst bij ons op de markt te brengen, voor prijzen welke veel geringer zijn dan de prijzen waarop het zout den Belgischen fabrikanten te staan komt.

De Belgische zoutziederij wordt bijzonder getroffen door den invoer van niet geraffineerd doch fijn gemalen zout, dat rechtstreeks aan het verbruik kan

geleverd worden. Het geldt hier eene *ruwe* waar, meer slecht dan goed gemalen, zonder eenige raffinering en welke bij groote hoeveelheden op de markt gebracht wordt, in onmiddellijke mededinging met het *geraffineerde* product, van betere hoedanigheid en bijgevolg, van merkbaar hoogere waarde. Men begrijpt dat de strijd, door de Belgische fabrikanten, in deze voorwaarden, niet kan volgehouden worden.

Het voorgestelde recht, dat slechts fr. 0.50 de 100 kil. in minimumtarief bedraagt (fr. 2. » met toepassing van het coëfficiënt), is te gering om op merkbare wijze den prijs in 't klein van het zout voor het verbruik te kunnen beïnvloeden; maar het kan wellicht vernieuwde levenskracht schenken aan eene oude nationale nijverheid.

In het belang der verbruikers zelve is het onmisbaar dat de zoutziederijen voortgaan tusschen onze nationale nijverheden op te treden, want anders konden de vreemde fabrikanten bij ons vrij hunnen gang gaan, en zouden zij weldra overdreven prijzen toepassen.

SECTIE IV.

Producten der voedingsnijverheid ; dranken, alcoholische vloeistoffen en azijn ; tabak.

N^{os} 202 tot 278. — Leggen wij den nadruk er op, dat, onder de verschillende in *Sectie IV* gegroepeerde producten, de thans bestaande vrijstellingen gehandhaafd werden voor de allernoodwendigste eetwaren, voor de producten voor nijverheidsdoeleinden, evenals voor de als afval overschietende stoffen der voedingsnijverheid.

Men vindt deze vrijstellingen onder de volgende nummers :

- N^o 205. — Brood, scheepsbescuit en andere producten van de gewone bakkerij, enz.
- N^o 212. — Niet genoemd vleesch enkel gekookt, gerookt of gezouten, anders ingevoerd dan in doozen, enz.
- N^o 215-b) 1). — Enkel gezouten vleeschextracten, anders ingevoerd dan in emballages geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.
- N^o 217. — Visschen, enz. enkel gedroogd, gerookt of gezouten, anders ingevoerd dan in doozen, enz.
- N^o 228. — Berberissap, zuiver.
- N^o 234-d) 2). — In natuurlijke staat of in pekkel bewaarde groenten, ingevoerd in emballages van meer dan 3 kilogram.
- N^o 238-a). — Ontaarde stropen tot nijverheidsdoeleinden bestemd.
- N^o 257-b) tot d). — Ander dan mineraal water, ruw ijs.
- N^o 271 tot 274 en 276. — Afval der voedingsnijverheid.

De huidige rechten blijven ongewijzigd gehandhaafd voor de hierna opgesomde producten :

- N^o 203-b). — Eetbare deegen niet geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.
N^o 206. — Ouwels, cachetten in ouwels, plakouwels in deeg, enz.
N^o 209-b). — Leverbeulingen, enz.
N^o 210. — Worsten, enz., andere dan van lever.
N^o 215-b) 2). — Vleeschextracten andere dan deze enkel gezouten of ingevoerd in emballages geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.
N^o 222-a). — Cacao in poeder, in doozen, enz., wegende meer dan 3 kilogram.
N^o 223-b). — Chocolade anders dan in reepen, pastilles, enz.
N^o 226. — Vruchten verduurzaamd met brandewijn.
N^o 232. — Groentenmeel geschikt voor soep.
N^o 234-c) d) 1. — Komkommers, augurken en sommige verduurzaamde groenten, ingevoerd in emballages wegende meer dan 3 kilogram.
N^o 245. — Kunstboter.
N^o 246. — Eieren en eierdooiers gedroogd, enz.
N^o 249-a). — Extracten van koffie of koffiessence, niet gealcoholiseerd, zonder suiker.
N^o 250. — Bereide mosterd.
N^o 251. — Sausen.
N^o 252. — Zuivere drop (extracten van zoethout).
N^o 255. — Gist.
N^o 256. — Eetbare bereidingen, niet afzonderlijk genoemd.
N^o 257-a). — Mineraalwater.
N^o 259. — Bier.
N^o 260. — Honigdrank.
N^o 261. — Andere gegiste dranken.
N^o 263. — Wijn welke meer dan 21 graden G. L. titreert.
N^o 266. — Brandewijn van alle soort.
N^o 267. — Likeuren.
N^o 268-b) c). — Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten, enz. met een alcoholgehalte van 8° en meer.
N^o 269. — Alcoholische bereidingen elders niet genoemd, noch begrepen.
N^o 270. — Azijn en vlocibaar azijnzuur.

Anderzijds werden sommige posten opgesteld met de bezorgdheid de ongerijmdheden uit het huidig regime uit te schakelen (producten van gelijk gebruik en van bijna gelijke waarde, welke verschillend getarifeerd zijn) of het tolonderzoek te vergemakkelijken en de oorzaken van geschillen of moeilijkheden ter gelegenheid van hetzelfde onderzoek uit den weg te ruimen (aanschaffing, voor de verduurzaamde levensmiddelen, van de belasting volgens het percentage

suiker, het ontbreken of voorhanden zijn van al dan niet aan tol- of accijnsrechten onderworpen stoffen).

Deze leiddraden werden voor onderstaande posten gevolgd :

N^r 202. — Meel van graangewassen en zetmeel, bereid voor de voeding, enz.

N^r 206. — Ouwels in bladen.

N^r 207-a). — Producten der fijnbakkerij en beschuiten, vermengd met suiker of met cacao.

N^{rs} 213 en 214. — Ingemaakt vleesch.

N^r 216. — Kaviaar en kaviaarsurrogaten.

N^r 218. — Ingelegde visschen, enz., andere, enz., anders ingevoerd dan in doozen, enz.

N^r 221. — Gemalen doppen, pellen en vliezen van cacao.

N^r 224. — Vruchten, enz., gekonfijt.

N^r 225. — Vruchten in hunnen natuurlijke staat bewaard of verduurzaamd met suiker, enz.

N^r 227. — Konfijten, enz.

N^r 234-b). — Ingelegde asperges — ingevoerd in emballages wegende meer dan 3 kilogram.

N^r 244. — Verduurzaamde room en melk, zonder suiker.

N^r 248. — Kunstkoffie.

N^r 249-b). — Extracten van koffie of koffie-essence, niet gealcoholiseerd, suikerhoudende.

N^r 253. — Gearomatiseerde drop, enz.

N^r 254. — Gearomatiseerde of gesuikerde plantaardige extracten.

N^r 275. — Gesuikerd veevoedsel.

In denzelfden gedachtengang werd overgegaan tot de eenmaking der tarifiering van de vruchtensappen (n^r 229), van het gedistilleerd fruitwater (n^r 230), van de limonade (n^r 258); en van de dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten, enz. (n^r 268).

Thans zijn deze producten als volgt belast :

Sap van vruchten en limonade :

minder dan 8 t. h. alcohol bevattend : *Verduurzaamde eetwaren* aan fr. 12.» of fr. 20.» de 100 kilogram.

8 t. h. en meer alcohol bevattend : Regime der *Likeuren* tegen fr. 1,800.» den hectol., plus eene bijtaxe gelijk aan 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten.

Gedistilleerd fruitwater, niet gesuikerd :

niet meer dan 5 t. h. alcohol bevattend : *Verduurzaamde eetwaren* aan fr. 12.» de 100 kilogram.

meer dan 3 t. h. alcohol bevattend : *Andere alcoholische vloeistoffen* :
 rechten volgens het gehalte : fr. 360.», 900.», 1,800.» den hectol.,
 plus eene bijtaxe van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten voor
 de producten welke ethyl-alcohol bevatten.

Dranken vervaardigd door middel van gedroogde vruchten, enz. :

tot 15° G. L. : fr. 240.» per hectoliter;

boven 15° G. L. : fr. 1,800.» per hectol., plus eene bijtaxe van 16 t. h.
 van het bedrag der invoerrechten.

Deze verschillende, weinig rationeele taxaties, waaruit vele moeilijkheden en
 geschillen voortspuiten, worden vervangen door eene enkele tarifeering met
 3 verdiepingen, volgens het alcoholgehalte dezer producten :

minder dan 8° G. L. : fr. 60.» den hectoliter;

van 8° tot 15° G. L. : fr. 240.» den hectoliter;

meer dan 15° G. L. : fr. 1,800.» de hectol., plus eene bijtaxe van 16 t. h.
 van het bedrag der invoerrechten (regime der *Likeuren*).

De huidige rechten werden verhoogd voor sommige producten, welke geene
 hoogstnoodzakelijke levensmiddelen zijn, maar het karakter vertoonen van pro-
 ducten bestemd tot weeldegebruiken of — zulks is het geval voor lekkergoed en
 snoeperijen — tot gebruiken van eerder ondergeschikt nut.

Bevinden zich namelijk in dat geval :

N^o 207. — Producten der fijnbakkerij en beschuiten.

N^o 208. — Peperkoek.

N^o 209-a). — Brij, galantines, leverpastei en leverbrij, enz.

N^o 211. — Ingemaakt wild of pluimgedierte.

N^o 216. — Kaviaar en kaviaarsurrogaten.

N^o 223. — Chocolade in reepen, pastilles, pralines, snoepgoed, enz.

N^o 224. — Vruchten, enz. met suiker gekonfijt.

N^o 231. — Ingelegde truffels.

N^{os} 233-234-a) en b). — Kappers en olijven, artisjokken, asperges, eierplanten,
 kampernoeliën en Japansche andoorns (crosnes du Japon), ingelegd.

N^o 241. — Marsepein, amandelkoekjes (nougat) en dergelijke.

N^o 242. — Suikerlekkergoed.

N^o 255. — Drop gearomatiseerd, vermengd met suiker, enz., dropdeeg, enz.

Voor de hierna opgesomde producten werd het bedrag van het voorgestelde
 recht in verhouding gebracht tot de hoogere waarde, welke hun verleend wordt
 door eene conditioneering in bijzondere verpakkingen ofwel door eene condi-
 tioneering met het oog op den verkoop in 't klein :

N^o 207-a) 1-b) 1. — Producten der fijnbakkerij en beschuiten ingevoerd in her-
 metisch gesloten emballages.

N° 219. — Visschen, enz., ingelegd op allerlei wijzen, ingevoerd in doozen, teilen, korsten, enz.

N° $\frac{225-b}{227-b}$. — Ingelegde vruchten en konfijten, geleien, enz., ingevoerd in recipiënten wegende 3 kil. of minder.

N° 233. — Ingelegde groenten en moesvruchten, ingevoerd in doozen, flesschen, flacons, enz.

Er is nog een andere tariefpost, die terecht onze aandacht vergt, te weten de *bercide cichorei* (n° 247), thans vrij bij den invoer, en waarvan ons land terzelfder tijd groote voortbrenger en groote verbruiker is. Wij voeren belangrijke hoeveelheden (32,352,306 kgr. in 1921) cichoreiwortelen uit, welke, in den vreemde, dienen tot het vervaardigen der gebrande cichorei, hoofdzakelijk der cichorei in korrels. Deze vervaardiging laat echter tamelijk groote hoeveelheden cichorei in poeder, van ondergeschikte hoedanigheid, na, welke het den buitenlandschen fabrikant niet mogelijk is, in hun geheel op zijne inlandsche markt af te zetten. De hooge prijzen, welke hem voor de cichorei in korrels betaald worden, laten hem toe zijne prijzen voor den uitvoer op de cichorei in poeder aanzienlijk te verminderen, want deze laatste is voor hem, per slot van rekening, slechts een bijproduct. Het is om deze mededinging te keer te gaan dat onder n° 247 een, overigens weinig belangrijk recht van fr. 3.» de 100 kil. voorzien is voor de cichorei en hare surrogaten, gebrande, gekorrelde of gemalen.

Suiker : n° 235 en volgende. — Daar het fiscaal regime van de suiker en van de druivensuiker eerst gewijzigd werd bij de onlangs uitgevaardigde wet van 6 Februari 1923 scheen het zonder belang over deze artikelen uit te weiden.

Wijn : n° 262 tot 265. — De wijn is thans onderworpen aan volgenderwijze vastgestelde accijnsrechten : Wijn op flesschen — per hectol. — fr. 180.» coëfficiënt medegerekend. Wijn anders ingevoerd : per hect. fr. 60.» coëfficiënt medegerekend.

Wordt beschouwd als *Likeuren*, de wijn die meer dan 21 t. h. alcohol bevat (recht : fr. 1,800.» per hectoliter, plus eene bijtaxe van 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten).

Wordt belast als *Wijn op flesschen*, welke ook de wijze van verpakking zij, de wijn bereid door middel van aromatische planten, van kina of van andere geneeskrachtige zelfstandigheden, alsmede die welke eene bereiding heeft ondergaan voor de fabricatie van schuimwijn.

Buiten het recht van fr. 60.» per hectoliter, betaalt de wijn anders ingevoerd dan op flesschen, van hooger gehalte dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderddeeligen thermometer, voor iederen graad alcohol die 15 graden te boven gaat, een recht gelijk aan hetgeen vastgesteld is voor den vreemden brandewijn. Op het bedrag der som voortvloeiende uit de toepassing van dit recht is bovendien eene bijtaxe van 16 t. h. verschuldigd.

In geen geval mag de *op flesschen ingevoerde wijn* minder belast zijn dan de *anders ingevoerde wijn*.

De gesteriliseerde most van wijn (ongegist druivensap), zonder alcohol, en vervat in flesschen, is enkel onderhevig aan het accijnsrecht van fr. 60.» per hectoliter toegepast op den *Wijn anders ingevoerd dan op flesschen*, op voorwaarde dat de invoerder de door den Minister van Financiën voorgeschreven bewijzen overlegge en zich gedrage naar de door hem noodig geachte maatregelen om sluikhandel te beletten.

Bovenstaand regime blijft, in zijne groote trekken, in het ontwerp van tarief gehandhaafd, maar de geldende rechten van fr. 180.» en fr. 60.» coëfficiënten medegerekend, werden in het minimumtarief, zonder coëfficiënt overgebracht.

Nochtans is het redematig, ten opzichte van den thans eenvormig getarifeerden *Wijn op flesschen*, onderscheid te maken tusschen den schuimwijn, hoofdzakelijk eenen weildedrank, en den anderen wijn. Voor den eersten, wiens waarde die van den tweeden ver overtreft (fr. 1,400.» tegen fr. 965.» per hectoliter, volgens de gegevens der Handelsstatistiek) werd het recht met een derde vermeerderd en van fr. 180.» op fr. 240.» den hectoliter gebracht.

Dienvolgens werd de *door middel van aromatische planten, enz., bereide wijn* (n^o 264), thans belast als *wijn op flesschen*, welke ook de wijze van verpakking zij, in twee categorieën onderverdeeld: degene die op flesschen ingevoerd wordt, wien het verhoogd recht (fr. 240.>) toegekend wordt, en degene die anders ingevoerd wordt en voor wien het eerste recht van fr. 180.» behouden blijft.

Dergelijke wijziging werd toegebracht wat den *gesteriliseerden most van wijn, zonder alcohol*, en in flesschen vervat, aangaat. Deze thans tegen fr. 60.» den hectol. belast, wordt op zijne normale stelling aan fr. 180.», recht van den *wijn op flesschen, andere dan schuimwijn*, teruggeplaatst. Er valt overigens op te merken dat de invoer van dergelijken most weinig belangrijk is (in 1920: hectol. 20.03; in 1921: hectol. 47.82).

Tabak: (N^os 277 en 278). — De invoerrechten op de tabak, welke bij de wet van 6 Februari 1923 vastgesteld werden, zijn in het nieuwe tarief eenvoudigweg overgeschreven.

SECTIE V.

Scheikundige en artsenskundige producten; bereide scheikundige meststoffen, kleur-, looi- en verfstoffen, lak, vernis en verkitsel; lijm en gelatine; essences, reukwerken en cosmetiek.

A. — SCHEIKUNDIGE EN ARTSENKUNDIGE PRODUCTEN.

N^os 279 tot 384. — De vervaardiging der *scheikundige stoffen* is een zeer belangrijke tak van de nijverheid onzes lands en de handel in deze producten, zoowel bij den in- als bij den uitvoer, bedraagt jaarlijks verschillende honderden millioenen frank.

Volgende gegevens, door de handelstatistiek verstrekt, laten toe zich reken-schap te geven van het belang der verhandelingen van chemicaliën.

Producten.	Invoer in België.				Uitvoer uit België.			
	1920.		1921.		1920.		1921.	
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
Vloeibaar gemaakt koolzuur.	689,000	99,800	1,204,000	1,482,000	6,300	8,300	6,400	13,500
Azijnether (Ethylacetaat).	293	3,365	573	3,656	»	»	»	»
Zwavel ether	1,608,000	8,851,000	22,000	34,000	39,800	242,000	463,800	178,700
Sodacarbonaat.	21,718,000	9,704,000	49,402,000	15,838,000	4,169,000	1,875,000	29,241,000	13,535,000
Sodanitraat.	116,417,000	122,902,000	278,226,000	274,525,000	4,614,000	5,354,000	26,790,000	24,226,000
Sodasulfaat.	46,601,000	20,782,000	11,706,000	7,315,000	5,122,000	2,050,000	6,954,000	3,156,000
Sodasulfiet	1,327,000	1,668,000	73,600	78,700	77,800	82,500	206,700	212,000
Ammoniaaksulfaat	5,513,000	6,208,000	28,170,000	30,795,000	522,000	651,700	13,948,000	12,663,000
Niet gecombineerde scheikundige producten.	294,114,000	190,244,000	288,628,000	148,891,000	335,326,000	191,354,000	280,465,000	122,379,000

Onder het huidig regime (n^o 53) zijn de chemicaliën vrij van invoerrechten, behoudens het vloeibaar koolzuur, de azijnether en de zwavelether, welke onderscheidenlijk tegen fr. 5., 8. en 5. de 100 kil. belast zijn. Dit volslagen gemis aan verdediging tegenover de buitenlandsche mededinging heeft niet nagelaten onze nijveraars te bekommeren en, van hunnentwege levendigen aandrang uit te lokken, opdat hun den noodigen steun verleend worde.

Voorgesteld wordt het vestigen van, overigens zeer gematigde rechten, — vermits zij, over 't algemeen, tusschen 5 en 10 t. h. der waarde schommelen — enkel op de producten waarvan gelijkaardige soorten in ons land vervaardigd worden, en namelijk op :

Waterstof, zuurstof, chloor en zwavelzuur, vloeibaar of samengeperst (n^o 288 tot 291); samengeperst acetyleen (n^o 293); vloeibaren ammoniak en oplossingen van ammoniak (n^o 294 en 295); watervrij arsenikzuur (n^o 303); boor-, zout-, salpeter-, olie-, stearine-, zwavelzuur (ex. n^o 307); bijtende potasch en loogwaters van bijtende potasch (n^o 308 en 309); geraffineerd kaliumcarbonaat (n^o 310-b); bijtende soda en loogwaters van bijtende soda (n^o 311 en 312); sodacarbonaat (n^o 313); chloorkalk, chloorkalium (geraffineerd) (ex. n^o 315); Javel-water (n^o 317); Labarraque-water (n^o 318); Koolstofsulfide, natriumzwavel (ex. n^o 319); kalk-, kalium- en sodasulfiet (ex. n^o 320); aluminium- en koper-sulfaat, ijzervitriool, geraffineerd kaliumsulfaat, sodasulfaat (ex. n^o 321); ammoniak-, potasch-, soda-aluin (ex. n^o 322); chromaat en bichromaat van potasch, van natrium (n^o 328); mangaanzure en overmangaanzure kali (n^o 330); geraffineerd salpeterzuurkalium (n^o 334); phosphorkoper en phosphortin (n^o 337); waterglas (n^o 338); witte handelsnaphthaline (ex. n^o 351); mierenzuren aldehyd (n^o 360); trioxymethyleen (n^o 361); gewoon aceton (n^o 363); methylazijnether (n^o 364) salpeterether (n^o 366); collodium (n^o 368); creosoot, gaïacol en hunne carbonaten (n^o 374 en 375).

De rechten op het vloeibaar koolzuur (n^o 292) werden van fr. 5. op fr. 10. de 100 kil. gebracht; hetzelfde recht is toepasselijk op het samengeperst koolzuur.

Daarentegen werd de aanslag op den azijnether (n^o 365) van fr. 8. tot fr. 5. teruggebracht en het coëfficiënt van den zwavelether (n^o 367) — waarvan het recht behouden blijft — werd van 5 tot 3 verlaagd.

De kaasstof, welke thans aan het recht van fr. 12. de 100 kil. onderhevig is, wordt in het ontwerp-tarief van allen aanslag vrijgesteld.

Merken wij insgelijks op dat de amylalcohol en de gelijksoortige alcoholen (n^o 356) alsmede de ruwe of gezuiverde methylalcohol (n^o 357 en 358), thans onderworpen, de eerste aan het recht van fr. 1,800. den hectol., de tweede, volgens zijn alcoholgehalte, aan de rechten van fr. 360., 900. of 1,800. den hectol., voortaan slechts met het eenvormig recht van fr. 30. de 100 kil. belast zijn.

Deze aanzienlijke vermindering op de huidige rechten werd toegestaan om de nijverheden, welke deze producten bezigen, te bevoordeelen.

Voor de bereide geneesmiddelen, de gedoseerde bereidingen en de artsennijver-

dige specialiteiten (n° 382) worden hierna de verschillende regimes aangeduid, welke daarop krachtens het geldend tarief toepasselijk zijn :

Geneesmiddelen, enz., met alcohol: *Andere alcoholische vloeistoffen*, fr. 360.» , 900.» of 1,800.» den hectoliter, volgens het gehalte, plus 16 t. h. van het bedrag der invoerrechten voor de producten, welke ethylalcohol bevatten.

Artsenijkundige stropen: *Geraffineerde suiker*, fr. 40.» de 100 kilogram.

Geneesmiddelen, enz., gesuikerde, welke geene giftige bestanddeelen bevatten: *Met suiker verduurzaamde eetwaren*, fr. 12.» , 20.» of 30.» de 100 kil. volgens het suikergehalte.

Geneesmiddelen, enz. andere: *Drogerijen*, vrij.

Sterk werd aangedrongen op verhooging der bestaande rechten en het vestigen eener onderstandstaxe tegen de mededinging van bij den invoer in België vrij toegelaten buitenlandsche specialiteiten, waarmede de nationale producten te kampen hebben. Het voorgesteld recht van 20 t. h. der waarde zal aan deze wettige eischen voldoening schenken.

B. — BEREIDE SCHEIKUNDIGE MESTSTOFFEN.

N° 385 tot 395. — De vrijstelling blijft behouden ten behoeve dezer voor den landbouw noodige producten, behalve voor den zwavelzuren ammoniak (n° 389), voor het kalksuperphosphaat en het fosphaatneerslag (n° 392), welke in ons land in groote hoeveelheden voortgebracht worden.

De voorgestelde rechten, fr. 1.50 en 0.50 de 100 kil. zijn allergeringst.

C. — KLEUR-, LOOI- EN VERFSTOFFEN, LAK, VERNIS EN VERKITSSEL.

N° 396 tot 439. — De belgische nijverheden, welke deze stoffen verwerken, bevinden zich in denzelfden toestand als de tak « scheikundige producten ».

Het ontwerp-tarief voorziet insgelijks een klein onderstandsrecht, waarvan de toepassing, in het meereendeel der gevallen, minder dan 5 t. h. der waarde bedraagt, voor de artikelen, waarvan gelijkaardige soorten in België vervaardigd worden in die, vroeger, vrij toegelaten werden. Bevinden zich in dat geval, de producten welke onder de n° 400, 401, 413, 415, 419, 420, 424, 425, 428-b, 431-b, 432 tot 436 en 438 voorkomen.

Wat betreft het voor den verkoop in 't klein geconditioneerd *graphiet* alsmede de *verven* van alle soort in capsules, napjes, pastilles, buisjes, enz. (grootendeels bazar- en kleinhandelartikelen) kwam het recht van 15 t. h. in de plaats van den tolvrijdom.

Belangwekkend is het, op te merken dat de huidige rechten van fr. 360.» , 900.» of 1,800.» den hectoliter, voor het *vernis met alcohol* (n° 431-a), — dat door sommige belgische nijverheden in groote hoeveelheden verbruikt wordt (fabrieken van doppen in tin, namelijk), — tot fr. 120.» de 100 kil. (zonder

coëfficiënt) teruggebracht werden, welk ook het alcoholgehalte van het vernis weze.

D. — LIJM EN GELATINE.

N^o 440 tot 447. — Altijd in denzelfden gedachtengang werd een klein onderstandsrecht voorzien voor de producten der klasse D, welke vroeger vrij toegeelaten werden (n^o 440 tot 443).

De rechten zijn zeer gematigd en wisselen tusschen 1 en 6 t.h. van de waarde der beschouwde producten.

Voor de *pap met zeep* (n^o 444), werden de huidige rechten van fr. 6.» de 100 kil. tot fr. 4.» teruggebracht.

E. — ESSENCES, REUKWERK EN COSMETIEK.

N^o 448 tot 452. — Het huidig recht van 20 t.h. naar de waarde blijft gehandhaafd voor de eigenlijk gezegde *reukwerken* (n^o 452).

De essences (n^o 448 en 449) — ter uitsluiting der producten van dien aard welke enkel in geneeskunde dienen, en waarvoor de vrijdom gehandhaafd blijft — moeten eerder beschouwd worden als grondstoffen en het scheen beter te zijn, om de ontwikkeling of het oprichten van nijverheden, welke deze stoffen gebruiken (fabrieken van reukwerk namelijk) te bevoordeelen, deze producten met een gematigd recht, 10 t.h. naar de waarde, te belasten.

Thans, en sommige bijzonder genoemde, tolvrije essences uitgezonderd, zijn dezelfde producten belast, hetzij tegen 20 t.h. naar de waarde — ten zelfden titel als de eigenlijk gezegde reukwerken — en zonder dat het recht op de alcoholhoudende essences minder moge bedragen dan de rechten van fr. 360.» 900.» of 1,800.» den heetol. voorzien, volgens het gehalte, voor de *Andere alcoholische vloeistoffen*, hetzij als *Likeuren* tegen fr. 1,800.» den hectol., benevens 16 t.h. der hoofdsom.

Voortaan zou een enkel recht (10 t.h. naar de waarde) toepasselijk zijn, hetgeen in beteekenende mate het onderzoek in de hand zou werken en een einde stellen aan de betwistingen welke de verscheidenheid der vroegere taxaties deed ontstaan.

Daarenboven wordt de, thans voor de alcoholhoudende essences, bestaande beperking gehandhaafd, 't is te zeggen dat het recht waaraan zij onderworpen zijn, in geen geval minder mag bedragen dan het recht in verband met de *alcoholische bereidingen* van n^o 269.

Bijgevolg moeten de geparfumeerde granen, ingevoerd in recipiënten van minstens 10 kil. en die thans tolvrij zijn, insgelijks tegen 10 t.h. naar de waarde belast worden.

De alsemessences waaraan alcohol toegevoegd is, blijven bij den invoer verboden.

SECTIE VI.

Allerlei bewerkte was, zeep, evenals artikelen vervaardigd met was, oliën, vetten en dergelijke artikelen.

N^o 453. — *Was in raten, voor bijenkorven.*

Bleef het regime der vrijstelling, dat het *ruwe* was van bijen en andere insecten thans geniet, in het nieuwe tarief behouden (n^o 13), zoo scheen nochtans dat het in raten geconditioneerd was, de ondergane bewerking in aanmerking genomen, aan een invoerrecht kon onderworpen worden, ten zelfden titel als de andere werken in deze stof, welke, bij het thans van kracht zijnde tarief, tegen 15 t. h. belast zijn.

Het voorgestelde recht van fr. 15.» de 100 kil. vertegenwoordigt overigens slechts een gering percentage.

N^o 454. — *Was in platen, om den afdruk der tanden te nemen.*

Het huidige regime blijft behouden.

N^o 455. — *Kaarsen (bougies, chandelles, cierges) in was, enz.*

In het huidig tarief zijn de verschillende soorten kaarsen op eenvormige wijze tegen fr. 10.» de 100 kil. belast, aanslag welke verondersteld is, een recht van 10 t. h. naar de waarde voor te stellen, volgens eene vroeger gedane omrekening.

Er dient opgemerkt dat de waarde dezer producten merkbaar uiteenloopt volgens de ondergane bewerking; het is om deze reden dat de nieuwe opsomming onderscheid maakt tusschen de verfraaide en de gewone artikelen.

Rekening houdende met de gemiddelde waarde der artikelen in quæstie, werden de rechten onderscheidenlijk vastgesteld op fr. 20.» en 12.» de 100 kil., om het vroeger recht van 10 t. h. nauwkeuriger weer te geven.

N^o 456. — *Werken in dierlijk- of plantenwas, enz.*

De bestaande rechten blijven gehandhaafd.

N^o 457. — *Zeep.*

De bestaande tarifeering werd gehandhaafd, met dit verschil dat de geneeskrachtige zeep, welke thans tegen fr. 40.» de 100 kil. belast is, voortaan zooals de andere toiletzeep aan rechten van fr. 18.» tot 60.» de 100 kil., volgens hare conditioneering, belast wordt.

Deze verandering was noodig om de geschillen te vermijden, welke vaak ten opzichte van de tarifeering der geneeskrachtige zeep rijzen.

N^o 458. — *Vloeibare oliën en vetten, verzeept door middel van loogzouten; roode Andrinopelolie.*

Deze verzepte oliën worden thans als *andere zeep* tegen fr. 6.» de 100 kil. belast.

Overwegende dat het hier producten geldt, welke voornamelijk in de weefnijverheid gebezigd worden, werd, in het belang dier nijverheid, eene vermindering van het bestaande recht voorzien, te weten fr. 4.» in plaats van fr. 6.».

N^o 459. — *Encaustieken, pommaden, smeersel (cirages), roomen, vetten en dergelijke preparaten, enz.*

Bevatten deze producten alcohol, dan volgen zij thans het regime der *alcohol bevattende vloeistoffen*. Volgens het nieuw tarief wordt dit regime voort op hen toegepast (zie n^o 269).

Ten opzichte derzelfde alcoholvrije producten voorziet het van kracht zijnde tarief, ofwel den aanslag tegen het recht van 15 t. h. naar de waarde als *kramerij en ijzerkramerij*, ofwel den vrijen invoer voor sommige artikelen in groote recipiënten ingevoerd, niettegenstaande het in beide gevallen gaat om waren van zelfde samenstelling en welke tot dezelfde gebruiken dienen.

Het nieuw tarief doet deze ongerijmdheid verdwijnen door alle beoogde producten evenredig aan hunne waarde te belasten.

De voorgestelde specifieke rechten — onderscheidenlijk fr. 15.» en 10.» , volgens de wijze van verpakking — werden berekend om met den grondslag van 15 t. h. der waarde overeen te stemmen.

SECTIE VII.

Leder en pelterijen en werken uit deze stoffen vervaardigd.

A. — BEREIDE HUIDEN.

In het huidig tarief, bevat de algemeene rubriek *huiden* (n^o 48) namelijk twee belangrijke categorieën : deze der *verniste, verlakte, geverfde of als marokijn bereide huiden* en deze der *anders bereide huiden*. De grondslagrechten in verband met beide categorieën bedragen onderscheidenlijk fr. 30.» en fr. 15.» de 100 kilogram.

Deze classificering is volstrekt te oppervlakkig, geeft aanleiding tot opvallende ongelijkheid van belastingdruk, in dien zin dat een zelfde recht toepasselijk is op talrijke goederen van zeer uiteenlopende waarde.

Eene uitvoerigere specificatie werd in het nieuw tarief voorzien en de producten werden gegroepeerd derwijze een gelijkmatigeren belastingdruk te verkrijgen.

De onder beide voormelde groote rubrieken opgenomen huiden zijn in België het voorwerp van een belangrijken handel. De volgende gegevens, getrokken

uit onze handelsstatistiek, geven ons een denkbeeld van den grooten omvang der verhandelingen :

JAREN.	Verniste, verlakte, geverfde of als marokijn bereide huiden		Anders bereide huiden	
	Hoeveelheden.	Waarde.	Hoeveelheden.	Waarde.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
<i>Invoer.</i>				
1912	946,917	10,198,296	907,451	4,927,459
1913	839,390	10,492,375	1,166,067	6,331,744
1920	1 170,842	75,574,000	2,853,047	44,342,629
1921	820,398	36,839,442	2,743,932	29,721,639
<i>Uitvoer.</i>				
1912	853,961	10,478 101	5,528,968	26,926,074
1913	677,231	9,650,542	5,873,737	28,605,099
1920	161,128	10,606,833	2,718,230	56,985,209
1921	214,677	8,368,824	1,922,098	29,908,021

Indien men in voorgaande tabel, de hoeveelheden in verband met de jaren 1912 en 1913 vergelijkt met degene betreffende de naoorlogsche jaren (1920 en 1921), zoo' bespeurt men, eenerzijds eene aanzienlijke toeneming van den invoer, en anderzijds eene belangrijke slinking van onzen uitvoer, bijzonderlijk van « anders bereide huiden ».

De bedenkelijke crisis welke de Belgische nijverheid der lederfabricage doormaakt, is in hoofdzaak toe te schrijven aan de steeds hoogere tolwallen welke vóór onze producten op de uitvoermarkten opgeworpen worden; zij moet ook geweten worden aan den toevloed van vreemde producten welke bij ons ingevoerd worden, dikwijls tegen lagere prijzen dan degene geldende in het land van oorsprong.

Herhaaldelijk kloegen onze leerlooiers over de noodlottige mededinging welke hun gedaan wordt onder begunstiging van de matigheid der in ons toltarief voorkomende rechten.

Om in ons land eene zeer belangwekkende nijverheid in stand te houden, komt het verstandig voor, dezen tak eenen lichten steun te verleenen door de huidige rechten op te voeren, zonder nochtans redelijke perken te buiten te gaan, ten einde de schoennijverheid niet te schaden. De voorziene rechten blijven beneden diegene welke in menig vreemd tarief, namelijk in het Fransch tarief, gesteld zijn.

A. — BEREIDE HUIDEN.

N^{os} 460-461. — *Gelooide en hard gedroogde geiten- en schapenvellen, Gewitlooide en hard gedroogde geitjesvellen.*

De vrije invoer dezer producten, echte grondstoffen, wordt gehandhaafd.

N^o 462. — *Gelooide en geleertouwde huiden, niet onthaard, niet toegereed voor bontwerk.*

Het recht, dat deze huiden treft, blijft onveranderd.

N^o 463. — *Tot kamoestleder of door middel van formol gelooide huiden, al dan niet geverfd.*

Het huidig recht staat niet in verhouding tot de betrekkelijk hooge waarde dezer producten. En dan nog vertegenwoordigt het voorgesteld recht (fr. 100.» de 100 kil.) slechts eenen last van 8 t. h. ad valorem.

N^o 464. — *Perkamentachtige huiden, perkamenten en velijnen.*

De vrije invoer welken de huiden waarvan sprake — het geverfd of gekleurd perkament uitgezonderd — genieten, is niet meer te rechtvaardigen. Voorgesteld wordt deze met hetzelfde geringe recht, fr. 30.» de 100 kil. te belasten, aan hetwelk het geverfd of gekleurd perkament reeds onderhevig is.

N^o 465. — *Allerlei huiden, gebronzeeerd, verguld, verzilverd, beschilderd of met gedreven teekeningen of versieringen.*

Eenvoudige omzetting van het recht ad valorem in specifieke rechten.

N^{os} 466-467. — *Geverfde of als marokijnleder bewerkte huiden, elders niet genoemd. — Verniste of verlakte vellen.*

Het voor de onder litt. a opgenomen kleine vellen voorgestelde recht van fr. 60.» is niet overdreven; het vertegenwoordigt ternauwernood 4 t. h. van de waarde dezer producten.

Wat de onder litt. b opgenomen huiden betreft, is een onderscheid geboden.

Krachtens eene oude bepaling kunnen de groote huiden — en de kalfshuiden — enkel in 't zwart geverfd en gevet, mits een recht van fr. 15.» de 100 kil. toegelaten worden. Dit recht is niet in verhouding tot de waarde van gemelde huiden, welke namelijk het box-calf omvatten. Een recht van fr. 40.» de 100 kil. wordt voorgesteld, hetgeen ietwat meer dan 4 t. h. ad valorem vertegenwoordigt.

Voor de in 't zwart geverfde, als marokijnleder bewerkte huiden, bedraagt de verhooging enkel fr. 10.» per 100 kil. Het recht op de in kleur geverfde huiden, artikel van hoogere waarde dan de voorgaande, wordt van fr. 30.» tot fr. 50.» de 100 kil. opgevoerd.

De verniste of verlakte vellen (n^o 467) welke hoofdzakelijk tot het aanmaken van kostbare artikelen en namelijk van luxe-schoenen dienen, kunnen gemakkelijk een recht van fr. 125.» de 100 kil. dragen; de toepassing van dit bedrag overtreft overigens het recht van 10 t. h. ad valorem niet.

n^o 468. — *Anders bereide vellen.*

In verband met het recht dat de geverfde of als marokijnleder bewerkte velletjes treft, wordt voorgesteld het recht op de onder litt. *a* opgenomen goederen tot fr. 30.» te verhoogen.

Litt. *b* bevat inzonderheid het zool- en het riemleder, welke de groote specialiteiten der belgische leerlooierijen zijn. Om de hiervoren uiteengezette redenen, wordt het huidig recht van fr. 15.» de 100 kil. gevestigd op de geheele vellen, de kernstukken, den afval en het splitleder onderscheidenlijk tot fr. 25.» 30.» en 20.» de 100 kil. opgevoerd.

N^o 469. — *Nagemaakt of kunstmatig leder met afval van leder als hoofdbestanddeel.*

a) Onder het huidig regime worden deze artikelen belast tegen fr. 15.» de 100 kil., met verlof, voor den invoerder, deze tegen het recht van 10 t. h. ad valorem aan te geven. Alleen het recht van fr. 15.» de 100 kil. wordt gehandhaafd.

b) Wat de uitgesneden stukken, zolen, hakken, enz. aangaat, wordt het recht van 10 t. h. ad valorem omgezet in gelijkwaardige specifieke rechten.

N^o 470. — *Afval en snippers van leder en van huiden; oud leder.*

De onder litt. *a* dezer rubriek opgenomen voorwerpen zijn belastbaar met het recht van fr. 30.» en 15.» de 100 kil. of van 10 t. h. ad valorem. Een gelijk recht van 5 t. h. vervangt deze verschillende rechten.

De vrije invoer blijft behouden voor den afval welke voor geene lederen werken kan gebezigd worden.

B. — WERKEN IN VEL OF IN LEDER.

Onder deze rubriek werden gegroepeerd, eenerzijds, de handschoenen in vel en de artikelen thans gerangschikt in de categorie der *Bewerkte huiden, niet afzonderlijk getarifeerd* (ter uitzondering der schoenen), anderzijds de werken in leder of in vel onder verschillende posten van het Tarief gerangschikt: *Marokijnwaren, Verschillende benoodigdheden voor de nijverheid, Machienes en mechanicken, Kramerij.*

Zooals uit de navolgende ontleding blijken zal, werden zekere rechten ad valorem door gelijkwaardige specifieke rechten vervangen; eenige artikelen ondergaan eene geringe verhooging van rechten.

N^o 471. — *Riemen voor klompen.*N^o 472. — *Zolen, hakken en bandzolen enkel uitgesneden, conterforts en dergelijke, van natuurlijk leder.*

Het recht van 10 t. h. ad valorem wordt omgezet in gelijkwaardige specifieke rechten.

N^o 473. — *Schachten van laarzen, halve laarzen, bottillons, overschoenen, voorstukken en zijstukken, slobkousen, beenbanden en beenstukken, al dan niet gekromd, gestikt, genaaid, gevoerd of in enkel uitgesneden stukken.*

Deze verschillende artikelen zijn thans, naar den aard van de producten en van het gebezigd leder, belastbaar tegen fr. 15.» of fr. 30.» de 100 kil. of 10 t. h. ad valorem. Dezulke artikelen in vernist leder (geheel of gedeeltelijk) zullen voortaan onderworpen zijn aan het recht van fr. 140.» de 100 kil.; de andere, aan het recht van fr. 100.» de 100 kil. Deze last bedraagt nog geen 10 t. h. ad valorem.

N^o 474. — *Rijgsnoeren in leder, zelfs met beslag.*

De lederen rijgsnoeren met beslag vallen thans in de klasse van de *Kramerij en ijzerkramerij*: voorwerpen niet afzonderlijk getarifeerd, belastbaar met een recht van 15 t. h. ad valorem; zonder beslag kunnen zij tegen het recht van 10 t. h. toegelaten worden. Het specifiek recht van fr. 50.» de 100 kil. is enkel de omzetting van dit laatste recht van 10 t. h.

N^o 475. — *Wandelstokken, rijzweepen, sticks, zweepen en dergelijke artikelen.*

Het recht ad valorem wordt vervangen door een gelijkwaardig specifiek recht.

N^o 476. — *Handschoenen in vel.*

De huidige rechten blijven gehandhaafd.

N^o 477. — *Vellen in banden gesneden voor hoeden, zelfs gefatsoeneerd.*

Omzetting van het recht ad valorem in een gelijkwaardig specifiek recht.

N^o 478. — *Kleedingstukken in leder, al dan niet met weefsels samengevoegd.*

Deze producten zijn thans aan het recht van 10 t. h. ad valorem onderworpen; voortaan zullen zij 15 t. h. betalen. Het geldt hier bijzondere kleedingstukken die deze geringe verhooging gemakkelijk kunnen dragen. Opgemerkt dient overigens dat de manskleederen in weefsel eenen dergelijken last dragen.

N^o 479. — *Artikelen van fijn zadelmakerswerk.*

Vervanging van het recht ad valorem door een gelijkwaardig specifiek recht.

N^o 480. — *Gareelmakerswerk.*

Het voorgesteld recht van fr. 60.» de 100 kil. bereikt niet het recht van 10 t. h. ad valorem dat thans deze artikelen treft.

N^o 481. — *Onderdeelen in leder bestemd tot garnituur van voorwerpen behoorende tot het mandenmakerswerk.*

In het belang der mandenmakerij, wordt het matig recht van 5 t. h. ad valorem behouden.

N^o 482. — *Platen van buffelhuid, geplakt en gerold, niet volgens grootte gesneden.*

Omzetting van het recht ad valorem in een gelijkwaardig specifiek recht.

N^o 483. — *Drijf- of vervoerriemen, banden en riempjes voor drijf- of vervoerriemen.*

Deze artikelen vallen thans in de categorie der *Machines*, enz. : *Riemen voor machines in leder*, belastbaar tegen fr. 30.» de 100 kil. Het voorgesteld recht van fr. 45.» de 100 kil. bereikt geene 6 t. h. der waarde dezer producten.

N^o 484. — *Buizen, emmers, transporteeremmers, jachttoomen en klampen voor weefgetouwen, tandraderen, platen en linten voor kaarden waarop de tanden nog niet gestoken zijn, segmenten voor kammachines, moffen en werken elders niet afzonderlijk genoemd, in vel of in leder, voor machines.*

Het geldt hier nijverheidsartikelen welke thans in verschillende categorieën van het Tarief vallen. Een cenig recht van fr. 50.» de 100 kil., overeenstemmende met een recht ad valorem dat 6 t. h. slechts even overtreft, wordt voorgesteld.

N^o 485. — *Reiskoffers.*

De voorgestelde bedragen spruiten voort uit eene eenvoudige omzetting der bestaande rechten ad valorem in specifieke rechten.

N^o 486. — *Valiezen, handtasschen, reiszakken, hoedendozen, kokers voor photographie-toestellen, voor jachtwapens, voor muziekinstrumenten en dergelijke artikelen.*

Het recht van fr. 150.» de 100 kil. bereikt het bedrag van 15 t. h. ad valorem niet dat thans op deze artikelen drukt.

N^o 487. — *Marokijnwerk niet afzonderlijk genoemd.*

De in dezen post van het Tarief gerangschikte voorwerpen zijn, over 't algemeen, afgewerkte producten welke eenen belangrijken handenarbeid ondergaan hebben; anderdeels is de door den kleinhandel in deze voorwerpen behaalde winst hoog genoeg opdat deze gemakkelijk eene taxeverhoging van 5 t. h. kunnen dragen.

N^o 488. — *Werken in vel of in leder, elders niet genoemd noch begrepen.*

Het recht van 10 t. h. ad valorem blijft gehandhaafd.

C. — PELTERIJEN.

Deze post bevat de enkel toegereede pelterijen, de bewerkte of vervaardigde pelterijen en den afval van toegereede pelterijen.

Wat de eersten aangaat, wordt voorgesteld het recht ad valorem in specifieke rechten om te zetten : zulks legt de aangenomen classificeeringen uit.

Volgens de cijfers onzer handelstatistiek is de handel in toegereede pelterijen in België zeer belangrijk.

Hierna de hoeveelheden en de waarden van deze artikelen tijdens de jaren 1912, 1913, 1920 en 1921 in- en uitgevoerd :

Toegereede pelterijen.					
		INVOER.		UITVOER.	
		Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912.	. .	132,958	4,653,530	208,304	1,874,736
1913.	. .	132,107	9,013,136	97,021	2,967,498
1920.	. .	113,720	20,789,193	332,604	17,925,403
1921.	. .	111,385	22,241,406	162,766	4,681,178

N^o 489. — *Pelterijen enkel toegereed.*

Onder de benaming « Pelterijen enkel toegereed », worden begrepen de vellen met het haar of het dons, gezeemtouwd, gezuiverd, lenig gemaakt, zelfs geverfd of geglansd, in een woord, zooals zij voor pelswerk gebruikt worden, zelfs ingevoerd in vellen of deelen van vellen aaneengenaaid in vorm van doeken, zakken, bereide lamsvachten (touloupes) of vierkanten, maar *uitsluitend* om een geheel uit te maken gemakkelijker om te vervoeren en beter geschikt voor den verkoop.

Vroeger waren deze producten aan een recht van fr. 30. » de 100 kil. onderworpen, hetgeen feitelijk op hunnen vrijen invoer neerkwam. Dit recht werd, krachtens de wet van 31 Maart 1921, vervangen door dat van 5 t. h. ad valorem.

De omzetting van dit recht ad valorem in specifieke rechten gaat in op de wenschen der Belgische invoerders van pelterijen, daar deze de geschillen verlangen te vermijden welke, bij het tolonderzoek, oprijzen in verband met de waarde dezer moeilijk te schatten producten.

N^o 490. — *Bewerkte of vervaardigde pelterijen.*

Het recht van 20 t. h. ad valorem blijft gehandhaafd om dezelfde redenen als voor de andere luxekleederen.

N^o 491. — *Afval van toegereede pelterijen.*

De huidige tarifeering blijft bewaard.

D. — ARTIKELEN UIT DARMEN.

N° 492. — *Kabels, touwen en touwdraden elders niet genoemd.*

N° 493. — *Artikelen uit darmen, elders niet genoemd, noch begrepen.*

De bestaande rechten worden gehandhaafd behoudens voor de koorden voor laatverband (phenick catgut) welke, onder het huidig regime, den vrijen invoer genieten.

SECTIE VIII.

Producten van de weefnijverheid.

Worden in deze sectie gegroepeerd, volgens de stof waaruit zij bestaan of volgens hunne verwantschap, de producten, welke in het huidig tarief in de categorieën *Garens* (n° 24), *Touwwerk* (n° 15), *Lompen en voddën* (n° 18), *Weefsels* (n° 64), alsook verschillende artikelen genomen uit *Kleedingstukken, linnengoed en allerlei vervaardigde voorwerpen* (n° 27) en uit *Verschillende benoodigdheden voor de nijverheid* (n° 54).

A. — ZIJDE, VLOKZIJDE EN KUNSTZIJDE.

Het regime van den vrijen invoer blijft gehandhaafd ten voordeele van de *afgewonden of getwijnde zijde* (n° 494) en van de *garens van vlokzijde* (n° 495), producten welke in België weinig of niet gemaakt worden. Zoo ook worden de rechten van het huidig tarief niet gewijzigd voor de *garens geconditioneerd voor den verkoop in 't klein* (n° 498) en voor alle producten — borduursels, kanten, passementwaren, linten, weefsels, enz. — uit zijde of met zijde vermengd, onder n° 499 tot 511 opgenomen.

Darentegen werd de vrije invoer niet behouden voor de *garens van kunstzijde* (n° 496), welke in België het voorwerp eener bloeiende nijverheid uitmaken, voor de *getwijnde en geversde garens* van zijde, vlokzijde of kunstzijde onder n° 497 opgenomen, bewerkte producten die in België ingevoerd worden om tot den verkoop in 't klein bereid te worden, bewerking welke slechts geringen handenarbeid vergt. De nieuwe rechten op deze beide nummers stemmen met 5 tot 7 l. h. naar de waarde overeen.

B. — WOL.

N° 512. — *Garens van gekaarde wol.*

In het huidig tarief zijn de garens van gekaarde wol op gelijke wijze belast tegen fr. 5.» de 100 kil., zonder dat er rekening gehouden worde met den daaraan verbonden handenarbeid.

Het ligt voor de hand dat de aanslag moet klimmen naar gelang den graad van afwerking der producten. Rekening werd gehouden met dit beginsel in de nieuwe tarificering : het recht van fr. 5», dat voor de enkele, ongebleekte of

gebleekte garens onveranderd bleef, werd met fr. 2-50 vermeerderd voor de getwijnde garens, met fr. 5.» voor de geverfde of bedrukte garens en met fr. 7-50 voor de garens, welke terzelfder tijd getwijnd en geverfd of bedrukt werden.

N^o 513. — *Garens van gekamde wol.*

Behoudens eene kleine wijziging in de bewoording der rubriek werd het regime der *garens van gekamde wol* niet veranderd.

N^o 514. — *Garens van wol geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.*

De *garens van wol geconditioneerd voor den verkoop in 't klein* (n^o 514) behouden ook het huidig recht.

N^o 515 en 516. — *Werktuigelijk vervaardigd borduurwerk, Sjaals en sjerpen.*

Geene wijziging in het *werktuigelijk vervaardigd borduurwerk* (n^o 515) en in de *sjaals en sjerpen* (n^o 516).

N^o 517. — *Dekens.*

De huidige tarifeering werd gewijzigd in dien zin dat een hooger recht voorzien werd voor de bedrukte of op het Jacquardgetouw geweven dekens (onderscheidenlijk fr. 100.» en fr. 70.» in plaats van fr. 60.» en fr. 45.»). Deze wijziging werd ingebracht om het recht evenrediger aan de onderscheidenlijke waarde der producten te maken.

Er valt overigens op te merken dat de rechten voor de dekens voorzien zeer gematigd zijn; zij stemmen overeen met rechten naar de waarde die geene 10 tot 12 t. h. te boven gaan.

N^o 518 tot 522. — *Kanten en guipures, tulen en weefsels met netmazen, Lasting, Zelfkanten, Passement- en lintwaren.*

Voor de *kanten en guipures, tulen en weefsels met netmazen* (n^o 518), de *lasting* (n^o 519), de *kunstmatige zelfkanten* (n^o 521), de *passement- en lintwaren* (n^o 522) heeft men eenvoudig weg de grondslagrechten van het huidig tarief overgenomen.

Een recht van fr. 20.» de 100 kil. werd bepaald voor de *zelfkanten van laken* (n^o 522) (thans invoervrij), recht gelijk aan datgene dat reeds bestaat — en behouden blijft — voor de *kunstmatige zelfkanten* en de *viltten banden* (n^o 521).

N^o 523. — *Voettapijten.*

Het ontwerp van tarief neemt de belasting naar het gewicht over, welke vóór het in werking treden der wet van 31 Maart 1921 bestond; de specifieke bedragen werden vastgesteld derwijze met het bestaand recht van 20 t. h. naar de waarde overeen te stemmen.

N° 524. — *Tafeltapijten.*

De tafeltapijten behouden hun recht van fr. 150.» de 100 kil., behalve dat, voor het gemak bij het onderzoek, in deze rubriek ingelijfd werden de sommige zeldzame artikelen van wol en katoen, met katoen als hoofdstof, welke thans als « *Tapijten van katoen* » tegen fr. 55.» de 100 kil. belast zijn.

N° 525. — *Wollen tapijtwerk.*

Ten opzichte van de wollen tapijtwerken, weeldeartikelen, bleef het recht van 20 t. h. naar de waarde gehandhaafd.

N° 526. — *Fluweelen en pluizen.*

De tarifeering der fluweelen en pluizen werd omgewerkt in dien zin dat het recht van fr. 85.» op de stoffeeringsartikelen op fr. 90.» gebracht werd en dat van fr. 75.» op de pluizen en fluweelen andere dan voor stoffeering, op fr. 100.» De nieuwe bedragen beantwoorden beter aan de onderscheidenlijke waarde dezer producten; zij vertegenwoordigen overigens ternauwernood 10 t. h. dezer waarde.

N° 527. — *Weefsels in breiwerk.*

Ongewijzigd.

N° 528. — *Wollen weefsels elders niet genoemd noch begrepen.*

De onder dit nummer gerangschikte producten omvatten het grootste gedeelte der in België ingevoerde wollen weefsels. Zij komen in de opgaven der handelsstatistiek onder de volgende rubrieken voor :

- a) Wollen weefsels wegende minder dan 200 gram per vierkanten meter;
- b) Andere wollen weefsels.

Gezegde statistiek geeft over het jaar 1921 de volgende cijfers voor den invoer dezer weefsels aan :

- a) Wollen weefsels wegende minder dan 200 gram per vierkanten meter : 354.000 kil., aangegeven waarde fr. 21,485,000., dus eene gemiddelde waarde van ongeveer fr. 60.» den kilogram.
- b) Andere wollen weefsels : 2,097,000 kilogram, aangegeven waarde fr. 80,870,000., dus eene gemiddelde waarde van ongeveer fr. 38.50 den kilogram.

De in het ontwerp van tarief voorziene rangschikking is in hare groote trekken eene herhaling van het geldend tarief. Zij werd nochtans met sommige rubrieken verlicht om het tolonderzoek te vergemakkelijken.

De grondslagrechten hebben weinig verandering ondergaan en voor een zeker aantal artikelen blijven zij zelfs beneden de thans voorziene.

Ten opzichte der waarde der beoogde weefsels zijn de in het ontwerp vastgestelde rechten zeer gematigd, niettegenstaande het coëfficiënt dat van 3 op 4 gebracht werd.

Rekening houdende met hunne samenstelling en hun gewicht zullen de wollen weefsels van minder dan 200 gr. fr. 600.» of fr. 400.» de 100 kil. betalen en de weefsels van meer dan 200 gr. zullen rechten betalen welke tusschen fr. 480.» en fr. 200.» de 100 kil. wisselen.

Steunend op de gemiddelde waarden, welke uit de hoogervermelde cijfers der handelsstatistiek voortspuiten, zullen de voorgestelde rechten in het meerendeel der gevallen minder dan 10 t. h. der waarde bedragen.

C. — PAARDENHAAR EN RUW DIERENHAAR.

N^o 529. — Thans zijn de draden, welke geheel of voor het grootste gedeelte uit ruwe haren bestaan, bij den invoer vrij. Daarentegen is het regime der wollen garens toepasselijk op de garens uit ruwe haren met wol vermengd, wanneer deze laatste weefstof de hoofdstof in gewicht uitmaakt.

Deze tarifeering blijft gehandhaafd, behalve dat ten opzichte der met wol vermengde garens geen onderscheid meer gemaakt wordt nopens de hoofdstof, omdat de douane over geen enkel practisch middel beschikt om de verhoudingen der voorhanden zijnde stoffen met juistheid te onderzoeken.

N^{os} 530 tot 533. — Deze nummers hebben betrekking op de weefsels van paardenhaar of ruw dierenhaar, welke thans tegen fr. 160.» de 100 kil., dus tegen 10 t. h. naar de waarde belast zijn. De nieuwe bedragen zijn uitsluitend specifiek en stemmen overeen met ongeveer 10 t. h. van de waarde der beoogde producten.

D. — KATOEN.

N^{os} 534 en 536. — *Garens van katoen.*

Hierna wordt het geldend tarief voor de garens van katoen niet bereid voor den verkoop in 't klein afgedrukt.

Garens van katoen, enkele of getwijnde :

Ongebleekte of gebleekte, metende per $\frac{1}{2}$ kil. in enkel garen.	20,000 meter of minder	100 kil.	10.»
	20,000 tot 40,000 meter	100 kil.	15.»
	40,000 tot 65,000 meter	100 kil.	20.»
	Meer dan 65,000 meter	100 kil.	5.»
Geverfde of geschooren metende per $\frac{1}{2}$ kil. in enkel garen.	20,000 meter of minder	100 kil.	15.»
	20,000 tot 40,000 meter	100 kil.	20.»
	40,000 tot 65,000 meter	100 kil.	25.»
	Meer dan 65,000 meter	100 kil.	5.»

In dat tarief zijn de rechten gelijk voor de gebleekte of ongebleekte garens, voor de enkele of de getwijnde garens, ook wordt geene rekening gehouden met het glanzen, met het merceriseeren noch met het ineendraaien.

Logischerwijze moet het recht in verband staan met het noodige handenwerk : daarmede werd dan ook rekening gehouden in de nieuwe rangschikking.

De grondslagrechten bleven behouden voor de enkele, ongebleekte garens, maar deze rechten werden onderscheidenlijk vermeerderd met :

- 1^o fr. 2.50 voor de gebleekte garens ;
- 2^o fr. 5.» voor de geglansde of gemerceriseerde garens ;
- 3^o fr. 5.» voor de geverfde of gevlamde garens ;
- 4^o fr. 2.50 voor de getwijnde niet ineengedraaide garens ;
- 5^o fr. 4.» voor de getwijnde en ineengedraaide garens.

Men merke op dat de garens welke, in enkel garen, meer dan 65,000 meter per $\frac{1}{2}$ kil. wegen voortgaan een voorkeurrecht te genieten ; het gaat hier om garens, welke in België maar heel weinig vervaardigd worden en welke het in het belang der weverij voordeeliger is aan zeer verminderde rechten te laten inkomen.

N^o 537. — *Vermengde garens van katoen, het katoen de hoofdstof zijnde in gewicht.*

Deze garens volgen zooals in het huidig tarief het regime der garens van louter katoen. Men merkt nochtans op dat dit laatste eenen post bevat, met een recht van fr. 5.» de 100 kil., aldus opgesteld : *garens van katoen gemengd met minstens 20 t. h. wol, katoen de hoofdstof zijnde volgens het gewicht.* Daar onze nijverheid die soort draden in groote hoeveelheden voortbrengt, bestaat er geen enkele reden om langer een bevoorrecht regime op hen toe te passen en moeten zij, in alle opzichten, met de andere garens van katoen gelijkgesteld worden.

N^o 538. — *Garens van katoen in geschoren kettingen.*

Deze garens die slechts weinig ingevoerd worden, zullen de rechten op de katoenen garens betalen volgens de soort, met eene geringe bijtaxe van fr. 1.» de 100 kil., om rekening te houden met den handenarbeid van het scheren.

N^o 539. — *Garens van katoen geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.*

De nieuwe bedragen zijn dezelfde als deze welke het huidig tarief bepaalt (onderscheidenlijk fr. 70.» en 50.») voor de garens, welke 65,000 meter of minder per $\frac{1}{2}$ kil. meten. De bedragen van fr. 70.» en van fr. 50.» worden insgelijks toepasselijk gemaakt op de garens, welke meer dan 65,000 meter per $\frac{1}{2}$ kil. meten (thans fr. 10.»); dit zijn zeer dure producten, die in België heel goed vervaardigd worden en die dezelfde rechten als de garens van hogere nummers kunnen dragen.

N^o 540. — *Weefsels uit louter katoen, niet gefatsoeneerd, niet gemercceriseerd.*

Deze post stemt juist overeen met de huidige rubriek van het tarief (ex. n^o 64) : « *Weefsels van katoen, effen, gekeperde weefsels en tijd* ». Rangschikking en bedragen werden overigens onveranderd weergegeven.

N^o 541. — *Weefsels uit louter katoen, niet gefatsoeneerd, gemercceriseerd.*

Deze producten volgen het regime der niet gemercceriseerde weefsels, maar met eene bijtaxe van fr. 10.» de 100 kil. (grondslagrecht), om rekening te houden met den bijkomenden handenarbeid.

N^o 542. — *Weefsels uit louter katoen, niet gefatsoeneerd, wegende minder dan 3 kil. de 100 vierkante meter.*

Volkomen herhaling van de geldende tarifeering.

N^o 543. — *Weefsels uit louter katoen, gefatsoeneerd.*

Dit opschrift stemt overeen met den vroegeren post (ex. n^o 64) : *Weefsels van katoen : Piqués, bombazijn, gefatsoeneerd, damastvormig geweven en geglansd.*

Noch rangschikking, noch voorziene rechten brengen wijziging in het huidig regime, behalve dat de rubriek thans de artikelen omvat, welke minder dan 3 kil. de 100 vierkante meter wegen (onbeduidende invoer) en welke tot nog toe aan het recht van 10 t. h. naar de waarde onderworpen waren.

N^o 544 tot 546. — *Borduurwerk werktuiglijk vervaardigd, Sjaals en sjerpen, Spreien in gefatsoeneerde weefsels.*

Ongewijzigd.

N^o 547. — *Dekens.*

Ongewijzigd, behalve eene geringe verhooging van het recht op de bedrukte of op het jacquardgetouw geweven dekens. Deze vermeerdering is enkel de terechtwijziging eener ongerijmdheid.

N^o 548 tot 551. — *Kanten van allen aard. Geweven of gevlochten wicken, Gebrocheerd neteldoek, Passement- en lintwaren.*

Herhaling van het bestaand tarief.

N^o 552. — *Voettapijten.*

Geringe verhooging van fr. 10.» de 100 kgr., in overeenstemming met deze die de rechten op de wollen voettapijten treft.

N° 553. — *Tafeltapijten.*

Huidige tarifeering :

Met wol vermengd fr. 90 » de 100 kilogram.
 Uit louter katoen of vermengd, met andere weef-
 stoffen dan wol of zijde 53 » de 100 kilogram.

Gezien de zeer groote verscheidenheid in de weefsels voor de vervaardiging der tafeltapijten gebruikt, zijn bovenstaande rechten niet altijd goed met de waarde der producten geëvenredigd. Het bleek billijker deze artikelen het regime der *weefsels* volgens de soort te laten volgen, 't is te zeggen, hen aan dezelfde rechten te onderwerpen als de weefsels waaruit zij bestaan.

N° 554. — *Tulen en andere weefsels met mazen niet afzonderlijk getarifeerd.*

Juiste weergave van het huidig regime.

N° 555. — *Fluweel en pluis.*

Volgens het geldend tarief zijn de sub n° 555 bedoelde producten in drie verschillende rubrieken gerangschikt.

1° Katoen- fluweel.	Zijde fatsoen (velvets).	Ruw	fr. 75.» de 100 kilogr.
		Geverfd of bedrukt .	fr. 95.» de 100 id.
	Ander (cords, moles- kins, enz.).	Ruw	fr. 50.» de 100 id.
		Geverfd of bedrukt .	fr. 70.» de 100 id.
2° Fluweel en pluis niet afzonderlijk getarifeerd		fr. 90.» de 100 id.	

3° Weefsels van katoen : alle andere weefsels (voor het
 pluis in den trant der moketten) 15 t. h. naar de waarde.

Deze tarifeering vertoont eene in 't oog vallende ongerijmdheid, in dien zin dat de artikelen, welke als fluweel van katoen, *velvets* genaamd, tegen fr. 75.» of fr. 95.» de 100 kil. belast worden, dikwijls eene veel geringer waarde hebben dan sommige fluweelen per ketting, welke in de klasse *ander fluweel* vallen (rechten fr. 50.» en 70.»).

De voorgestelde rangschikking heeft tot doel deze onjuistheid te herstellen en terzelfder tijd het verschillend fluweel en pluis in eenen zelfden post te groepeeren, afgezien van het fluweel of pluis in linten of in voettapijten, welke afzonderlijk getarifeerd zijn.

De specifieke rechten in het ontwerp van tarief werden berekend om, gemiddeld, met een bedrag van 15 t. h. naar de waarde overeen te stemmen.

N° 556. — *Weefsels van breiwerk.*

Het geldt hier weefsels van breiwerk in stukken, niet gesneden met het oog op eene bijzondere bestemming. Het huidig regime blijft gehandhaafd.

N^o 557. — *Weefsels van katoen, elders niet genoemd, noch begrepen, vermengd met vlas, hennep, jute, enz.*

Deze klasse omvat namelijk de al dan niet gefatsoeneerde artikelen, welke het geldend tarief belast onder de benaming : « *Weefsels van katoen voor kleeding of voor stoffeering niet afzonderlijk getarifeerd, gemengd met vlas, met hennep, met jute of met andere plantaardige weefstoffen* ».

Het grootste gedeelte dezer artikelen bestaat uit zoogenaamd « gemengd » linnen, dat in België veel vervaardigd wordt.

De ondervinding heeft bewezen dat in de huidige classificatie de heel dure artikelen, d. w. z. deze met gering gewicht per vierkanten meter en met een groot aantal draden, in verhouding tot hunne waarde minder belast worden dan sommige gemeene weefsels.

De bevonden ongerijmdheden werden verholpen, wat de vermeerdering van sommige grondslagrechten ten opzichte der huidige rechten verklaart. In 't algemeen, stemmen de voorgestelde specifieke rechten overeen met een gemiddeld recht van 15 t. h. naar de waarde.

N^o 558. — *Weefsels van katoen, elders niet genoemd, noch begrepen.*

a) *Vermengd met gekamde wol :*

Het geldend tarief omvat 3 onderverdeelingen volgens het gewicht per vierkanten meter, met de bedragen fr. 130., 100. en 80.. In de nieuwe tarifeering zijn 4 onderverdeelingen met de onderscheidenlijke bedragen fr. 130., 100., 80. en 70., wat eene vermindering van rechten voor de zware artikelen meebrengt.

b) *Vermengd met gekaarde wol :*

Huidige rechten : fr. 80. de 100 kil. voor de artikelen van minder dan 200 gr. en 15 t. h. naar de waarde voor deze welke 200 gr. of meer wegen.

De rangschikking van het ontwerp van tarief neemt het bedrag van fr. 80. over voor de artikelen van minder dan 200 gr. Ten opzichte der artikelen van 200 gr. en meer komen 3 onderverdeelingen voor met de bedragen fr. 70., 60. en 50. de 100 kil., bedragen welke met een gemiddeld recht van 15 t. h. naar de waarde overeenstemmen.

c) *Andere :*

Deze categorie omvat de enkele zeldzame artikelen, welke niet in de verschillende vorige rubrieken vallen. Behoud van het recht van 15 t. h. naar de waarde.

*E. — VLAS, HENNEP, CHINAGRAS, JUTE EN ANDERE PLANTAARDIGE WEEFSTOFFEN,
MET UITZONDERING VAN KATOEN.*

N^o 559. — *Garens van vlas, garens van hennep en garens van chinagras.*

De vervaardiging der garens van vlas en der garens van hennep is eene onzer bijzonderste nationale nijverheden, en deze producten komen voor eene aanzien-

lijke waarde in onzen uitvoerhandel, zooals uit volgende cijfers der statistiek blijkt.

Uitvoer uit België van « garens van vlas of van andere plantenvezels niet genoemd » :

Jaar 1920. — 19,788,000 kil. voor eene waarde van fr. 276,894,000.».

Jaar 1921. — 12,346,000 kil. voor eene waarde van fr. 109,842,000.».

Het regime van de vrijstelling van rechten door het geldend tarief aan de garens in quaestie verleend is eerder moeilijk te verklaren wanneer men bedenkt dat hetzelfde tarief invoerrechten voorziet op de producten van soortgelijke nijverheden, zooals de garens van katoen en de garens van wol.

Het kwam dus gepast voor ter gelegenheid der algeheele omwerking van ons tarief, rechten te voorzien, welke overigens zeer gematigd zijn, maar die eenen lichten steun zullen verleenen aan de nijverheid van het spinnen van vlas, van hennep en van de andere plantaardige weefstoffen, het katoen uitgezonderd.

In minimumtarief werden slechts rechten voorzien voor de garens wier fijnheid niet boven het Engelsch n^o 20 gaat dit wil zeggen deze die bijzonder de Belgische producten concurrentie aandoen. Voor de garens boven het Engelsch n^o 20 welke ons hoofdzakelijk door Engeland geleverd worden, bleef het regime van den vrijen invoer gehandhaafd.

Het is niet zonder belang op te merken dat de in de nieuwe rangschikking voorziene rechten het grondslagbedrag van fr. 19.50 de 100 kil. niet overtreffen, terwijl het Fransch tarief voor soortgelijke producten rechten bepaalt, welke tot fr. 200.» de 100 kil. gaan, coëfficiënten niet inbegrepen.

N^o 560. — *Garens van jute.*

Het regime van den vrijen invoer wordt afgeschaft om dezelfde redenen als deze, welke onder n^o 559 uiteengezet werden.

In minimumtarief gaan de voorziene rechten van fr. 5.» tot fr. 17.50 de 100 kil., volgens de fijnheid der garens en den ontvangen handenarbeid.

In het Fransch tarief zijn dezelfde producten, in minimum belast met rechten, welke tusschen fr. 6.75 tot fr. 29.90 de 100 kil. wisselen.

N^o 561. — *Garens van papier.*

Deze producten worden thans vrij toegelaten, tenzelfden titel als de garens van vlas, van hennep, van jute, enz.

Deze tarificering is in strijd met het gezond verstand aangezien het papier, grondstof der garens, aan rechten onderworpen is.

Men stelt voor deze ongerijmdheid te doen verdwijnen door het vestigen eener taxe van fr. 5.» de 100 kil., even hooger dan deze in verband met het gemeen papier.

N^o 562. — *Garens van abaca (Manillahennep), van phormium tenax, enz.*

Een gering recht van fr. 5.» de 100 kil. vervangt het regime van den vrijen

invoer, bij gelijkstelling met de wijzigingen voor de andere garens der klasse *E* voorgesteld.

N^r 563. — *Garens geconditioneerd voor den verkoop in 't klein.*

Het ontwerp van tarief geeft de rechten van het bestaand tarief weer, behalve voor de garens van hennep, die aan dezelfde bedragen als de garens van vlas en van chinagras onderworpen worden.

Deze gelijkstelling heeft voor doel een einde te stellen aan de moeilijkheden en betwistingen welke in de tolpraktijk rijzen wanneer het er op aankomt de garens van vlas van die van hennep te onderscheiden.

N^r 564. — *Borduurwerk mechanisch vervaardigd op weefsels van vlas, hennep, enz.*

Het huidig recht van 10 t. h. naar de waarde wordt op 15 t. h. gebracht, 't is te zeggen op hetzelfde bedrag als datgene dat sedert lang toegepast werd op het borduurwerk van katoen.

N^r 565. — *Kanten van allen aard, guipures, enz.*

Behoud van het huidig recht van 15 t. h. naar de waarde op de kanten van vlas, van chinagras, of van hennep, en uitbreiding van dat recht tot de producten der soort in andere plantaardige weefstoffen der klasse *E*, alsook tot de guipures, tulen en andere weefsels met mazen uit deze verschillende stoffen samengesteld.

N^r 566. — *Passement- en lintwaren.*

Een recht van 15 t. h. naar de waarde vervangt hier het bestaande recht van 10 t. h.

De huidige specifieke rechten op de verscheidene weefsels van katoen, stemmen doorgaans overeen met 15 t. h. der waarde, terwijl de weefsels van vlas, van hennep, enz. (behalve de kanten) slechts 10 t. h. betalen.

Er bestaan geen ernstige redenen om dit verschil in de taxatie tusschen de weefsels van katoen en de weefsels van vlas te handhaven; daarenboven brengt het vestigen van een recht op de garens van vlas, van hennep, enz., logischerwijze eene overeenstemmende verhooging mede van het recht op de producten met deze garens vervaardigd.

N^r 567. — *Fluweel en pluis (gesneden of ongesneden) voor stoffeering en andere gebruiken, van vlas, hennep of chinagras.*

Deze producten kunnen gelijkgesteld worden met de overeenstemmende artikelen der katoenklasse en het ligt voor de hand dat zij hetzelfde regime moeten volgen.

N^o 568. — *Voettapijten van vlas of van hennep.*

Evenals voor n^o 567 dient hier naar het regime der gelijkaardige artikelen uit katoen verwezen te worden.

N^o 569. — *Damastvormig geweven tafel- of toiletlinnen van vlas, enz.*

Het geldt hier wel gekenmerkte artikelen waarvoor doorgaans eene bijzondere rangschikking in de meeste buitenlandsche tarieven voorzien is.

De aangeprezen tarifeering omvat drie categorieën welke op hunne beurt in drie trappen onderverdeeld worden, volgens het aantal draden. De specifieke rechten, welke tusschen fr. 100.» tot fr. 275.» de 100 kil. wisselen, werden derwijze berekend dat zij met een gemiddeld recht van 15 t. h. naar de waarde overeenstemmen.

N^o 570. — *Weefsels van zuiver vlas, hennep of chinagrass, niet gefatsoeneerd of gefatsoeneerd, enz.*

Deze rubriek omvat artikelen van zeer verschillende waarden, welke van het grofste hennepinnen af tot het fijnste balist van vlas gaan en de gansche ladder der verschillende hoedanigheden van linnen door loopen.

Het zal dus geen verwondering baren dat de voorziene specifieke rechten op eene gemiddelde basis van 15 t. h. der waarde berekend, aanzienlijke afwijkingen vertoonen en tusschen fr. 20.» tot fr. 605 de 100 kil. wisselen.

De vaststelling der klassen en der onderverdelingen geschiedde derwijze dat de artikelen wier waarden bijna gelijk zijn of ten minste geene te groote verschillen vertoonen, samen gegroepeerd werden.

N^{os} 571 tot 576. — *Fluweel en pluis, Voettapijten, Weefsels voor stoffeering, Niet genoemde weefsels, Weefsels van papiergaren.*

De verschillende producten onder deze nummers opgenomen, zijn belast met specifieke rechten, welke evenals voor de andere weefsels der klasse E, met hoogstens 15 t. h. der waarde overeenkomen.

N^o 577. — *Niet afzonderlijk getarifeerde weefsels van vlas, hennep, chinagrass of andere plantaardige weefstoffen der klasse E;*a) *Vermengd met katoen :*

Valt namelijk in deze klasse het gemengd linnen, samengesteld uit vlas en katoen, het vlas de hoofdstof zijnde in gewicht. Een geringer gehalte aan katoen (soms enkele honderdsten) daargelaten, kunnen deze artikelen met die van n^o 557 gelijkgesteld worden en het is dus redelijk hun hetzelfde regime te doen volgen.

Daar de rechten in beide gevallen eens worden, gaat het niet meer de hoofdstof in gewicht op te zoeken, bewerking die niet zonder ernstige moeilijkheden van stapel loopt, zoowel ten opzichte der aangifte als ten opzichte van het toelonderzoek.

b) *Andere :*

Rubriek die maar heel zeldzame artikelen zal omvatten en waarop het recht van 15 t. h. der waarde toegepast wordt, basis voor de andere weefsels der klasse *E* aangenomen.

*F. — WATTEN EN VILT.*N^o 578. — *Watte.*

Sedert lang reeds drongen de Belgische fabrikanten aan op een invoerrecht op de watten, inroepende dat eene bescherming hun onontbeerlijk is om tegen de buitenlandsche mededinging te kunnen kampen.

Voorgesteld wordt op deze wenschen in te gaan met het vaststellen van zeer gematigde specifieke rechten — zij zijn ongeveer gelijk aan 5 tot 6 t. h. der waarde — op de watten andere dan deze in zijde of in afval van zijde.

N^o 579. — *Vilt niet afzonderlijk getarifeerd.*

Hier werden de verschillende soorten vilt gegroepeerd welke thans volgens hunne samenstelling, in de *weefsels van wol*, in de *weefsels van katoen*, enz. gerangschikt zijn.

Behoudens eenige onbelangrijke wijzigingen zijn de aangeprezen rechten in 't algemeen slechts eene herhaling van het bestaand tarief, deze rechten zijn overigens zeer gematigd in bereiken voor sommige soorten artikelen, nog geene 10 t. h. der waarde.

*G. — BIJZONDERE WEEFSELS.*N^{os} 580 en 581. — *Percaline, calqueerdoek.*

Volgens het geldend tarief vallen deze producten in de categorie der *niet afzonderlijk getarifeerde weefsels*, belastbaar tegen 10 t. h. ad valorem.

De specifieke rechten onderscheidenlijk bepaald op fr. 50.» voor de percaline en op fr. 75.» voor het calqueerdoek, komen overeen met een bedrag dat even hooger dan 10 t. h. der waarde is, maar geene 15 t. h. bereikt.

N^o 582. — *Linoleum*

Ziehier het regime in het geldend tarief :

Vloerlinoleum :

- | | |
|--|-----------------------|
| a) Eenkleurig | de 100 kil., fr. 10.» |
| b) Met gedrukte teekeningen | de 100 kil., fr. 12.» |
| c) Met ingelegde teekeningen | de 100 kil., fr. 13.» |
| Behangsellinoleum | de 100 kil., fr. 18.» |

In het nieuwe tarief bestaat geen onderscheid meer tusschen het vloer- en het behangsellinoleum en de rechten worden onderscheidenlijk gebracht op fr. 15.»

fr. 18.» en fr. 22.» voor het linoleum dat : 1^o eenkleurig is; 2^o met gedrukte teekeningen en 3^o met ingelegde teekeningen bekleed is.

De nieuwe bedragen stellen gemiddeld 20 t. h. der waarde voor, 't is te zeggen eenen last die overeenstemt met dengene die voor de wollen voettapijten voorzien is.

N^o 583. — *Pegamoïd en dergelijke producten.*

Behoud van het huidig recht.

N^o 584. — *Wasdoek.*

Behoud van de huidige rechten behalve wat betreft :

1^o Het wasdoek voor parketvloeren, waarop de rechten in verhouding gesteld worden met deze voor het linoleum bepaald;

2^o Het niet genoemd wasdoek, waarvan het recht van fr. 35.» op fr. 40.» de 100 kil. komt, om juist het bedrag van 15 t. h. naar de waarde te bereiken, bedrag dat, vóór 1^{ste} Maart 1922, op deze soort producten toepasselijk was.

N^o 585. — *Weefsels van zijde gewast.*

Behoud van het huidig recht van 15 t. h. der waarde.

N^o 586. — *Caoutchouchoudende weefsels.*

Ter nitsluiting van de caoutchouchoudende weefsels uit zijde of vermengd met zijde, welke aan het recht van 15 t. h. naar de waarde onderhevig zijn, worden de artikelen dezer soort tegen 10 t. h. belast, hetzij als *bewerkt caoutchouc* wanneer dit de hoofdstof in gewicht is, hetzij als *niet afzonderlijk getarifeerde weefsels* wanneer de weefbare stof hoofdstof is.

Met deze wijze van taxatie komt het voor dat zekere caoutchouchoudende weefsels (namelijk deze uit katoen) aan minder hoge rechten onderworpen worden dan dezelfde weefsels welke niet geaoutchouteerd zijn.

Om deze ongerijmdheid uit den weg te ruimen werd het recht voor alle soorten op 15 t. h. naar de waarde gebracht.

N^o 587. — *Rekbare weefsels.*

Ongewijzigd voor de zijde bevattende rekbare weefsels .

De andere artikelen worden met specifieke rechten belast, berekend om met 15 t. h. der waarde overeen te komen.

N^o 588 tot 600. — *Nijverheidswefsels of tot nijverheidsdoeleinden bestemde weefsels.*

Om de toepassing van het nieuw toltarief in de hand te werken, werden onder deze nummers de nijverheidswefsels of tot nijverheidsdoeleinden bestemde weefsels vereenigd welke thans tot de meest uiteenlopende categorieën

behooren : *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid, Weefsels van wol, Weefsels van katoen, Machines en mechanieken, Kramerij en yzerkramerij, enz.*

In het belang der Belgische nijverheid bleef het regime van den vrijen invoer gehandhaafd ten voordeele van het vilt en van de met gummi gedrenkte weefsels voor het vervaardigen van kaardebanden, artikelen van uitsluitend vreemde herkomst, zoo ook blijft het geringe recht van 5 t. h. der waarde behouden voor sommige bijzondere weefsels tot het vervaardigen van kunstbloemen en kunstloof bestemd.

Voor de andere artikelen meerendeels in België gefabriceerd, werden gematigde specifieke rechten voorzien, wier toepassing geene 10 t. h. der waarde overtreft, en die doorgaans beneden de bedragen blijven voor weefsels van gelijksoortige samenstelling bepaald.

H. — TOUWWERK, KOORDEN, BINDGARENS EN ARTIKELEN VAN TOUWSLAGERIEN.

N^{os} 601 en 602. — *Touwwerk, kabels, koorden en bindgarens.*

De touwslagerij is eene der zeldzame Belgische nijverheidstakken, waarvan de producten volkomen vrij van invoerrechten bleven, hoewel het hier geene halffabricaten geldt, bestemd om eenen lateren handenarbeid te ontvangen, maar wel afgewerkte artikelen, welke doorgaans als dusdanig ten verbruik geleverd worden.

Deze staat van zaken heeft niet nagelaten hevige protesten uit te lokken en de belanghebbenden dringen er met nadruk op aan opdat de touwslagerij, tenzelfden titel als de andere takken der weefnijverheid, eenen steun bekomme, die haar toelate op hare eigen markt met de sterke buitenlandsche mededinging te kampen.

Daar de aanvraag gerechtvaardigd is, werden in het nieuw tarief rechten ingeschreven, welke van fr. 10.» tot fr. 20.» de 100 kil. gaan; deze rechten zijn overigens zeer gematigd vermits hunne toepassing geene 8 t. h. der waarde overtreft, en soms onder deze grens blijft.

Men weet dat de garens en bindgarens van vlas, hennep enz., van minder dan 2 millimeter doorsnede en geconditioneerd voor den verkoop in 't klein vroeger tegen 8 t. h. naar de waarde belast waren, recht dat met ingang van 1 October 1912 door gelijkwaardige specifieke rechten vervangen werd.

N^o 603. — *Netten voor de zeevischvangst.*

Het regime van den vrijen invoer blijft gehandhaafd.

N^o 604. — *Werken der touwslagerij.*

De in dit nummer bedoelde werken der touwslagerij (emmers, riemen, hangmatten, ladders, enz.) zijn thans in verschillende rubrieken van het tarief gerangschikt en betalen doorgaans 15 t. h. zelfs 20 t. h. wanneer het sporttoestellen geldt.

Het in het ontwerp voorziene recht van fr. 40.» de 100 kil. overtreft in zijne toepassing geene 15 t. h. der waarde.

Algemeene nota's betreffende de sectie VIII.

Deze nota's zijn meestal eene herhaling van bepalingen welke in het huidig tarief in het « *Répertoire général* publié par le Département des Finances » reeds voorkomen.

Zij worden gebillijkt door het feit dat het noodig is de draagwijdte van sommige rubrieken vast te stellen ten einde de toepassing ervan te vergemakkelijken en alzoo eenheid in de inning der rechten te behouden.

Nota 8 voert eene nieuwe wijze van tarifeering in wat betreft de garens en weefsels uit weefstoffen met metallische draden samengevoegd.

Volgens het huidig tarief worden de artikelen dezer soort belast tegen 10 t. h. als « Weefsels niet afzonderlijk getarifeerd », wanneer de metallische draden in de samenstelling overheerschen, niettegenstaande dat de artikelen derzelfde soort, maar die met geen metaal vermengd zijn, dikwijls een hooger recht kwijten.

Het is natuurlijk redelijker in alle gevallen de tarifeering toe te passen, welke voortvloeit uit de gebezigde weefbare stof, al moest het recht met eene bijtaxe verhoogd worden om rekening te houden met de ingevolge de toevoeging van metaal verkregen waardevermeerdering.

SECTIE IX.

Kleedingstukken, Linnengoed en allerlei vervaardigde voorwerpen.

N^{rs} 606 tot 610. — *Breiwerkartikelen.*

De specifieke rechten waaraan, volgens het huidig tarief, de breiwerkartikelen onderworpen zijn, werden van 1 September 1913 af, toegepast ter vervanging van het recht van 15 t. h. ad valorem dat, voor deze producten, bij de wet van 12 Juli 1895, werd vastgesteld.

Wat het recht van 20 t. h. ad valorem in verband met het breiwerk uit loutere zijde en het breiwerk gemengd met zijde betreft, dit wordt sedert 11 April 1921 toegepast, krachtens de wet van 31 Maart daartevoren.

De ter herziening van het toltarief gedane studiën hebben bewezen dat, in zekere gevallen, hoogerbedeelde specifieke rechten niet meer overeenstemmen met het recht van 15 t. h. ad valorem, welke zij geacht worden voor te stellen.

Dit gebrek aan overeenstemming is hoofdzakelijk toe te schrijven aan het feit, dat de breiwerknijverheid, tijdens de laatste jaren, den aard harer fabrikaten zeer gewijzigd heeft.

De mode heeft zeer lichte, ja zelfs doorschijnende artikelen aangenomen, waarvan de waarde per kilogram natuurlijk hooger is dan die van dergelijke

zwaardere artikelen. Waargenomen wordt eveneens het toenemend gebruik van het gemerceeriseerd katoen, dat tot het vervaardigen van zeer schoone artikelen dient. Ten slotte worden tal van bovenkleederen ter markt gebracht, zooals vesten, golfs, japonnen, mantels, enz. welke met de grootste zorg vervaardigd zijn en dikwijls het karakter van werkelijke luxe-kleederen hebben.

De nieuwe tarifeering moest dus aangepast worden aan de nieuwe producten-soorten welke de handel thans levert, aanpassing welke veranderingen in de opsomming en in het bedrag der rechten noodzakelijk maakte. Deze vertoonen nu eens verhoogingen, dan eens verminderingen op de bestaande rechten, maar zij werden berekend om, in de mogelijke mate, overeen te stemmen met den ouden grondslag van 15 t. h. ad valorem.

N^o 611. — *Manskleederen.*

Overeenkomstig n^o 4 der algemeene nota's betreffende de Sectie IX, bevat deze categorie insgelijks het lijflinnen voor mannen.

Behoudens eene lichte wijziging in de opstelling van de rubriek, stemmen de aangeprezen rechten van 20 en 15 t. h. ad valorem met het huidig tarief overeen.

N^o 612. — *Vrouwenkleederen.*

Rubriek welke zich eveneens tot het lijflinnen uitbreidt, maar de voorgestelde rechten stemmen met de huidige rechten volkomen overeen.

N^o 613. — *Keurslijven.*

Zullen aan een recht van 20 t. h. ad valorem onderworpen worden. Onder het huidig regime worden de keurslijven eveneens tegen 20 t. h. ad valorem belast, wanneer zij in zijde of gedeeltelijk in zijde zijn, of versieringen dragen. Wanneer zij niet met zijde gemengd zijn en geene versieringen dragen — hetgeen tamelijk zelden voorkomt — bedraagt het recht slechts 15 t. h. ad valorem.

Het kwam verkieslijker voor slechts één recht in te voeren daar de waarde van deze soort artikelen niet steeds kan getoetst worden aan het al dan niet voorhanden zijn van versieringen.

N^o 614. — *Bollen of vormen van hoeden, niet toebereid, noch opgemaakt.*

Onder het huidig regime bestaat slechts een enkel recht van 10 t. h. ad valorem voor de verscheidene soorten hoedbollen.

Deze taxe blijft gehandhaafd voor de bollen in stroo, schors, enz., maar wordt in specifieke rechten omgezet, onderscheidenlijk fr. 240.» en fr. 150.» de 100 kil. voor de bollen in vilt van haar of van wol en haar, en voor degene in vilt van wol.

N^o 615. — *Manshoeden.*

Het recht van 20 t. h. ad valorem wordt behouden voor de hoeden uit zijde of gedeeltelijk uit zijde.

Het recht van 15 t. h. blijft insgelijks toepasselijk op de hoeden uit andere stoffen, behoudens dat de omzetting in gelijkwaardige specifieke rechten bewerkstelligd werd ten opzichte der viltten hoeden (rechten per stuk).

N^o 616. — *Vrouwenhoeden.*

Zonder wijziging in de huidige rechten van 15 en 20 t. h. ad valorem.

N^o 617. — *Mutsen en baretten.*

Zooals vroeger, drie bedragen — onderscheidenlijk fr. 0.40, 0.20 en 0.12 per stuk — volgens de samenstelling dezer artikelen.

Ingevolge de in den tekst der vroegere rubriek ingetreden wijziging, zal het recht van fr. 0.20 per stuk niet enkel toepasselijk zijn op de artikelen uit loutere wol, maar ook op degene in wol vermengd, in alle verhoudingen, met weefbare stoffen andere dan zijde.

Deze wijziging in den tekst beoogt een einde te stellen aan de talrijke geschillen welke tusschen de douane en de invoerders rijzen naar aanleiding van de voor de mutsen en baretten aangegeven samenstelling.

N^o 618. — *Helmen van kurk, stroo, weefsel of andere dergelijke stoffen.*

Het recht van 15 t. h. ad valorem blijft behouden.

N^o 619. — *Vervaardigde sjaals en sjerpen.*

De sjaals en sjerpen uit breiwerk zijn in deze rubriek niet begrepen; zij volgen het regime van het breiwerk (n^os 606 tot 610).

Ten opzichte der niet vervaardigde sjaals en sjerpen, uit gewoon weefsel, dat wil zeggen degene welke ingevoerd worden zooals zij uit de weverij komen, zelfs met niet aangezette franjes, dient het regime der weefsels behorende tot de Sectie VIII toegepast (zie namelijk de n^os 516 en 545).

Volgens de aangeprezen tarifeering zijn de artikelen behorende tot dit nummer onderworpen aan de rechten der samenstellende stof, met verhooging van 10 t. h., wanneer zij eenvoudig gezoomd zijn en geene zijde bevatten.

Deze belastingwijze, welke zeer redematig is en overigens in menig vreemd tarief aangenomen werd, biedt het voordeel aan steeds eene met den ingelijfden handenarbeid evenredige belasting te verzekeren, of de artikelen al dan niet vervaardigd ingevoerd worden.

In overeenstemming met de andere tarifeeringen der klasse IX, wordt een recht van 20 t. h. ad valorem voorzien voor de vervaardigde sjaals en sjerpen welke zijde bevatten of versieringen dragen.

N^o 620. — *Zakdoeken, halsdoekjes en halsdoeken.*

De tarifeering is dezelfde als degene van het vorig nummer.

N^o 621. — *Dassen van allen aard.*

De meeste dassen zijn vervaardigd door middel van weefsels uit zijde of gemengd met zijde.

Het voorziene recht bedraagt 20 t. h. ad valorem, dit wil zeggen, datgene vastgesteld voor de artikelen van de Sectie IX welke gemelde samenstelling hebben.

N^o 622. — *Losse halsboordjes en manchetten, borsten en voorhemden.*

Linnengoedartikelen, volgens het huidig tarief onderworpen aan het recht van 20 of 15 t. h. ad valorem, volgens zij al dan niet van versieringen voorzien zijn.

De weefsels in vlas, welke dikwijls dienen om deze artikelen te vervaardigen, zijn met specifieke rechten overeenstemmende met 15 t. h. ad valorem belast.

Daar het redematig is eene zekere ruimte te laten tusschen het weefsel en het artikel dat eene belangrijke vervaardiging ondergaan heeft, worden de twee rechten hiervoor vervangen door een eenig recht van 20 t. h.

N^o 623. — *Tafel-, bed- of toiletlinnen (tafellakens, servetten, beddelakens, handdoeken, enz.).*

Overeenkomstig den onder de n^{os} 619 en 620 gevolgden regel is het eenvoudig gezoomd tafellinnen, enz., belast met het recht van de samenstellende stof, verhoogd met 10 t. h.

Wat het anders vervaardigde of van versiersels voorziene linnen aangaat, wordt, evenals onder het vorig nummer en om dezelfde reden, een recht van 20 t. h. voorgesteld.

N^o 624. — *Dekens en spreien voor bedden of andere gebruiken.*

Dezelfde tarifeering als onder n^o 619. De onder dit nummer uiteengezette beschouwingen komen hier eveneens in aanmerking.

N^o 625. — *Handborduurwerk.*

Recht van 20 t. h. ad valorem dat met den huidige last volkomen overeenstemt.

N^o 626. — *Kunstbloemen, -loofwerk en -fruit voor modewerken, enz.*

De rechten, op 20 t. h. of op 15 t. h. ad valorem vastgesteld volgens de samenstellende stof, werden van het thans geldend tarief overgenomen.

N^o 627. — *Sierpluimen.*

De toegereede of opgemaakte sierpluimen blijven, als nu, onderworpen aan een recht van 15 t. h. ad valorem.

De vrijstelling welke de enkel ontkleurde, gebleekte of geverfde pluimen genieten, is op geenerlei wijze te rechtvaardigen, indien men bedenkt dat deze artikelen, dikwijls zooals zij zijn, of na eenen geringen aanpassingsarbeid te hebben ondergaan, tot het tooien gebruikt worden.

Deze vrijstelling is dus afgeschaft en vervangen door het matig recht van 5 t. h. ad valorem, en zulks geheel ten voordeele der Belgische nijveraars, die ruwe pluimen koopen om ze te ontkleuren, te bleeken of te verven.

N° 628. — *Artikelen vervaardigd uit pluimen (boa's en dergelijke artikelen).*

Daar de toegereede of opgemaakte pluimen onderworpen zijn aan het recht van 15 t. h., is het gansch aangewezen, in het belang van den Belgischen handenarbeid, de met deze pluimen vervaardigde artikelen zooals boa's, enz., zwaarder te belasten. Daarom werd hier een recht van 20 t. h. ad valorem voorzien.

N° 629. — *Werken uit haren, enz.*

Fantasie- of weeldeartikelen, welke het recht van 20 t. h. in plaats dat van 15 t. h. ad valorem kunnen dragen.

N° 630. — *Zakken uit weefsel voor de verpakking van goederen.*

Het ontwerp van tarief handhaaft het recht van 5 t. h. ad valorem door de wet van 31 Maart 1921 gevestigd op de gebruikte ledig ingevoerde zakken uit weefsel van jute.

De andere inpakzakken (hoofdzakelijk de nieuwe zakken) zijn aan een recht van 15 t. h. onderworpen; maar het kwam verkieslijker voor van deze belastingwijze af te zien en het recht van het samenstellend weefsel, met 10 t. h. verhooging te voorzien.

N° 631. — *Weefsels of vilt, anders uitgesneden dan in vierkantige of rechthoekige stukken, enz.*

Er wordt genoegzaam rekening gehouden met den handenarbeid in verband met het uitsnijden, het zoomen, enz., door te bepalen dat deze artikelen het recht zullen kwijten van het weefsel of van het vilt, met 10 t. h. verhooging.

N° 632. — *Genaaide of vervaardigde artikelen uit weefsels of weefbare stoffen, elders niet genoemd, noch begrepen.*

De in het ontwerp opgenomen rechten van 20 en 15 t. h. bestaan reeds in het huidig tarief; overigens werd de opstelling der rubrieken in overeenstemming gebracht met degene van verscheidene vorige posten, zooals de *Manskleederen* (n° 611) en de *Vrouwenkleederen* (n° 612).

SECTIE X.

Hout en fabrikaten van hout; werken in kurk.

N° 633. — *Timmer- en meubelhout, in de schors of ongezaagd, enz.*

Thans zijn het eiken- en notebomenhout en het timmer- en meubelhout van andere houtsoorten onderworpen aan een recht van fr. 1.» den kubieken meter.

Dit recht blijft in het nieuw tarief gehandhaafd.

N° 634. — *Mijnhout, staken, steunpalen, steigerpalen, enz.*

Handhaving van het recht van fr. 1.» den kubieken meter.

N° 635. — *Hout in de schors hebbende eene lengte van minder dan 1 meter 90 centimeter, enz.*

Handhaving van den vrijen invoer.

N° 636. — *Brandhout en ander ruw hout, enz.*

Handhaving van den vrijen invoer.

N° 637. — *Houtskool, zelfs in poeder, enz.*

De vrijdom voor de houtskool wordt niet gehandhaafd. Het geldt hier een in België vervaardigd product dat het matig recht van fr. 1.» de 100 kil., in het ontwerp van tarief vermeld, kan dragen. Dit recht is gelijk aan hetgene dat, voor hetzelfde product, door het fransch minimumtarief voorzien wordt.

N° 638. — *Gezaagd hout.*

Volgens het huidig tarief is het gezaagd hout aan de volgende invoerrechten onderworpen :

Eiken- en notebomenhout, gezaagd	kubiek meter :	fr. 1.»
Timmer- en meubelhout, ander dan van eiken- en notebomenhout, gezaagd :		
Gezaagde balken (a).	id.	fr. 2.»
Ander	id.	fr. 6.»

a) Door *gezaagde balken* worden verstaan de vierkant behakte boomstammen, door middel der zaag op de vier kanten geëffend.

De langs vier zijden gezaagde stukken hout van ten minste 0^m25 × 0^m25 dikte in het vierkant, zijn gelijkgesteld met de *gezaagde balken* (Wet van 23 December 1907).

Het verschillend regime dat bestaat tusschen het gezaagd eiken- en notenboomenhout en het ander gezaagd hout is eene in 't oog loopende ongerijmdheid van ons toltarief. Het is om de bezwaren te ondervangen welke in dit verband geopperd werden, dat in het nieuw tarief tot éénmaking van het regime van het gezaagd hout der verscheidene houtsoorten overgegaan werd.

Anderzijds werd het nuttig geacht de rubriek in vier trappen, vastgesteld volgens de dikte van het hout, te onderverdeelen, en de rechten in verhouding tot den onderganen handenarbeid te doen toenemen.

De nieuwe tarifeering doet zich als volgt voor :

Gezaagd hout, eene dikte hebbende :

a) Van meer dan 25 centimeter	kub. meter :	fr. 2.»
b) Van meer dan 8 centimeter tot 25 centimeter	id.	fr. 4.»
c) Van meer dan 3.5 centimeter tot 8 centimeter	id.	fr. 6.»
d) Van 3.5 centimeter en minder	id.	fr. 8.»

N° 639. — *Dwarssliggers voor spoorwegen, enz.*

Deze producten worden bij het gezaagd hout gerangschikt en kwijten derhalve de volgende rechten :

In eikenhout	kub. meter :	fr. 1.»
In beukenhout, enz.	id.	fr. 6.»

Evenals voor het ander gezaagd hout, dient geen onderscheid meer gemaakt tusschen de dwarsliggers in eikenhout en degene in andere houtsoorten.

Het recht van fr. 6.» den kubieken meter schijnt ook te hoog ten opzichte der voor de vorige categorie voorziene bedragen. Het recht van fr. 3.» zou genoegzaam rekening houden met den onderganen handenarbeid daar deze in 't algemeen slechts in een ruw zagen bestaat.

Daarentegen zouden de gecreosoteerde dwarsliggers zwaarder moeten belast worden om reden van den onderganen aanvullenden handenarbeid. Uit dien hoofde wordt eene verhooging van recht van fr. 1.» den kubieken meter voorgesteld.

N° 640. — *Gezaagd hout, ander dan dwarsliggers, enz.*

Eene bijtaxe van fr. 1.» den kubieken meter wordt ook voorzien op de rechten in verband met het gezaagd hout, ander dan de dwarsliggers voor spoorwegen, dat geverfd of gecreosoteerd is of eenigerlei scheikundige bewerking ondergaan heeft.

N° 641 tot 646. — *Houtblokjes voor bestrating, Hoephout, Hoepels, Spaanhout, Plafonneerlatten, enz.*

De verscheidene onder deze nummers opgenomen producten (*houtblokjes voor bestrating, hoephout, hoepels, spaanhout, plafonneerlatten, houtspannen, duig-*

hout, houtdraad of houtwol, enz.) zijn belast met rechten welke in verhouding staan tot den onderganen handenarbeid; deze, overigens, zeer matige rechten bewegen zich tusschen fr. 0.40 en fr. 1.» de 100 kilogram.

N^o 647. — *Timmer- en meubelhout, geschaafd, met inbegrip van het hout voorzien van groeven of messingen.*

Volgens het in zwang zijnde tarief, wordt dit hout als volgt belast :

Eiken- en noteboomenhout, geschaafd	kub. meter : fr. 1.»
Timmer- en meubelhout, geschaafd.	id. fr. 9.»

Evenals voor het gezaagd hout, dient het voor het eiken- en noteboomenhout vorziene uitzonderingsregime te verdwijnen.

In het belang van den Belgischen handenarbeid, is het overigens raadzaam, dat een voldoende verschil besta tusschen het recht op het gezaagd hout en dat in verband met het geschaafd hout.

Het recht van fr. 3.» de 100 kil., zooals het vastgesteld is, schijnt aanneembaar.

N^o 648. — *Fineerhout, enkel gezaagd, gesneden of ontrold.*

Onderscheidenlijke rechten volgens het huidig tarief : fr. 1.» , 6.» of 9.» per kubieken meter.

Het recht is tot eenheid versmolten tegen het bedrag van fr. 10.» de 100 kil., dat met den onderganen handenarbeid en, in zekere mate, met de hooge waarde dezer producten rekening houdt.

N^o 649. — *Bladen van fineerhout op elkander liggend en geplakt ; bladen van fineerhout op ander hout gelegd.*

Deze producten zijn thans belast tegen 10 t. h. ad valorem als *Bewerkt hout*.

De voorgestelde specifieke rechten — onderscheidenlijk fr. 10.» , 20.» en 30.» de 100 kil. — zijn volgens den graad van voltooiing der koopwaar gerangschikt, hunne toepassing gaat het huidig recht van 10 t. h. niet te boven.

N^o 650. — *Houtdraad voor het vervaardigen van lucifers en van stores.*

Recht van fr. 2.50 de 100 kil., vertegenwoordigende ongeveer het huidig recht ad valorem van 10 t. h.

N^o 651. — *Houtplankjes, zelfs samengevoegd, enz.*

Er bestaat in België eene belangrijke vervaardiging van deze producten, welke in gevaar gebracht wordt door de Duitsche mededinging die door de geringe toepassing van het thans gebruikte recht bevoordeeld is.

Men acht dat een recht van fr. 10.» de 100 kil., dat nog binnen redelijke perken blijft, van aard zou zijn dezen toestand te verhelpen.

N° 652 tot 667. — *Pakkassen, Sponnen, Horlogekasen, Drukletters, enz.*

Onder deze nummers word begrepen eene grondige opsomming van producten, waarvoor, in den algemeenen regel, de huidige rechten behouden of in gelijkwaardige specifieke rechten veranderd zijn.

Aan te teekenen dat, in het belang der wapennijverheid, de vrijstelling der rechten behouden blijft welke sinds langen tijd bestaat voor het hout van geweren al dan niet van zijne metaalgarnituren voorzien.

Anderzijds, worden de thans vrijgestelde houten drukletters tenzelfden titel als de algemeenheid der werken in hout, aan het recht van 10 t. h. ad valorem onderworpen.

Men vermeldt, bovendien, de vermindering tot 5 t. h. van het recht van 10 t. h. ad valorem waaraan de houten modellen voor gieterijen thans onderworpen zijn.

N° 668. — *Vaten, kuipen, en kuipjes, al dan niet opgesteld, enz.*

Het van kracht zijnde tarief voorziet een recht van fr. 5. » de 100 kil. voor de vaten in eikenhout en een recht van fr. 2 de 100 kil. voor die in ander hout.

Deze bedragen worden onderscheidenlijk tot de helft verminderd ten opzichte der gebruikte vaten.

N° 669 tot 672. — *Velgen voor rijwielen; klompen; schrijnwerkersstukken; stukken van timmerwerk en wagenmakerij.*

Het huidig recht, dat over, 't algemeen 10 t. h. ad valorem bedraagt, wordt in gelijkwaardige specifieke rechten omgezet.

N° 673 tot 679. — *Meubels, Deelen of losse stukken van meubels in hout.*

Deze nummers hebben betrekking op de *meubels, deelen of losse stukken van meubels in hout.*

Volgens het van kracht zijnde regime, betalen de meubels in hout — zooals ook deze in metaal of in andere stoffen — 15 t. h. ad valorem, behalve verscheidene losse stukken — zooals de zitvlakken en de leuninggen — die slechts tegen 10 t. h. ad valorem als *Bewerkt hout* belast zijn.

Deze wijze van belasting wordt vervangen door specifieke rechten welke men natuurlijk volgens den aard der voorwerpen en de soort van den onderganen handenarbeid heeft moeten rangschikken maar welke, in hun geheel, de bestaande belasting van 15 t. h. ad valorem niet te boven gaan.

N° 680 tot 685. — *Reiskoffers en valiezen, Keukengerief, Koffertjes, enz.*

Het meereendeel der werken in hout onder deze nummers begrepen, zijn volgens het geldend tarief onderworpen aan het recht van 15 t. h. ad valorem

in verband met de categorie der *Meubels* of met die der *Kramerij*. Eenige artikelen worden nochtans mits het recht van 10 t. h. ad valorem als *Bewerkt hout* toegelaten.

De huidige rechten zijn over 't algemeen onveranderd gehandhaafd, behalve wat betreft het *Keukengereedschap in gewoon hout* waarvoor een specifiek recht van fr. 20», de 100 kil. voorzien is.

N^{os} 686 tot 698. — *Kurk en werken in kurk.*

De opsomming die het voorwerp dezer nummers uitmaakt, heeft betrekking op de verschillende werken uit kurk die, over 't algemeen, krachtens het huidige tarief, in de categorie der « *Verschillende benodigdheden voor de Nijverheid* » of in deze der « *Kramerij en IJzerkramerij* » gerangschikt worden.

In de meestegevallen, wordt het bestaande recht onveranderd behouden, of desgevallend, in een gelijkwaardig specifiek recht omgezet.

Het regime van den vrijen invoer blijft toepasselijk op het « *gemalen, gekorrelt of gepulveriseerd kurk* » (n^o 686), alsook op het « *wrijfhoud van schepen* » (n^o 697); daarentegen, voorziet men eene geringe verhooging der bestaande rechten voor de werken uit samengeperst kurk (n^o 687), ten einde eene Belgische nijverheid ter hulp te komen, die eene zekere uitbreiding genomen heeft en die moeilijk tegen de vreemde mededinging kampt.

SECTIE XI.

Caoutchouc en werken in caoutchouc.

Krachtens het geldend tarief (n^o 10), is het *ruw* caoutchouc vrij bij den invoer en is het *bewerkt* caoutchouc aan een recht van 10 t. h. naar de waarde onderworpen.

Er valt nochtans op te merken dat talrijke werken in caoutchouc tot andere tariefposten behooren, zulks is namelijk het geval voor de volgende artikelen :

Banden voor wielen van voertuigen (ex. n^o 70, *Voertuigen* aan 12 t. h. ad valorem); riemen, kleppen, ventielen, enz., voor machines (ex. n^o 33, *Machines en mechanieken*); buizen en pijpen van caoutchouc (ex. n^o 54, *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid*, aan 5 t. h. ad valorem); artikelen van kunstdraaiwerk, speelgoed, ballen en ballons voor spelen, enz. (ex. n^o 38, *Kramerij*, aan 15 of 20 t. h. ad valorem).

Volgens het bestaand stelsel van tolrechten worden het caoutchouc in oplossing, het caoutchouc in bladen niet op maat gesneden voor een bepaald gebruik en de niet met weefstoffen overtrokken draden in caoutchouc, — alle artikelen, welke geen *ruw* caoutchouc meer zijn — niettemin met dit laatste gelijkgesteld en genieten zij, uit dien hoofde, het regime van den vrijen invoer.

Het nieuw tarief behoudt natuurlijk de vrijstelling voor het *ruw* caoutchouc (zie n^o 120), maar deze vrijstelling wordt niet meer tot het caoutchouc in oplossing, noch tot het caoutchouc in bladen of in draden uitgebreid.

In Sectie XI werd het bereid of vervaardigd caoutchouc gegroepeerd en, in 't algemeen, het meerendeel der werken in caoutchouc, welke tot verschillende posten van het huidig tarief behooren.

N° 699. — *Caoutchouc in oplossing.*

Het opgeloste caoutchouc wordt voornamelijk ingevoerd in kleine tinnen buisjes of recipiënten, welke aldus aan den kleinhandel geleverd worden.

Een invoerrecht wordt hier gebillijkt tenzelfden titel als de rechten op de kramerijartikelen; overigens zijn de voorziene bedragen matig : fr. 20.» de 100 kil. (ruw gewicht) voor het caoutchouc in oplossing ingevoerd in recipiënten van één kil. en minder, en slechts fr. 10.» de 100 kil. (zuiver gewicht) wanneer het product anders ingevoerd wordt.

N° 700. — *Caoutchouc in bladen, zelfs afgeknipt of met rechte hoeken gesneden, enz.*

Zooals hierboven niteengezet werd, is het caoutchouc in bladen thans tolvrij, wanneer het niet voor een bepaald gebruik op maat gesneden is; daarentegen is een recht van 10 t. h. naar de waarde toepasselijk wanneer deze voorwaarde niet vervuld is en hetzelfde recht bezwaart het caoutchouc in staven, in staafjes, in banden of in riemen.

In werkelijkheid, zijn de sub n° 700 van het nieuw tarief bedoelde producten slechts half fabrikaten, welke, uit tolopszicht, onderling dienen gelijkgesteld te worden en logischerwijze moeten zij een veel geringer recht dragen dan de artikelen welke verdere behandelingen ondergingen.

Het voorziene recht van fr. 20.» de 100 kgr. blijft ver beneden de 10 t. h. naar de waarde.

N° 701. — *Caoutchouc in bladen, met toevoeging van metaal of weefsel.*

Een recht van fr. 25.» de 100 kgr. ietwat hooger dan dat van vorig nummer, wordt aangeprezen, zulks om rekening te houden met het verschil in het handwerk.

N° 702. — *Bladen of tabletten in caoutchouc en deeg van ge vulcaniseerd caoutchouc, enz.*

Het hier voorziene recht van fr. 50.» de 100 kgr. stemt slechts overeen met een zeer gering percentage naar de waarde, ver beneden het huidig recht van 10 t. h.

N° 703. — *Caoutchoucdraden, met cirkelvormige, vierkantige, rechthoekige, enz. doorsnede.*

Deze draden worden gebezigd voor de vervaardiging van sommige soorten weefsels. Het komt dus, in het belang onzer weefnijverheid, gepast voor, dat de aangeprezen rechten binnen zeer gematigde perken blijven.

De rechten, welke in het voorstel opgenomen zijn — onderscheidenlijk fr. 10., 50.» en 30.» de 100 kgr. volgens de soort der draden — zijn allermatigst vergeleken met de waarde der beoogde producten. Zij stemmen overeen met een recht naar de waarde van minder dan 5 t. h.

N^o 704. — *Banden in caoutchouc voor wielen van voertuigen.*

In het huidig tarief zijn deze producten tegen 12 t. h. der waarde belast, als losse stukken van voertuigen.

De specifieke tarifeering treedt in de plaats van de tarifeering naar de waarde, en de voorgestelde rechten werden berekend om, over hun geheel, met eenen gemiddelden grondslag van 12 t. h. ad valorem overeen te stemmen.

N^o 705. — *Riemen voor machines, in caoutchouc, enz.*

Het huidig recht, fr. 30.» de 100 kgr., werd tot fr. 50.» opgevoerd. Deze laatste taxe blijft nog merkbaar beneden het recht van 10 t. h. ad valorem, bij het geldend tarief voor het « *bewerkt caoutchouc* » vastgesteld.

N^o 706. — *Buizen en pijpen in caoutchouc, van alle soort.*

Het matig recht van 5 t. h. ad valorem blijft gehandhaafd ten voordeele der artikelen, welke tot de vervaardiging van stengels van kunstbloemen dienen.

Op de andere buizen en pijpen valt een recht van fr. 60.» de 100 kgr. dat ongeveer overeenstemt met 10 t. h. der waarde, d. w. z. met het recht van het geldend tarief op het *bewerkt caoutchouc*.

N^o 707. — *Kleppen en ventielen in caoutchouc.*

Deze producten zijn thans belast tegen 10 t. h. der waarde, behalve wanneer zij bestemd zijn om aangepast te worden aan toestellen, welke in de klasse der *Machines* vallen. In dit laatste geval wordt het recht van fr. 12.» de 100 kil. in verband met de *Machines, mechanieken, enz., van koper of van alle andere stof*, toegepast.

Het nieuw tarief omvat eene volledige omwerking van het regime der *Machines* (Sectie XVI) en het voorziet namelijk een recht van 10 t. h. ad valorem voor de niet afzonderlijk getarifeerde losse stukken in caoutchouc (ex. n^o 1074).

Het recht van fr. 60.» de 100 kil., in n^o 707 vastgesteld, gaat dezen grondslag van 10 t. h. niet te boven.

N^{os} 708 tot 721. — *Andere werken in caoutchouc.*

Onder de verschillende werken in caoutchouc, welke onder deze nummers voorkomen, zijn er een zeker aantal die belast zijn met specifieke rechten wier toepassing het huidig recht van 10 t. h. merkbaar nabij komt.

Ten opzichte van de kunstdraaiwerk- en kramerijartikelen en van andere dergelijke kleine artikelen (n^{os} 710, 713 en 718), wordt een recht van 15 t. h.

naar de waarde voorzien, gelijk aan het recht dat vastgesteld is voor tal van artikelen van denzelfden aard, in andere Secties van het tarief opgenomen.

Speeltuigen en speelgoed (n^o 715) worden belast tegen 20 t. h. ad valorem, recht dat gelijk is aan dat van het geldend tarief.

In het belang der Belgische nijverheid werd de vrijstelling behouden voor de *Platen bestemd tot garnituur van kolven van geweren en van revolvers* (n^o 717), en het recht van 10 t. h. op de *Heften en halfbewerkte heften van pennemessen, van messen en van scheermessen* (n^o 716) toegepast, werd tot 5 t. h. verlaagd.

Ten slotte, de niet genoemde werken (n^o 721) behouden hunne huidige belasting van 10 t. h. der waarde.

SECTIE XII.

Papier en zijne toepassingen.

Deze sectie bevat, benevens het papier, het kaartenpapier en het karton van allen aard, de voorwerpen hoofdzakelijk uit deze stoffen samengesteld, alsmede de artikelen behorende tot den boekhandel en de graphische kunsten.

In het huidig tarief zijn deze producten zonder onderling verband in verscheidene sectiën begrepen, namelijk het *Papier*, de *Kramerij en IJzerkramerij*, de *Drukwerken*, de *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid*, de *Machines, mechanieken en gereedschappen*.

Bij den aanslag leiden deze uiteenlopende taxaties tot ongerijmdheden, welke dienen opgeruimd.

Volgens de geldende warenopgave, bevat de rubriek *Papier* enkel drie groote indeelingen : het *Meubelpapier*, het *Papier voor dagbladen* en het *Ander papier*. Daaruit volgt dat de onder dezen laatsten post gerangschikte producten op gelijkvormige wijze belast zijn tegen fr. 4. » de 100 kil., wat ook de waarde en de ingelijfde handenarbeid wezen. Echte werken in papier, zooals omslagen, schrijfboeken, zakboekjes en registers, zijn aan dezelfde invoerrechten als het gemeen papier onderworpen, hetgeen voorzeker niet logisch is. De Regeering heeft dan ook, bij het vaststellen der coëfficiënten van verhooging, zekere onderverdelingen ingevoerd ten einde den belastingdruk beter te verdeelen.

Anderdeels maakt het huidig tarief, ten opzichte der *Drukwerken*, een hoofdzakelijk onderscheid tusschen de producten door typographie bekomen en degenen verkregen door andere drukwijzen.

Uit technisch oogpunt, is dit onderscheid thans niet meer te rechtvaardigen en bestaat er des te min grond om zich daaraan te houden, gezien het in de practijk gestadig tot betwistingen aanleiding geeft.

Het voorgesteld tarief doet deze onvolmaaktheden verdwijnen; het legt een redematig verband tusschen het recht en de gemiddelde waarde der producten, tevens rekening houdende met den onderganen handenarbeid en de nijverheidsbelangen.

Navolgende cijfers geven, over het jaar 1921, den handelsomzet van het papier,

bij den in- en uitvoer aan, afgezien van de tolvrije drukwerken en werken in papier.

	INVOER.		UITVOER.	
	Hoeveelheden	Waarde	Hoeveelheden	Waarde
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
Meubelpapier	1,448,000	5,460,000	1,809,000	7,351,000
Papier voor dagbladen	2,733,000	3,617,000	4,651,000	5,813,000
Ander papier	16,224,000	33,490,000	20,995,000	50,405,000
Drukwerken (belastbare)	1,417,000	11,557,000	466,000	4,059,000

A. — PAPIER EN ARTIKELN IN PAPIER.

N^o 722. — De vrijstelling voor het papierdeeg bestemd tot het vervaardigen van papier of van kunstzijde blijft gehandhaafd. Om te vermijden dat dergelijke producten voor andere doeleinden ingevoerd worden (karton, filtreermassa, enz.) is het onontbeerlijk zich van zekere waarborgen te bedienen, welke overgenomen worden uit het huidig tarief, maar met eenvoudiger formaliteiten.

N^o 723. — De vrijdom blijft gehandhaafd.

N^{os} 724 tot 727. — Verschillende categorieën werden voorzien volgens den aard, den graad van voltooiing, het gewicht per vierkanten meter en de handelswaarde van het karton en het papier. De rechten staan in verhouding tot deze waarde.

N^{os} 728 tot 731. — Het onderscheid te maken tusschen de pakpapier- en pakkartonsoorten, alsmede hun aanslag, werd naar hetzelfde beginsel vastgesteld.

N^o 732. — Het vegetaal perkament is een kostbaar product dat een der bijzonderste specialiteiten van de Belgische papiernijverheid is. Zijne waarde in 1913 wisselde tusschen fr. 70.» tot fr. 125.» de 100 kil. en het recht van fr. 4.» was onbeduidend. Het voorziene recht stemt overeen met eenen gemiddelden last van 12 t. h. ad valorem.

N^o 733. — Het simili-gezwavelzuurd papier heeft nagenoeg hetzelfde voorkomen als het voorgaand; maar daar de waarde er van merkbaar geringer is worden ook lagere rechten voorgesteld.

N^o 734. — De wet van 30 Augustus 1913 heeft het invoerrecht op het papier voor dagbladen op fr. 2.» de 100 kil. vastgesteld en heeft den Minister van Financiën gelast de voorwaarden te bepalen waaraan dit papier moet voldoen in verband met de soort en den toestand waarin het ingevoerd wordt.

Niets wordt in dit opzicht gewijzigd. Nochtans daar de gemiddelde waarde van dit papier sedert 1913 vervijfvoudigd is schijnt het niet overdreven het bedrag van het recht van fr. 2.» op fr. 4.» de 100 kil. te brengen.

N° 735. — Het sigarettenpapier viel vroeger hetzij in de categorie van het *Papier*, hetzij in deze der *Drukwerken*, hetzij in deze van de *Kramerij en IJzerkramerij*, naar gelang het in rollen of in riemen, bedrukt of eenvoudig gesneden of in pakjes of boekjes vereenigd was.

Het nieuwe regime houdt nog slechts met enkele dezer bijzonderheden rekening en voorziet maar twee categorieën : eenerzijds, het papier dat rechtstreeks aan den verbruiker kan geleverd worden, anderzijds, hetzulk dat door de sigarettenfabrikanten gebezigd wordt.

Het spreekt van zelf dat het voor laatstgemelde producten voorgesteld bedrag lager is dan datgene vooreerstgenoemde, waarvan de waarde merkkelijk hooger is. Het stemt slechts met een gemiddeld recht van 8 t. h. ad valorem overeen.

N° 736. — Deze producten eener betrekkelijk hooge waarde, worden in het huidig tarief met een eenvormig recht van fr. 4.» de 100 kil. belast, hetgeen nagenoeg op hunnen vrijen invoer neerkomt. Het voorgesteld nieuw recht is nog zeer matig aangezien het enkel ongeveer 4 t. h. der waarde vertegenwoordigt.

N° 737 en 738. — Het gaat hier om papier dat eene bijzondere bereiding ondergaan heeft. In het huidig tarief wordt het nu eens belast als *Papier* tegen fr. 4.» de 100 kil. dan eens als *Kramerij en IJzerkramerij* tegen 15 t. h. ad valorem, of nog als *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid* tegen 5 t. h. ad valorem.

De voor deze beide posten voorgestelde rechten vloeien voort uit eene eenvoudige omzetting der geldende rechten ad valorem in specifieke rechten.

Wat bijzonderlijk het onder n° 738 opgenomen papier en karton aangaat, is het voorzien recht bijna altijd lager dan het thans in zwang zijnde recht en namelijk voor het geperst en samengedrukt papier en karton, in de electriciteitsnijverheid of bij het vervaardigen van valiezen gebezigd. Dit recht overtreft 5 t. h. der waarde niet.

N° 739. — Vroeger werden het geteerd karton en dergelijke producten toegelaten als *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid*, tegen het recht van 5 t. h. ad valorem. Deze rangschikking, vastgesteld toen deze producten in België nog niet vervaardigd werden, kan tegenwoordig niet meer gerechtvaardigd worden en deed van wege onze nijvevaars, talrijke protesten rijzen.

De rechten van fr. 10.» , 4.» en 6.» de 100 kil. zijn vastgesteld naar de wederzijdsche waarde der verschillende variëteiten van deze producten.

N° 740. — Deze artikelen zijn thans zeer verschillend belast. Een eenig recht is terzake eene voortreffelijke vereenvoudiging.

N° 741. — Het voor lichtdruk vatbaar gemaakt papier en karton is thans aan eenzelfde recht van 15 t. h. ad valorem onderworpen. Dit eenig recht wordt in specifieke rechten omgezet waarbij rekenig gehouden wordt met de wijzen van fabricage en met de bestemming der producten.

N^{os} 742 en 743. — Dit papier kan, wegens den onderganen handenarbeid of de handelswaarde, gemakkelijk een merkbaar hooger recht dan het huidige dragen. Het is overigens eene specialiteit der Belgische papiernijverheid.

N^{os} 744 tot 746. — De onder deze nummers opgenomen producten maken het zoogenaamd meubelpapier uit. De vervaardiging dezer artikelen is in België het voorwerp eener zeer ontwikkelde nijverheid, welke talrijke arbeidskrachten bezigt.

Bij de rangschikking dezer papiersoorten werd niet hunne waarde en met hunne kenmerken rekening gehouden. Het vorig recht van fr. 8.» de 100 kil., dat namelijk het meubelpapier treft, staat niet meer in verhouding tot de waarde, hetgeen sedert langen tijd van wege onze voortbrengers bezwaren deed rijzen.

De voorgestelde rechten zijn niettemin matig en bedragen voor sommige artikelen zelfs geen 10 t. h. ad valorem.

N^{os} 747 tot 753. — Deze nummers bevatten papier van verschillende soort en waarde, dat thans met éézelfde recht van fr. 4.» de 100 kil. belast is. Om in den aanslag evenredigheid te brengen, werd een onderscheid gemaakt waarbij verschillende rechten in verband met de gemiddelde waarde der producten gevestigd werden. De voorgestelde rechten bedragen ongeveer 10 t. h. ad valorem.

N^o 754. — Sommige papier- en kartonsoorten worden vóór hunnen invoer, in banden of in rollen gesneden. Deze bewerking brengt eene waardevermeerdering mede welke een bijrecht van fr. 2.» de 100 kil. ruimschoots billijkt.

N^o 755. — Onder deze rubriek werden tal van aanverwante producten vereenigd welke voorheen in zeer uiteenlopende categorieën van het tarief gerangschikt stonden, namelijk de *Kramerij en IJzerkramerij*, de *Marokijnwaren*, het *Papier*, de *Drukwerken*, enz. De aangeprezen onderverdeelingen veroorloven het vestigen van een specifiek recht in verband met de gemiddelde waarde der voorwerpen. Deze rechten zullen dikwijls beneden die van het huidig tarief blijven.

N^o 756. — Het specifiek recht van fr. 25.» de 100 kil. bereikt in de meeste gevallen het huidig recht van 15 t. h. ad valorem niet, noch datgene in verband met de *Drukwerken*. Anderdeels, stelt het voorgesteld regime een einde aan aanslagen welke verschillen naar gelang de producten al dan niet bedrukt zijn, daar zulks de waarde der voorwerpen niet op merkbare wijze verandert.

N^o 757. — De onder n^o 755 gedane opmerking geldt hier ook. Overigens brengen de voorgestelde posten eene groote vereenvoudiging aan, in het thans voor de beschouwde producten geldend regime.

N^o 758. — De onder post n^o 754 aangevoerde reden komt hier insgelijks in aanmerking; eene bijtaxe van fr. 3.» de 100 kil. is niet overdreven.

Naar aanleiding van den ingelijfdcn bijkomenden handenarbeid, ware het onlogisch ruwe en half afgewerkte producten tegen dezelfde rechten toe te laten, vooral daar deze arbeid zeer goed in 't land kan verricht worden.

N° 759. — Het recht van fr. 10.» de 100 kgr. bereikt op veel na het huidig recht van 15 t. h. ad valorem niet.

N° 760. — Deze pakmiddelen, evenals vele andere producten in karton en papier, vallen thans in verscheidene categorieën van het tarief. De voorgestelde rangschikking biedt het voordeel al deze artikelen te vereenigen en aldus de inkleding er van te vereenvoudigen. De voorziene rechten zijn den uitslag eener aanpassing of omzetting der thans geldende rechten.

N° 761 tot 763. — De onder deze nummers opgenomen producten zijn thans belastbaar, hetzij als *Machines, mechanieken en gereedschappen*, tegen fr. 12.» de 100 kgr., hetzij tegen 5 t. h. ad valorem als *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid*.

Een zelfde specifiek recht per categorie van voorwerpen wordt voorgesteld.

In aanmerking genomen dat deze producten voor nijverheidsdoeleinden bestemd zijn, werden doorgaans lagere dan de geldende rechten voorgesteld.

N° 764 en 765. — Het geldt hier eveneens, als grondstof gebezigde artikelen voor nijverheidsdoeleinden. De voorgestelde rechten houden met deze omstandigheid rekening en overtreffen de huidige rechten van het tarief niet.

N° 766 en 767. — Behoudens enkele voor de nijverheid bestemde producten en waarvoor de voorgestelde rechten zeer matig zijn, bevatten deze posten slechts fantasieartikelen welke thans tegen 15 t. h. ad valorem belast worden. De voorgestelde specifieke rechten stemmen gemiddeld met dit recht overeen en bieden het voordeel de belasting dezer producten duurzamer te vestigen.

N° 768. — Omzetting in specifieke rechten van het huidig recht van 15 t. h. ad valorem.

N° 769. — Het kastrandpapier is thans belast tegen 15 t. h. ad valorem als *Kramerij en ijzerkramerij* of is onderworpen aan de rechten in verband met de categorie der *Drukwerken*.

De voorgestelde aanslag biedt het voordeel eenvoudiger te zijn. Voor sommige artikelen stemt hij met het huidige recht overeen en voor de andere sluit hij eene tamelijk merkbare vermindering der geldende rechten in zich, welke door eenen geringen handenarbeid gebillijkt wordt.

N° 770. — Omzetting in specifieke rechten der geldende rechten ad valorem.

N° 771 tot 774. — Deze posten omvatten al de fantasieartikelen, namelijk het speelgoed, de voorwerpen voor vermakelijkheden en feesten, enz. Het huidig

regime blijft gehandhaafd behoudens, eene verhooging van 5 t. h. ad valorem op de kunsmatige bloemen en bladeren en de lantaarnen voor verlichtingen, waaiers en lampekappen. Deze verhooging wordt verklaard door de bezorgdheid om eenheid te brengen in den aanslag van producten van eenzelfde aard.

B. — ARTIKELN VOOR BOEKHANDEL EN DER GRAPHISCHE KUNSTEN.

N^{os} 775 tot 778. — De vrijstelling van rechten wordt gehandhaafd voor al de producten welke rechtstreeks verband houden met de kunsten, de letterkunde, de wetenschap, de drukpers. Zulks in het geval voor de boeken, de handschriften, de periodieke kranten, de land-, zee- en hemelkaarten, de plannen, de muziek.

Het ligt voor de hand dat uit deze goederenopgave dienen uitgesloten de modebladen welke van geen enkel standpunt uit, met letterkundige of wetenschappelijke voortbrengselen kunnen gelijkgesteld worden. Deze uitgaven maken in de meeste gevallen het voorwerp eener handelsonderneming uit en hun vrije invoer is eene ongerijndheid ten aanzien der rechten welke de niet periodieke producten derzelfde categorie treffen. Laatstgenoemde artikelen, albums, enz., kunnen in de praktijk van de eerste, noch van de andere dergelijke producten der drukkerij onderscheiden worden. Logischerwijze moeten zij dus het regime der drukwerken van allen aard volgen.

N^{os} 779 en 780. — In postkaarten en prentkaarten wordt een zeer belangrijke handel gedreven en onze nijverheid vervaardigt er groote hoeveelheden van.

De specifieke rechten werden op den grondslag der huidige rechten gevestigd.

N^o 781. — Dezelfde opmerking geldt ook voor de kalenders en dergelijke producten.

N^{os} 782 tot 784. — In deze categorieën werden al de elders niet afzonderlijk genoemde drukwerken begrepen.

Daarin zijn drie groote klassen te onderscheiden :

- a) De drukwerken zonder illustratie's welke dus enkel tekst behelzen;
- b) De drukwerken met illustratie's dat wil zeggen, deze waarvan de tekst door illustratie's opgeluisterd wordt.
- c) De eigenlijk gezegde illustratie's welke de prenten, de vignetten, de etiketten, enz., omvatten.

Deze rangschikking laat toe de producten naar hunne handelswaarde te treffen; zij voorziet in eene betere goederenopgave dan de thans geldende, dewelke verouderd is en tot talrijke ongerijndheden bij den aanslag aanleiding geeft.

Anderdeels wordt rekening gehouden met het gewicht van het papier of karton waarop gedrukt werd en met het aantal gebezigde kleuren, daar de waarde met deze

elementen verband houdt. Daarom ook bevat elke der drie groote klassen op hare beurt de volgende onderverdeelingen :

- a) Papier minder dan 200 gram wegende;
- b) Kaartenpapier of dun karton van 200 tot 500 gram;
- c) Dik karton wegende 500 gram en meer.

Daarenboven behelst elke dezer drie onderrubrieken, tarifeeringen welke verschillen volgens het aantal kleuren.

Daar de vorige rechten op gansch verschillende grondslagen berusten, kunnen beide regimes moeilijk met elkaar vergeleken worden. Nochtans overtreft de belastingdruk der voorgestelde rechten, welke naar de gemiddelde waarden van elke soort producten gevestigd werden, over 't algemeen 15 t. h. niet.

SECTIE XIII.

Werken in steen en andere minerale stoffen; aardewerk

Deze sectie omvat de algemeenheid der werken in steen (lei, marmer, allerlei steenen) en alle andere minerale stoffen (mica, asbest, asphalt, graphiet, enz.) zooals ook de fabricaten van de minerale stoffen afgeleid (werken in cement, beton, gips, gebakken aarde, zandsteen, plateelwerk, porselein, enz.)

Deze producten behooren, volgens het geldend tarief, tot de meest uiteenlopende categoriën : *Steenen* (n° 49), *Aardewerk* (n° 51), *Kramerij en ijzerkramerij* (n° 38), *Meubelen* (n° 40), *Machines en mechanieken* (n° 33), *Verskillende benoodigdheden voor de nijverheid* (n° 54), ja zelfs *Ruwe delfstoffen niet afzonderlijk getarifeerd* (n° 36). Sommige producten zijn tolvrij, andere zijn belastbaar met rechten ad valorem welke van 5 tot 15 t. h. afwisselen; verscheidene artikelen zijn ten slotte aan specifieke rechten onderworpen.

Het ontwerp van nieuw tarief brengt talrijke wijzigingen in dit regime. Benevens het in leven roepen van eene breedvoerige warenopgave, en van de omzetting, voor talrijke posten, der rechten ad valorem in specifieke rechten, werd, voor sommige artikelen, wanneer zulks in het belang van den Belgischen handenaarbeid als geboden gebleken is, van het regime van vrijen invoer afgezien.

N° 785. — In navolging van het in de meeste vreemde tarieven voorziene regime, wordt de voor de niet gemonteerde edelgesteenten en half-edelgesteenten bestaande vrijdom gehandhaafd.

N° 786. — *Lei (gewone leisteën).*

De vrije invoer blijft gehandhaafd voor het lei in tegels of in tafels, behouwd of gezaagd; daarentegen wordt een gering recht van fr 1. » de 100 kil. vastgesteld ten opzichte derzelfde tegels *gepolijst*, zulks om rekening te houden met den daaraan verbonden handenaarbeid.

De dakleien, thans belast tegen fr. 4.» de 1,000 stuks, zullen voortaan — redematiger — belast worden tegen fr. 0.60 de 100 kilogram.

De teekenleien en de griffels, welke in de klasse der *Kramerij*, tegen 15 t. h. ad valorem, vallen, worden aan gelijkwaardige specifieke rechten onderworpen.

Ten slotte worden de niet genoemde werken (zooals troggen, gootsteenen, enz.) tegen 15 t. h. ad valorem belast, tenzelfden titel als verscheidene in deze sectie begrepen bewerkte artikelen (zie namelijk n^o 795).

N^o 787. — *Mica*.

Behoud der bestaande rechten van 5 en 15 t. h. ad valorem.

N^o 788. — *Plaveisteenen*.

In minimumtarief wordt de vrije invoer gehandhaafd voor de plaveisteenen in natuurlijken steen. Het in maximumtarief voorziene geringe recht van fr. 0.20 de 100 kil. kan, desgevallend, als toegevingselement tegenover sommige vreemde landen dienen.

N^o 789 en 790. — *Steenen voor scheermessen en slijpsteenen*.

Niet gemonteerd, zijn deze artikelen thans tolvrij; wanneer zij van eene montuur of eene garnituur in hout voorzien zijn, kwijten zij 15 t. h. ad valorem.

Geene enkele reden pleit voor handhaving van dit verschil van regime.

De specifieke rechten zullen voldoening schenken aan eene zeer belangwekkende kleine Belgische nijverheid, welke sedert lang om eenen lichten steun tegen de vreemde mededinging verzoekt.

N^o 791. — *Ronde slijpsteenen in natuurlijken steen*.

De vrijstelling ten gunste der ronde niet gemonteerde slijpsteenen, welke in België niet vervaardigd worden, blijft gehandhaafd.

De ronde gemonteerde slijpsteenen (assen, troggen, enz.) vallen thans in de categorie der *machines* en zijn aan verschillende rechten volgens de hoofdstof onderworpen (fr. 2.» 4.» of 12.» de 100 kil. of 10 t. h. ad valorem). Een eenig recht van fr. 6.» de 100 kil. wordt voorzien.

N^o 792. — *Molensteenen voor de maalderij*.

Vrijstelling behouden voor de niet gemonteerde molensteenen.

De gemonteerde molensteenen dienen in sectie XII, *Machines*, enz., gerangschikt.

N^o 793. — *Kunstmatige slijpsteenen in amaril, carborundum, enz.*

Artikelen die zeer wel in België vervaardigd worden en die dienen belast te worden, of zij al dan niet gemonteerd wezen.

De voorziene specifieke rechten overtreffen 10 t. h. ad valorem niet.

N^o 794. — *Lithographische steenen.*

Producten, uitsluitend van vreemden invoer, waarvoor het regime van vrijen invoer gehandhaafd blijft.

N^o 795. — *Niet genoemde werken in albast, in lava, in marmer of andere steenen.*

De vrije invoer voor de producten, *enkel behouwd of gezaagd met effen vlakken* (litt. a) wordt gehandhaafd. Het gaat hier, hetzij om bouwmaterialen, hetzij om producten bestemd om eenen verderen handenarbeid te ondergaan.

Wat de steenen, het marmer, enz., *gebeeldhouwd, gepolijst, van lijstwerk voorzien of anders bewerkt*, betreft, is de geldende vrijdom, ten aanzien van den aanslag die thans het bewerkt hout, de bewerkte metalen, enz. treft, eene opvallende ongerijmheid. De handenarbeid die den steen of het marmer bewerkt, verdient niet minder gesteund te worden, als degene die het hout of het metaal bewerkt; het spreekt dus vanzelf, dat zij billijkheidsbalve, op dezelfde wijze dienen behandeld.

Het voor de beschouwde producten in het ontwerp van tarief voorziene recht van 15 t. h. ad valorem, stemt overeen met een gemiddeld recht, in menig geval ten opzichte der gefabriceerde producten aangenomen.

N^o 796. — *Werken in kunstmatig marmer.*

Een recht van fr. 4.50 de 100 kgr. wordt voorzien voor de vloersteen, vloertegels, kolommen, enz., bij gelijkstelling met de vloersteen en vloertegels, met ingelegde teekeningen, van n^o 816.

De andere werken (litt. b) worden belast, evenals het gebeeldhouwd, gepolijst, enz., marmer van n^o 795 met het recht van 15 t. h. ad valorem.

N^o 797. — *Werken in asphalt, enz.*

Werken welke kunnen gelijkgesteld worden met de tegels in cement, eenkleurig (n^o 798 a-1) en als deze belast tegen fr. 0.50 de 100 kilogrammen.

N^o 798. — *Werken in cement, enz.*

a) *Tegels.* — De voorziene bedragen, onderscheidenlijk fr. 0.50, 0.75 en 1.» de 100 kil., wijzen op eene merklijke vermindering der huidige rechten fr. 1.» en 1.50 de 100 kil.) welke, ten aanzien der waarde dezer producten, veel te hoog zijn.

b) *Buizen en putbekleding.* — Artikelen voor groote constructiën, waarvoor behoud van den vrijen invoer aangewezen is.

c) *Andere werken* (zooals balusters, versieringen in samengeperst cement, enz.). Deze artikelen, welke eene hoogere waarde hebben dan de tegels, zijn belast met een recht van fr. 2.» de 100 kilogrammen.

N° 799. — *Platen en tegels in vezelcement (eterniet, enz.).*

Het bestaande recht, 5 t. h. ad valorem, wordt in een specifiek recht met ongeveer gelijken belastingdruk omgezet.

N° 800. — *Werken in gips (afgietsels).*

a) *Platen en stukken voor constructiën.* — De vrije invoer wordt behouden voor de niet versierde artikelen; maar wegens het verschil in waarde en in onderganen handenarbeid, zijn de versierde artikelen met een matig recht van fr. 3.50 de 100 kil. belast.

b) *Andere werken.* — Evenals voor de werken in steen, in marmer, enz., wordt hier een recht van 15 t. h. ad valorem voorzien.

N° 801 tot 804. — *Werken in asbest.*

Behoudens de niet gevlochten draden en koorden, welke tolvrij zijn, worden de verscheidene werken in asbest thans met een recht van 5 t. h. of 15 t. h. ad valorem belast.

De voorziene specifieke rechten, waarvan de druk minder dan 10 t. h. ad valorem bedraagt, klimmen naar gelang van de waarde der producten.

N° 805 tot 807. — *Vuurvaste baksteen, smeltkroezen, retorten, enz.*

Ten einde den Belgischen handenarbeid te steunen, werd het regime van vrijen invoer door, overigens zeer matige, specifieke rechten vervangen.

N° 808 en 809. — *Baksteen.*

De vrijdom wordt gehandhaafd voor de gewone, niet verglaasde baksteen en voor die welke hol zijn of een bijzonderen vorm hebben (n° 808-a en b).

De verglaasde, geëmailleerde of geverfde baksteen (n° 808-c) welke, volgens het geldend tarief doorgaans tegen 10 t. h. ad valorem belast zijn, worden onderworpen aan een recht van fr. 0.50 de 100 kil., waarvan de druk niet zoo zwaar weegt.

Ten slotte worden de witte baksteen, genre Silezië (n° 809), bij gelijkstelling met de verglaasde, geëmailleerde of geverfde steenen, aan hetzelfde recht van fr. 0.50 onderworpen.

N° 810. — *Pannen.*

De vrije invoer blijft behouden voor de niet verglaasde, noch geëmailleerde pannen, zonder ineenvoeging. Voor de andere artikelen, wordt het huidig recht van fr. 0.50 de 100 kil. gehandhaafd, behoudens dat eene lichte verhooging van fr. 0.25 — door het verschil in waarde gebillijkt — voorzien wordt ten opzichte der verglaasde of geëmailleerde pannen met ineenvoeging.

N^o 811. — *Buizen in gewone gebakken aarde.*

De vrijdom wordt gehandhaafd ten gunste der niet verglaasde, noch geëmailleerde buizen (draineerbuisen en andere), terwijl het recht van 10 t. h. ad valorem in verband met de andere artikelen vervangen wordt door een minder drukkend specifiek recht.

N^{os} 812 tot 815. — *Bloempotten in gemeene aarde; Steenen pijpen; Pottenbakkerswerk in gemeene aarde; Vloertegels en vloersteen in gewone gebakken aarde.*

Specifieke rechten, overeenstemmende met een recht ad valorem dat 5 tot 6 t. h. niet te bovengaat, vervangen de huidige tarifeering (vrijen invoer of 10 t. h. ad valorem).

N^o 816. — *Vloertegels en vloersteen, in fijnaarde of in zandsteen.*

In het huidige tarief zijn deze producten belast tegen fr. 1.» of fr. 1.50 de 100 kil. naar gelang zij eenkleurig of veelkleurig zijn. Er wordt eene nieuwe rangschikking voorzien welke aan de waarde der producten beter beantwoordt, met rechten welke schommelen tusschen fr. 0.50 en fr. 1.50 de 100 kil.

N^o 817. — *Bekleedingtegels in zandsteen, in fijnaarde of in plateelwerk.*

De in het ontwerp bepaalde rechten — fr. 4.» , fr. 5.» en fr. 7.» de 100 kil. volgens de categorie — stemmen overeen met een gemiddeld recht ad valorem waarvan de druk 8 t. h. ad valorem niet overtreft.

N^{os} 818 en 819. — *Gezondheidstoestellen, in zandsteen of in plateelwerk; Gebakken aardewerk in gemeenen zandsteen.*

De huidige aanslag, welke 10 t. h. ad valorem bedraagt, wordt vervangen door specifieke rechten wier last dikwijls beneden gemelden aanslag blijft.

N^o 820. — *Gebakken aardewerk in fijnen zandsteen.*

Producten welke volkomen kunnen gelijkgesteld worden met de overeenstemmende artikelen in plateelwerk en welke als laatstvermelde dienen belast.

N^o 821. — *Kunstbloemen in plateelwerk of in porselein,*

Het geldt hier doorgaans weelde- of fantasieartikelen waarvoor een recht van 20 t. h. ad valorem voorzien wordt, hetwelk nochtans tot 10 t. h. verminderd wordt voor de bloemen bestemd tot het vervaardigen van kronen.

N^o 822. — *Kunststanden in porselein, enz.*

Behoud van het huidig recht van 15 t. h. ad valorem.

N^o 823. — *Paarlen in porselein.*

Deze artikelen zullen het regime volgen der glazen paarlen (n^o 852) voor borduurwerk, passementwaren, halssnoeren, paternosters, enz., te wier opzichte een gering recht van 5 t. h. ad valorem voorzien wordt.

N^{os} 824 en 825. — *Werken in plateelwerk, enz.; werken in porselein, enz.*

Beide posten bevatten het grootste gedeelte der ingevoerde artikelen in plateelwerk of in porselein. De bestaande rechten, onderscheidenlijk 10 en 15 t. h. ad valorem, worden in gelijkwaardige specifieke rechten omgezet.

N^{os} 826 en 827. — *Werken der n^{os} 824 en 825 met monturen, garnituren of deelen in metaal; borstbeelden, standbeelden, beelden en beeldjes, enz.*

Weelde- of fantasieartikelen te wier opzichte een hooger recht — zegge 20 t. h. ad valorem — dan datgene in verband met producten van dagelijksch gebruik, gewettigd is.

SECTIE XIV.

Glas en glaswerk.

In het geldend tarief omvat de categorie *Glaswerk* (n^o 66) de volgende onderverdeelingen :

Gebroken glas of glasgruis. vrij.

Flesschen, fleschjes, groote flesschen; glazen ballons of vervoerflesschen :

Van wit of halfwit glas fr. 2.» de 100 kilogram.

Andere fr. 1.50 id.

Groote flesschen, glazen ballons of vervoerflesschen, omvlochten fr. 4.» id.

Gemeen glaswerk 10 t. h. ad valorem.

Ander glaswerk; spiegel- en vensterglas 10 t. h. ad valorem.

Voorwerpen in glas of hoofdzakelijk uit glas samengesteld vallen daarenboven in de categorie *Meubels* (15 t. h. ad valorem), *Kramerij en ijzerkramerij* (15 t. h. ad valorem) en *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid* (5 t. h. ad valorem).

De Sectie XIV van het ontwerp van tarief omvat de producten der glasnijverheid welke tot bovenvermelde categorieën behooren; zij bevat eene zeer omstandige nomenclatuur, waarvan de posten in 't algemeen met specifieke rechten en bij uitzondering met rechten naar de waarde belast zijn.

Deze rechten stemmen, in het meerendeel der gevallen, overeen met den last, welke uit het geldend tarief voortspuit. In de volgende ontleding heeft men er zich toe bepaald de posten te vermelden waarvoor het noodig geacht werd af te wijken van het beginsel der gelijkwaardigheid tusschen het oud en het nieuw recht.

N^o 838-b. — *Kunstramen, met de hand geschilderd.*

Weeldeartikelen, waarvoor het recht van 20 t. h. ad valorem in de plaats van dat van 10 t. h. treedt.

N^o 842. — *Groote flesschen, glazen ballons of vervoerflesschen.*

Eene kleine verhooging van fr. 0.50 de 100 kil. wordt voorzien op de rechten waaraan deze groote flesschen, enz. thans onderworpen zijn : a) in wit of halfwit glas, b) in ander glas. Daarentegen werd het recht van fr. 4.» de 100 kil. op de omvlochten flesschen (n^o 842-c) tot fr. 3.» teruggebracht.

De voorgestelde bedragen vertegenwoordigen een recht naar de waarde, dat merkbaar beneden 10 t. h. is.

N^o 844. — *Flesschen en flacons van gewonen vorm, enz.*

Met wijziging in het bestaande regime omvat deze rubriek de flesschen en flacons niet meer, waarvan de inhoud 25 centiliter niet overtreft; deze worden, en zulks is redelijk, met de artikelen in holglas gelijkgesteld.

Hoewel zij nog maar 10 tot 11 t. h. der waarde beloopten, zijn de specifieke rechten van het ontwerp eventjes hooger dan de huidige bedragen, dit om onze nijverheid van flesschenvervaardiging te ondersteunen, welke moeizaam tegen den overvloed der vreemde producten kampt.

N^o 846. — *Holglas in kristal of halfkristal.*

Hoofdzakelijk weeldeartikelen, ten opzichte derwelke het recht van 20 t. h. naar de waarde gewettigd wordt tenzelfden titel als voor verschillende andere tariefposten.

Overigens behoort men eene wereldvermaarde Belgische nijverheid, die bijzonder behendig en wel betaald handwerk gebruikt, niet in verval te laten geraken.

N^o 849. — *Ruwe optische glazen, ruw glas in bollen of segmenten voor de vervaardiging van uurwerk- of brilleglazen.*

Het recht van 10 t. h. naar de waarde wordt vervangen door het regime van den vrijen invoer, met het doel de nijverheid te bevoordeelen, welke deze producten van uitsluitend uitheemsche vervaardiging bewerkt.

N^o 862. — *Holglasartikelen, zooals vazen, enz., voorzien van een sluitwerk, montuur of garnituur, anders dan in edele metalen.*

Dit zijn fantasie- of weeldeartikelen welke het recht van 20 t. h. naar de waarde (thans 15 t. h.) kunnen verdragen.

Dezelfde opmerking geldt voor de *geslepen, gegraveerde, vergulde of anders versierde kroonkandelaars, candelabers, enz.* welke onder n^o 863 b voorkomen.

SECTIE XV.

Metalen en werken in metalen.

Deze sectie begrijpt de verschillende metalen welke in werken kunnen veranderd worden; zij omvat de ruwe, halfbewerkte of bewerkte producten der metaalnijverheid, alsmede al de werken in metalen niet afzonderlijk opgenomen in de secties XVI tot XXI : *Machines, Voertuigen, Horlogemakerswerk en toestellen, Muziekinstrumenten, Wapens en Allerlei samenstellingen.*

De sectie XV behelst, in hoofdzaak, de producten welke in het huidig tarief onder de rubriek *Metalen* (n^o 39) gerangschikt zijn; zij vereenigt, bovendien, vele artikelen welke belast zijn als *Gereedschappen* (ex n^o 33), *Kramerij en ijzerkramerij* (n^o 38), *Meubels* (n^o 40), *Verschillende benoodigdheden voor de nijverheid* (n^o 54), enz.

De huidige tarifeering der metalen en werken in metalen, waarvan de uiteenzetting verder zal gegeven worden, behelst rechten ad valorem van 5, 10 en 15 t. h. alsmede specifieke rechten, vastgesteld volgens eene te zeer oppervlakkige rangschikking, hetgeen tot gevolg heeft, dat dezelfde lasten toegepast worden op goederen die ten opzichte der waarde of van den graad van voltooiing zeer uiteenloopen. In haar geheel, mangelt deze tarifeering dus aan samenhang en geeft zij aanleiding tot in 't oog loopende ongelijkheden in den aanslag.

Het nieuw tarief der metalen, bijna uitsluitend specifiek, bevat eene zeer breedvoerige nomenclatuur en op zulke wijze geordende rechten dat ieder product, niet alleen volgens zijne waarde maar ook volgens het quantum ingelijfd en arbeid, belast weze.

Het is wel verstaan dat de vrije invoer voor de ruwe metalen gehandhaafd blijft. De rechten vastgesteld ten opzichte der half-fabrikaten blijven binnen zeer gematigde perken, ten einde onze transformatie-nijverheden niet te benadeelen. Wat de lasten aangaat die de afgewerkte producten treffen, 't is te zeggen, als dusdanig voor het verbruik geleverd, is hunne belastingdruk gewoonlijk begrepen tusschen 8 en 12 t. h., en bereikt zelden 15 t. h. voor de meest afgewerkte artikelen : zij blijven dus in de kromme van eene normale belasting.

A. — KOSTBARE METALEN.

N^{os} 865 en 866. — *Zilver, goud en platina.*

In den algemeenen regel, blijven de in het huidig tarief voorziene vrijstellingen en rechten gehandhaafd. Te melden valt nochtans dat, in 't belang van den

Belgischen handenarbeid, eene geringe taxe op het goud en zilver in dunne bladen voorzien werd en dat het recht van 10 t. h. ad valorem, in verband met de schetsen van werken klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden, tot 5 t. h. verminderd werd.

B. — IJZER, GIETIJZER EN STAAL.

N^o 867 tot 874. — Niet smeedbaar gietijzer.

De onder deze nummers gerangschikte producten worden thans als volgt belast :

Ruw gietijzer	fr. 0.20 de 100 kilogram.
Bewerkt gietijzer	fr. 2. » id. id.

Anderzijds, zijn vele producten in bewerkt gietijzer — namelijk de meubels en de huis- of keukengereedschappen — aan een recht van 15 t. h. ad valorem onderhevig.

In het ontwerp van tarief, wordt het grondslagrecht van fr. 0.20 de 100 kil. voor het ruw gietijzer behouden; de buizen en verbindingstukken voor buiswerk worden, volgens den graad van den onderganen handenarbeid, belast tegen rechten welke schommelen tusschen fr. 2. » tot fr. 3.50 de 100 kil.; de mijnput-bekleedingen kwijten fr. 3. » de 100 kil., hetzij ongeveer 10 t. h. ad valorem, ten slotte, worden de niet afzonderlijk getarifeerde werken (N^o 871), volgens den aard van handenarbeid en het gewicht per stuk, onderworpen aan taxes welke wisselen tusschen fr. 2.50 tot fr. 15. » de 100 kilogram.

De onder n^o 871 voorziene lasten, stemmen, in 't algemeen overeen met rechten ad valorem van eenen merkbaar geringeren druk dan 15 t. h. Deze vermindering van rechten zal tal artikelen van dagelijksch gebruik ten goede komen.

N^o 872 tot 934. — IJzer, staal en smeedbaar gietijzer.

N^o 872 tot 874. — Ruw ijzer, ijzer uit den ruwe bewerkt en gietijzer in staven; ruw gegoten staal, in staven; gegoten staal uit den ruwe bewerkt (stalen staven gezegd: brames en blooms; billettes en targets).

De grondslagrechten van het geldend tarief, onderscheidenlijk vastgesteld op fr. 0.30, fr. 0.40 en fr. 0.60 de 100 kil., blijven gehandhaafd.

N^o 875. — Bijzonder staal in baren.

Het bijzonder staal in baren, dat hoofdzakelijk tot de vervaardiging van gereedschappen dient, kost veel duurder dan het gewoon staal. Zijn prijs is daarenboven zeer veranderlijk gezien de uiteenloopendheid der soorten en de aanslag naar het gewicht zou, dienvolgens, lastig te regelen zijn. Het is beter eenen last naar de waarde vast te stellen, welke 5 t. h. kon bedragen.

N^o 876 tot 878. — IJzer met bijzonder profiel (I, T, L, U, Z, enz.), warm geplet; ijzer warm geslagen, getrokken of geplet, elders niet genoemd; spoorstaven.

Behoud van het huidig grondslagrecht, hetzij, fr. 1. » de 100 kil. De gebogen

balken zijn onder n^o 876 begrepen en het daarmede in verband zijnde recht van fr. 2.» wordt tot fr. 1.» de 100 kil. verminderd.

N^o 879. — *Wielbanden, ruwe ; geplette naven, ruwe.*

Deze producten hebben eenen meer belangrijken handenarbeid ondergaan dan deze begrepen onder de nummers 876 tot 878 ; aldus wordt het recht van fr. 2 » dat hun toegekend is gerechtvaardigd.

N^os 880 en 881. — *Dwarsliggers voor spoorwegen, enz., laschplaten voor spoorstaven.*

Producten welke ten opzichte der waarde kunnen gelijkgesteld worden en waarvoor een recht van fr. 1.» de 100 kgr. voorzien is. De laschplaten kwijten fr. 4.» volgens het geldend tarief.

N^o 882. — *Ijzer koud geplet (waarvan de doorsnede 10 millimeter overtreft).*

Rechten onderscheidenlijk vastgesteld op fr. 1.50 en fr. 2.» voor de twee trappen, in plaats van de huidige bedragen van fr. 4.» en fr. 2.».

N^os 883 en 884. — *Platen, zelfs gegolfd of met rechte hoeken gesneden, niet anders bewerkt ; bandijzer en bandstaal.*

De rechten verschillen, in verhouding tot den onderganen handenarbeid, van fr. 1.20 tot fr. 5.» de 100 kgr. De bestaande rechten bedragen fr. 1.» , fr. 3.» en fr. 4.» behalve dat de vertinde platen (blik) tolvrij zijn. De vrijstelling, vroeger ten gunste van de vertinde platen verleend, kan, gezien den huidige toestand onzer nijverheid, niet meer gerechtvaardigd worden.

N^o 885. — *Platen in dubbel metaal (ijzer of staal en aluminium of koper).*

Producten van hooge waarde waarvoor het aangeprezen recht van fr. 10.» de 100 kgr. slechts nog maar een gering percentsbedrag ad valorem vertegenwoordigt.

N^o 886. — *Doorboorde bandjes voor het beslaan der kisten.*

Het huidig recht bedraagt fr. 2.» de 100 kgr. De voorgestelde rechten, onderscheidenlijk fr. 4.» en fr. 3.» stemmen beter met de waarde deze producten overeen.

N^os 887 en 889. — *Platen met ribben, strepen, ruiten, enz. ; platen anders gesneden dan met rechte hoeken.*

Ten einde rekening te houden met de waardeverhooging voortvloeiende uit den onderganen handenarbeid, zijn de voor deze producten voorziene rechten deze van de platen volgens de soort, maar met 20 t. h. vernieerd.

N^o 888. — *Doorboorde platen.*

Voorgestelde rechten van fr. 4.» tot fr. 7.» de 100 kil., in plaats van dit van fr. 4.» thans geheven. Het geldt artikelen welke bij het doorboren zeer in gewicht kunnen zijn verminderd, en waarvan de waarde per kilogram merkbaar hooger is dan deze der volle platen van overeenstemmende hoedanigheid en dikte.

N^o 890. — *Métal déployé.*

Behoud van het recht van 4 frank.

N^o 891. — *Staaldraden tot het vervaardigen van kabels en koorden.*

Het zijn draden met sterk weerstandsvermogen welke wij bijzonder uit den vreemde invoeren. In 't belang der Belgische nijverheid van het vervaardigen van metallische kabels en koorden, behoort het bestaande gunstig regime, hetzij het gematigd recht van fr. 1.» de 100 kil., gehandhaafd te worden.

N^{os} 892 en 893. — *Staaldraden voor geraamten van regenschermen; staaldraden bestemd tot het vervaardigen van kaardebeslagen.*

Wordt overgenomen, het regime der vrijstelling dat sinds verscheidene jaren bestaat.

N^o 894. — *Ijzeren of stalen draden of roeden (eener dikte welke 10 millimeter niet overtreft).*

De huidige rechten verschillen van fr. 1.» tot fr. 4.» de 100 kilogram. Eene nieuwe rangschikking wordt vastgesteld, met rechten van fr. 1.50 tot fr. 6.» volgens de soort en de dikte der draden.

N^{os} 895 en 896. — *Pijpen en buizen; verbindingstukken voor buiswerk.*

Het voorgestelde tarief bevat eene omstandige rangschikking met rechten welke van fr. 4.» tot fr. 13.» de 100 kil. verschillen en berekend zijn om met een gemiddelden grondslag van 10 t. h. ad valorem overeen te stemmen.

N^o 897. — *Pijpen, baren of draden overdekt met een hulsel van koper, enz.*

Producten van eene betrekkelijk hooge waarde, waarvoor een specifiek recht van fr. 13.» de 100 kil. voorzien wordt dat ongeveer 10 t. h. ad valorem vertegenwoordigt.

N^{os} 898 tot 953. — *Verschillende werken in ijzer.*

Onder deze nummers werd eene omstandige nomenclatuur vastgesteld der

verschillende werken in ijzer, staal en smeedbaar gietijzer, welke volgens het huidig tarief aan volgend tolregime onderworpen worden :

Bewerkt gietijzer :

(Voor de werken in smeedbaar gietijzer). fr. 2.» de 100 kilogram.

Bewerkt ijzer en staal :

a) Werken afzonderlijk genoemd (voor uitgedreven bodems van ketels) . . fr. 2.» de 100 kilogram.

b) Andere werken fr. 4.» id.

Bewerkt blik 10 t. h. ad valorem.

Machines, mechanieken en gereedschappen :

In gietijzer, in ijzer of in staal . . . fr. 2.» en fr. 4.» de 100 kilogr.

Kramerij en ijzerkramerij 15 t. h. en 20 t. h. ad valorem.

Meubels 15 t. h. ad valorem.

Verschillende benoodigdheden voor de nijverheid. . . . 5 t. h. ad valorem.

Voertuigen, andere dan voor spoorwegen :

Losse stukken 12 t. h. ad valorem.

Behoudens de ongerijmdheden welke men onder voormelde rechten ad valorem aantreft, stemmen de specifieke rechten welke thans op tal van werken in ijzer, staal of smeedbaar gietijzer toegepast worden met zeer verschillende rechten ad valorem overeen, rechten welke des te minder hoog zijn dat de producten duurder zijn voor een gegeven gewicht : zij bereiken soms 10 t. h. voor de zwaarwichtige en weinig afgewerkte producten, terwijl zij zelfs geen 1 t. h. bereiken ten opzichte van zekere voorwerpen waaraan veel handenarbeid besteed is.

De nieuwe tarifeering gaat uit van de bekommring om tot eene rechtvaardigere verdeling te geraken van den fiscalen last die op de ingevoerde producten drukt. Met dit doel, werden talrijke posten ingesteld, welke de goederen eener zelfde soort of eener zelfde bestemming groepeeren en werden gepaste trappen vastgesteld derwijze de producten van merkbaar gelijke waarde tegen hetzelfde recht te belasten.

Op enkele uitzonderingen na, werden specifieke rechten aangenomen voor de werken welke onder de nummers 898 tot 953 begrepen zijn ; deze rechten werden in 't algemeen berekend derwijze met het gemiddelde bedrag van ongeveer 10 t. h. ad valorem overeen te stemmen, behalve het geval van fijn bewerkte artikelen of kramerijartikelen waarvoor de belastingdruk een weinig hooger is.

Indien de voorgestelde rechten ten opzichte van het huidig tarief tamelijk talrijke verhoogingen begripen, dan is het niet minder waar dat vele, thans tegen 15 t. h. ad valorem belaste artikelen, eene gevoelige vermindering zullen genieten ; zulks is namelijk het geval voor het huisgerief (werken in platen) dat onder toepassing van n° 902 valt.

C. — KOPER.

Hierna duidt men het tolregime van het koper aan zooals het onder n° 39 (Metalen) van het geldend tarief voorkomt :

Koper :

Ruw	Vrij.
Geslagen, getrokken of geplet fr.	10.» de 100 kilogram.
Bewerkt	10 t. h. ad valorem.
Vreemde munten	Invoer verboden.

Daarenboven dient aangestipt te worden, dat de nomenclatuur van het nieuw tarief (n° 933 tot 959) thans tegen 15 t. h. ad valorem belaste werken (werken van *kramerij en ijzerkramerij en meubels*) omvat, alsmede enkele zeldzame artikelen behoorende tot de categorie van het *Bewerkt ijzer en staal* (artikelen gedeeltelijk samengesteld uit koper, dat de hoofdstof niet uitmaakt) of tot deze der *Machines, mechanieken en gereedschappen in koper*.

N° 935. — De vrijstelling wordt behouden voor het ruw gegoten koper, in slaven, klompen, enz., alsmede voor het vijlsel, afval en scherven van oude werken.

N° 936 tot 940. — Deze posten omvatten het koper in platen of bladen, en het koper in baren of draden.

Het huidig recht van fr. 10.» de 100 kil. blijft gehandhaafd voor de gewone, enkel geslagen of geplette platen, bladen, enz. en voor de enkel geplette of getrokken baren en draden eener dikte van meer dan 10 millimeter.

Ten opzichte der producten welke eenen meer gevorderden arbeid hebben ondergaan, wordt eene verhooging van het recht van fr. 10.» voorzien, in verhouding met de waardevermeerdering, voortvloeiende uit den aanvullenden handenarbeid.

Enkele der onder n° 936 tot 940 bedoelde artikelen zijn thans tegen 10 t. h. ad valorem belast; de specifieke rechten welke hen in het ontwerp toegewezen worden zijn geringer dan deze taxe.

N° 941. — *Pijpen en buizen.*

Deze producten kwijten thans, volgens de soort van onderganen handenarbeid, fr. 10.» de 100 kil. of 10 t. h. ad valorem. De voorgestelde, uitsluitend specifieke rechten, stemmen met een percentsbedrag ad valorem, geringer dan 10 t. h. overeen.

N° 942 tot 956 en 959. — *Allerlei werken.*

De onder deze nummers voorgestelde specifieke rechten werden becijferd, rekening houdende met den graad van voltooiing en de onderscheidenlijke waarde der verschillende bedoelde werken. Zij stemmen, in vele gevallen, overeen met een geringer recht dan 10 t. h. en 15 t. h. ad valorem dat thans geheven wordt.

N° 957 en 958. — *Munten.*

Deze nummers beoogen de Belgische en de vreemde munten, waarvoor de bestaande tolregimes behouden blijven.

D. — *NIKKEL.*

N° 960 tot 967. — Volgens het geldend tarief, stemt het regime van het nikkel volkomen met dit van het koper overeen.

De onder n° 960 tot 967 voorgestelde tarifeering komt voort van de, ten opzichte van het koper, gevolgde regels; maar de nomenclatuur is minder breedvoerig daar het toepassingsgebied van het nikkel veel beperkter is.

E. — *ZINK.*

N° 968 tot 974. — De verschillende, onder deze nummers opgenomen zinkproducten zijn, volgens het huidig tarief, de eene vrij van rechten (*Onbewerkt zink*, met inbegrip van het getrokken of geplette zink), en de andere, onderhevig aan het recht van 10 of 15 t. h. ad valorem (*Bewerkt zink, Kramerij en ijzerkramerij, Meubels*).

De vrijstelling thans voorzien voor het getrokken of geplette zink is slechts toepasselijk op de *enkel* geslagen, getrokken of geplette platen, bladen planken, baren, draden, pijpen en buizen; zoodra deze producten eenen bijkomenden handenarbeid ondergaan hebben, worden zij onderhevig aan het recht van 10 t. h. ad valorem.

Het ontwerp van nieuw tarief bepaalt specifieke rechten voor de verschillende geplette werken (n° 969 tot 971), maar met merkbare vermindering van den last van 10 t. h. welke sommige onder hen treft. De voorgestelde rechten, stemmen, in hun geheel, met een geringer percentsbedrag ad valorem dan 5 t. h. overeen.

De onder nummers 972 tot 974 begrepen werken zijn eveneens onderhevig aan specifieke rechten waarvan het bedrag de krachtens het huidig tarief geïnde rechten ad valorem niet te boven gaan.

F. — *LOOD.*

N° 975 tot 981. — Zooals voor de andere metalen, blijft de vrijstelling ten gunste van het ruw lood behouden (n° 975).

Het geplette of getrokken lood (n° 976 tot 978) wordt met gematigde specifieke rechten belast, in betrekking met deze voorzien voor de geplette werken die in andere klassen van het ontwerp van tarief thuis behooren.

Wat de werken van n° 979 tot 981, betreft, zijn de vastgestelde rechten in verhouding met den graad van voltooiing der producten, en overtreffen zij het huidig recht van 10 t. h. ad valorem (15 t. h. voor de *kramerijartikelen*) niet.

G. — *TIN.*

N° 982 tot 990. — De methode gevolgd voor de tarifeering der metalen der vorige klassen, werd ook aangenomen voor het tin en de werken in tin, behalve

dat de hier voorziene rechten, in 't algemeen, hooger zijn, en dit ten gevolge van de grootere waarde van het metaal.

De dunne tinbladen (n^r 98½) en de hulzen en deksels voor flesschen (n^r 988) zijn belast met hoogere specifieke rechten dan die van het huidig tarief, maar hun bedrag overtreft nochtans het gematigd recht van 10 t. h. ad valorem niet. Deze verandering van regime is gewettigd door de noodzakelijkheid kleine Belgische nijverheden te helpen die zich met deze specialiteiten bezighouden en die moeilijk tegen de vreemde mededinging kampen.

II. — ALUMINIUM.

Het bestaande tarief duidt onder het n^r 39 (*Metalen*) het volgend toeregime aan :

N^{rs} 991 tot 1001. — *Aluminium.*

Ruw	vrij.
Geslagen, getrokken of geplet.	vrij.
In platen of bladen rondvormig of volgens teekening gesneden. fr.	5.» de 100 kilogram.
In enkel gegoten stukken	20.» de 100 kilogram.
Bewerkt	10 t. h. ad valorem.

Anderzijds, behooren de geringe voorwerpen en de huis- en keukengerief tot de klasse der *Kramerij en ijzerkramerij*, en worden zij uit dien hoofde tegen 15 t. h. ad valorem belast.

De nieuwe tarifiering van het aluminium begrijpt eene omstandige nomenclatuur, welke in verhouding staat tot de talrijke toepassingen van dit metaal in onzen tijd. De voorgestelde specifieke rechten blijven binnen gematigde perken; zij worden overigens op dezelfde grondslagen vastgesteld als deze welke in de vorige klassen voor het tin, het lood, het zink, het koper, enz., voorkomen. Men bemerke, onder andere, dat de artikelen van gewoon gebruik — zooals de huis- en keukengerief van n^r 1000 — een geringeren last zullen dragen dan die welke van het huidig tarief voortkomt.

I. — VERSCHILLENDE WERKEN IN GEMEENE METALEN.

N^r 1002. — *Kachels, schouwen, verwarmingstoestellen, keukenovens, keukenfornuizen.*

Het huidig recht van 15 t. h. ad valorem (*Meubels*) wordt in specifieke rechten veranderd, maar in den zin van eene gevoelige vermindering der taxe.

N^r 1003. — *Schrijfpennen.*

Eenvoudige omzetting van het recht ad valorem in specifieke rechten.

N^{os} 1004 en 1005. — *Drukletters, cliché's, platen en kooien voor het drukken op papier, enz.*

De vrije invoer welken deze producten krachtens het huidig tarief genieten, is eene ongerijmdheid ten opzichte van het regime opgelegd aan het meerendeel der werken in metalen waarvan de verwante soorten in België vervaardigd worden.

Om in te gaan op de dringende aanvragen onzer fabrikanten van drukletters en van onze meesters photograveerders, die eene gelijke behandeling verzoeken als deze der andere nijverheden, onderwerpt het ontwerp van tarif de bedoelde producten aan specifieke rechten waarvan het bedrag het recht van 10 t. h. ad valorem niet te boven gaat.

N^{os} 1008 tot 1016. — *Artikelen van messenmakerswerk.*

De onder deze nummers opgenomen verschillende artikelen behoorende tot het messenmakerswerk zijn in 't algemeen, volgens het bestaande tarief, onderhevig aan het recht van 15 t. h. ad valorem (*Kramerij en ijzerkramerij*), met uitzondering van enkele voorwerpen welke behooren tot de klasse der *Gereedschappen in ijzer of in staal* of in deze van het *Bewerkt ijzer en staal*.

Het voorgesteld uitsluitend specifiek tarief begrijpt rechten die natuurlijk zeer van elkander verschillen, naar aanleiding van de groote verscheidenheid der artikelen. Het percentsbedrag ad valorem dat als grondslag voor de berekening der nieuwe rechten gediend heeft, overtreft nooit 15 t. h., en blijft in vele gevallen — namelijk voor de gewone artikelen — nog merkelyk beneden dit cijfer.

N^o 1017 — *Artikelen van messenmakerswerk elders niet genoemd.*

Deze post heeft betrekking op geringe voorwerpen van het messenmakerswerk, waarvoor eene specifieke tarifeering moeilijk te bedenken valt. Bijgevolg wordt het bestaande regime gehandhaafd.

N^o 1018. — *Huis-, keuken of tafelartikelen en gerief, enz.*

Artikelen thans belast tegen 15 t. h. der waarde en die onderworpen worden aan specifieke rechten wier bedrag eerder beneden dit cijfer komt.

N^o 1019. — *Werken in gemeene metalen, elders niet genoemd.*

Behoud van het huidig recht ad valorem, dat later in specifieke rechten kan omgezet worden.

SECTIE XVI.

**Machines, mechanieke werktuigen en toestellen, spoorweg-
en electriciteitsmaterieel.**

De huidige tarifeering der *Machines, mechanieken en gereedschappen* (n° 33) is als volgt vastgesteld (grondslagrechten) :

Van aluminium	fr. 40.» de 100 kilogram.
Van gietijzer.	fr. 2.» de 100 id.
Van ijzer of van staal	fr. 4.» de 100 id.
Van hout.	10 t. h. ad valorem.
Van koper of van alle andere stof	fr. 12.» de 100 kilogram.

Krachtens eene bijzondere bepaling, worden de losse stukken of deelen van machines met volledige machines gelijkgesteld en worden de aan verschillende rechten onderworpen machines of stukken van machines gerangschikt naar de volgens het gewicht overheerschende stof.

Anderzijds, volgen de riemen voor machines een bijzondere tarifeering en zijn de door stoom bewogen perscylinders, dienende tot het walsen van kiezelwegen, tolvrij.

Insgelijks wordt bepaald dat de machines of deelen van machines in koper, in caoutchouc, enz., als *Bewerkt koper*, *Bewerkt caoutchouc*, enz., mogen aangegeven worden, indien de invoerder deze tarifeering voordeliger acht dan die der *Machines en mechanieken*.

In sectie XVI werd de algemeenheid der thans als *Machines en mechanieken* gerangschikte producten overgenomen, namelijk de spoor- en tramwagens, alsmede de elektrische machines en werktuigen; werden eveneens daarin opgenomen, eenige zeldzame artikelen welke tot andere categorieën van het tarief behoorden. Daarentegen worden de *gereedschappen* niet meer, zooals nu, met de *Machines en mechanieken* gelijkgesteld : zij zijn begrepen in de secties van het nieuw tarief betreffende de werken in hout, de werken in metalen, enz.

De invoer in België van machines en mechanieken is vooral sedert den oorlog zeer belangrijk, en overtrof, in 1920 en 1921 in ruime mate den uitvoer.

Hierna de cijfers door onze handelsstatistiek over de jaren 1912 en 1913, 1920 en 1921 verstrekt :

a) *Machines en mechanieken niet genoemd.*

JAREN.	Invoer.		Uitvoer.	
	Hoeveelheden.	Waarde.	Hoeveelheden.	Waarde.
	Kil.	Fr.	Kil.	Fr.
1912	99 681,703	99,393,367	82,456,886	94 619,534
1913	107,661,491	108,705,041	73,754,392	77,265,089
1920	147,260,407	537,953,496	70,078,941	231,316,306
1921	131,423 807	510,511,888	71 564,196	259,246,312

b) *Reiswagens voor spoor- en tramwegen.*

JAREN.	Invoer.		Uitvoer.	
	Hoeveelheden. Kil.	Waarde. Fr.	Hoeveelheden. Kil.	Waarde. Fr.
1912	9,035,182	8,082,583	133,528,092	119,925,755
1913	5,876,006	4,444,845	132,363,323	93,106,094
1920	153,033,171	200,431,354	23,416,401	54,798,870
1924	39,226,567	82,515,297	33,995,487	88,332,801

De op onze markt geleverde machines en mechanieken zijn samengesteld, voor meer dan 90 t. h. der hoogervermelde hoeveelheden, uit overwegend gietijzer, of uit overwegend ijzer en staal. De daarmede krachtens het geldend tarief verband houdende grondslagrechten, bedragen dus onderscheidenlijk fr. 2.» of 4.» de 100 kilogram.

Het is onnoodig op de ongerijmdheden in den aanslag voortvloeiende uit deze niet ontwikkelde rangschikking nader te drukken, rangschikking welke slechts twee rechten voorziet voor producten waarvan de waarde, herleid tot de gewichtseenheid, ten zeerste uiteenloopt, naar gelang het zware machines geldt, van weinig ingewikkeld maaksel, of toestellen behoorende tot de precisie-mechaniek.

Het is bijvoorbeeld niet aannemelijk dat electro-dynamo's of electro-motors (in 't algemeen in overwegend gietijzer) en waarvan sommige vóór den oorlog meer dan fr. 300.» de 100 kil. waard waren, hetzelfde recht van fr. 2.» kwijten als de vliegwielen van machines en andere stukken in gegoten gietijzer welke alsdan tegen fr. 15.» tot 25.» de 100 kil. betaald werden. Wat ook gezegd van de schrijfmachines welke in 1914 tot fr. 50.» de kil. waard waren en die tegen fr. 4.» de 100 kil. belast worden evenals de goederenwagens waarvan de prijs ongeveer fr. 50.» de 100 kil. bedroeg? Dergelijke vergelijkingen zouden ook kunnen gedaan worden ten opzichte van tal van machines of mechanieke werktuigen waarin het gietijzer, of het ijzer en het staal overheerschen.

De tarifeering der *Machines in koper of in elke andere stof* (fr. 12.» de 100 kil.) geeft tot even talrijke en opvallende ongerijmdheden aanleiding, gezien de oneindige verscheidenheid der in deze klasse gerangschikte producten. In dit verband kunnen namelijk aangehaald worden, de onderaardsche elektrische kabels waarvoor het recht van fr. 12.» de 100 kil. met ongeveer 10 t. h. der waarde overeenstemt, terwijl hetzelfde recht van fr. 12.» toegepast op de elektrische gloeilampen eenen last van minder dan fr. 0.30 t. h. ad valorem vertegenwoordigt, alles teruggebracht tot de vóóroorlogsche prijzen.

Eene der meest in 't oog vallende ketterijen van het huidig regime bestaat hierin dat in menige gevallen de rechten op de machines lager zijn dan diegene welke de verscheidene bij hunne fabricage gebruikte artikelen treft, zoodat de fiscale last in omgekeerde verhouding tot den ingelijfden handenarbeid weegt. Het geval kan aangehaald worden van machines welke slechts tegen fr. 2.» de 400 kil. belast zijn, terwijl de koperen draden en platen, bij hunne vervaardiging gebruikt, een vijfvoudig recht betalen; eveneens komt het geplet ijzer of staal : baren, profilé's, platen, enz., waarvan het specifiek recht eene belasting ad valorem van 6 tot 8 t. h. vertegenwoordigt, voor in de samenstelling van tal van werktuigen of toestellen, waarvoor het geldend recht slechts 2 of 3 t. h., en soms minder vertegenwoordigt.

Van een ander standpunt uit, dient bijgevoegd dat de machine een veel meer gevorderd stadium in de constructie aanwijst dan de geplette producten en andere soortgelijke fabrikaten en als dusdanig een ten minst gelijk of zelfs hooger tolregime vergt. Ten slotte, wordt de machine slechts van tijd tot tijd aangekocht, daar haar gemiddelde duur ten minste 10 jaren, laat staan 15 jaren en meer bedraagt. Op dergelijk product weegt het invoerrecht niet alle jaren zooals dit wel geschiedt, bijvoorbeeld voor de weefsels, kleederen, schoeisel en andere producten van dagelijksch gebruik.

Behoudens lichte verbeteringen in den loop der jaren aangebracht, klimt het bestaand regime tot meer dan eene halve eeuw op, toen de machines en mechanieken slechts weinig of niet bij ons vervaardigd werden en het dus voor de hand lag deze onder de meest voordeelige voorwaarden, — dat is, tegen een gering recht — te laten invoeren ten einde de totstandkoming onzer nijverheidstoerusting in den hand te werken.

Maar zooals hiervoor uiteengezet werd, is de toestand teeenemaal veranderd, vermits wij groote machinefabrikanten geworden zijn; ook is het niet van gisteren dat gevraagd wordt om de herziening van dit verouderd regime en om het invoeren van eene gunstiger behandeling jegens eene nijverheid welke voor 's lands expansie en economischen bloei hoofdzaak is. Deze herziening drong zich overigens sedert lange jaren op om ons tarief in overeenstemming te brengen met degene welke achtereenvolgens in de meeste voortbrengende Europeesche of overzeesche landen aangenomen werden.

Voorbeeld nemend aan de best opgemaakte vreemde tarieven, bevat het ontwerp van nieuw tarief eene technische en breedvoerige rangschikking der artikelen ten einde rekening te houden met de betrekkelijke waarde der verschillende voorwerpen in verhouding tot den ingelijfden handenarbeid. Deze indeeling zal daarenboven de elementen eener handelsstatistiek verstrekken welke het mogelijk maken zal, voor elk der verscheidene takken van de werktuigconstructie, den omzet van in- en uitvoer in België te volgen en daaruit de nuttige lessen te putten.

Het is eveneens van belang te vermelden dat een oordeelkundig specialiseren aan het tarief buigzaamheid verstrekt en toelaat de draagwijdte der toegevingen

te meten welke de Belgische Regeering gebeurlijk zou moeten doen ter gelegenheid der verhandelingen voor het sluiten van handelsovereenkomsten.

Daar het voorgestelde tarief op heel nieuwe grondslagen opgebouwd werd, biedt het geene gelijkenis met de bestaande rangschikking; eene vergelijking per artikel tusschen het nieuw en het oud regime, kan dus niet met eenige gepastheid gedaan worden.

Behoudens eenige zeldzame posten waaraan rechten ad valorem verbonden blijven, zijn de voorziene rechten specifiek; het bedrag er van werd vastgesteld rekening houdende met de onderscheidenlijke waarden der producten. De belastingdruk dezer bedragen blijft binnen matige perken, 8 tot 10 t. h. ad valorem — zegge den last voorzien voor vele werken in metalen — en bereikt zelfs soms 8 t. h. niet, wanneer het machines of toestellen geldt, welke in België nog niet op ruime schaal vervaardigd worden.

SECTIE XVII.

Voertuigen, andere dan voor spoorwegen.

De sectie XVII voert denzelfden titel en begrijpt over t' algemeen dezelfde producten als n^o 70 van het huidig tarief, behalve dat de goederenopgave vollediger is en daarenboven de luchtballons, de vliegmachines, alsmede de schepen en vaartuigen omvat.

De voornaamste rubriek dezer sectie n^o 1100, beoogt de *automobieltuigen*.

De wet van 31 Maart 1921 heeft voor deze voertuigen eene tarifiering met twee trappen volgens het gewicht ingesteld, te weten :

Automobieltuigen. — Onderstellen met of zonder motor, met of zonder koets.	{	Van alle soort wegende minder dan 2,000 kil.,
		en rijtuigen voor personen, wegende van 2,000
		tot en zonder 4,000 kil. 20 t. h. ad valorem.
		Andere 12 t. h. ad valorem.

Sedert de instelling van het « ad valorem regime », heeft het Beheer kunnen vaststellen dat onderschattingen zich bij den invoer menigvoudig voordeden, zoodat het werkelijk geheven recht merkbaar beneden het in het tarief vermelde bedrag bleef. Anderzijds is het moeilijk, gezien de onvastheid der prijzen, de normale waarden te bepalen hetgeen gestadig tot geschillen met de douane leidt. Om deze bezwaren te ondervangen, wordt voorgesteld tot de tarifiering naar het gewicht terug te komen.

De Belgische automobielnijverheid, dewelke een groot getal arbeiders werkzaam stelt, verkeert lang niet in schitterenden toestand. De voornaamste redenen dezer malaise moeten enerzijds toegeschreven worden aan den belangrijken toevloed van vreemde automobielen, anderzijds aan de buitengewoon hooge tolrechten welke na den oorlog, in de meeste landen welke vroeger onze voornaamste uitvoermarkten waren, geheven werden, zoodat invoer aldaar bijna onmogelijk geworden is.

De uit onze handelsstatistiek getrokken hierna vermelde cijfers bewijzen genoegzaam den achteruitgang van de Belgische automobielnijverheid tijdens de laatste jaren.

Volledige rijtuigen en onderstellen.

JAREN.	Invoer.		Uitvoer.	
	Hoeveelheden. Kil.	Waarde. Fr.	Hoeveelheden. Kil.	Waarde. Fr.
1912	1,059,000	5,445,000	3,082,000	25,523,000
1913	1,115,000	5,356,000	3,467,000	28,014,000
1920	5,604,000	86,227,000	3,002,000	37,051,000
1921	6,561,000	69,033,000	1,840,000	38,067,000
1922 (9 eerste maanden).	9,459,000	66,690,000	912,000	16,744,000

De *invoer* van volledige rijtuigen en van onderstellen welke in 1912 en 1913, een gemiddelde van 1,100,000 kil. aanwees, vertoont, in 1920 en 1921, de belangrijke hoeveelheden van 5,604,000 en 6,561,000 kilogram. Bij den *uitvoer*, sluit het jaar 1912 met een overschot van 2,000,000 kil., terwijl in 1920 en 1921 het tekort 2,600,000 kil. en 4,720,000 kil. bereikt.

De cijfers der eerste 9 maanden van 1922 zijn nog treffender : bij den *invoer*, 9,459,000 kil. voor eene aangegeven waarde (lager dan de werkelijke waarde) van meer dan 66 miljoen frank; bij den *uitvoer* slechts 912,000 kil. voor 16,744,000 frank.

Om den invloed der tolregimes op onzen automobieltromzet in nog schriller licht te stellen, wordt voor de vóór- en naoorlogsche jaren, de bijzondere handel tusschen België en een der landen waar de invoerrechten inzonderheid verhoogd werden, aangeduid :

JAREN.	Invoer van uit Frankrijk naar België.		Uitvoer van België naar Frankrijk.	
	Aantal automobielen.	Waarde.	Aantal automobielen.	Waarde.
1912	601	3,094,000	177	1,573,000
1913	587	3,073,000	264	2,313,000
1920	1,639	33,861,000	157	2,543,000
1921	2,096	32,135,000	85	2,000,000
1922 (9 eerste maanden).	1,952	25,163,000	12	253,000

Ziehier overigens de bedragen der thans geldende invoerrechten der bijzonderste landen waarmede wij handelsbetrekkingen hebben :

Landen.	Waar.	Maatstaf.	Bedrag.
<i>Frankrijk.</i>	Automobielrijtuigen van alle soort.	Waarde	45 t. h.
<i>Engeland</i>	Id.	Waarde	33 1/3 t. h.
<i>Italië</i>	Automobielrijtuigen tot 2,500 kilogram wegende.	100 kgr. {	van 65 tot 120 goud lira's
		(benevens eene bijtaxe van).	
		Waarde	35 t. h.
		(benevens de weeldetaxe en eene bijkomende taxe bij de weeldetaxe).	
<i>Spanje.</i>	Automobielrijtuigen eene waarde hebbende van :		Betaalbaar in goud.
	a) 20,000 peseta's en minder ;	Waarde	25 t. h.
	b) meer dan 20,000 peseta's.	Waarde	30 t. h.
<i>Vereenigde Staten van Amerika.</i>	Automobielrijtuigen.	Waarde	25 t. h.

Zonder den belastingdruk van eenige der hiervoor aangehaalde bedragen ad valorem te bereiken, sluiten de in het ontwerp van tarief vermelde specifieke rechten eene merkbare verhooging van den fiscaal last welke thans de automobielen bij hunnen invoer in België treft, in zich.

Maar in acht dient genomen dat deze rechten als het ware opgedrongen werden ingevolge de tolpolitiek der andere landen. Ook mag dan onmiddellijk bijgevoegd worden dat de voorziene rechten gebeurlijk zouden kunnen verlaagd worden, in ruil voor gelijke tegemoetkomingen welke ons op de vreemde tarieven zouden gedaan worden.

N^o 1090. — *Eigenlijk koetswerk.*

N^o 1091. — *Voertuigen voor den handel, den landbouw en het verkeer.*

Beide posten groepeeren de rijtuigen met dierlijke beweegkracht voor andere wegen dan spoorwegen, of het weelde-koetswerk geldt, ofwel voertuigen voor den handel, den landbouw en het verkeer. De voor deze voertuigen voorziene specialiseeringen werden geboden ingevolge de waardeverschillen der voorwerpen.

De voorgestelde bedragen zijn niet overdreven en stemmen doorgaans met het huidig recht van 15 t. h. ad valorem overeen.

N^o 1092. — *Handkinderrijtuigen, enz.*

De voertuigen waarvan sprake bezitten, naar aanleiding van den onderganen

handenarbeid, eene betrekkelijk hooge waarde. Zij zullen gemakkelijk eenen last van fr. 100.» de 100 kil. dragen.

N^o 1093. — *Volledige rijwielen.*

De rijwielnijverheid verkeert in wankelenden toestand; onze verkoopen aan het buitenland bereiken lang de aankooopen aldaar niet. Zoo bijvoorbeeld hebben onze fabrikanten tijdens de jaren 1912, 1913, 1920 en 1921 slechts 13,512 11,189, 27,173 en 18,000 kil. uitgevoerd, terwijl de vreemde fabrieken ons 143,567, 185,094, 317,057 en 238,127 kil. gezonden hebben.

Dergelijke toestand doet aan de nationale voortbrengst ten zeerste afbreuk; zulks is de reden waarom het voorgesteld specifiek recht ietwat hooger is dan het bestaand bedrag van 15 t. h. ad valorem.

N^o 1094. — *Motocycles met of zonder motor.*

De last van fr. 150.» de 100 kil. voor de motorcycles voorzien vertegenwoordigt ongeveer het huidig recht ad valorem van 20 t. h.

N^o 1095. — *Zijspanwagens.*

Onder het huidig regime volgen de zijspanwagens hetzelfde regime als de volledige motorcycles; voorgesteld wordt hun hetzelfde specifiek recht toe te passen.

N^o 1096. — *Zadels voor rijwielen en motorcycles.*

Het voorgesteld specifiek recht is eerder lager dan het bedrag van 12 t. h. ad valorem dat het vervangt.

N^{os} 1097 en 1098. — *Losse stukken voor rijwielen of motorcycles.*

In verband met het voor de *Werken in metalen* (sectie XV) voorgesteld regime, is het voor de ruwe losse stukken bepaald recht iets hooger dan de huidige bedragen; voor de afgewerkte stukken, zijn de voorgestelde rechten de uitslag der omzetting der bedragen ad valorem in specifieke rechten.

1099. — *Losse stukken van rijwielen of motorcycles, in andere stoffen dan ijzer, gietijzer en staal, en niet afzonderlijk getarifeerd.*

De onder dit nummer opgenomen losse stukken, thans tegen 12 t. h. ad valorem belast, zullen voortaan het regime der *Werken* volgens de soort volgen.

N^o 1100. — *Automobielrijtuigen :*

- a) *Onderstellen, met of zonder motor, met of zonder koetswerk.*
- b) *Koetswerk.*
- c) *Ondersteldraagramen, in gedreven stalen plaat.*
- d) *IJzeren of stalen velgen.*
- e) *Losse stukken, niet afzonderlijk getarifeerd.*

a) De in den aanhef dezer sectie uiteengezette beschouwingen billijken de veranderingen voorgesteld in verband met de tarifeering der automobielrijtuigen.

b) Het recht van fr. 12. » de 100 kil., voorgesteld voor het koetswerk der automobielrijtuigen bestemd tot het goederenvervoer is matig. Wat het koetswerk voor automobielrijtuigen voor personenvervoer betreft, zij worden tegen hetzelfde recht belast als datgene in verband met de volledige rijtuigen.

c en d) Bijzondere trappen worden voorzien voor de ramen en velgen, met rechten in verhouding tot de waarde dezer producten.

e) Het bestaand recht wordt gehandhaafd.

N^o 1101. — *Toebehooren voor automobielen, rijtuigen en cycles, niet afzonderlijk getarifeerd, enz.*

Herhaling van het huidig recht.

N^o 1102. — *Luchtballons en hunne losse stukken.*

N^o 1103. — *Vliegtuigen en hunne losse stukken.*

Het komt logisch voor de luchtschepen (spherische, stuurbare ballons en vliegtuigen) alsmede hunne losse stukken in de categorie « Voertuigen, andere dan voor spoorwegen » te rangschikken.

De spherische ballons, met inbegrip van hunne losse stukken, zouden den vrijdom blijven genieten, daar deze werktuigen in den huidige toestand, eerder als proefneminginstrumenten moeten beschouwd worden.

De stuurbare ballons en de vliegtuigen blijven, zooals in het geldend tarief, met de machines en mechanieken gelijkgesteld, hetgeen hunnen aanslag tegen de in sectie XVI (Machines, mechaniekè werktuigen, enz.) in zich sluit.

N^o 1104. — *Schepen en vaartuigen.*

De vrijstelling wordt gehandhaafd voor de schepen en vaartuigen, alsmede voor de onder deze algemeene benaming verstane voorwerpen.

De verwijzing (1) welke onder dit nummer voorkomt is enkel eene overname van de van kracht zijnde bepalingen.

SECTIE XVIII.

Horlogemakerswerk ; Werktuigen en toestellen elders niet genoemd.

A. — HORLOGEMAKERSWERK.

N^{rs} 1105 tot 1110. — *Horlogemakerswerk van kleinen omvang.*

Worden in deze categorie gerangschikt, de uurwerken van alle systeem (n^{rs} 1105 en 1106), de uurwerkdoozen en uurwerkkastranden (n° 1107), het werk van uurwerken (n° 1108), de benodigdheden voor horlogemakerswerk van kleinen omvang (n° 1109), de armbanduurwerken en de armbanden bestemd om aan zakuurwerken vastgehecht te worden (n° 1110).

N^{rs} 1105 en 1106. — *Zakuurwerken van alle systeem.*

Thans, worden de zakuurwerken en de uurwerkdoozen (met inbegrip der carrures van uurwerkdoozen) tegen 10 t. h. ad valorem belast.

De toepassing dezer taxe geeft aanleiding tot ernstige moeilijkheden in verband met de raming der waarde en leent zich tot misbruiken waaraan een einde dient gesteld. De specifieke rechten zullen deze opruimen.

Voor de vestiging dezer rechten werden de zakuurwerken in twee hoofdgroepen ingedeeld : de zakuurwerken zonder systeemverwikkeling en de ingewikkelde zakuurwerken, chronographen, enz. In elke dezer groepen zijn de producten gerangschikt volgens duidelijk bepaalde waardekenmerken en klimt het recht — per stuk — naar de waarde der voorwerpen. Dit recht behoudt, over 't algemeen, eenen belastingdruk van ongeveer 10 t. h. ad valorem.

N° 1107. — *Uurwerkdoozen en uurwerkkastranden.*

Voor deze artikelen werd eene zelfde wijze van aanslag als voor de zakuurwerken behouden, maar bepaald werd dat de toe te passen rechten degene zijn der uurwerken zonder systeemverwikkeling.

N^{rs} 1108 en 1109. — *Werk van uurwerken, zonder doozen, noch carrures, volledig of onvolledig en Benodigdheden voor horlogemakerswerk van kleinen omvang.*

Handhaving van den huidigen vrijdom.

N° 1110. — *Armbanden vastgehecht of bestemd om aan zakuurwerken vastgehecht te worden.*

Voor de voorwerpen dezer soort, in metaal (litt. a, b en c), werden de huidige rechten, welke 10 of 15 t. h. ad valorem bedragen naar gelang het artikelen in kostbare metalen (*Juwelen* tegen 10 t. h.) of in gemeene metalen (*Kramerij* en *ijzerkramerij* tegen 15 t. h.) geldt, vervangen door rechten per stuk, vastge-

steld naar den aard der samenstellende stof. De voorgestelde rechten streven er naar eenen belastingdruk gelijk aan dezen der huidige taxe te behouden.

De niet metallische armbanden zullen, gezien de verscheidenheid der stoffen waaruit zij kunnen samengesteld zijn, het regime volgen der *werken* volgens de soort.

De nota achteraan het n^r 1110 is eene eenvoudige overneming der thans bestaande bepalingen.

N^{rs} 1111 tot 1117. — *Horlogemakerswerk van grooten omvang.*

Handhaving der huidige rechten en vrijstelling.

B. — WERKTUIGEN EN TOESTELLEN ELDERS NIET GENOEMD.

Deze klasse bevat :

De toestellen en werktuigen uitsluitend gebezigd in geneeskunde, heekunde en veeartsenijkunde (n^r 1118);

Demonstratietoestellen en -werktuigen, en onderwijstoestellen en -werktuigen, enz. (n^r 1119);

Precisie-, meetinstrumenten, enz. (n^r 1120);

Waarnemings-, geodesische- en optische werktuigen, enz. (n^r 1121);

Brillen, lorgnons, monocles, zakkijskijters en dubbelkijters van alle soort (n^r 1122);

Glaswerk en gereedschappen voor werktuigen en toestellen hiervoor bedoeld, alsmede voor laboratoria (n^r 1123).

De huidige vrijstellingen en aanslagen worden gehandhaafd ten opzichte der hierna aangeduide producten :

a) *Vrijstellingen :*

N^r 1119. — Demonstratietoestellen en -werktuigen en onderwijstoestellen en -werktuigen, enz.

N^r 1121-b). — Microscopen.

N^r 1121-d). — Zeekijters en verrekijters.

N^r 1121-e). — Photographische toestellen bijzonder gebouwd voor wetenschappelijke navorschingen (sterrekunde, enz.).

N^r 1121-h). — Telescopen, equatorialen, enz.

N^r 1121-i). — Aard- en hemelbollen.

N^r 1123-b). — Objectieven en oculairs voor de hiervoor opgesomde instrumenten.

b) *Aanslagen :*

N^r 1118-a). — Orthopedische toestellen, breukbanden.

N^r 1118-b). — Tafels voor heekundige operaties.

- N^o 1121-c). — Dradentellers en stereoscopen, waarbij de thans tolvrije *vergrootglazen* gevoegd werden.
- N^o 1121-e). — Photographische toestellen, andere dan die welke bijzonder vervaardigd werden voor wetenschappelijke navorschingen.
- N^o 1121-f). — Toestellen, andere dan die welke als speelgoed dienen, bestemd voor het nemen of het weergeven van lichtbeelden.
- N^o 1121-g). — Projectielantaarnen en -toestellen, andere dan die welke als speelgoed dienen, zonder kinemawerk.
- N^o 1122. — Brillen, lorgnons, monocles, zakkijkertjes en dubbelkijkers van alle soort, met inbegrip, bijgevolg van de artikelen dezer soort met monturen in kostbare metalen thans belast tegen 10 t. h. ad valorem als *Juwelen* of als *Goud- en Zilverwerk* volgens het geval.
- N^o 1123-a). — Lenzen, prisma's, mikkers en optische glazen, elders niet genoemd, gepolijst of geslepen.
- N^o 1123-d). — Verscheidene voorwerpen in glas, porselein, zandsteen, plateelwerk, enz.

Onder het huidig regime worden de artikelen der klasse B, andere dan degene hiervóór vermeld, bijna allen vrij toegelaten onder de benaming *Wetenschappelijke werktuigen en toestellen*.

Deze vrijstelling was gegrond op het feit dat de artikelen dezer soort in de geneeskunde of voor louter wetenschappelijke doeleinden gebezigd werden; voor meest hunner hingen wij overigens van het buitenland af.

Zulks is heden niet meer het geval. Vele instrumenten en toestellen welke ceertijds terecht beschouwd werden als uitsluitend bestemd zijnde voor wetenschappelijke studiën, worden nu in de nijverheid gebruikt, dienen tot het uitoefenen van beroepen of worden gebezigd gelijk elk ander voorwerp van dagelijksch gebruik. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het te noemen de precisie-weegschalen, de passers, de winkelhaken, de calibers, de jangeermaten, de micrometers, de alcoholmeters, de thermometers en barometers, de manometers, de landmeterswinkelhaken en -kompassen, de waterpassen, enz.

Anderdeels worden deze instrumenten, in groot getal, thans in België vervaardigd. Deze nijverheid — welke in andere landen zorgvuldig de bescherming harer Regeering heeft — zal zich eerlang bij ons ook ontwikkelen, indien, op het oogenblik dat onze fabrikanten zich beijveren om eene leemte in de werking der nationale nijverheid aan te vullen, haar eenen onderstand verleend wordt, welke haar in staat stelt met gelijke wapens tegen de vreemde mededinging te kampen. In dien geest, werd dan ook een recht van 10 t. h. ad valorem — ten slotte zeer matig recht — voorgesteld voor de toestellen en werktuigen waarvan sprake.

Opgemerkt wordt, dat dit recht van 10 t. h. neerkomt op eene vermindering voor sommige artikelen welke vroeger tegen 15 t. h. ad valorem belast werden als *Meubels* of als *Kramerij en ijzerkramerij*. Zulks is namelijk het geval voor de thermometers en de barometers welke versierd zijn met niet onontbeerlijke

monturen of versieringen (ex n^o 1120-c en e), de teekenlinialen om kromme lijnen te trekken en de meetlatten (ex n^o 1120-b).

Het gegradueerd of gemeten glaswerk en de voorwerpen in geblazen glas van n^o 1123-c groepeeren artikelen welke thans tolvrij zijn of tegen 10 t. h. ad valorem belast worden. Een eenig recht van fr. 60.» de 100 kgr. wordt voor deze producten voorgesteld.

SECTIE XIX.

Muziekinstrumenten.

Onder het huidig regime zijn de muziekinstrumenten en hunne losse stukken aan verscheidene rechten ad valorem onderhevig : 20, 15, 10 of 5 t. h. volgens het geval.

Op enkele uitzonderingen na, worden al deze rechten in het nieuw tarief, door specifieke rechten vervangen.

Deze sectie omvat al de voorwerpen begrepen onder n^o 30 van het geldend tarief (*Muziekinstrumenten*), zooals zekere artikelen behoorende tot de categorie der *Kramerij en ijzerkramerij* (n^o 38) of in deze der *Verschillende benodigdheden voor de Nijverheid* (n^o 54). Daarentegen zullen de instrumenten, bestemd om als speelgoed te dienen, onder n^o 1195 der Sectie XXI (allerlei samenstellingen) belast worden.

N^o 1124. — *Piano's.*

Er dient een onderscheid gemaakt te worden tussehen de rechte piano's en de piano's met vleugel, onderscheid noodzakelijk gemaakt door de zeer verschillende prijzen dezer instrumenten.

De voorgestelde rechten welke onderscheidenlijk fr. 55.» en fr. 100.» de 100 kgr., voor deze twee soorten van piano's bedragen, werden op grondslag van de gemiddelde waarden van vóór den oorlog vastgesteld, en stemmen met het huidig recht van 20 t. h. ad valorem overeen. Dit recht is noodzakelijk tot het handhaven der Belgische vervaardiging der piano's, welke van onze kunstnijverheid een zeer belangwekkende tak is, dien men niet in verval mag laten geraken.

Volgens de bij onze handelsstatistiek verstrekte cijfers, vertegenwoordigt de vreemde invoer van piano's, orgels en harmoniums, voor het jaar 1921, eene waarde van fr. 8,533,000.» , terwijl, bij den uitvoer, eene waarde van slechts 940,000 frank werd vastgesteld.

Er dient opgemerkt, dat het nieuw tarief eene taxatie volgens het ruw gewicht voorziet, na aftrekking van eene tarra van 25 t. h., voor de piano's ingevoerd in gesloten kisten van gewoon gebruik.

Bij deze bepaling heeft men zich ten doel gesteld om, tijdens het tolonderzoek, lastige en gevaarvolle hanteeringen te vermijden; zij is eene inschikkelijkheid, verleend op uitdrukkelijke aanvraag der invoerders. De aangenomen tarra bereikt het normaal gewicht van de gewone pakmiddelen voor het vervoer der piano's.

N° 1125. — *Auto-piano's, enz.*

Deze tarifeering wordt toegepast op zelfwerkende piano's met pedalen of met motor. Overwegende dat het hier gaat om instrumenten van ingewikkeld maaksel en van betrekkelijk hoogen prijs, kwam het logisch voor hun het regime der piano's met vleugel van n° 1124 toe te passen.

Anderzijds, volgen de zelfwerkende onafhankelijke toestellen, bestemd om op piano's aangepast te worden, het regime der volledige instrumenten; het recht van fr. 100.» is zeer gematigd, indien men beschouwt, dat niettegenstaande hun betrekkelijk gering gewicht, deze toestellen eene hooge waarde bezitten.

N° 1126. — *Kerkorgels, enz.*

Het huidig tarief blijft gehandhaafd.

N° 1127. — *Harmoniums, enz.*

Het recht van fr. 55.» de 100 kil. is gelijk aan het huidig recht van 20 t. h. ad valorem.

Er dient opgemerkt, dat de gunstige bepaling verleend voor de angifte der piano's volgens het ruw gewicht, met aftrekking van eene tarra van 25 t. h., eveneens op de harmoniums en dergelijke instrumenten mag toegepast worden.

N° 1128. — *Straatorgels, enz.*

Het voorgestelde recht in slechts de omzetting van het bestaande recht ad valorem in specifiek recht.

N° 1129. — *Roephorens en roephorentjes, enz.*

Het recht werd op 15 t. h. ad valorem gebracht, ten einde het in overeenstemming te brengen met de rechten der gewone muziekinstrumenten.

N° 1130. — *Harmonica's, enz.*

Het tarief bevat drie trappen volgens het gewicht der instrumenten. Deze rangschikking geeft ruimte voor eene, aan de waarde van deze artikelen aangepaste belasting. De voorgestelde rechten zijn niet zwaarder dan die van het geldend regime.

N° 1131. — *Phonografen, enz.*

Het voorgesteld recht fr. 175.» de 100 kil. is slechts de omzetting van het huidig recht ad valorem; het huldigt eene rechtvaardige bescherming van de Belgische vervaardiging van deze instrumenten, welke tot eene grootere uitbreiding geroepen is.

N^o 1132. — *Cylinders, schijven of platen voor phonografen, enz.*

De niet geregistreerde cylinders, platen, enz., zijn enkel half afgewerkte producten; het kwam logisch voor ze het tolregime te doen volgen dat hun eigen is, volgens de stof waaruit zij samengesteld zijn.

Wat de geregistreerde cylinders, enz., betreft, vertegenwoordigt het recht van fr. 175. » de 100 kil. het huidig recht van 20 t. h. ad valorem.

N^o 1133. — *Metallische et galvanische vormen, enz.*

De belasting werd vastgesteld door gelijkstelling met de geregistreerde cylinders, enz., van n^o 1132.

N^{os} 1135 tot 1137. — *Blaasinstrumenten en instrumenten met rechtstreekschen slag.*

Het recht van 10 t. h. ad valorem dat de verschillende onder deze nummers opgenomen instrumenten treft, werd omgezet in specifieke rechten waarvan de druk 15 t. h. der waarde niet overtreft.

Deze taxatie, welke, zulks moet toegegeven worden, gematigd is, stemt overeen met deze welke in het geldend tarief voorzien is, voor tal van vervaardigde producten : artikelen van ijzerkramerij, meubelen, kleedingstukken, enz.

N^{os} 1138 tot 1144. — *Orgellieren, harpen, violen, violoncelles, contrabassen, enz.*

De voorgestelde rechten vertegenwoordigen gemiddeld 15 t. h. der waarde; zij zijn dus gelijk aan de rechten welke de onder nummers 1135 tot 1137 opgenomen instrumenten, treffen.

N^o 1145. — *Muziekinstrumenten elders niet genoemd, noch begrepen.*

Het recht werd op 15 t. h. ad valorem gebracht ten einde het in overeenstemming te brengen met de rechten der gewone muziekinstrumenten, afzonderlijk in het tarief genoemd.

N^o 1146. — *Toebehooren en losse stukken.*

Litt. a), b), c), e), g), h). — De bestaande rechten, welke 10 t. h. ad valorem bedragen, werden in gelijkwaardige specifieke rechten omgezet.

Litt. d), m), n). — De onder deze littera bedoelde toebehooren, welke thans tegen 15 of 20 t. h. ad valorem belast zijn, worden aan gelijkwaardige specifieke rechten onderworpen.

Litt. i), j), k), l), o). — Behoud van het geringe recht van 5 t. h. ad valorem, in 't belang der Belgische fabrikanten die deze toebehooren gebruiken.

Litt. *f*), *p*), *q*). — Ten einde eene normale belasting te verzekeren, volgen de onder deze littera begrepen artikelen, het regime der werken volgens de soort, in de verscheidene secties van het tarief voorzien.

SECTIE XX.

Wapens.

Het huidig toltarief huldigt den vrijen invoer voor de wapens van alle soort, alsook voor hunne losse stukken.

Dit regime, dat tot vroegere jaren opklint, werd, op uitdrukkelijke aanvraag onzer wapenfabrikanten, in minimumtarief gehandhaafd.

De eenige voorziene uitzondering beoogt werktuigen zooals veedooders, waarschuwers, vuurpijlwerpers, enz. (n^o 1150), welke geene eigenlijk gezegde wapens zijn, en waarvoor in minimumtarief, een recht van 15 t. h. naar de waarde voorgesteld wordt.

In maximumtarief worden alle posten belast naar de waarde, om ons, desnoods, middelen voor een daadwerkelijk optreden in handen te stellen.

SECTIE XXI.

Allerlei samenstellingen.

N^o 1153 tot 1158. — Schoeisels.

Onder de n^os 1153 tot 1158 zijn de talrijke schoenensoorten vereenigd welke het geldend tarief als volgt rangschikt :

1^o Stoffen schoeisels, met zolen andere dan in caoutchouc of in leder : *Kleedingstukken*, enz. — *Vervaardigde voorwerpen*, enz. (Recht van 20 of 15 t. h. ad valorem, volgens de artikelen al dan niet zijde bevatten.)

2^o Lederen schoeisels, met inbegrip van deze met zolen in caoutchouc of in hout; stoffen schoeisels, met lederen zolen. — Regime der *Bewerkte huiden*, tegen 10 t. h. ad valorem.

3^o Schoeisels in caoutchouc, met inbegrip van deze in stof met zolen in caoutchouc : *Bewerkt caoutchouc*, belastbaar tegen 10 t. h. ad valorem.

Belangrijke hoeveelheden vreemde schoeisels worden in België ingevoerd, zooals blijkt uit de handelsstatistiek geputte cijfers, welke nog enkel, als *Bewerkte huiden* belaste artikelen betreffen, daar de andere niet afzonderlijk opgenomen worden :

	Hoeveelheden.	Aangegeven waarde.
	Kil.	Fr.
Jaar 1920	626,095	24,320,349.»
Jaar 1921	479,436	17,252,420.»

Ziehier eveneens de gegevens der handelsstatistiek betreffende den uitvoer :

	Hoeveelheden.	Aangegeven waarden.
	Kil.	Fr.
Jaar 1920	302,172	14,465,280.»
Jaar 1921	193,956	8,492,345.»

De tarifeering ad valorem, welke heden de eenige is welke op de schoeisels der verschillende categorieën toegepast wordt, leidt in de tolpraktijk tot betwistingen voortspruitende uit de groote moeilijkheden waarmede de schatting van uiterst uiteenlopende en aan talrijke prijsschommelingen onderhevige artikelen gepaard gaat. Het werd dan ook gepast geoordeeld deze tarifeering door specifieke rechten te vervangen, welke nu eens per paar, dan eens per 100 kil. vastgesteld zijn.

De omzetting geschiedde, als grondslag nemende een gemiddeld recht van 15 t. h. ad valorem, hetgeen het minimumrecht is dat thans toegepast wordt op de voltooide artikelen behorende tot de klasse van de *Kleedingstukken, Linnen-goed en allerlei vervaardigde voorwerpen*.

De nieuwe bedragen wijzen eene verhooging aan van de huidige rechten, namelijk voor de schoeisels van de klasse der *Bewerkte huiden*. Deze verhooging houdt verband met deze welke voorzien wordt voor de rechten waarmede het bereide leder en de bereide huiden van sectie VII belast worden. Zij wordt daarenboven gewettigd door de noodzakelijkheid eene uiterst belangwekkende nijverheid, deze van het schoenen vervaardigen, bij te springen.

Zooals hoogervermelde cijfers het bewijzen, lijden onze fabricanten niet enkel onder eene scherpe mededinging op hunne eigene markt, maar hunne uitvoer slinkt, namelijk ingevolge de hooge rechten geheven bij den invoer in verscheidene vreemde landen.

N^o 1159. — *Regen- en zonneschermen.*

De huidige rechten van 15 t. h. ad valorem worden tot 20 t. h. opgevoerd voor de onder litt. a opgenomen weeldeartikelen.

N^o 1160. — *Waaiers en handschermen, gemonteerd.*

Weeldeartikelen waarvoor de rechten van 15 tot 20 t. h. opgevoerd werden.

N^{os} 1161 tot 1165, 1169 tot 1172. — *Ivoor, schildpad, paarlemoer en hunne namaakzels; been, hoorn, dierlijke stoffen en plantaardige stoffen welke kunnen gesneden worden; git en Kilkenny-kool; amber, ambroïde, meerschuum en hunne namaakzels.*

De voorgestelde tarifeeringen werden vastgesteld in overeenstemming met de drie voornaamste stadiën welke de in bewerking gestelde stoffen doorloopen om tot geheel afgewerkte voorwerpen te geraken : a) ruwe stof eenvoudig van het

blok afgehaald; b) geslepen, gepolijste, uit den ruwe bewerkte stukken of schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden; c) afgewerkte voorwerpen.

Voor de onder litt. a) opgenomen voorwerpen wordt de vrijdom ten titel van grondstof voorzien, daar dit regime nu reeds toegepast wordt voor het overgroot gedeelte dezer artikelen.

Voor de onder litt. b) opgenomen voorwerpen, wordt een recht van 5 t. h. ad valorem voorgesteld, gelijk aan hetgeen dat de *verschillende benodigdheden voor de nijverheid* van n^o 1209 treft.

Wat de afgewerkte producten betreft worden de thans geldende rechten van 5 of 15 t. h. ad valorem gehandhaafd.

De voorgestelde tarifeering zal dus tot gevolg hebben de grondstof volkomen te ontlasten en het recht op tal van half-fabrikaten welke ingevoerd worden om in het land afgewerkt te worden van 15 tot 5 t. h. te verminderen.

N^o 1166 en 1167. — *Walvischbaarden en werken in schachten van vogelpluimen.*

Behoud der huidige rechten.

N^o 1168. — *Echte paarden en natuurlijke koraal, bewerkt.*

Niet gemonteerd, zijn de paarden dezer soort, thans tolvrij. Daar het hier weeldeartikelen geldt, wordt voorgesteld deze aan een recht van 5 t. h. ad valorem te onderwerpen. Wordt gehandhaaft, het recht van 15 t. h. ad valorem ten opzichte der artikelen, gemonteerd of bereid om rechtstreeks voor den opschik te dienen.

N^o 1173. — *Celluloid en dergelijke plastische stoffen.*

a) *In massa's of in platen, bladen, staafjes of buisjes, niet gepolijst, noch anders bewerkt.* Handhaving van het huidig recht van 5 t. h. ad valorem.

b) *In platen, bladen, staafjes of buisjes, geslepen, gepolijst, enz. en schetsen van voorwerpen klaarblijkelijk bestemd om later bewerkt te worden.* Het geldt hier half-producten waarvoor een recht van 5 t. h. ad valorem voorgesteld wordt ten zelfden titel als voor de soortgelijke artikelen van de n^os 1161 tot 1165 en 1169 tot 1172.

c) *Rollen of strooken voor kinema's (films).* Deze producten worden thans aan het recht van 15 t. h. ad valorem onderworpen.

De aanslag ad valorem wordt enkel voor de niet gevoelig gemaakte films gehandhaafd en het bedrag van het recht wordt tot 10 t. h. teruggebracht naar aanleiding van den handenarbeid welke deze fabrikaten nog moeten ondergaan.

Wat de gevoelig gemaakte films aangaat, zullen de in het ontwerp van tarief voorziene specifieke rechten een einde stellen zoowel aan de ernstige moeilijkheden waarop de toldienst bij de waardenraming dezer artikelen stuit, als aan

de betwistingen welke bij de verrichtingen van onderzoek oprijzen. De voorgestelde rechten streven er naar den huidige belastingdruk te handhaven.

d) *Gevoelig gemaakte pellicules en platen voor de photographie.* De huidige rechten van 15 t. h. ad valorem werden in gelijkwaardige specifieke rechten omgezet.

e) *Werken elders niet genoemd, enz.* Handhaving van het huidig recht.

N^o 1174. — *Werken beeldhouwd of gevormd in stijf sel, enz.*

Handhaving van de geldende rechten.

N^o 1175. — *Bamboesriet, riet, rottingmery, enz., geversd of vernist, enz.*

Handhaving der huidige rechten.

N^o 1176. — *Gereten rottingriet voor het vervaardigen van stoelen en dergelijke gebruiken.*

Grondstof welke thans tegen 5 t. h. ad valorem belast wordt en waarvoor de vrijdom voorgesteld wordt.

N^o 1177. — *Allerlei stroovlechten.*

Behoud van de huidige vrijstelling.

N^o 1178. — *Vlechten, banden en fantasieartikelen in den aard der vlechten, uitsluitend bestemd tot het vervaardigen van hoeden.*

Thans zijn de onder de litt. a en b van n^o 1178 voorziene tarifeeringen slechts toepasselijk op de *vlechten* voor de vervaardiging van hoeden. De producten met eenerlei bestemming, zooals banden of fantasieartikelen in den aard der vlechten, volgen andere regimes (namelijk datgene der *Weefsels volgens de soort*) en zijn, uit dien hoofde veel zwaarder belast. De nieuwe opstelling der rubriek ruimt deze ongerijmdheid op.

N^o 1179. — *Benoodigdheden van allen soort, andere dan vlechten, in bies, enz., uitsluitend bestemd tot het vervaardigen van hoeden.*

Behoud van den huidige vrijdom.

N^o 1180. — *Andere vlechten dan voor de vervaardiging van hoeden, in schors, in bies, enz.*

Onder het huidig regime, worden de vlechten voor matten, in alfagras, bies, schors, rotting, spartogras, enz., toegelaten tegen het verminderd recht van 5 t. h. ad valorem als *Verschillende benoodigdheden voor de nijverheid*. De zelfde

vlechten, tot andere doeleinden bestemd, worden als *Weefsels, niet afzonderlijk getarifeerd*, tegen 10 t. h. ad valorem belast. Het terzake vast te stellen onderscheid is eerder spitsvondig en is niet te rechtvaardigen, de nieuwe tarifeering behoudt enkel het recht van 5 t. h. en voorziet de vrijstelling der niet gebleekte, noch geverfde ruwe artikelen.

N° 1181. — *Stroohulzen voor flesschen.*

De huidige invoerrechten van 15 t. h. ad valorem werden door specifieke rechten vervangen. Laatstvermelde rechten wijzen eene verhooging van den belastingdruk aan, verhooging welke opgelegd werd door de bezorgdheid den ondergang, onder den druk der vreemde mededinging, te verhinderen van eene zeer belangwekkende kleine Belgische nijverheid.

N° 1182. — *Weefsels van mandenmakerswerk, enz.*

Handhaving der huidige rechten.

N° 1183. — *Chineesche matten.*

Het geldt hier geheel afgewerkte artikelen waarvoor een recht van 15 t. h. ad valorem voorgesteld wordt, recht dat doorgaans voor de producten dezer soort aangenomen wordt.

N° 1184. *Artikelen van mandenmakerswerk, van spartovlechtwerk, enz.*

a) *samengevoegd met spinsels of met werken van spinsels uit loutere zijde of met zijde vermengd, met kanten, borduurwerk, enz.* Artikelen van verzorgd maaksel, waarvoor het behoud van het voor tal hunner geldend recht van 15 t. h. ad valorem, voorgesteld wordt.

b) *andere.* De onder deze littera gegroepeerde artikelen van mandenmakerswerk, van spartovlechtwerk, enz., worden thans belast tegen 10 of 15 t. h. ad valorem als *Bewerkt hout* of als *Kramerij en ijzerkramerij*.

De voorgestelde specifieke rechten behouden, over 't algemeen, eenen belastingdruk gelijk aan het gemiddelde der huidige bedragen.

N° 1185. *Bezems.*

Behoud van het in zwang zijnde regime.

N° 1186. — *Borstelwaren.*

De artikelen behorende tot de borstelwaren van n° 1186 worden in het huidig tarief met eenzelfde recht van 15 t. h. ad valorem belast. Voorgesteld wordt dit recht voor de gemeene voorwerpen te handhaven en den aanslag der weeldeartikelen of van verzorgd maaksel tot 20 t. h. op te voeren. Laatstgenoemde producten worden onder littera *b* onder de benaming van *fijne borstelwaren* opgenomen.

N^o 1187. — *Penseelen.*

Onder het huidig regime, worden de penseelen welke inzonderheid bij het verrichten van handwerk gebezigd worden als *gereedschappen* belast (rechten : 10 t. h. ad valorem of fr. 12. » de 100 kil.) en de tot andere doeleinden bestemde penseelen als *Kramerij en ijzerkramerij*, tegen 15 t. h. der waarde.

Het terzake geboden onderscheid, is allermoeilijkst en geeft gestadig aanleiding tot betwistingen. Daarom ook wordt voor al de penseelen zonder onderscheid een eenig recht van 15 t. h. ad valorem voorgesteld.

N^o 1188. — *Vederstoffers en pluimbezempjes.*

Handhaving van het huidig recht.

N^o 1189. — *Artikelen van borstelwaren, elders niet genoemd, noch begrepen.*

De bestaande taxe wordt gehandhaafd.

N^o 1190. — *Teemsen en zeven.*

Eenmaking van het recht op het bedrag van 15 t. h. ad valorem wordt voorgesteld.

N^o 1191. — *Knoopen.*

Handhaving van het bestaande recht.

N^o 1192. — *Vul-penhouders en stylographen, enz.*

Het recht van 15 t. h. ad valorem wordt gehandhaafd.

N^o 1193. — *Schrijfstiften.*

De voorgestelde specifieke rechten streven er naar den belastingdruk der huidige taxe van 15 t. h. ad valorem te bewaren.

N^o 1194. — *Binnenstiftjes.*N^o 1195. — *Spelen, speelgoed en sporttuigen, enz.*N^o 1196. — *Allerlei photos, andere dan op papier of karton, enz.*N^o 1197. — *Kramerij- en kunstdraaiwerkartikelen, enz.*

Behoud der huidige rechten.

N° 1198 tot 1204. — *Springstoffen.*

De classificeering der springstoffen werd geheel aangewerkt en in overeenstemming gebracht met de onderscheidingen, door het Algemeen Reglement van 29 October 1894 gevestigd, op de fabrieken, de opslagplaatsen, het afzetten, het vervoer, het bezit en het gebruik van springstoffen.

De voorgestelde rechten, alhoewel zij zeer gematigd blijven, wijzen eene lichte verhooging der huidige taxes aan voor sommige categorieën van producten waarvan de gelijksoortigen in België veel vervaardigd worden en die al te veel onder de vreemde mededinging lijden. Voor andere categorieën werden de bestaande rechten gehandhaafd of in gelijkwaardige specifieke rechten omgezet.

Hierna de uiteenzetting der verschillende posten :

N° 1198. — *Buskruit.*

Rechten van fr. 15.» tot fr. 20.» de 100 kil. opgevoerd.

N° 1199. — *Dynamiet en daarmee gelijkgestelde springstoffen.*

a) *Met salpeter bereid katoen in vochtigen staat.* — Het recht wordt van fr. 15.» op fr. 10.» de 100 kil. teruggebracht. De vermindering aldus toegestaan naar aanleiding van de verhouding water in deze ontplofbare stoffen vervat, behoudt de gelijkheid in behandeling met de andere dynamietsoorten of daarmee gelijkgestelde producten van litt. b) waarvan de rechten van fr. 15.» tot fr. 30.» de 100 kil. opgevoerd worden.

N° 1200. — *Niet licht ontvlambare springstoffen.*

a) *Trinitrotoluol of trinitrotolueen.* — Vrijstelling gehandhaafd.
b) *Andere.* — Het bestaand recht van fr. 15.» de 100 kil. wordt tot fr. 25.» opgevoerd.

N° 1201. — *Ontploffers met electrische zundkruitlonten en andere.*

Het huidig recht van 5 t. h. ad valorem wordt in een gelijkwaardig specifiek recht omgezet (fr. 15.» de 1,000 stuks).

N° 1202. — *Vuurwerk.*

a) *Electrische zundkruitlonten zonder ontploffer.* — Deze artikelen welke thans tegen 5 t. h. ad valorem belast worden als *Verschillende benodigdheden voor de nijverheid* werden, vóór 13 September 1907, in de klasse der *Kramerij* gerangschikt en belast met het recht van 13 t. h. ad valorem, recht dat voor dezen post van het tarief, nadien tot 15 t. h. opgevoerd werd. Deze taxe wordt opnieuw op de zundkruitlonten waarvan sprake toegepast.

b) *Knalbonbons en knaleruten, enz.* — Handhaving van het huidig recht.

c) *Andere.* — Onder deze littera zijn producten gegroepeerd welke thans tegen 15 of 20 t. h. ad valorem belast worden. Eenmaking op het bedrag van 20 t. h. wordt voorgesteld.

N^o 1203. — *Veiligheidsamunitie.*

- a) *Slaghoedjes van knalpoeder.* — Behoud van de huidige taxe.
- b) *Patronen voor handvuurwapens.*
- c) *Mijnveiligheidslonten.* — Omzetting der geldende rechten ad valorem in gelijk waardige specifieke rechten.
- d) *Niet afzonderlijk genoemd.* — Het huidig recht van 15 t. h. ad valorem wordt gehandhaafd.

N^o 1204. — *Nitroglycerine niet vermengd met eene opslorpende stof, eigenlijk gezegd dynamiet dat nitroglycerine uitslaat, enz.*

Handhaving van het bestaand invoerverbod.

N^o 1205. — *Ledige hulzen, met of zonder zunder, voor allerlei patronen.*

De huidige rechten van 15 of 20 t. h. ad valorem, volgens de soort der producten, werden in een specifiek recht met gelijkwaardigen gemiddelden belastingdruk veranderd.

N^o 1206. — *Lucifers.*

De rechten op de lucifers werden herzien bij de wet van 6 Februari 1923, naar dewelke men te dezer plaatse, gewoonweg meent te kunnen verwijzen.

N^o 1207. — *Artikelen in ontvlambare stoffen, zooals gezwavelde lonten, bereide tonderzwam, enz.*

Thans worden sommige dezer artikelen vrij toegelaten, andere worden tegen 15 t. h. ad valorem belast. Eenmaking van het regime met behoud van het recht van 15 t. h. wordt voorgesteld.

N^o 1208. — *Gloeikousjes voor de verlichting, gedrenkt of bereid.*

Het voorgesteld specifiek recht (fr. 40.» de duizend stuks) stemt met den huidige aanslag (15 t. h. ad valorem) overeen.

N^o 1209. — *Verschillende benooidigheden voor de nijverheid.*

Handhaving van het huidig recht.

N^o 1210. — *Pakking (bourrages) en pakkingkoorden voor machines, enz.*

Het bestaand recht wordt behouden.

N^o 1211. — *Verschillende werken, andere dan juwelierswaren, elders niet genoemd, met monturen, belegsels of gedeelten in kostbare metalen, deze laatste, in gewicht, het hoofdbestanddeel der voorwerpen niet uitmakend.*

Behoud der huidige taxe van 15 t. h. ad valorem.

N^o 1212. — *Beurseffecten, nieuwe postzegels, enz.*

Vrijstelling gehandhaafd.

N^o 1213. — *Producten samengesteld uit stoffen of bestanddeelen verschillend belast, in dezen staat niet afzonderlijk getarifeerd.*

Krachtens algemeene of bijzondere in het ontwerp van tarief voorkomende nota's, volgen de producten welke uit verschillende belaste stoffen samengesteld zijn, in menig geval, het regime van de stof welke, naar het gewicht, in de samenstelling overheerscht. Deze wijze van aanslag is namelijk aangenomen voor verscheidene categorieën van werken in weefbare stoffen, van bewerkte metalen, van machines en mechanieke werktuigen, enz.

In andere gevallen, duidt de opstelling der rubriek zelf het regime aan dat toepasselijk is op de producten eener bepaalde samenstelling. Soms ook worden afzonderlijk genoemde producten belast zonder inachtneming der stoffen welke in hunne samenstelling voorkomen.

Het in n^o 1213 voorziene regime, dat is, de aanslag volgens het meest belaste deel van het mengsel, zal zijne toepassing vinden in de in het tarief niet uitdrukkelijk voorziene gevallen.

Deze bepaling beoogt het vaststellen van het tolregime der goederen waarvan de samenstelling veranderlijk is of niet kan voorzien worden; zij is daarenboven noodzakelijk om te verhinderen dat mengsels, welke samengesteld zijn — soms opzettelijk — uit belastbare stoffen en eene overmaat van tolvrije stoffen, ten onrechte de vrijstelling zouden genieten.

Overigens brengt nota (1) eene correctuur aan het beginsel van den aanslag naar de meest belaste stof, in dien zin dat die wijze van aanslag niet toegepast zal worden wanneer de deelen van het mengsel gemakkelijk van elkander kunnen gescheiden worden of wanneer het slechts toebehooren geldt.

N^o 1214. — *Kunst- en verzamelingsvoorwerpen, buiten handel.*

Vrijstelling gehandhaafd.

N^o 1215. — *Ledige pakmiddelen.*

Handhaving van het huidig regime.

N^o 1216. — *Pakmiddelen gevuld ingevoerd.*

Het in het ontwerp van tarief voorgesteld regime brengt eene wijziging aan in het bestaand stelsel, in dien zin dat litt. b) en nota (4) bepaalt dat *rechtstreek-*

sche pakmiddelen welke naar het gewicht belaste goederen omvatten, beschermen, steunen of conditioneeren en welke, bij den verkoop in 't klein, van de koopwaar niet gescheiden worden en terzelfdertijd als deze laatste in handen van den kooper overgaan, aan dezelfde rechten onderworpen zijn als de producten waarmee zij verband houden.

Deze bepaling zal de tolverrichtingen heel wat vergemakkelijken daar zij, voor de goederen welke vervat zijn in emballage, eener bijzondere conditioneering, de afzonderlijke belasting dezer laatsten afschaft, en bijgevolg de invoerders van de verplichting ontslaat de goederen netto te wegen, waardoor zij het gevaar loopen hunne frischheid te verliezen en voor den verkoop ongeschikt te worden.

Overigens, blijven de andere bestaande beschikkingen in zwang en wordt de vrijdom, voor de *gewone* of *gebruikelijke* pakmiddelen welke tolvrije goederen of goederen belast naar het netto gewicht, naar het getal of naar de waarde bevatten, gehandhaafd.

* * *

De omwerking van het toltarief vorderde aanzienlijken arbeid, daar de uitgebreide stof, welke dit tarief omvat, elk gebied van nijverheids- en handelswerkzaamheid aanbelangt. Het Beheer der douanen, in volle eenstemmigheid met de bevoegde diensten der andere ministerieele Departementen — bijzonder van de Buitenlandsche Zaken, van Nijverheid en Arbeid, en van Landbouw — heeft de moeilijke vraagstukken welke bij iederen post, ook bij elk bedrag der rechten rezen, onderzocht met de aandacht welke de gewichtigheid der onderwerpen vergde. Uit den stortvloed van verzoekschriften en memoranda, welke sedert den wapenstilstand tot het Beheer gericht werden, heeft het getracht de gegevens, welke waarlijk de nationale staathuishoudkunde aanbelangen, af te zonderen, ze uit te pluizen, en ze tot hun recht te doen komen. Het voorstel dat het aan de Regeering onderworpen heeft en dat door deze werd aangenomen, is op zijn minst een gewetensvol werk.

De Regeering heeft er voor gezorgd het ontwerp met al de mogelijke duidelijkheid over te leggen, zijnen organischen bouw omstandig uit te leggen en ook, per artikel, de verschillen, welke het ten opzichte van het geldend tarief vertoont, te doen uitschijnen. Om het geheel nog meer in 't licht te stellen en aldus te vermijden, dat de minste onduidelijkheid in welken uithoek ook zou kunnen bestaan, werd, voor alle posten, het nieuwe voorgestelde regime nevens het bestaande geplaatst. De vergelijkende tabel, bij deze Memorie gevoegd, voltooit in dien zin de documentatie.

Het zal niet onopgemerkt blijven, dat in 't algemeen, voor de aan rechten onderworpen goederen, de hooge bedragen 15 t. h. der waarde niet overtreffen, behalve voor de artikelen, welke niet van dagelijksch gebruik zijn, welke zich niet als onontbeerlijk vertoonen, en welke voor het meerendeel eerder behooren tot hetgeen men gewoonlijk als weldeartikelen beschouwt. Welnu, op grond dat het recht van 15 t. h. niet overschreden wordt, mag gezegd worden dat de belasting in den regel der fiscale taxatie blijft zonder dat een blijkbaar kenteeken van bescherming daaraan kleeft.

Niet werd ontveinsd dat het nieuw regime, op plaatsen, de sporen draagt van de behoefte den moeilijken toestand waarin sommige onzer nijverheden zich

bevinden, te verbeteren; deze maatregelen bleven nochtans beperkt binnen de grenzen eener wijze gematigdheid.

De Regeëring vertrouwt, dat het tarief zooals het voorgesteld wordt de economische belangen van het land zal bevorderen door de toepassing van handelwijzen in overeenstemming zoowel met de binnenlandsche, als met de internationale toestanden. En zelfs zal het werktuig dank zij de rekbaarheid van zijnen opzet zich in de toekomst aan de omstandigheden aanpassen.

Een wensch om te eindigen : het Parlement zal wel willen overwegen, dat het overgelegde ontwerp tot diegene behoort welke eene spoedige oplossing eischen, ten einde zooveel mogelijk, en zulks in het algemeen belang, de groote speculaties te vermijden waartoe de belangrijke veranderingen in zake invoerrechten onfeilbaar aanleiding geven.

De Eerste Minister,
Minister van Financiën,
G. THEUNIS.

(112)

ANNEXE AU N° 191.

Projet de loi sur le tarif des douanes.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

. Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté, en Notre nom, aux
Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les marchan-
dises importées sont établis conformé-
ment aux dispositions de la présente loi
et du tableau qui y est annexé.

ART. 2.

Le tarif minimum est applicable à
toutes marchandises à l'égard desquelles
un régime différent n'a pas été expres-
sément établi.

ART. 3.

Sur délibération prise en Conseil des
Ministres, le Gouvernement est autorisé
à appliquer le tarif maximum en tout

BIJLAGE VAN N° 191.

Ontwerp eener toltariefwet.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister-
raad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt, zal, in Onzen naam, bij de Wet-
gevende Kamers ingediend worden :

ARTIKEL ÉÉN.

De invoerrechten op de ingevoerde
goederen worden gevestigd overeen-
komstig de bepalingen dezer wet en der
daarbij gevoegde tabel.

ART. 2.

Het minimumtarief is toepasselijk op
alle goederen ten opzichte waarvan een
verschillend regime niet uitdrukkelijk
werd vastgesteld.

ART. 3.

Na beraadslaging genomen in den
Ministerraad, is de Regeering gemach-
tigd om gansch of ten deele het maxi-

ou en partie, ou des droits compris entre ce tarif et le tarif minimum :

1° Aux marchandises originaires ou en provenance de pays qui se trouveraient sans arrangement commercial avec la Belgique, qui ne lui accorderaient pas le traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce, de navigation et de douane ou qui, par des prohibitions ou des restrictions édictées à l'entrée ou à la sortie, ou par l'application de droits ou taxes excessifs, porteraient gravement atteinte au commerce, à la navigation ou à l'industrie belges.

2° Temporairement aux marchandises qui, à la suite de réactions économiques profondes déterminées dans les pays d'origine ou de provenance par le fléchissement considérable du change monétaire, pourraient pénétrer en Belgique avec des avantages tels que les conditions normales de la concurrence s'en trouveraient essentiellement viciées au point de mettre l'industrie nationale en grave péril.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Les marchandises originaires des pays qui jouissent d'un tarif réduit ne peuvent être admises au bénéfice de ce tarif que s'il est justifié de leur origine dans les formes et conditions qui seront déterminées par le Gouvernement.

§ 2. — Les fausses déclarations d'origine ou de provenance sont considérées comme comportant une fausse dénomination des marchandises et sont punissables des peines prévues de ce dernier chef.

minimumtarief, ofwel tusschen dit tarief en het minimumtarief begrepen rechten toe te passen :

1° Op de goederen oorspronkelijk of herkomstig uit landen die met België geen handelsvergelijk mochten hebben, die het niet de behandeling op den voet der meest begunstigde natie in alles wat betreft den handel, de scheepvaart en de douane mochten verleen, of die, bij verbodsbepalingen of beperkingen bij den in- of uitvoer, of bij toepassing van overdreven rechten of taxes, aan België's handel, zeevaart of nijverheid bedenkelijk mochten afbreuk doen.

2° Tijdelijk op de goederen, die, ten gevolge van diepgaande economische terugwerkingen in de landen van oorsprong of herkomst veroorzaakt door de aanzienlijke inzinking van den wisselkoers, in België mochten indringen met zulke voordeelen dat de normale voorwaarden der mededinging daardoor in de kern mochten geschokt worden, in zooverre onze nationale nijverheid ernstig in gevaar te brengen.

ART. 4.

§ 1. — De goederen oorspronkelijk uit landen die een verminderd tarief genieten, kunnen slechts tot het voordeel van dat tarief toegelaten worden indien hun oorsprong bewezen wordt in de vormen en de voorwaarden door de Regeering te bepalen.

§ 2. — De verkeerde aangiften van oorsprong of van herkomst worden beschouwd als houdende eene verkeerde benaming der goederen en zijn strafbaar met de straffen uit dien laatsten hoofde voorzien.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Sauf les exceptions établies par le tarif, les droits d'entrée d'après le poids sont liquidés :

a) Sur le poids brut, quant aux marchandises assujetties à des droits qui ne dépassent pas 10 francs les 100 kilogrammes en tarif minimum et 30 francs les 100 kilogrammes en tarif maximum, coefficients non compris.

b) Sur le poids net légal, quant aux marchandises pour lesquelles il est fixé une tare dite légale, sauf la faculté réservée à l'importateur de déclarer le poids net réel.

c) Sur le poids net réel, quant aux autres marchandises.

§ 2. — Le poids brut est obtenu en pesant les marchandises avec tous les récipients et emballages qui les contiennent.

Le poids net réel est obtenu en déduisant du poids brut le poids de tous les récipients et emballages.

Le poids net légal est obtenu en déduisant du poids brut la tare dite légale.

§ 3. — Le Gouvernement arrêtera le tableau des tares légales et déterminera dans quels cas et pour quelles marchandises les droits pourront être liquidés sur la base du poids net légal.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les droits spécifiques sont calculés en appliquant aux quantités les taux de base multipliés par les coefficients dont ceux-ci sont affectés.

ART. 5.

§ 1. — Behoudens de uitzonderingen bij het tarief gevestigd, worden de invoerrechten naar het gewicht verrekend :

a) Op het ruw gewicht, voor de goederen onderworpen aan rechten welke in minimumtarief 10 frank de 100 kil., en in maximumtarief 30 frank de 100 kil., niet overtreffen, de coëfficiënten niet medegerekend;

b) Op het wettelijk zuiver gewicht, voor de goederen waarvoor eene zoogenaamde wettelijke tarra bepaald is, behoudens het den invoerder voorbehouden recht het werkelijk zuiver gewicht aan te geven;

c) Op het werkelijk zuiver gewicht, voor de andere goederen.

§ 2. — Het ruw gewicht wordt verkregen door het wegen der goederen mitsgaders alle recipiënten en verpakkingen waarin zij verval zijn.

Het werkelijk zuiver gewicht wordt verkregen door het gewicht van alle recipiënten en verpakkingen van het ruw gewicht af te trekken.

Het wettelijk zuiver gewicht wordt verkregen door de zoogenaamde wettelijke tarra van het ruw gewicht af te trekken.

§ 3. — De Regeering stelt de tabel vast der wettelijke tarra's en bepaalt in welke gevallen en voor welke goederen de rechten op den grondslag van het wettelijk zuiver gewicht mogen verrekend worden.

ART. 6.

§ 1. — De specifieke rechten worden berekend door de grondslagbedragen, vermenigvuldigd met de daaraan verbonden coëfficiënten, op de hoeveelheden toe te passen.

§ 2. — Suivant la tenue de valeur des marchandises et les contingences économiques, le Gouvernement pourra réduire ou supprimer les coefficients de majoration, selon l'espèce ou l'origine des marchandises, sauf la faculté, au besoin, de rétablir ces coefficients mais dans la limite maxima des taux primitifs.

ART. 7.

Pour la liquidation des droits ad valorem, la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont normalement au lieu d'origine ou de fabrication, augmentée des frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et tous autres nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu du dédouanement.

Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix normal de gros des marchandises similaires sur le marché belge au moment de l'importation, déduction faite d'une somme en rapport avec les droits, calculés d'après le tarif minimum, que les produits de l'espèce supporteraient à l'entrée.

ART. 8.

Par modification à l'article unique de la loi du 29 mars 1873, les marchandises réimportées de l'étranger après y avoir subi une main-d'œuvre sont assujetties aux droits sur la base de l'augmentation de valeur résultant de cette main-d'œuvre.

Ces droits sont fixés par le Ministre des Finances, sans qu'ils puissent dépasser le taux de 15 p. c. ad valorem en tarif

§ 2. — De Regceering mag, volgens den waardestand der goederen en volgens de economische gebeurlijkheden, de coëfficiënten van verhooging lager stellen of afschaffen, naar gelang den aard of den oorsprong der goederen, behoudens het recht deze coëfficiënten desnoods te herstellen, doch slechts binnen de maximagrens der primitieve bedragen.

ART. 7.

Voor de verevening der rechten ad valorem is de aan te geven waarde diegene welke de goederen op normale wijze hebben op de plaats van oorsprong of van vervaardiging, vermeerderd met de kosten van verpakking, van vervoer, van verzekering, van commissieloon, en alle andere kosten noodig voor den invoer tot op de plaats der inklaring.

Deze waarde mag in geen geval minder bedragen dan de normale grossiersprijs van soortgelijke koopwaren op de Belgische markt op het oogenblik van den invoer, na aftrek eener som in verhouding tot de rechten, berekend volgens het minimumtarief, waaraan de producten van dien aard bij den invoer onderworpen zijn.

ART. 8.

Met wijziging in het eenig artikel der wet van 29 Maart 1873, worden de goederen, uit den vreemde wederingevoerd na aldaar eene bewerking te hebben ondergaan, aan de rechten onderworpen op den grondslag der waardeverhooging welke uit deze bewerking voortspruit.

Deze rechten worden door den Minister van Financiën bepaald, zonder dat zij het bedrag van 15 t. h. ad

minimum ou celui de 30 p. c. ad valorem en tarif maximum.

ART. 9.

Le Ministre des Finances arrêtera les mesures aux fins de l'exécution de la présente loi.

Il publiera un répertoire général des marchandises, avec notes explicatives, indiquant le régime douanier applicable dans chaque cas. Ce répertoire pourra, suivant les circonstances, être complété ou modifié.

ART. 10.

Les mesures prises en vertu de l'article 3 sont présentées à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session.

Les mesures prises en vertu du § 2 de l'article 6 sont soumises aux Chambres dans les mêmes délais.

ART. 11.

Sont abrogées toutes stipulations des lois antérieures en ce qu'elles ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

ART. 12.

Le Gouvernement fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 4^{er} mars 1923.

valorem in minimumtarief of dat van 30 t. h. in maximumtarief mogen te boven gaan.

ART. 9.

De Minister van Financiën zal de maatregelen voor de uitvoering dezer wet treffen.

Hij zal een algemeen repertorium der goederen uitgeven, met verklarende nota's en met aanduiding van het tolregime dat in elk geval toepasselijk is. Dit repertorium kan, volgens de omstandigheden, aangevuld of gewijzigd worden.

ART. 10.

De krachtens artikel 3 getroffen maatregelen worden aan de goedkeuring der Kamers onderworpen, onmiddellijk, indien zij vereenigd zijn, of anders in den loop van den eerstkomenden zitting.

De krachtens § 2 van artikel 6 getroffen maatregelen worden binnen dezelfde tijdsbestekken aan de Kamers onderworpen.

ART. 11.

Wordt ingetrokken al hetgeen bij de vroegere wetten in strijd met de voorgaande bepalingen wordt bedongen.

ART. 12.

De Regeering zal den datum van inwerkingstreding dezer wet vaststellen.

Gegeven te Brussel, den 1^{er} Maart 1923.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.